

# La répression de la torture en droit positif béninois

Citation for published version (APA):

Gbossou, A. (2019). *La répression de la torture en droit positif béninois*. [, Maastricht University]. ProefschriftMaken. <https://doi.org/10.26481/dis.20191002ag>

**Document status and date:**

Published: 01/01/2019

**DOI:**

[10.26481/dis.20191002ag](https://doi.org/10.26481/dis.20191002ag)

**Document Version:**

Publisher's PDF, also known as Version of record

**Please check the document version of this publication:**

- A submitted manuscript is the version of the article upon submission and before peer-review. There can be important differences between the submitted version and the official published version of record. People interested in the research are advised to contact the author for the final version of the publication, or visit the DOI to the publisher's website.
- The final author version and the galley proof are versions of the publication after peer review.
- The final published version features the final layout of the paper including the volume, issue and page numbers.

[Link to publication](#)

**General rights**

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal.

If the publication is distributed under the terms of Article 25fa of the Dutch Copyright Act, indicated by the "Taverne" license above, please follow below link for the End User Agreement:

[www.umlib.nl/taverne-license](http://www.umlib.nl/taverne-license)

**Take down policy**

If you believe that this document breaches copyright please contact us at:

[repository@maastrichtuniversity.nl](mailto:repository@maastrichtuniversity.nl)

providing details and we will investigate your claim.

# **La répression de la torture en droit positif béninois**



# **La répression de la torture en droit positif béninois**

Dissertation

to obtain the degree of Doctor at the Maastricht University,  
on the authority of the Rector Magnificus Prof. dr. Rianne M. Letschert  
in accordance with the decision of the Board of Deans,  
to be defended in public on 2 October 2019 at 10.00 a.m.

by

Alphonse GBOSSOU

**Supervisors**

Prof. Michael G. Faure

Prof. Akuété Santos

**Assessment Committee**

Prof. Theo van Boven, Maastricht University (Chair)

Prof. Vanessa Franssen, Université de Liège

Prof. Olivier Michiels, Université de Liège

Prof. Anne Pieter van der Mei, Maastricht University

## **DEDICACE**

A toutes les personnes victimes, d'une manière ou d'une autre, de la violation de l'interdiction de la torture et qui n'ont pas droit à la justice et n'en auront probablement jamais accès à la justice.

Cette œuvre vise à corriger ces genres de situation pour l'avenir.



## REMERCIEMENTS

A Monsieur le Professeur **Akueté Pedro SANTOS**, ancien Doyen de la Faculté de Droit de Lomé qui, en dépit de ses nombreuses occupations a accepté de diriger cette thèse et qui m'a aidé à mûrir ma réflexion et à mener à terme mes recherches ;

A Monsieur le Professeur **Michael G. FAURE LL.M.**, Academic Director METRO Institute (Université de Maastricht) pour son aimable accord de diriger cette thèse et ses précieux conseils, soutiens et efforts indispensables jusqu'à la fin du travail ;

Aux membres du Comité de lecture, notamment, le Professeur **Théo VAN BOVEN**, le Professeur **Anne Pieter VAN DER MEI** (Université de Maastricht), la Professeur **Vanessa FRANSSEN** et le Professeur **Olivier MICHIELS** (Université de Liège) pour vos précieuses corrections, suggestions et orientations ;

A Marina JODOGNE, Licette POLL et Yleen SIMONIS (Université de Maastricht) et tout le personnel administratif pour vos précieuses diligences en vue d'une soutenance dans de bonnes conditions ;

A Mahutin Jean-Baptiste AGONHE et Zita ASSANI pour la relecture du manuscrit ;

A Maître Jean Claude AVIANSOU, avocat à la Cour, pour la documentation et sa sollicitude ;

A Messieurs Léon P. YEHOUENOU, Rodolphe Yaovi AZO et Henri Joël OUESSOU, magistrats, pour leurs conseils et encouragements ;

A Maîtres Wadjoudou SONKPIAN, Aurélien ZINDEGLA et Pierre AHODEGNON, greffiers au TPI/Abomey pour la franche collaboration ;

A Juste BIO YARA et à tout le personnel de la bibliothèque de l'Ecole doctorale de la Faculté de droit et de sciences politiques (FADESP) et de la Chaire UNESCO des droits de la personne et de la démocratie de l'Université d'Abomey Calavi ;

A tout le personnel de la bibliothèque de la Faculté de droit de l'Université de Lomé ;

A tout le personnel de la bibliothèque de l'Ecole nationale d'Administration et de Magistrature (ENAM) de l'Université d'Abomey Calavi ;

A tous les parents, ma famille, les amis, les collègues magistrats et autres personnels judiciaires et à tous ceux qui, à un titre ou à un autre, savent déjà tout ce que ce travail leur doit, j'adresse mes sincères remerciements.





## PRINCIPAUX SIGLES ET ABREVIATIONS

ABJC	Annuaire Béninois de Justice Constitutionnelle
ADI	Association de Droit International
AI	Amnesty International
AIDP	Association Internationale de Droit Pénal
Al.	Alinéa
Art.	Article
Bull. civ.	Bulletin des Arrêts de la Cour de Cassation Française, Chambre Civile
Bull. crim.	Bulletin des arrêts de la Cour de Cassation Française, Chambre Criminelle
CAT	Committee Against Torture (Comité contre la torture)
CAT1	Observation générale N° 1 (1998), (Rapport du Comité contre la torture)
CAT2	Observation générale N° 2 (2008) du Comité contre la torture (Application de l'article 2 de la Convention)
CAT3	Observation générale N° 3 (2012) du Comité contre la torture (Application de l'article 14 de la Convention)
CCJA	Cour Commune de Justice et d'Arbitrage de l'OHADA
CCT	Comité Contre la Torture
CDH	Comité des Droits de l'Homme
CEDH	Cour Européenne des Droits de l'Homme
CIJ	Cour Internationale de Justice
CPF	Code Béninois des Personnes et de la Famille
CPI	Cour Pénale Internationale
CPJ	Cour Permanente de Justice
CPT	Comité Européen pour la Prévention de la Torture
DAPI-ONG	Dispensaire Ami des Prisonniers et ses Indigents
DCC	Décision Cour Constitutionnelle (du Bénin)
Dir.	Sous la direction de
DUDH	Déclaration Universelle des Droits de l'Homme
Ed.	Edition
FIDH	Fédération Internationale des Droits de l'Homme
Gaz. Pal.	Gazette du Palais
ICC	International Criminal Court
ITT	Incapacité Temporaire de Travail
JCP	Juris-Classeur Périodique
J.O.	Journal Officiel
JORB	Journal Officiel de la République du Bénin
JORF	Journal Officiel de la République Française
LGDJ	Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence
NU	Nations-Unies
OHADA	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
P.	Page
PIDCP	Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques
PIDESC	Pacte International relatif aux Droits Economiques, Sociaux et Culturels
PP.	Pages
PUB	Presses Universitaires du Bénin
PUF	Presse Universitaire de France

RBDI	Revue Belge de Droit International
RBSJA	Revue Béninoise des Sciences Juridique et Administrative
RDA	Revue de Droit Africain
Rec.	Recueil
Req.	Requête
RFDA	Revue Française de Droit Administratif
RGDIP	Revue Générale de Droit International Public
RSCDPC	Revue de Science Criminelle et Droit Pénal Comparé
RSDA	Revue Sénégalaise de Droit Africain
RTDH	Revue Trimestrielle des Droits de l'Homme
RU	Royaume-Uni
RUDH	Revue Universelle des Droits de l'Homme
SDN	Société des Nations
TMI	Tribunal Militaire International
TPI	Tribunal de Première Instance
TPI ad hoc	Tribunaux Pénaux Internationaux ad hoc
TPIR	Tribunal Pénal International pour le Rwanda
TPIY	Tribunal Pénal International pour l'ex Yougoslavie
UA	Union Africaine
UAC	Université d'Abomey Calavi
UCL	Université Catholique de Louvain
UL	Université de Liège
ULB	Université Libre de Bruxelles
UM	Université de Maastricht

## INTRODUCTION GENERALE

1. Loin d'être une pratique ancienne éradiquée à l'aube des temps modernes, la torture continue de prospérer, principalement dans des endroits où les personnes sont privées de leur liberté, mais également en dehors de ces lieux<sup>1</sup>. Les campagnes d'Amnesty international et d'autres associations de volontariat militant pour mettre fin à ce fléau ne fléchissent pas non plus.

Aujourd'hui, comme hier, la lutte contre la torture suscite toujours un engouement marqué. Aussi, la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples se déclare-t-elle « *profondément préoccupée par la fréquence continue d'actes de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, (...), considère que torturer un être humain constitue un affront à la dignité humaine ; rappelle aux Etats l'obligation de prendre les mesures visant à prévenir la torture, à lutter contre l'impunité, (...); insiste sur l'importance que les Etats africains prennent des mesures pour prévenir et lutter contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ; exhorte les Etats parties à criminaliser et à pénaliser tous les actes de torture (...)* »<sup>2</sup>.

Quant à la Cour constitutionnelle du Bénin, elle affirme qu'il est du devoir de l'Etat de garantir et de protéger la dignité humaine et l'intégrité physique et morale de la personne<sup>3</sup>.

2. Le droit pour toute personne, quelle que soit sa condition, d'être à l'abri de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants constitue souvent une référence aux discours officiels de portée nationale ou internationale. La société civile le réclame ; la classe politique en parle abondamment ; les juristes s'embrouillent. Tant la notion est à la fois complexe, floue et évolutive<sup>4</sup>. Les juristes, pénalistes notamment, tentent de concilier la notion avec le droit pénal, afin de lui trouver un gendarme en cas de sa violation. En effet, tout droit engendre un devoir essentiel, celui de ne pas l'ôter à autrui. Quiconque l'enfreint doit être châtié. Mais si l'interdiction de la torture et le droit pénal vont parfois de pair et peuvent former un couple, ce couple est souvent mouvementé faisant croire à un conflit entre les deux disciplines<sup>5</sup>. Cependant la première sans le deuxième est un vœu pieu et abstrait, sans concrétisation. Mais le deuxième sans aucune considération de la première risque d'aboutir à la barbarie ; les mettre ensemble et « en paix » requiert de véritables stratégies ; parce que l'interdiction de la torture contient une dimension morale et éthique<sup>6</sup>.
3. Cette introduction a le souci de fixer certains points sans lesquels on comprendrait sans doute imparfaitement les problèmes auxquels est confrontée la répression de la torture au Bénin et les solutions susceptibles d'être préconisées. En quatre points, notre présentation appelle successivement les définitions essentielles (A) et les justifications du choix du sujet délimité (B),

---

<sup>1</sup> Amnesty International ; Combattre la torture, Manuel pour l'action, EFAI, Paris, 2004, p. 10.

<sup>2</sup> Commission africaine ; Résolution sur la prévention et la prohibition de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ; 41<sup>e</sup> Session ordinaire ; Accra, 16 au 30 mai 2007.

<sup>3</sup> DCC ; 02-052 du 31 mai 2002 ; Recueil 2002 de la Cour constitutionnelle.

<sup>4</sup> CEDH ; Arrêt Markx du 13 juin 1979, série A n° 31. Et aussi : Carine LAURENT-BOUTOT : La Cour de cassation face aux traités internationaux protecteurs des droits de l'homme, Thèse de doctorat en droit, Université de Limoges, 2006, p. 1.

<sup>5</sup> Régis de GOUTTES, « Droit pénal et droit de l'homme », in Revue de science criminelle et droit pénal comparé, 2000, p. 142.

<sup>6</sup> Mireille DELMAS-MARTY, Le flou du droit ; Du droit pénal aux droits de l'homme, PUF, Paris, 2004, p. 346.

révèle ses intérêts scientifiques (C) et expose la physionomie du droit d'être à l'abri de la torture au Bénin puis annonce et justifie le plan (D).

### A. Quelques définitions essentielles

4. La torture est communément définie comme : «1- tout acte par lequel une douleur ou des souffrances aiguës, physiques ou mentales, sont intentionnellement infligées à une personne, aux fins notamment d'obtenir d'elle ou d'une tierce personne des renseignements ou des aveux, de la punir d'un acte qu'elle ou une tierce personne a commis ou est soupçonnée d'avoir commis, de l'intimider ou de faire pression sur une tierce personne ou pour tout autre motif fondé sur une forme de discrimination quelle qu'elle soit, lorsqu'une telle douleur ou de telles souffrances sont infligées par un agent de la fonction publique ou toute personne agissant à titre officiel ou à son instigation ou avec son consentement exprès ou tacite. Ce terme ne s'entend pas à la douleur ou aux souffrances résultant uniquement de sanctions légitimes, inhérentes à ces sanctions ou occasionnées par elles.  
2- Cet article est sans préjudice de tout instrument international ou de toute loi nationale qui contient ou peut contenir des dispositions de portée plus larges<sup>7</sup>».

On peut constater qu'une telle définition est générale. Il est très difficile d'enfermer dans une formule restreinte une réalité aussi dynamique et évolutive que la torture sans trahir certains de ses aspects. Il importe de toujours adapter la définition à l'évolution de la société. C'est pourquoi *« les mesures que le Comité considère comme efficaces et recommande d'adopter sont en constante évolution comme le sont aussi, malheureusement, les méthodes de torture et de mauvais traitements »*<sup>8</sup>. Le terme ne peut être mieux cerné que si au-delà de la définition conventionnelle, globale on fait un rapprochement avec les atteintes voisines (1), en apportant quelques précisions sur les différents cas de torture (2) et leur mode de répression qui est le point d'aboutissement du combat contre la torture (3).

#### 1. L'interdiction de la torture

5. Cette expression est aussi souvent désignée par le droit d'être à l'abri de la torture<sup>9</sup>. Elle englobe la torture telle que définie ci-dessus mais aussi les mauvais traitements<sup>10</sup>. Réunir toutes les atteintes (infractions) sous une seule expression, l'interdiction de la torture, est susceptible de favoriser la répression. Le procédé permettra d'éviter de négliger certaines infractions contenues dans l'interdiction de la torture : Toutes les infractions contenues dans les mauvais traitements étant aussi nécessaires à éradiquer. Car, dit le Comité contre la torture : *« dans la pratique, la ligne de démarcation entre les mauvais traitements et la torture est souvent floue. L'expérience montre que les circonstances qui sont à l'origine des mauvais traitements ouvrent souvent la voie à la torture, les mesures requises pour empêcher la torture doivent donc aussi s'appliquer à la prévention des mauvais traitements. C'est pourquoi le Comité a considéré que l'interdiction des mauvais traitements était elle aussi intangible en vertu de la Convention et que leur prévention devait être efficace et ne souffrir d'aucune exception<sup>11</sup> »*.

<sup>7</sup> Art. 1<sup>er</sup> de la Convention des Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

<sup>8</sup> CAT/C/GC/2 (Obs. générale n° 2 du CCT) ; 24 janvier 2008 ; § 4.

<sup>9</sup> DCC 02-014 du 19 février 2002.

<sup>10</sup> CAT/C/GC/2 du 24 janvier 2008 ; § 3 : (Dans une perspective pédagogique le Comité contre la torture désigne par cette expression les autres atteintes interdites en dehors de la torture : les peines et traitements cruels, inhumains ou dégradants).

<sup>11</sup> CAT 2, § 3.

En effet, la définition de l'interdiction de la torture ne donne pas de précision quant à ce qu'il faut entendre par « peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ». La définition de l'article premier de la Convention contre la torture polarise plutôt l'attention sur la torture<sup>12</sup> mais oblige expressément l'Etat partie à interdire les autres atteintes constitutives de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants dans son droit interne<sup>13</sup>.

6. L'interdiction de la torture englobe toutes les obligations de l'Etat partie en vertu de la Convention contre la torture. Ces obligations peuvent être de trois catégories. En effet, l'analyse du droit international des droits de l'homme, appuyée de la jurisprudence internationale en cette matière permet de remarquer que l'Etat est soumis à trois sortes d'obligations<sup>14</sup> : d'abord : l'obligation de **respecter** les droits qui consiste à s'abstenir de violer les droits reconnus aux individus<sup>15</sup>.

Ensuite, l'obligation de **protéger** les droits reconnus<sup>16</sup>. Cette obligation consiste à mettre tout en œuvre pour éviter les atteintes venant des particuliers au préjudice d'autres particuliers<sup>17</sup>. Cela consiste, contrairement à la première obligation qui requiert l'abstention de la part de l'Etat, en des actes positifs visant à protéger les citoyens des comportements d'autres citoyens susceptibles de violer leur droit de ne pas être soumis à la torture. Ainsi, la Cour de Strasbourg impose aux Etats l'obligation positive de protéger l'intégrité physique et psychique des personnes et d'accomplir les procédures nécessaires à cet effet. Elle exerce non seulement un contrôle sur le respect de la substance du droit mais également sur la procédure de mise en œuvre et sur les modalités de prise de décision des instances nationales<sup>18</sup>. Cela renferme les mesures préventives que l'Etat partie doit mettre en place pour éviter les atteintes du droit aussi bien par les agents publics que par les particuliers. Ces mesures doivent être plus renforcées en faveur des couches vulnérables, à savoir : les enfants, les prisonniers, les personnes gardées à vue, les détenus de façon générale, ou toutes autres personnes en raison de leur appartenance ethnique, politique, religieuse ou orientation sexuelle. Toute atteinte portée au droit de ces personnes, minimum soit elle, est prise en compte pour sanctionner l'Etat partie qui a la charge de prouver que toutes les mesures de garanties avaient été prises<sup>19</sup>.

L'obligation de protection impose aussi à l'Etat de prévoir des mécanismes de dissuasion notamment en organisant utilement la répression des particuliers qui seraient reconnus coupables d'actes de torture au préjudice d'autres particuliers. Cela implique la réparation du préjudice subi, c'est-à-dire, « *la restitution, l'indemnisation, la réadaptation, la satisfaction et les garanties*

---

<sup>12</sup> Frédéric SUDRE ; La Convention européenne des droits de l'homme, commentaire article par article, sous la direction de : Louis-Edmond PETTITI, Emmanuel DECAUX et Pierre-Henri IMBERT ; Economica, Paris, 1995, p. 156.

<sup>13</sup> Art. 16 de la Convention contre la torture.

<sup>14</sup> PNUD, Rapport mondial sur le développement humain, 2000 : Droits de l'homme et le développement humain, Paris, 2000, p. 93.

<sup>15</sup> CEDH, Arrêt Osman contre R.U. du 30 octobre 1998, série A ; voir notamment §§ 115 et 116.

<sup>16</sup> CDH, Observation générale n° 23 adoptée lors de la 52<sup>e</sup> session, 1994.

<sup>17</sup> CEDH, Arrêt Osman, précité.

<sup>18</sup> CEDH ; El Masri c. ex République yougoslave de Macédoine, n° 39630/09 du 13/12/12.

<sup>19</sup> CEDH ; Rivas c. France ; 1<sup>er</sup> avril 2004, n° 59584/00, § 38 : Pour les personnes en garde à vue, toute blessure survenue pendant cette période donne lieu à de forte présomption de fait. La charge de la preuve pèse alors sur le gouvernement : il lui incombe de fournir une explication suffisante et convaincante en produisant des preuves établissant des faits qui font peser un doute sur le récit de la victime ; voir aussi : CEDH, Salman c. Turquie, 5 juin 2013.

*de non-répétition et elle vise toute l'étendue des mesures requises pour réparer les violations de la Convention*<sup>20</sup> ».

Enfin, la troisième obligation que le droit international des droits de l'homme impose au Bénin en tant qu'Etat partie aux conventions internationales<sup>21</sup> et en vertu de la coutume internationale liant tous les Etats est l'obligation de la **réalisation** progressive des droits<sup>22</sup>. Cette obligation consiste à prendre des mesures et à élaborer des mécanismes pour rendre, la jouissance des droits énoncés et reconnus, effective par tous les bénéficiaires que sont toutes personnes résidant sous la juridiction de l'Etat partie<sup>23</sup>.

## **2. Les différents actes de torture et de mauvais traitements**

7. Les différents actes de torture et des mauvais traitements sont tellement nombreux, divers et variés qu'on ne saurait en faire une liste exhaustive. Il s'agit ici plutôt de faire ressortir les différentes infractions qu'on peut retrouver dans l'interdiction de la torture. A travers ces infractions, les différents actes de torture et peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants se révéleront<sup>24</sup>. Pour réussir la répression de la torture, chacune de ces infractions devrait être prise en compte. Une telle démarche obligerait chaque acteur impliqué dans la répression de la torture à ne négliger aucune atteinte au droit.

Cette transformation de l'interdiction de la torture en des infractions précises et distinctes ne peut être réaliste que par la transformation du droit d'être à l'abri de la torture en droit objectif, c'est-à-dire en une règle de droit qui concrétise son existence dans l'ordonnement juridique béninois ou l'ordre public interne<sup>25</sup>.

Les infractions de l'interdiction de la torture proviennent des différents compartiments du droit d'être à l'abri de la torture. On a jugé que la torture constitue une forme « aggravée et délibérée » des autres atteintes<sup>26</sup>. C'est la Cour européenne des droits de l'homme qui a distingué les différentes atteintes contenues dans l'interdiction de la torture. Elle a ainsi fait ressortir, en plus de la torture, d'autres interdictions plus ou moins claires. Pour ce faire, la haute juridiction européenne a trouvé l'existence de deux paliers contenus dans l'interdiction de la torture dont la torture est en haut, peine ou traitement inhumain, au milieu, et peine ou traitement dégradant, en bas<sup>27</sup>. Il faut remarquer que la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, plus connue sous le nom de Convention européenne des droits de l'homme, interdit la torture, les peines ou traitements inhumains et dégradants<sup>28</sup> alors que la Convention des Nations unies contre la torture semble aller au-delà. Elle interdit aussi les peines et

<sup>20</sup> CAT 3 (Obs. générale n° 3 du CCT) ; § 2 ; Et aussi : DCC 02-052 du 31 mai 2002 ; DCC 03-088 du 28 mai 2003.

<sup>21</sup> Entrés en vigueur successivement le 23 mars 1976 et le 26 juin 1987, le Bénin n'a ratifié le pacte international relatif aux droits civils et politiques et la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, les deux principales conventions onusiennes contre la torture que le 12 mars 1992 ; cf. « Les droits de l'homme en questions », Institut des droits de l'homme et de promotion de la démocratie au Bénin, la démocratie au quotidien.

<sup>22</sup> CDH, Observation générale n°6 adoptée à la 16<sup>e</sup> session le 30 juillet 1982, voir notamment son § 5.

<sup>23</sup> CEDH, Arrêt Papageorgiou contre Grèce du 22 octobre 1997, § 47 ; et aussi Arrêt Airey contre Irlande du 9 octobre 1979, §§ 24-25, série A, n° 32.

<sup>24</sup> Voir notre proposition de Manuel d'action à la fin de la conclusion où il est développé les différents cas de torture.

<sup>25</sup> Dorothé Cossi SOSSA, Introduction à l'étude du droit, Ed. Tundé, Cotonou, 2007, p. 12.

<sup>26</sup> CEDH, Arrêt Tyrer du 25 avril 1978.

<sup>27</sup> Frédéric SUDRE ; La Convention européenne des droits de l'homme, commentaire article par article ; sous la direction de Louis-Edmond PETTITI, Emmanuel DECAUX et Pierre Henri IMBERT ; Economica, Paris, 1995, pp. 158-159.

<sup>28</sup> Art. 3 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

traitements cruels. Ainsi, eu égard à tout cela, on peut retenir que l'interdiction de la torture, dans tous ses compartiments et dans les détails, contiendrait les atteintes distinctes suivantes : la torture, la peine cruelle, le traitement cruel, la peine inhumaine, le traitement inhumain, la peine dégradante et le traitement dégradant ; soit sept différentes infractions.

En définitive, quand on parlera de la répression de la torture, il s'agirait de la répression des violations de l'interdiction de la torture qui devrait signifier prévention et répression de chacune des sept infractions contenues dans l'interdiction de la torture. Une répression qui ne prend pas en compte toutes les infractions est donc nécessairement incomplète et requiert correction et amélioration.

Au Bénin, l'interdiction de la torture n'est pas sous tendue par une loi pénale spécifique. Les différentes infractions ne se distinguent pas aisément. Il se pose dès lors la question de la répression effective des violations de l'interdiction de la torture.

### 3. *La répression*

8. La torture étant une violation grave des droits de l'homme<sup>29</sup>, sa répression s'inscrit forcément dans la défense des droits humains. « *Torture is absolutely prohibited, not just by international human rights law but also by international humanitarian law* »<sup>30</sup>. Elle fait nécessairement partie des éléments constitutifs des grands crimes internationaux<sup>31</sup>. « *The crime of torture is a national and international crime. It has been condemned by the international community and prohibited by international criminal law and the international law of armed conflict* »<sup>32</sup>.

La répression est l'action de sanctionner les auteurs et les complices des violations des droits de l'homme<sup>33</sup>.

« *Quand un acte antisocial a été commis ou tenté, ce fait attire l'attention des autorités publiques, et celles-ci marquent, par des moyens appropriés et efficaces, l'importance qu'elles attachent à ce que leurs prescriptions soient respectées et à ce que de nouvelles infractions soient évitées* »<sup>34</sup>.

Réprimer une infraction consiste alors à constater sa constitution et à prononcer une peine prévue à l'encontre de l'auteur de la violation.

La peine a un contenu de souffrance corporelle et psychique<sup>35</sup>. La répression a pour but d'intimider, de rétribuer et de réadapter le délinquant<sup>36</sup>. Elle permet de décourager par l'intimidation et la dissuasion, la violation de l'interdiction de la torture. En fait, la répression ici

---

<sup>29</sup> Amnesty international : *La torture ou l'humanité en question*, EFAI, Paris, 2000, p. 3.

<sup>30</sup> Adam S. CHILTON and Mila VERSTEEG; "The failure of Constitutional Torture Prohibitions", in: *The Journal of Legal Studies*; Volume 44, June 2015, p. 418.

<sup>31</sup> Les trois grandes infractions internationales, à savoir : crime de guerre, crime contre l'humanité et crime de génocide qui sont de la compétence de la Cour pénale internationale renferment chacune la torture ; cf. art. 6, 7 et 8 du statut de la CPI.

<sup>32</sup> Kola O. ODEKU; "Criminal Responsibility for Torture: A Human Rights Analysis"» in: *Anthropologist*, 15.2 (2013); p. 125.

<sup>33</sup> Jean SALMON (sous la direction), *Dictionnaire de droit international public*, Bruylant, Bruxelles, 2001.

<sup>34</sup> Bernard BOULOC ; *Droit pénal général*, 22<sup>e</sup> éd., Dalloz, Paris, 2011, p. 407.

<sup>35</sup> Pour une étude générale des sanctions de la violation du droit ; voir Dorothe Cossi SOSSA, *Introduction à l'étude du droit*, op. cit, pp. 16 et s.

<sup>36</sup> Bernard BOULOC ; *Droit pénal général*, op. cit., p. 412.



a un double objectif : elle permet de prévenir la violation du droit et si malgré tout, cette violation est intervenue, de punir les auteurs. L'aspect préventif de la répression a un effet dissuasif dans la lutte contre la torture et le droit pénal a ainsi salutaire pour la société<sup>37</sup>.

Le droit pénal est de plus en plus sollicité comme un possible régulateur de la vie sociale<sup>38</sup>. Il est ainsi devenu, à l'instar des droits de l'homme (l'interdiction de la torture, notamment) le fédérateur des moyens déployés pour la régulation des sociétés humaines. On retrouve l'énonciation de ses grands principes dans les conventions internationales relatives aux droits de l'homme<sup>39</sup>. Il est aussi constitutionnalisé en droit interne<sup>40</sup>. Ses grands principes sont ainsi perceptibles dans la constitution béninoise<sup>41</sup>. On observe aussi le retour spectaculaire du droit pénal dans la sphère politique<sup>42</sup>. Ainsi, on peut soutenir que l'un des événements les plus marquants de ces dernières décennies est le développement d'un droit pénal au service des droits de l'homme<sup>43</sup>, sous l'impulsion notamment des victimes des violations de l'interdiction de la torture et des associations ou organisations assurant leur défense<sup>44</sup>. Cet appel au droit pénal se manifeste par exemple, par la multiplication des procès pénaux déclenchés par les victimes de la torture ou par les ONG agissant en leur nom<sup>45</sup>. Les cas d'Augusto Pinochet<sup>46</sup>, d'Hissein Habré,<sup>47</sup> du Capitaine Ould DAH<sup>48</sup>, etc. sont illustratifs de ce constat. C'est pourquoi l'aboutissement du processus répressif demeure l'indemnisation effective des victimes. Une répression des actes de torture qui ne garantit pas le dédommagement équitable des victimes mérite amélioration et amendement

9. Du point de vue de la relation entre le droit pénal et la torture, on peut remarquer que la défaillance du droit pénal crée une sorte de tolérance de violation de l'interdiction de la torture pour aboutir à une situation complètement pernicieuse.<sup>49</sup> Concevoir l'interdiction de la torture en se référant au droit pénal permettrait à l'un et à l'autre de dépasser la simple légitimité pour

---

<sup>37</sup> Ibid., p. 411.

<sup>38</sup> Régis de GOUTTES, « Droit pénal et droits de l'homme », in Revue de science criminelle et droit pénal comparé, n° 1, janvier-mars, 2000, p. 142.

<sup>39</sup> Les principes régissant le droit pénal tels que le principe de la légalité des délits et des peines, non bis in idem (une personne déjà jugée pour un fait délictueux ne peut être poursuivie à nouveau pour le même fait), non cumul des peines ( ce principe est en réalité limité aux peines de même nature, le délinquant peut se voir imposer toutes celles encourues, pour chacune des infractions, dès lors qu'elles sont différentes) ou encore les causes d'imputabilité (la démence et la contrainte sont les causes de non imputabilité) sont repris et véhiculés par certaines conventions internationales interdisant la torture ; voir à cet effet : Mireille DELMAS-MARTY, Les contradictions du droit pénal, in Revue de science criminelle et droit pénal comparé, janvier-mars, 2000, pp. 2 et s.

<sup>40</sup> Régis de GOUTTES, loc. cit.

<sup>41</sup> Voir notamment les articles 16, 17 et 19 de la Constitution béninoise.

<sup>42</sup> Régis de GOUTTES, op. cit.

<sup>43</sup> Même si au Bénin c'est plutôt la Constitution qui est directement sollicitée, faute d'inexistence d'une législation pénale spécifique et explicite ; voir CAT/C/BEN/CO/2 du 19 février 2008.

<sup>44</sup> Régis de GOUTTES, loc. cit., p.135.

<sup>45</sup> Régis de GOUTTES, op. cit., p. 143.

<sup>46</sup> Le 16 octobre 1998, l'ancien Président chilien est arrêté à Londres pour torture commise dans son pays plusieurs années auparavant, suite aux plaintes déposées par ses victimes, Voir : A. TINE, La Cour pénale internationale : l'Afrique face au défi de l'impunité, édition Raddho, Dakar, 2000, p. 49.

<sup>47</sup> L'ancien président tchadien est sous le coup des poursuites internationales suite aux plaintes déposées par les victimes de torture commise sous son régime. Après tergiversations, c'est finalement un tribunal spécial africain créé sous l'égide de l'Union africaine, dénommé : *Chambres extraordinaires africaines*, dont le siège est à Dakar qui a inculqué l'ancien président tchadien le 02 juillet 2013 pour torture, crime contre l'humanité et crime de guerre. Reconnu coupable et condamné à la perpétuité, il a fait appel.

<sup>48</sup> Cet officier malien était arrêté, lors d'une visite officielle en France pour torture commise dans son pays, suite aux plaintes déposées par ses victimes. Cette affaire avait fait, pendant longtemps la une de la presse internationale.

<sup>49</sup> Régis de GOUTTES, loc. cit.

aboutir au tissage d'un filet de protection plus serré au profit de l'individu et de la société<sup>50</sup>. Les droits de l'homme constituent une force agissante sur toute politique criminelle<sup>51</sup>. Grâce aux sanctions pénales adéquates, les violations de l'interdiction de la torture peuvent être mieux sanctionnées<sup>52</sup>. Cependant, il ne faut pas faire un usage abusif du droit pénal pour faire respecter l'interdiction de la torture. Une répression sans précaution peut conduire à violer le droit protégé. Il faut donc un dosage équilibré. Ce dosage équilibré peut être réalisé en intégrant dans la pratique judiciaire béninoise toutes les avancées internationales de lutte contre la torture d'une part et les méthodes efficaces d'application du droit pénal, d'autre part<sup>53</sup>.

## ***B. Justifications et délimitation du sujet***

10. A cause de son caractère multidimensionnel et international (2), ce sujet consacré à la torture requiert des balises pour être mieux cerné (1).

### ***1. La délimitation du sujet***

11. Le droit d'être à l'abri de la torture va être dépouillé dans ses conceptions jurisprudentielles et doctrinales en suivant ses évolutions dans le temps. Notre démarche ici va consister à préciser les contours et le contenu de ce droit. Les différents mécanismes de protection du droit seront examinés à travers leur efficacité et leur pertinence, afin d'identifier les goulots d'étranglement et apporter les solutions adéquates. Ainsi, il importe que notre démarche nous conduise à évaluer le fondement répressif existant et l'usage que font les acteurs judiciaires de cet existant. Concrètement le droit positif national en cette matière va être examiné en son aspect législatif et judiciaire.
12. Il importe aussi de préciser que cette thèse n'est pas une étude criminologique des infractions contenues dans l'interdiction de la torture<sup>54</sup>, quoique la criminologie en tant qu'elle n'est pas science du crime<sup>55</sup>, ne sera pas complètement absente dans le travail. N'étant pas uniforme – à chaque société sa criminalité<sup>56</sup> – on y fera brièvement recours dans l'analyse des causes de la violation de l'interdiction de la torture. On fera aussi brièvement appel à l'histoire du droit, précisément, l'histoire de la répression des violations des droits de l'homme au Bénin afin de suivre son évolution aux différentes étapes. Ceci permet de comprendre la situation actuelle pour

<sup>50</sup> Denis SALAS ; « Le temps des réformes en Europe », in : Procès pénal et droits de l'homme, vers une conscience européenne, sous la direction de Mireille DELMAS-MARTY ; Travaux du colloque organisé au centre Georges-POMPIDOU par la Bibliothèque publique d'information et le journal Le Monde (26 et 27 mars 1991), Comité scientifique présidé par Mireille DELMAS-MARTY, Puf, Paris, 1993, p. 32.

<sup>51</sup> Mireille DELMAS-MARTY ; Le flou du droit : Du droit pénal aux droits de l'homme, op. cit., p. 345.

<sup>52</sup> Paul-Gérard POUGOUE ; « Droits fondamentaux et corps du travailleur : esquisse d'une réflexion sur l'apport des droits fondamentaux à l'évolution du droit du travail », in, Annales de la Faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université de Dschang, Tome 1, Vol.1, Africaine d'Édition et de Services, Yaoundé, 1997, p. 11.

<sup>53</sup> Cour inter. américaine des dr. de l'hom : Arrêt Velasquez Rodriguez c/ Honduras du 29 juillet 1988 ; Et aussi : CDH ; Constatation L. Celiberti de Casariego c/ Uruguay du 29 juillet 1981. Et aussi CEDH ; « Aff. Soering » du 7/7/1989, précitée.

<sup>54</sup> Pour une étude de la criminologie en tant que science sociale ainsi que ses différentes acceptions, voir : Jean PINATEL, « Perspectives d'avenir de la criminologie », Conclusions de : La criminologie, bilans et perspectives, Mélanges offerts à Jean PINATEL, éditions A. PEDONE, Paris, 1980. Et aussi du même auteur : « L'apport de l'ethnographie à la criminologie et au droit pénal », in : Revue de science criminelle, 1966, pp. 646-653. Dans la même perspective, on peut consulter utilement Raymond GASSIN : Criminologie, 4<sup>e</sup> édition, Dalloz, 1998, pp. 3 et s. ; mais aussi l'un des fondateurs de la criminologie, l'Italien Enrico FERRI (1857-1929).

<sup>55</sup> Jean PINATEL, « Perspectives d'avenir de la criminologie », Conclusions de : La criminologie, bilans et perspectives, op. cit., p. 265.

<sup>56</sup> Raymond GASSIN, op. cit., p. 245.

mieux la cerner ; plusieurs spécialités de la science juridique sont donc concernées. L'une des exigences de la science, qui constitue en même temps un avantage est que les chercheurs venus d'horizons différents, s'ils travaillent de concert, finissent souvent, par acquérir un fonds commun utile à toute l'humanité<sup>57</sup>.

## 2. *Les justifications du sujet*

13. Si le respect des droits de l'homme compte parmi les valeurs universelles qui s'imposent à tout Etat<sup>58</sup>, la protection contre la torture constitue le noyau dur de ces valeurs<sup>59</sup>. Car, « *torture is designed to destroy the personality of the individual and to defeat democratic aspirations at the root*<sup>60</sup> ». A travers de nombreuses décisions, la jurisprudence internationale a érigé le respect absolu de l'interdiction de la torture comme l'une des valeurs fondamentales des sociétés démocratiques<sup>61</sup>.

Au Bénin, c'est depuis la Conférence nationale des forces vives de la nation<sup>62</sup> et progressivement que la protection contre la torture s'est affirmée définitivement comme une préoccupation de toute la nation dans son ensemble. Ainsi, le Bénin, à l'instar d'autres Etats africains ayant amorcé la voie de la démocratie, considère que le droit d'être à l'abri de la torture est substantiel à son épanouissement et à son développement harmonieux.

Il est d'ailleurs loisible de constater que la protection contre la torture est aujourd'hui la principale valeur universelle autour de laquelle tous les Etats se reconnaissent et nul ne veut se dérober à cela, du moins, officiellement. Certainement parce que, parmi les droits de l'homme, le droit d'être à l'abri de la torture est au carrefour. Sa violation entraîne la violation de plusieurs autres droits humains, par voie de conséquence, la protection contre la torture protège aussi contre la violation de plusieurs autres droits de la personne<sup>63</sup>. La protection contre la torture permet surtout de sauvegarder la dignité humaine<sup>64</sup>.

14. La torture est une atteinte très grave des droits de la personne. Elle peut changer le destin d'un homme<sup>65</sup>. Pratiquée sur un enfant ou un adolescent ou même sur une personne adulte, elle change la conception de soi en négative et conduit ainsi à réduire l'estime et la confiance en soi. Malgré le caractère absolu de son interdiction, la situation n'est guère reluisante au Bénin. Le Comité contre la torture a relevé, lors de l'examen du deuxième rapport périodique du Bénin qu'il « *constate avec préoccupation que le droit pénal en vigueur de l'Etat partie ne contient pas de*

---

<sup>57</sup> Jean PINATEL, « Perspectives d'avenir de la criminologie », loc. cit., p. 270.

<sup>58</sup> Antonio CASSESE, Y a-t-il conflit insurmontable entre souveraineté des Etats et justice pénale internationale ?, in Crimes internationaux et juridictions internationales, par Antonio CASSESE et Mireille DELMAS-MARTY (sous la direction), Puf, Paris, 2002, p. 15.

<sup>59</sup> Frédéric SUDRE; op. cit., p. 155.

<sup>60</sup> Inam UI HAQ; "Theorizing Torture and Terrorism"; International Journal of Innovative Knowledge Concepts, Volume 2, 1, January, 2016, p. 25, pp. 17-27.

<sup>61</sup> Voir notamment arrêt Soering de la Cour eur. Des dr. De l'homme du 7 juillet 1989, Série A, n° 161 et son commentaire par F. SUDRE ; in, Convention européenne des droits de l'homme, commentaire article par article ; par PETTITI et autres ; op. cit., pp. 155 et s.

<sup>62</sup> Il s'agit des grandes assises nationales tenues à Cotonou du 19 au 28 février 1990 qui ont engendré le Renouveau démocratique, l'Etat de droit et la nouvelle Constitution du 11 décembre 1990.

<sup>63</sup> F. SUDRE ; op. cit., pp. 155-156.

<sup>64</sup> Cf. CEDH : Babar Ahmad et autres c/ Royaume-Uni, du 10 avril 2012, n° 24027/07 ; CEDH : GC Kudla c/ Pologne du 26 octobre 2000, n° 30210/96 ; CEDH : GC, El Masri c/ Ex Rép. Yougoslave de Macédoine du 13 décembre 2012, n° 39630/09 ; CEDH : (Safako) et autres c/ France du 2 octobre 2014, n° 2871/11, spécialement en son § 43.

<sup>65</sup> Amnesty international : Combattre la torture, Manuel pour l'action ; EFAI, Paris, 2004, p. 10.

*dispositions claires garantissant le caractère absolu et indérogeable de l'interdiction de la torture*<sup>66</sup> ».

L'inexistence de décision judiciaire (pénale) en matière de protection contre la torture, ni même d'actes de saisine de ces juridictions pénales a considérablement renforcé ce constat<sup>67</sup>. Alors même que la Constitution dispose que :

*« Tout individu, tout agent de l'Etat qui se rendrait coupable d'actes de torture, de sévices ou traitements cruels, inhumains ou dégradants dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, soit de sa propre initiative, soit sur instruction, sera puni conformément à la loi*<sup>68</sup> ».

Les infractions contenues dans l'interdiction de la torture étant des atteintes volontaires à l'intégrité des personnes, peuvent-elles s'assimiler aux coups et blessures volontaires (CBV) tels que prévus par les articles 309 à 311 du code pénal Bouvenet ?

En l'absence d'introduction formelle dans la législation nationale de l'interdiction de la torture, le droit pénal béninois contient toutefois un certain nombre de dispositions incriminant des atteintes similaires aux infractions contenues dans l'interdiction de la torture<sup>69</sup>. Il s'agit des dispositions pertinentes des articles 303 et 309 à 311 du code pénal. L'article 303 dispose en effet que : *« seront punis comme coupables d'assassinat, tous malfaiteurs, quelle que soit leur dénomination, qui, pour l'exécution de leurs crimes, emploient des tortures ou commettent des actes de barbarie »*. Ensuite, les articles 309 à 311 du même code prévoient et punissent les coups et blessures volontaires de peines correctionnelles et criminelles. Quant à l'article 309 al.1, il dispose que : *« Tout individu qui, volontairement, aura fait des blessures ou porté des coups ou commis toute autre violence ou voies de fait, s'il est résulté de ces sortes de violences une maladie ou une incapacité de travail personnel pendant plus de vingt jours, sera puni d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans, et d'une amende de 4.000 francs à 480.000 francs »*.

La législation béninoise s'est enrichie aussi, ces dernières années, d'un certain nombre de textes répressifs<sup>70</sup> mais il s'agit de textes relatifs à certains aspects précis dans la protection de la dignité humaine et de l'intégrité physique, tels que les mutilations génitales (loi n° 2003-03 du 3 mars 2003), la traite des enfants (loi n° 2006-04 du 10 avril 2006) et les violences faites aux femmes (loi n° 2011-26 du 9 janvier 2012). Cette dernière loi apporte les clarifications suivantes en son article 3 : la violence physique est définie comme *« tout type d'acte entraînant un dommage non accidentel, moyennant le recours à la force physique ou tout type d'arme ou d'objet pouvant provoquer ou non des lésions internes, externes, ou les deux à la fois »* ;

*La violence psychologique ou morale : « le fait de soumettre toutes personnes à des agissements ou paroles répétés ayant pour objet ou pour effet une dégradation des conditions de vie susceptibles de porter atteinte à ses droits et à sa dignité, d'altérer sa santé physique ou mentale ou de compromettre ses projets ou son avenir.*

---

<sup>66</sup> CAT/C/BEN/CO/2 du 19 février 2008.

<sup>67</sup> Il n'existe pas, en effet au Bénin de jurisprudence judiciaire de protection contre la torture.

<sup>68</sup> Art. 19 al. 1 de la Constitution (nous avons souligné).

<sup>69</sup> Après le dépôt de notre manuscrit en 2018, la loi n° 2018-16 du 28 décembre 2018 portant code pénal en RB, promulguée et publiée au JORB le 14 janvier 2019, a introduit dans l'ordonnancement juridique béninois la définition de la torture sur le fondement de l'art.1<sup>er</sup> de la Conv. contre la torture. Mais il s'agit d'une définition qui ne prend pas en compte tous les contours du droit d'être à l'abri de la torture. La seule disposition de l'article 523 CP ne peut donc pas réprimer tous les aspects de la violation de la torture. Il faut toujours associer les autres textes pertinents de l'ordonnancement juridique béninois.

<sup>70</sup> Mardochée M. V. KILANYOSSI : Droit pénal spécial, Législation pénale du Bénin, Recueil des lois et règlements de droit pénal applicables au Bénin en dehors du code pénal, 1960-2006, Imprimerie Soukou, Cotonou, 2007, p. 5.

*C'est aussi un acte ou une négligence portant préjudice à la stabilité psychologique, un abandon, une inattention réitérée, une jalousie excessive, des insultes et humiliations, une dévalorisation, une marginalisation, un manque d'affection, une indifférence, l'infidélité, des comparaisons destructives, le rejet, la restriction de l'autodétermination et des menaces ; autant de situations pouvant amener la victime à sombrer dans la dépression, à s'isoler, à perdre l'estime de soi, voire à se suicider ».*

Il faut ajouter désormais à ces textes l'article 523 du nouveau code pénal qui vient d'être promulgué et publié au JORB le 14 janvier 2019 :

*« Tout agent public ou toute autre personne agissant à titre officiel qui, dans l'exercice de ses fonctions ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, a volontairement infligé à une personne des douleurs ou des souffrances aiguës, physiques ou mentales aux fins notamment, d'obtenir d'elle ou d'une tierce personne des renseignements ou des aveux, de la punir d'un acte qu'elle ou une tierce personne a commis ou est soupçonnée d'avoir commis, de l'intimider ou de faire pression sur elle ou d'intimider ou de faire pression sur une tierce personne ou pour tout autre motif fondé sur une forme de discrimination quelle qu'elle soit, est punie de la réclusion criminelle de cinq (5) ans à dix (10) ans ».*

Ainsi, dans le souci de mieux cerner et de réprimer de façon exhaustive la violation du droit d'être à l'abri de la torture dans tous ses compartiments, il pourrait être possible d'utiliser ces textes pour réprimer les violations de l'interdiction de la torture<sup>71</sup>. Ils peuvent donc servir de fondement au juge pour compléter ce qui manque au fondement répressif de la torture.

En effet, comme l'écrit Pr. O. MICHIELS, en citant Y. Cartuyvels, le rôle « *du juge comme coauteur de la loi (...) semble aujourd'hui admis en droit pénal. Comme dans d'autres domaines du droit, c'est souvent au juge que l'on vient implicitement demander de préciser le sens 'réel' de l'incrimination à partir de son point d'application*<sup>72</sup> ». A partir alors de ces textes législatifs évoqués plus haut, on peut dégager les éléments constitutifs de certaines infractions de l'interdiction de la torture.

Face à ce constat, il faut reconnaître tout de suite que les atteintes contenues dans l'interdiction de la torture sont des infractions spécialement établies pour la lutte contre le fléau mondiale que constitue la torture<sup>73</sup>. Ce sont des infractions spécifiques qui diffèrent des infractions du droit commun<sup>74</sup>. Cependant on comprend qu'on peut se servir de l'élément matériel et moral des CBV pour réprimer la torture. Mais la pratique semble plus complexe. En effet, malgré l'existence de ces dispositions dans le droit pénal béninois, aucune décision du juge pénal ni aucune saisine des juridictions répressives n'existent en ce qui concerne les violations de l'interdiction de la torture. C'est pourquoi il apparaît nécessaire qu'on doit, tout en se fondant sur les dispositions réprimant les CBV, aller au-delà avant de pouvoir booster la répression de la torture au Bénin.

---

<sup>71</sup> Voir Protocole d'Istanbul ; Manuel pour enquêter efficacement sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ; Document du Haut Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme ; 2005, pp. 24 et s.

<sup>72</sup> Olivier MICHIELS ; La jurisprudence de la Cour constitutionnelle en procédure pénale : le Code d'instruction criminelle remodelé par le procès équitable ?, Anthémis, 2015, p. 287.

<sup>73</sup> Amnesty International : La torture, instrument de pouvoir, fléau à combattre, Edition du Seuil, Paris, 1984, p. 42.

<sup>74</sup> Paul TAVERNIER (sous la direction) ; Recueil juridique des droits de l'homme en Afrique ; op. cit. ; p. 877.

Les problèmes liés à l'indépendance de la justice pouvaient être la cause de l'impunité dans le cadre de la répression de la torture dans le sens que si les poursuites devraient être dirigées contre les proches des gouvernants ou contre les gouvernants eux-mêmes, elles pouvaient être anéanties par ceux-ci. Mais nous sommes dans le contexte où il n'y a pas de plainte, ni de poursuite contre les actes de torture. Les problèmes liés à l'indépendance de la justice ou la corruption dont on fait parfois allusion dans le milieu judiciaire, ne sauraient donc expliquer la situation dans laquelle se trouve la répression de la torture au Bénin actuellement.

Comme on l'a remarqué à l'égard des CBV que « *la loi n'a donné aucune définition des expressions, coups, blessures, violences ou voies de fait. Les juges ont donc un large pouvoir d'appréciation pour en déterminer le sens et spécialement pour décider si les violences sont graves ou légères*<sup>75</sup> ». De même à l'égard des actes de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, les juridictions pénales doivent développer un large pouvoir d'interprétation.

Face à l'état du fondement répressif actuel béninois, il importe de trouver les moyens pour inscrire la répression de la torture dans une logique tendant à concilier le respect des libertés fondamentales du délinquant, d'une part, et d'autre part, à préserver la société par la mise en œuvre effective du droit pénal à l'égard de l'auteur d'actes de torture<sup>76</sup>.

### **C. Les intérêts du sujet**

15. Par le problème qu'il pose, le sujet est intéressant. Il l'est au double plan théorique et pratique. Au plan théorique, il va appeler en premier lieu à faire le bilan de la répression de la torture au Bénin, en second lieu, à évaluer les mécanismes exploités jusque là et aussi, à évaluer l'effort législatif du Bénin dans l'harmonisation de son arsenal de lutte contre la torture avec le droit international des droits de l'homme. Cet effort législatif béninois bien en retard par rapport à plusieurs autres Etats parties à la Convention contre la torture. La conséquence d'un tel exercice pourrait aboutir à proposer une législation pénale claire contre la torture ainsi que l'exige le Comité contre la torture quand il constate que « *l'Etat partie (le Bénin), pour s'acquitter réellement de ses obligations conventionnelles, devrait adopter, dans sa législation pénale, une définition au moins conforme aux prescriptions de l'article premier de la Convention et prévoir des peines appropriées*<sup>77</sup> ».

A titre comparatif le code pénal français prévoit clairement en son article 222-1 que « le fait de soumettre une personne à des tortures et aux actes de barbarie est puni de quinze ans de réclusion criminelle ». Cette législation constitue une intégration de l'interdiction de la torture en droit interne comme le recommande le Comité contre la torture<sup>78</sup>.

L'exemple de la Belgique est aussi illustratif sur cet aspect. Elle a introduit dans sa législation pénale des infractions issues de l'interdiction de la torture. Pour ce faire, elle a dû créer une législation pénale claire et précise, sur le fondement de la Convention contre la torture. Ainsi,

---

<sup>75</sup> Emile GARCON ; Code pénal annoté ; Nouvelle édition refondue et mise à jour par Marcel ROUSSELET et autres ; tome 2 ; Sirey, 1956, p. 72.

<sup>76</sup> O. MICHIELS ; La jurisprudence de la Cour constitutionnelle en procédure pénale ; op. cit. ; p. 16.

<sup>77</sup> CAT/C/SR. 489 et 492 des 15 et 16 nov. 2001 (Examen du rapport du Bénin : Conclusions et recommandations).

<sup>78</sup> Cependant l'organe onusien de surveillance de la Convention n'est pas encore satisfait d'une telle législation et recommande à l'Etat partie d'aller plus loin en intégrant plus largement l'interdiction de la torture dans sa législation pénale nationale ; voir, CCT : Concl. et recommandations à la France ; 3 avril 2006 ; CAT/C/FRA/CO/3, § 15 et CCT, Obs. finales, France, 20 mai 2010 ; CAT/C/FRA/CO/4-6, § 21.

elle dispose dans son droit pénal actuel de textes relatifs à la répression de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. C'est la loi du 14 juillet 2002 qui a introduit dans le code pénal belge l'incrimination de la torture en complétant le livre II, titre VIII, chapitre 1<sup>er</sup> par une section V (Intitulé : *De la torture, du traitement inhumain et du traitement dégradant*) en créant les articles 417 bis, 417 ter, 417 quater et 417 quinquies. En vertu de l'article 417 bis, la torture est définie comme tout traitement inhumain délibéré qui provoque une douleur aigue ou de très graves et cruelles souffrances, physique ou mentales ; et l'article 417 ter précise les peines. Une autre loi du 26 novembre 2011 a complété les dispositions des articles 417 bis, 417 ter, 417 quater et 417 quinquies et a réglé aussi l'ester en justice dans l'application desdits articles.

Le sujet évaluera aussi la capacité des organes judiciaires internes à se servir de « de lege lata » pour réprimer les actes de torture. Cette démarche rejoindra au fond la lutte contre les violations des droits de l'homme. Ce qui nous fait dire que ce sujet ne doit laisser personne indifférent, même ceux qui ne sont pas juristes mais militent en faveur de la protection du droit d'être à l'abri de la torture.

16. Au plan pratique, le sujet aboutira à résoudre le conflit apparent mais perceptible entre le droit pénal et la lutte contre la torture<sup>79</sup>. Il proposerait la solution du conflit. Il serait, en amont une aide évidente pour la justice pénale dans sa mission de protection contre la torture. En aval, il permettrait aux militants des droits de l'homme, de façon générale, et à ceux qui militent pour l'éradication de la torture, en particulier, d'orienter utilement leur lutte. Notre entreprise aboutirait surtout à mettre en exergue la similitude qui pourrait exister entre la répression de la torture et celle des CBV telle que pratiquée actuellement au Bénin. En effet, les articles 309 à 311 du code pénal sont appliqués aux CBV et uniquement contre ces infractions, de sorte que les infractions contenues dans l'interdiction de la torture sont demeurées non réprimées au Bénin. Aucune poursuite pénale diligentée suite aux allégations de torture n'existe.

Lors de l'entretien qu'il a voulu bien nous donner, courant mai 2018, le Commissaire du Commissariat central d'Abomey, M. Jean ALIDOU révèle que du haut de ses quinze ans de pratique professionnelle, il n'a jamais exécuté une enquête préliminaire ayant pour objectif d'établir ou non des allégations de torture ou autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Il précise qu'il se dit toujours que ces faits ne sont pas encore prévus et punis par le droit pénal béninois. Il donne comme raison, qu'en dehors de la Constitution<sup>80</sup> et les conventions internationales<sup>81</sup>, qu'aucune incrimination de ces faits ne figure ni dans le code pénal ni dans un texte répressif national. Notre entretien avec son homologue du commissariat central de Parakou, M. Mohammed SACA et le directeur de la police judiciaire du commissariat central de Cotonou, M. Olivier WOUDECON, a abouti sur un avis identique. Plus précis, ces derniers semblent dire qu'ils attendent l'adoption d'une loi réprimant clairement, avec les peines précises, les faits de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants avant de commencer par donner suite légale aux plaintes relatives à ces allégations<sup>82</sup>.

---

<sup>79</sup> Régis de GOUTTES, Droit pénal et droits de l'homme, op. cit., p. 133.

<sup>80</sup> Art. 18.

<sup>81</sup> Art. 7 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, entre autres.

<sup>82</sup> Cf. notre annexe : Recherche empirique, à la page 325. Même après la promulgation du nouveau code pénal et sa publication au JORB le 14/01/2019, la situation ne semble guère avancée car les mauvais traitements ne semblent pas être pris en compte directement.

Le fait que les Organisations non gouvernementales qui militent pour cette cause ne saisissent même pas les tribunaux judiciaires conforte ce constat. Les responsables de deux ONG<sup>83</sup> – ayant pour mission statutaire de lutter contre la torture et les mauvais traitements et de défendre les victimes, par tous les moyens légaux – nous ayant accordé aussi un entretien, dans la même période, déclarent qu'ils n'arrivent pas à ester en justice. Tous les acteurs, à tous les niveaux pensent et disent que la législation pénale actuelle ne serait pas en mesure de réprimer en l'état la torture au Bénin.

Nos entretiens sont terminés par l'exhortation de la part de ces officiers de police judiciaire et responsables d'ONG nous demandant de susciter une proposition de loi spécifique à la matière afin de ramener la justice pénale dans la lutte contre la torture au Bénin.

En définitive, deux constats s'imposent : Dans un premier temps, le fondement répressif béninois n'a pas été édicté spécifiquement pour réprimer la torture.

Ensuite, il ressort que l'interprétation stricte exigée en droit pénal empêche la justice béninoise d'utiliser des textes qui ne sont pas spécifiques, pour réprimer la torture.

Face à ces constats, il nous paraît utile d'étudier les possibilités d'interprétation de la légalité de l'interdiction de la torture au Bénin. L'accent doit donc être mis sur les possibilités d'utiliser à bon escient et de manière efficiente le fondement répressif existant au Bénin.

L'examen complet de cette question nécessitera une réflexion centrée sur le rôle et l'attitude du juge face aux infractions imprécises.

17. Le sujet n'est pas seulement intéressant, il est aussi d'actualité. Il suffit d'évoquer les nombreux cas de saisine de la Cour constitutionnelle pour la protection contre la torture et les vaines tentatives de cette juridiction pour satisfaire les requérants<sup>84</sup>, d'une part et, d'autre part, les Observations du Comité contre la torture sur la situation de la protection contre la torture au Bénin<sup>85</sup>. Ces observations de l'organe onusien étant toujours d'actualité puisqu'aucune amélioration n'est intervenue depuis lors. Il s'agirait aussi de dynamiser l'accès aux autres instances juridictionnelles internationales (organes africains et onusiens) de manière à rendre disponible une répression alternative à la justice nationale, elle qui est confrontée à toutes ces difficultés dans sa mission de réprimer la torture.

Pour le caractère actuel du sujet, on doit évoquer aussi la situation carcérale calamiteuse au Bénin qui est aussi symptomatique de l'échec des mécanismes de lutte contre la torture<sup>86</sup>. On peut évoquer utilement ici aussi l'ampleur que prend la pratique systématique de la torture dans la lutte actuelle contre le banditisme sans oublier le caractère insidieux de sa pratique par la police

---

<sup>83</sup> Il s'agit de Mme Assiba GBOSSOU (ONG Dignité féminine) et M. Agui NAKISSATO (ONG Apprentissage sans bâton).

<sup>84</sup> La Cour constitutionnelle se limite aux constats de violation et la formule souvent utilisée est : « Les agissements de tel... sont contraires à la Constitution (en son art. 18 qui interdit la torture) ». Ainsi les agissements dénoncés ne sont pas définis et on ne peut savoir si ces agissements sont constitutifs de torture ou s'il s'agit de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ; voir Gilles BADET ; in, ABJC, Revue de contentieux constitutionnel, I-2013 ; pp. 480 et s.

<sup>85</sup> Ces obs. évoquées et analysées tout au long de cette thèse, font état de l'inexistence d'un droit pénal contre la torture au Bénin. Elles recommandent à l'Etat partie d'instituer une justice pénale effective contre la torture ; voir, Rapport du Comité contre la torture, 27<sup>e</sup> et 28<sup>e</sup> sessions du 12-23 novembre 2001 et 29 avril au 17 mai 2002 (Examen du rapport initial du Bénin) et CAT/C/BEN/CO/2 ; 8 janvier 2008 (Examen du 2<sup>e</sup> rapport du Bénin).

<sup>86</sup> CAT/C/BEN/CO/2 du 19 février 2008.



et autres forces de maintien de l'ordre dans la répression des marches de protestation pacifiques mais aussi dans les locaux des commissariats de police et de gendarmerie<sup>87</sup>. Tous ces faits qui demeurent impunis. Une étude détaillée de la procédure bien spécifique pouvant aboutir à la répression effective de tous ces actes s'impose dès lors.

#### **D. La physionomie du droit d'être à l'abri de la torture au Bénin**

18. Le désir de lutter contre la torture a pris un tournant au Bénin avec l'avènement des institutions démocratiques à la suite de l'historique conférence des forces vives de la nation de février 1990. Ainsi, la physionomie de ce droit ne peut être cernée que si l'étude de la situation antérieure à la constitution du 11 décembre 1990 (1) est combinée avec celle qui existe actuellement (2).

##### **1. La situation antérieure à la Constitution du 11 décembre 1990**

19. La Constitution du 11 décembre 1990, en vigueur au Bénin, est celle issue des assises de la conférence nationale des forces vives de la nation. Avant son avènement, la situation des droits de l'homme, de façon générale était critique, le pays étant sous une dictature de parti unique, fondé sur le marxisme léninisme. C'était la période dite « militaro-révolutionnaire ». Nombreux sont les cas de torture qui étaient relevés et relayés par la presse. Une loi d'amnistie en 1990 les avait couverts. En effet, pour passer, sans effusion de sang, de cette période sombre de l'histoire des droits humains à l'époque actuelle, c'est-à-dire la démocratie fondée sur le multipartisme intégral, la loi d'amnistie n° 90/028 du 9 octobre 1990 avait été prise et assure l'impunité des violations des actes pourtant frappés d'interdiction absolue. Et le Comité contre la torture a averti, lors de l'examen périodique du Bénin :

*« Il (le Comité) considère qu'une amnistie ou tout autre obstacle juridique qui empêcherait que les auteurs d'actes de torture ou de mauvais traitements fassent rapidement l'objet de poursuites et de sanctions équitables, ou qui exprimerait une réticence à cet égard, violerait le principe d'intangibilité » de l'interdiction de la torture<sup>88</sup>.*

Cette loi avait notamment pour finalité d'amener les acteurs du régime militaro-marxiste d'alors, inquiets pour les crimes de torture commis, à accepter de transmettre en douceur le pouvoir aux nouveaux gouvernants démocratiquement désignés par le peuple. L'impunité était donc totale et le Comité contre la torture, à l'endroit du Bénin, s'est offusqué :

*« L'Etat partie devrait veiller à ce que toutes les allégations d'actes de torture et de mauvais traitements, y compris ceux commis entre 1972 et 1990, fassent l'objet d'enquête ; mettre en*

---

<sup>87</sup> Cf. affaire Dangnivo, inédit. Dans cette affaire qui a donné lieu à un retentissant procès, au demeurant politique dit « procès DANGNIVO » du nom de ce fonctionnaire du Ministère des Finances et de l'économie disparu et dont la rumeur accuse le chef de l'Etat d'alors de l'avoir assassiné. Les deux personnes présentées par le gouvernement comme étant l'auteur de l'assassinat sont renvoyées aux assises. C'est à l'occasion de ce procès courant novembre 2015 à la cour d'assises séant à la cour d'appel de Cotonou que les accusés ont déclaré qu'ils ne reconnaissent pas les faits contrairement à leur déclaration à l'enquête préliminaire. Ils soutiennent qu'ils ont été contraints sous la torture d'endosser la responsabilité et d'accepter les faits tels que suggérés par l'OPJ. Les actes de tortures et autres traitements inhumains dont ils ont été victimes ont été relayés par la presse et les réseaux sociaux et beaucoup de personnes en sont indignées. Mais les gens sont surtout indignés du fait de l'impunité qui règne dans ce domaine. « Ces zélés à la solde du gouvernement qui ont commis ces atrocités dans l'objectif de tuer la vérité dans le dossier DANGNIVO ne seront sûrement pas inquiétés, ils seront au contraire promus », entendaient-on à travers les ondes et les réseaux sociaux.

<sup>88</sup> CAT 2, § 5.

*place un comité de vérité pour faire la lumière sur ces allégations et envisager d'abroger la loi d'amnistie de 1990 afin de poursuivre et punir les auteurs de ces actes<sup>89</sup> ».*

20. La situation d'avant 1990 était aussi et surtout caractérisée par l'inexistence d'institutions sérieuses (constitutionnelles, administratives ni judiciaires ni d'aucune autre nature) de recours<sup>90</sup>. Tous les présumés suspects d'actes de torture ou autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants au cours de cette période étaient assurés d'une totale impunité. (Peut être encore aujourd'hui) Ni la Convention contre la torture ni les pactes internationaux n'étaient ratifiés<sup>91</sup>. Ainsi, ni le Comité contre la torture ni le Comité des droits de l'homme ne pouvaient avoir droit de regard sur les violations qui se commettaient. Les organes régionaux africains, non plus n'étaient d'aucun secours. Il importe, dès lors, que ces organes soient aujourd'hui suffisamment sollicités dans la répression de la torture au Bénin, leur intervention pouvant réduire sensiblement la violation du droit servirait comme répression alternative.

## **2. La situation actuelle au Bénin**

21. A l'analyse, la répression de la torture en droit béninois dispose d'un certain fondement répressif. Cependant ces textes du fondement répressif béninois ne sont pas appliqués à la torture.

Face à ce constat, il importe qu'une réflexion centrée soit menée sur les possibilités de définir par l'œuvre prétorienne certains éléments constitutifs d'une infraction non définie (par le législateur) à partir des éléments constitutifs d'autres infractions définies (par le législateur). L'imprécision qui caractérise l'incrimination de la torture et l'inexistence de sanctions spécifiques à la matière pourraient donc être corrigées à travers une interprétation efficiente de la légalité pénale contre la torture telle qu'elle apparaît aujourd'hui dans le droit positif béninois. C'est-à-dire se servir d'une législation pénale '' de lege lata'' très embryonnaire pour aboutir à une incrimination formelle '' de lege ferenda'' contre la torture.

Cela pourrait conduire à concilier droit pénal – avec ses exigences de concision et de précision – et le droit d'être à l'abri de la torture au Bénin aux contenu et contours imprécis et flous.

Cela aboutirait à concilier les deux espaces de répression (conventions internationales et droit national) afin de tirer le meilleur de chacun des deux systèmes<sup>92</sup>.

22. A la fin de cette présentation, l'on remarque que le problème de la répression de la torture au Bénin peut être cerné et maîtrisé à travers une appréhension efficiente de 'de lege lata'.

On comprend dès lors la nécessité, pour étudier la répression de la torture au Bénin, de présenter d'abord la situation actuelle caractérisée par un droit embryonnaire, épars et difficile à cerner (**1ere partie**) avant d'envisager les solutions adéquates (**2eme partie**).

---

<sup>89</sup> CAT 2, § 9.

<sup>90</sup> CAT/C/SR.489 et 492 du 15 et 16 novembre 2001, in Rapport du Comité contre la torture, Supplément n° 44(A/57/44), § 31.

<sup>91</sup> C'est le 12 mars 1992 après l'installation des institutions démocratiques que le Bénin a ratifié en bloc la plupart des instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme : les 2 pactes internationaux, le protocole facultatif se rapportant au pidcp, la conv. contre la torture, la conv. sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, etc.

<sup>92</sup> La qualité du droit interne est fondamentale dans la protection de l'individu. La CEDH met l'accent sur cette qualité du droit et de la procédure interne et toute déficience propre à vicier le processus décisionnel est sanctionnée, voir CEDH : Denissenko et Bogdantchikov c. Russie, 12 fév. 2009, n° 3811/02.

## **PREMIERE PARTIE : L'ETAT ACTUEL DE LA REPRESSION DE LA TORTURE AU BENIN CARACTERISE PAR L'INEXISTENCE D'UN FONDEMENT SPECIFIQUE**

23. A la faveur de l'historique conférence des forces vives de la nation de février 1990, la République du Bénin est devenue un Etat de droit. Depuis cette période, tout, en principe au Bénin, est soumis au droit. L'arbitraire qui régnait de façon apparente durant la période marxiste léniniste jusqu'en 1989 est théoriquement refusé. Désormais, il est loisible de constater que le régime politique est fondé sur le pluralisme et les libertés individuelles et collectives et toutes les institutions sont soumises à la loi. Chaque citoyen et toute personne résidant au Bénin sont théoriquement protégés par les textes ; lesquels sont empreints de principes démocratiques et de protection des droits humains.

En effet, la Constitution béninoise du 11 décembre 1990 consacre et garantit tous les droits reconnus universellement<sup>93</sup>. Il s'agit des droits proclamés et contenus dans la charte des Nations unies de 1945, ceux contenus dans la Déclaration universelle des Droits de l'Homme du 10 décembre 1948, et aussi dans la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples adoptée en 1981 par l'Organisation de l'Unité africaine et ratifiée par le Bénin le 20 janvier 1986 et dont les dispositions font partie intégrante de la Constitution et du droit béninois<sup>94</sup>.

Mais le législateur n'a pas suivi cet élan en ce qui concerne les infractions contenues dans l'interdiction de la torture.

Le rôle du législateur est de déterminer le cadre normatif dans lequel le juge exercera son activité répressive<sup>95</sup>. Le cadre répressif de la torture se limite aux dispositions du code pénal Bouvenet réprimant les coups et blessures volontaires et les lois relatives à la protection des femmes et des enfants. Il n'y a donc pas de loi pénale spécifiquement élaborée pour réprimer la torture à l'instar de certains Etats<sup>96</sup>.

24. Les infractions contenues dans l'interdiction de la torture font partie du noyau dur des infractions classiques<sup>97</sup>. Ce sont des infractions naturelles<sup>98</sup>. C'est la première catégorie des infractions qu'on oppose au droit pénal technique qui, lui, touche aux affaires, aux relations du travail, à la circulation routière... qui constitue la deuxième catégorie<sup>99</sup>. Si une loi spécifique avait été édictée, chacune des infractions contenues dans l'interdiction de la torture serait incriminée de façon distincte. Les comportements portant atteinte à la dignité humaine à incriminer ne manquent pas en droit interne. Ces comportements évoluent d'ailleurs en flèche, en devenant de plus en plus nombreux. On peut mentionner notamment les conditions d'isolement carcéral qui

---

<sup>93</sup> Voir notamment § 7 du préambule de la Constitution.

<sup>94</sup> Voir § 7 du préambule et art. 7 de la Constitution du 11 décembre 1990.

<sup>95</sup> Georges LEVASSEUR et autres ; Droit pénal général et procédure pénal ; éd. Sirey, 14<sup>e</sup> éd., Paris, 2002, p. 365.

<sup>96</sup> Cf. notre étude comparative aux pp. 20-21 (comparaison entre la France, la Belgique et le Bénin).

<sup>97</sup> J. PRADEL et M. DANTI-JUAN ; Droit pénal spécial, t. 3, éd. Cujas, Paris 1995, p. 15.

<sup>98</sup> Ce sont des incriminations de violation de principes supérieurs de morale respectés en tous temps et en tous lieux et qu'il serait pratiquement impossible de ne pas sanctionner (Lexique des termes juridiques, Dalloz). Il s'agit de la violation d'un droit considéré comme inné et inaliénable que chaque personne possède par naissance et nature (Gérard CORNU, Vocabulaire juridique, Imprimerie des presses universitaires de France, 1984 ; le droit qui génère les infractions naturelles est irréductible (voir Mireille DELMAS-MARTY, Le flou du droit, Du code pénal aux droits de l'homme, PUF, Paris, 2004, p. 364.)

<sup>99</sup> Ibid.

constituent des « mesures particulièrement douloureuses pour le psychisme de ceux qui la subissent »<sup>100</sup>. Surtout si ces conditions ne prennent pas en compte la dignité de l'être humain. En réalité, la conception restrictive de l'interdiction de la torture peut être liée à l'existence de loi spécifique. Alors que l'objectif fondamental de la justice répressive est de concilier la protection de l'ordre social et la sauvegarde des libertés individuelles<sup>101</sup>.

25. A travers une législation pénale élaborée à dessein, des règles de conduites peuvent être imposées par le juge<sup>102</sup>. « Une action ou une abstention, si préjudiciable qu'elle soit à l'ordre social ne peut être sanctionnée par le juge que lorsque le législateur l'a visée dans un texte et interdite sous la menace d'une peine<sup>103</sup> ». C'est l'exigence du principe de la légalité des délits et des peines.

Les différents fragments de l'interdiction de la torture n'apparaissent pas toutes dans l'ordonnancement juridique interne.

C'est en consultant les dispositions du droit pénal spécial que l'on peut savoir ce qui est incriminé et ce qui ne l'est pas<sup>104</sup>. Et le droit pénal spécial doit être précis pour éviter les amalgames. Par conséquent, définir une infraction en droit pénal spécial suppose la précision de tous les détails relatifs à la constitution de cette infraction.

La consultation des dispositions du droit pénal spécial renseigne surtout sur la hiérarchie des valeurs protégées<sup>105</sup> à travers, entre autres, la sévérité de la peine. Le droit d'être à l'abri de la torture devrait être plus protégé que les autres en considération de la dignité humaine que ce droit vise à protéger. La façon dont les infractions sont définies révèle, en effet, le prix attribué aux valeurs ainsi protégées<sup>106</sup>. En droit pénal, le problème de la qualification revêt une grande importance au regard des pouvoirs du juge<sup>107</sup>.

Mais force est de constater que les infractions contenues dans l'interdiction de la torture ne sont pas seulement limitées en leur nombre dans l'ordonnancement juridique interne. Ces infractions sont définies aussi vaguement que dans les instruments internationaux. Cette façon de définir les infractions accroît le travail des acteurs judiciaires qui doivent développer des techniques spéciales, les conduisant parfois à sortir des limites traditionnelles pour empiéter sur le domaine du pouvoir législatif. C'est à cette condition que les juristes pourront se servir efficacement des textes définis laconiquement<sup>108</sup>.

Le droit béninois de protection contre la torture provient des traités internationaux ou conventions internationales que le Bénin a signés, ratifiés et intégrés dans son droit interne. Mais ces différents principes générés par le droit international et acceptés en droit interne n'ont pas pu

---

<sup>100</sup> Martine HERTZOG-EVANS, *Isolement carcéral : un arrêt du Conseil d'Etat révolutionnant les sources du droit pénitentiaire*, in Recueil Dalloz, 15 janvier, 2009, p. 134.

<sup>101</sup> Jean Claude SOYER, *Manuel de Droit pénal et procédure pénale*, 15<sup>e</sup> éd. LGDJ, p. 7.

<sup>102</sup> Jean LARGUIER et autre ; *Mémentos de droit pénal spécial* ; 12<sup>e</sup> éd., Dalloz, 2002, p. 3.

<sup>103</sup> Jacques BORRICAND et Anne Marie SIMON, *Droit pénal et procédure pénale, Aide mémoire*, 5<sup>e</sup> éd., Dalloz, Paris, 2006, p. 35.

<sup>104</sup> Jean PRADEL et Michel DANTI-JUAN, *Droit pénal spécial*, op. cit., p. 12.

<sup>105</sup> Ibid.

<sup>106</sup> Jean LARGUIER et Anne Marie LARGUIER, *Mémentos de Droit pénal spécial*, op. cit., p. 2.

<sup>107</sup> Ibid. p. 3.

<sup>108</sup> Luzius WILDHABER ; Discours à l'occasion de la cérémonie d'ouverture de l'année judiciaire, le 20 janvier 2006, in « *Dialogue entre juges, Cour européenne des droits de l'homme, Conseil de l'Europe* », Strasbourg 2006, p. 77.

être traduits en lois répressives spécifiques, de sorte que le juge n'a pas à sa disposition de textes facilement applicables en la matière<sup>109</sup>.

De même, la faiblesse des organes de répression béninois ne concourt pas souvent à l'effectivité d'une répression de la torture au Bénin. En conséquence, la répression de la torture au Bénin est caractérisée par une défaillance notoire. Elle est ainsi fondée sur un droit qu'on a de la peine à cerner (**titre 1**) et assurée par des organes qui manquent de pouvoirs réels (**titre 2**).

---

<sup>109</sup> Paul TAVERNIER (sous la direction), Recueil juridique des droits de l'homme en Afrique ; op. cit., p. 879.

## **Titre premier : UNE REPRESSION FONDEE SUR UN DROIT EPARS ET DIFFICILE A APPREHENDER**

26. La règle de droit est une règle de conduite humaine à l'observation de laquelle la société peut nous contraindre par une pression plus ou moins intense.<sup>110</sup> Cette contrainte se traduit par la sanction juridique. Ainsi, le terrain du droit n'est pas celui de la conscience individuelle ni éthique mais plutôt, celui de l'organisation sociale. C'est pourquoi la sanction juridique est à la fois consécration et coercition. La consécration est en quelque sorte le pouvoir d'exiger la valeur véhiculée par la règle de droit. La coercition apparaît quand l'application de la règle de droit s'impose de l'extérieur, c'est-à-dire qu'elle n'est pas abandonnée au bon vouloir des individus. Si la consécration et la coercition de la sanction juridique apparaissent floues, imprécises au point de devenir ineffectives et inefficaces, on débouche sur un résultat abstrait<sup>111</sup>. Telle paraît être le cas, dans une certaine mesure, du droit d'être à l'abri de la torture dans le système juridique béninois. C'est peut-être la nature de ce droit (droit de l'homme) qui ne serait pas aisément conciliable avec le droit pénal.

On avait raison de faire remarquer que les droits de l'homme – la protection contre la torture – et le droit pénal forment un couple mouvementé<sup>112</sup>. En effet, ces deux disciplines s'opposent et dans le même temps, elles cheminent ensemble. Elles sont ainsi condamnées, pour l'évolution normale de la société et du droit, à faire ménage ensemble. En effet, la protection contre la torture a besoin du droit pénal pour se concrétiser afin d'atteindre son objectif et servir l'humanité. Le droit pénal a besoin des principes fondamentaux des droits de l'homme, notamment la protection contre la torture, pour légitimer et humaniser son rôle dans la société. Un droit pénal sans droits de l'homme ne peut qu'aboutir à de la barbarie. De même, un mécanisme de protection contre la torture sans le droit pénal n'est que de l'abstraction, sans pouvoir jamais atteindre son objectif. Il restera de simples énonciations à la limite, tout au plus, à valeur constitutionnelle. Il ne doit pas avoir de place pour un divorce quelconque entre ces deux aspirations. Un tel divorce serait préjudiciable à l'une et à l'autre des deux disciplines, à l'instar des conséquences d'un divorce entre la criminologie et le droit pénal<sup>113</sup>. Le constat récurrent consiste à observer que tout divorce entre le droit pénal et les droits de l'homme conduit à l'abstraction dans la définition des droits de l'homme. Une définition vague des infractions comme c'est le cas de celles contenues dans l'interdiction de la torture peut conduire à l'abstraction de la répression de la violation de ces infractions.

27. L'impact des droits de l'homme, comme celui de la constitution sur le système des sanctions, c'est-à-dire, sur le système répressif, est caractérisé par une terminologie abstraite<sup>114</sup>. Cette situation compromet la répression effective de la violation de l'interdiction de la torture. La répression de la torture au Bénin constitue une ambition louable. Elle permettra, si elle est devenue réalité, de diminuer sensiblement la violation de l'interdiction de la torture de par, au

---

<sup>110</sup> Jean CARBONNIER, Droit civil, tome 1, PUF, Paris, 2000, p. 296.

<sup>111</sup> Il convient de noter que la règle de droit a un caractère général et abstrait cependant qu'il régit des faits précis, des valeurs concrètes.

<sup>112</sup> Régis de GOUTTES, Droit pénal et droits de l'homme, op. cit., p.137.

<sup>113</sup> Pour les préjudices du divorce entre la criminologie et le droit pénal, voir : Jean PINATEL, « Perspectives d'avenir de la criminologie », Conclusions de : La criminologie, bilans et perspectives, Mélanges offerts à Jean PINATEL ; éd. A. Pédone, Paris 1980, p. 261 ; Et aussi, Jean PINATEL, « Criminologie et recherche scientifique », in : Revue internationale de police criminelle, N° 164, janvier 1963.

<sup>114</sup> Heike JUNG, Droit de l'homme et sanctions pénales, in RTDH n°18 du 1<sup>er</sup> avril 1994, p. 163

moins, son effet intimidant et dissuasif. Ce n'est malheureusement pas encore le cas. Or, l'infraction est la pierre angulaire et la source de la responsabilité pénale.<sup>115</sup> Les infractions contenues dans l'interdiction de la torture semblent être loin de cette mission. Elles n'ont pas pu recevoir les définitions adéquates d'infractions dans un texte législatif spécifique. Elles sont donc imprécises dans leurs énumérations des éléments constitutifs (**Chapitre 1**).

On aurait pu imaginer, à juste titre, que le juge, dans son œuvre prétorienne allait corriger cela en donnant un contenu précis aux différentes infractions<sup>116</sup>. Cette mission lui revenait d'office<sup>117</sup>. Mais hélas, la violation de l'interdiction de la torture n'a pas encore intégré le système judiciaire béninois. Les acteurs juristes n'ont en face que des définitions vagues des infractions et ne parviennent pas à s'en servir convenablement (**Chapitre 2**).

---

<sup>115</sup> Roger MERLE et André VITU, Traité de droit criminel, tome 1, 7<sup>e</sup> édition : Problèmes généraux de la science criminelle, Droit pénal général, Editions Cujas, Paris, 1997, p. 503.

<sup>116</sup> Le pouvoir prétorien du juge consiste à créer le droit en cas de silence de la loi ; cf. D. C. SOSSA : Introduction à l'étude du droit, op. cit., p. 39.

<sup>117</sup> Luzius WILDHABER ; in « *Dialogue entre juges, Cour européenne des droits de l'homme, Conseil de l'Europe* », Strasbourg 2006 ; pp. 71-88.

## **Chapitre 1 : L'imprécision des infractions contenues dans l'interdiction de la torture**

28. L'incrimination d'un acte ou d'un comportement vise à protéger une valeur dans la société<sup>118</sup>. Une mauvaise incrimination ou une incrimination imparfaite peut se traduire par un objectif abstrait, c'est-à-dire quasi impossible à atteindre.

Ainsi, nous pouvons dire que le problème fondamental que rencontre la lutte contre la torture au Bénin est l'abstraction du fondement<sup>119</sup>. L'abstraction du fondement béninois du droit de ne pas être soumis à la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants se manifeste principalement par la quasi inexistence d'infractions dans le domaine, causée par la conception restrictive de ce droit dans l'ordonnancement juridique béninois (**Section 2**). Ce qui contraste avec la floraison des textes relatifs à la matière intégrés dans le droit positif national (**Section1**).

### **Section 1 : Source foisonnante du droit mais infractions imprécises**

29. La source du droit d'être à l'abri de la torture au Bénin n'est pas moins riche. En effet, la lutte contre la torture bénéficie au plan international d'une diversité d'instruments. Et la plupart de ces instruments internationaux sont intégrés en droit interne<sup>120</sup>. Ces différents instruments forment une source foisonnante du droit d'être à l'abri de la torture<sup>121</sup>. Ils contiennent un grand nombre de principes généraux de droit criminel éparpillés (§ 1). Mais aussi paradoxal que cela puisse paraître, les infractions contenues dans l'interdiction de la torture n'ont pas eu des définitions exhaustives (§ 2).

### **§ 1 : La légalité des infractions éparpillée dans divers textes ?**

30. Plusieurs instruments relatifs aux droits de l'homme interdisent de manière absolue la torture et les peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants<sup>122</sup>. Les principes véhiculés par ces textes servent à la protection contre la torture. Ces principes peuvent être assimilés aux principes

<sup>118</sup> Jean LARGUIER et Anne Marie LARGUIER, op. cit., p. 19.

<sup>119</sup> Ce constat peut être valable aussi pour les autres violations des droits humains. Mais le cas de la torture est criard malgré les nombreuses sources consacrées au droit d'être à l'abri de la torture.

<sup>120</sup> En dehors de la convention contre la torture, beaucoup d'autres instruments internationaux dont le Bénin est partie prévoient et interdisent de manière absolue la pratique de la torture et des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

<sup>121</sup> Mais l'accès aux organes institués par ces instruments internationaux est limité pour les justiciables du Bénin, l'Etat n'ayant pas fait la déclaration prévue par l'article 22 de la convention contre la torture pour permettre la saisine du Comité contre la torture par les individus. L'organe a d'ailleurs fait spécialement cette recommandation lors de l'examen du rapport périodique du Bénin: « Le Comité réitère sa recommandation formulée lors de l'examen du rapport du Bénin en 2001 à faire les déclarations aux articles 21 et 22 de la Convention » ; CAT/C/BEN/2 à ses 797<sup>ème</sup> et 800<sup>ème</sup> séances, les 15 et 16 novembre 2007.

<sup>122</sup> Les instruments internationaux relatifs à la torture en ont fait une interdiction absolue. Aucune circonstance, en effet n'autorise, soit-elle exceptionnellement, la pratique de la torture ; Voir Protocole d'Istanbul : Manuel pour enquêter efficacement sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, (Haut commissariat des Nations unies aux droits de l'homme) ; 2005 ; pp. 3-4.



généraux de droit criminel relatifs à l'interdiction de la torture. Ils forment un véritable arsenal qui vise à éradiquer cette violation des droits humains<sup>123</sup>.

Dans le souci d'une analyse plus ou moins exhaustive du fondement répressif de la torture au Bénin, il convient de faire une place de choix à la convention du 10 décembre 1984<sup>124</sup> qui a marqué le couronnement du processus de codification en matière de lutte contre la torture<sup>125</sup> et qui sera dotée quelques années plus tard d'un protocole facultatif. Le texte de la convention contre la torture n'a pas manqué d'influencer le constituant béninois qui l'a intégré en droit interne (A). L'étude des autres textes qui prévoient et interdisent aussi la torture montrera l'existence, à travers ces textes, la floraison de la légalité en faveur du droit d'être à l'abri de la torture au profit du Béninois (B).

### **A. Les sources nationales de protection contre la torture**

31. Au Bénin, l'interdiction de la torture provient essentiellement du droit international<sup>126</sup>. En intégrant le droit international dans son corpus, la Constitution du 11 décembre 1990 proscribit formellement l'usage de la torture (1). Quelques textes législatifs et réglementaires en font aussi allusion (2).

#### **1. La Constitution**

32. Elle dispose, en ses articles 8 et 15, respectivement que « *La personne humaine est sacrée et inviolable...* »; « *Tout individu a droit...à l'intégrité de sa personne* ». Mais c'est l'article 18 qui proclame, au profit de tous, le droit d'être à l'abri de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants : « *Nul ne sera soumis à la torture, ni à des sévices ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.* »  
« *Nul n'a le droit d'empêcher un détenu ou un prévenu de se faire examiner par un médecin de son choix...* »

En son article 7, la Constitution du Bénin dispose, en outre :

« *Les droits et devoirs proclamés et garantis par la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples adoptée en 1981 par l'Organisation de l'Unité africaine et ratifiée par le Bénin le 20 janvier 1986 font partie intégrante de la présente constitution et du droit béninois* ».

---

<sup>123</sup> Pour le rôle fondamental que jouent les principes généraux de droit en matière criminelle, voir : Roger MERLE et André VITU : Traité de droit criminel, tome 1, 7<sup>e</sup> éd., Problèmes généraux de la science criminelle, Droit pénal général, Ed. Cujas, Paris, 1997, pp. 271 à 276.

<sup>124</sup> La Convention contre la torture du 10 décembre 1984 demeure le principal instrument international relatif à la protection contre la torture.

<sup>125</sup> La Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, instruments ou dégradants fait suite, en effet à d'autres textes internationaux faits de déclaration (Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants), de conférences internationales (Conférence mondiale sur les droits de l'homme, Genève, juin 1993) et des conventions (Pacte international relatif aux droits civils et politiques, art 7 notamment).

<sup>126</sup> Il s'agit, rappelons-le, de la Déclaration universelle des droits de l'homme (art. 5) qui s'impose comme coutume internationale ; Pacte international relatif aux droits civils et politiques (art. 7) (Voir commentaire du pacte avec KISAM, Mazyambo Makengo : « L'état d'acceptation du pacte international relatif aux droits civils et politiques par les Etats africains », in : R.D.A., n° 3/97, pp. 3 à 15.) ; et convention contre la torture que le Bénin a ratifiés le 12 mars 1992 et la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples qui fait partie intégrante du droit béninois en vertu de l'article 7 de la constitution ; (Pour un commentaire de cette Charte, voir Jean-François FLAUSS et Elisabeth LAMBERT-ABDELGAWAD : L'application nationale de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, Bruylant, Bruxelles, 2004) .

Or cette Charte africaine des droits de l'homme et des peuples stipule, en ses articles 4 et 5, respectivement que « *La personne humaine est inviolable. Tout être humain a droit au respect de sa vie et à l'intégrité physique et morale de sa personne...* », « *Tout individu a droit au respect de la dignité inhérente à la personne humaine...* »

Tous ces textes constituent, certes un arsenal pour la lutte contre la torture au Bénin<sup>127</sup>, mais force est de constater que ces différents textes n'ont pas défini des infractions précises. Dans ces conditions, la répression des violations du droit d'être à l'abri de la torture au Bénin peut être malaisée en dépit de l'existence de cet éventail de textes relatifs à l'interdiction de la torture.

## **2. Les sources nationales complémentaires de protection contre la torture**

33. Au Bénin, le recueil annoté des textes de droit pénal applicable en Afrique occidentale française de Gaston Jean BOUVENET et Paul HUTIN, communément appelé code BOUVENET demeure la source fondamentale du droit pénal spécial au Bénin<sup>128</sup>. En son article 303, il prévoit que « *seront punis comme coupables d'assassinat, tous malfaiteurs, quelle que soit leur dénomination, qui, pour l'exécution de leurs crimes, emploient **des tortures** ou commettent des actes de barbarie* ».

Comme on peut le constater, ce code qui date des années 1800 et légué par la puissance colonisatrice à sa colonie d'alors, n'a pas prévu des infractions pouvant lutter contre la torture. Mais nous sommes obligés de le citer car dans tout le droit pénal béninois, c'est à ce seul endroit que la torture est évoquée.

Il faut ajouter qu'il s'est développé, parallèlement à ce code, depuis l'accession du Bénin à l'indépendance jusqu'à maintenant une législation pénale relativement à certains domaines précis<sup>129</sup>. On peut citer notamment la loi N° 2003-03 du 3 mars 2003 portant répression de la pratique des mutilations génitales féminines en République du Bénin ; la loi N° 2011-26 du 9 janvier 2012 portant répression des violences faites aux femmes en République du Bénin et la loi N° 2006-04 du 10 avril 2006 portant conditions de déplacement des mineurs et répression de la traite d'enfants en République du Bénin.

## **B. Les sources internationales du droit d'être à l'abri de la torture**

34. Il convient d'étudier ici le principal instrument international relatif à la torture (1) et les autres instruments non moins importants auxquels le Bénin est partie (2).

### **1. La Convention contre la torture : un texte prometteur**

35. La Convention contre la torture du 10 décembre 1984 fait partie des principaux traités internationaux conclus dans le cadre des Nations Unies en matière des droits de l'homme. Elle constitue aujourd'hui la source directe de l'interdiction de la torture tant au plan international que national. Elle est adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 10 décembre 1984, entrée en vigueur le 26 juin 1987 et ratifiée par le Bénin le 12 mars 1990. Au cours des années

<sup>127</sup> Frédéric Joël AIVO ; *La Cour constitutionnelle du Bénin* ; in, ABJC, Revue de contentieux constitutionnel, I-2013, p. 46.

<sup>128</sup> Mardochée M. V. KILANYOSSI, *Droit pénal spécial, Législation pénale du Bénin*, Recueil des lois et règlements de droit pénal applicables au Bénin en dehors du code pénal, 1960-2006, Imprimerie SOUKOU, Cotonou, 2007, Avertissement de l'auteur.

<sup>129</sup> Mardochée M. V. KILANYOSSI, *ibid.*

qui ont suivi son entrée en vigueur, et jusqu'à maintenant, le texte est perçu comme une véritable avancée dans la lutte contre la torture. Il véhicule plusieurs principes de droit pénal qui font de lui le premier fondement répressif de la violation du droit d'être à l'abri de la torture.

En effet, en matière pénale, il existe des principes généraux de droit, auxquels ni le législateur, ni le pouvoir réglementaire, ni non plus le juge ne sauraient se soustraire<sup>130</sup>. Ils sont définis comme :

*« la traduction juridique d'une exigence supérieure considérée comme préexistante à la norme... Ils inspirent les règles positives, complètement celles-ci, voire les combattent à l'extrême limite<sup>131</sup> ».*

La méconnaissance dans une décision de ces principes phares du droit permet la cassation de celle-ci<sup>132</sup>. La Convention des Nations unies contre la torture contient un certain nombre de ces principes, spécifiquement relatifs à la protection contre la torture. En cette matière, la légalité des infractions contenues dans l'interdiction de la torture est constituée de ces principes généraux de droit. Il s'agit précisément des principes fondamentaux pouvant assurer la protection de l'être humain contre la torture et contre les peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

36. Relativement à son contenu, l'analyse permet de remarquer que le texte de la Convention définit la torture mais laisse une ouverture qui prendra en compte toute autre définition qui protégera mieux contre la torture<sup>133</sup>. Cette option confirme l'inquiétude selon laquelle la torture, les peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants peuvent être commis de différentes manières. L'évolution des méthodes dans la violation de ce droit le confirment.

L'analyse du contenu de la Convention des Nations-Unies montre aussi que l'obligation est faite au juge béninois comme tout juge national d'être le premier protecteur de ses justiciables. Pour ce faire, il appliquera son droit national qui doit être rendu conforme à la Convention ou à défaut, s'inspirer ou appliquer directement celle-ci dans certaines circonstances<sup>134</sup>. En effet, *« on doit reconnaître au juge le droit de dégager de l'ensemble de l'ordre juridique des principes fondamentaux applicables même en l'absence d'un texte précis »*<sup>135</sup>. Cela consiste, en matière pénale, à prendre comme fondement de la répression le principe contenu dans la convention et de trouver la peine appropriée dans le droit national<sup>136</sup>.

L'adoption le 10 décembre 1984 par la Résolution n°39/46 de l'Assemblée générale de l'ONU de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants constitue donc une avancée majeure non seulement dans la lutte contre la violation des droits humains mais aussi dans l'humanisation de notre société.

---

<sup>130</sup> Roger MERLE et André VITU, *Traité de droit criminel*, tome 1, 7<sup>e</sup> édition, op. cit., p. 272.

<sup>131</sup> H. MOTUSK ; Le droit naturel dans la pratique jurisprudentielle : le respect des droits de la défense en procédure civile ; cité par J. PRADEL ; *Droit pénal général* ; 11<sup>e</sup> éd., Cujas, pp. 309-310.

<sup>132</sup> Jean PRADEL, *ibid.*, p. 310.

<sup>133</sup> Art. 1<sup>er</sup> de la Convention.

<sup>134</sup> Art. 4 à 7, 14 et 16 de la Convention.

<sup>135</sup> Paul-Gérard POUGOUE : « Droits fondamentaux et corps du travailleur : esquisse d'une réflexion sur l'apport des droits fondamentaux à l'évolution du droit du travail », in *Annales de la faculté des sciences juridiques et politiques de l'université de Dschang*, op. cit., p. 6.

<sup>136</sup> Gilles BADET ; « Note sous Cour constitutionnelle du Bénin ; DCC 03-088 du 28 mai 2003 » ; in, *ABJC Revue de contentieux constitutionnel*, I-2013, p. 504.

37. La préservation de l'intégrité physique et la dignité humaine ont été de tout le temps la préoccupation de toutes les sociétés en évolution. La Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948 les ont consacrées comme valeur universelle à laquelle tous les peuples doivent aspirer<sup>137</sup>. Le pacte international relatif aux droits civils et politiques du 16 décembre 1966 en a fait une obligation internationale liant tous les Etats en son article 7<sup>138</sup>. C'est dans le souci d'aller dans les détails de ce droit inaliénable de l'individu que l'ONU a fait adopter la convention du 10 décembre 1984 qui consacre désormais un tournant dans la lutte contre ce que la communauté internationale a appelé fléau social mondial. L'interdiction de la torture serait plus violée parmi tous les droits fondamentaux de l'homme<sup>139</sup>. Sa violation est facile, simple et rapide mais engendre des conséquences inimaginables au préjudice de la victime, sa famille et la société toute entière. Ainsi, l'avènement de la convention du 10 décembre 1984 a suscité beaucoup d'espoir tant chez les populations, potentielles victimes de la violation du droit que chez les militants des droits de l'homme et autres acteurs de l'humanisation de notre société. L'une des raisons de cet espoir, suscité par le vote et l'entrée en vigueur de la convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, demeure la possibilité de la saisine directe et individuelle. Ainsi, toute personne s'estimant victime de la violation du droit, peut saisir le Comité contre la torture, organe quasi juridictionnel institué par la convention.

En effet, l'une des originalités de la Convention contre la torture est la possibilité de plainte offerte aux victimes éventuelles de la violation des droits qu'elle contient. Il s'agit des communications individuelles. C'est ce droit de recours individuel effectif qui est susceptible de donner de la crédibilité à la convention, ainsi que l'explique le professeur SUDRE : « *Un système de protection des droits de l'homme n'est crédible que s'il offre aux individus des garanties efficaces pour la protection de leurs droits* »<sup>140</sup>. Beaucoup de décisions sont prises suite à l'introduction des plaintes individuelles. Ces décisions ont permis au Comité contre la torture d'interpréter les articles de la convention et d'élucider les obligations qui incombent aux Etats parties. Mais un autre obstacle doit être surmonté par les justiciables de la structure onusienne. En effet, avant de déclarer recevable une communication individuelle, le comité s'assure que toutes les voies de recours internes sont épuisées. La condition d'épuisement des voies de recours internes constitue un obstacle de taille que celui qui s'estime victime de son droit d'être à l'abri de la torture doit vaincre avant de pouvoir avoir accès à l'organe onusien. Mais heureusement, une interprétation de plus en plus large est faite de cette condition.

En somme, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants renferme suffisamment d'obligations pour faire avancer normalement la protection de l'intégrité physique et morale et la dignité humaine.

Ce texte sera complété, quelques années plus tard par un protocole facultatif, ratifié par le Bénin le 20 septembre 2006. Son objectif est de prévenir la torture dans les lieux de détention<sup>141</sup> par un système d'inspection institué au plan universel<sup>142</sup>.

---

<sup>137</sup> Art. 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

<sup>138</sup> Art. 7 du PIDCP : « *Nul ne sera soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. En particulier, il interdit de soumettre une personne sans son libre consentement à une expérience médicale ou scientifique* ».

<sup>139</sup> AMNESTY INTERNATIONAL : La torture, instrument de pouvoir, fléau à combattre, Edition du Seuil, Paris, 1984, p. 112.

<sup>140</sup> Frédéric SUDRE, Les mécanismes et les techniques de garantie internationale des droits fondamentaux : les mécanismes quasi juridictionnels et juridictionnels : AUPELF-UREF, sans pagination.

<sup>141</sup> Préambule, § 6 et l'article premier du protocole facultatif.

***Le protocole facultatif relatif à la convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants***

38. Les initiatives pour éradiquer la torture n'ont jamais cessé. L'une des dernières sous l'égide de l'ONU est le protocole facultatif<sup>143</sup> à la convention de 1984.

L'objectif principal du protocole facultatif, que le Bénin a ratifié le 20 septembre 2006, est de prévenir la torture dans les lieux de détention<sup>144</sup> par un système d'inspection institué au plan universel<sup>145</sup>. La convention de 1984 étant générale, le cas particulier des lieux de détention n'était pas suffisamment protégé<sup>146</sup>. Or, ces centres sont réputés propices à la violation du droit d'être à l'abri de la torture<sup>147</sup>. C'est dans le souci de renforcer la protection contre la torture dans ces milieux que l'initiative du protocole facultatif a été prise<sup>148</sup>. Cela pourrait contribuer à épargner toute personne privée de sa liberté des sanctions non légitimes. Les « sanctions légitimes » contenues dans la convention de 1984 susceptibles d'être infligées aux détenus n'étant pas définies, on pourra recourir à la Déclaration de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants<sup>149</sup>. Ce texte a, en effet comblé le vide en définissant les « sanctions légitimes » comme étant des sanctions compatibles avec l'ensemble des règles minima pour le traitement des détenus<sup>150</sup>. Il s'agit de conditions minimales de détention auxquelles toutes personnes emprisonnées devraient pouvoir prétendre. Ces conditions sont notamment liées aux locaux, à l'hygiène, à l'alimentation, et aux soins médicaux. Sont également interdites, les peines corporelles, la mise au cachot obscur<sup>151</sup>, de même que les peines de l'isolement et de réduction de nourriture sans l'accord du médecin<sup>152</sup> et l'utilisation à titre de sanction des menottes, chaînes, fers et camisoles de force<sup>153</sup>.

39. La mise en œuvre de ce contrôle pénitentiaire sera assurée par un sous-comité international<sup>154</sup>. Le sous-comité international sera assisté des mécanismes nationaux de prévention<sup>155</sup> et peut visiter tout lieu de détention de l'Etat partie<sup>156</sup>. Le sous comité et le mécanisme national de prévention pourront formuler des recommandations à l'attention de l'Etat visité<sup>157</sup>. Ils peuvent faire des propositions et des observations au sujet de la législation en vigueur ou des projets de loi en la

---

<sup>142</sup> Eric DAVID ; *Eléments de droit pénal international* ; Titre 2 : Le contenu des infractions internationales ; chapitre XIV à XX, 11<sup>e</sup> édition, PUB, Bruxelles, 2006, p. 918.

<sup>143</sup> Le protocole est facultatif en ce sens que les Etats parties à la convention ne sont pas obligés d'être parties aussi au protocole même si cela est souhaité.

<sup>144</sup> Préambule, § 6 et l'article premier du protocole facultatif.

<sup>145</sup> Eric DAVID ; *Eléments de droit pénal international* ; Titre 2 : Le contenu des infractions internationales ; chapitre XIV à XX, 11<sup>e</sup> édition, PUB, Bruxelles, 2006, p. 918.

<sup>146</sup> A. TINE ; *La Cour pénale internationale ; l'Afrique face au défi de l'impunité*, édition Raddho, Dakar, 2000, p. 25.

<sup>147</sup> Publication DAPI-BENIN-ONG, *Secteurs droits humains*, op. cit.

<sup>148</sup> Cf. §§ 2, 4 et 7 du préambule et l'art. 1<sup>er</sup> du protocole facultatif.

<sup>149</sup> Résolution 3552 du 9 décembre 1975.

<sup>150</sup> Règles adoptées par le premier congrès des Nations unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, tenu à Genève en 1955 et approuvé par le Conseil Economique et Social dans ses résolutions 663 du 31 juillet 1957 et 976 du 13 mai 1977.

<sup>151</sup> Art. 31.

<sup>152</sup> Art. 32.

<sup>153</sup> Art. 33.

<sup>154</sup> Art. 5 à 10 du protocole facultatif.

<sup>155</sup> Art. 17 à 23 du protocole.

<sup>156</sup> Art. 11.

<sup>157</sup> Art. 13 du protocole.

matière<sup>158</sup>. Si cette attribution devient effective, elle pourra rapprocher la législation béninoise du droit international des droits de l'homme. Cela pourra aussi inciter le Bénin à reconnaître le Comité contre la torture pour recevoir et examiner les plaintes individuelles, car le Bénin n'a pas encore fait cette déclaration<sup>159</sup>. L'effet de cette attribution sur les gouvernants béninois reste, cependant utopique.

Des garanties pouvant favoriser le travail des membres du sous-comité et de leurs collaborateurs du mécanisme national, sont reconnues et accordées<sup>160</sup>. Des protections sont renforcées en faveur des "informateurs" du sous-comité<sup>161</sup>. Cette mesure pourrait aider à avoir des éléments de preuve dans cette matière où la preuve est très rare ; ce qui engendre l'impunité. On espère que les sources d'information du sous-comité serviraient aussi les victimes des actes de torture devant le juge<sup>162</sup>.

40. D'autres innovations importantes qui n'étaient pas prévues dans la Convention de 1984 sont introduites. Leur absence dans la convention empêchait celle-ci d'atteindre ses objectifs<sup>163</sup>. L'une des mesures, apparemment efficaces, prévues par le protocole est la possibilité de publier le rapport annuel du sous-comité et l'obligation de publier les rapports annuels du mécanisme national. Nous sommes dans un domaine où la publicité d'un Etat comme bon ou mauvais protecteur des droits humains renforce le prestige international de l'Etat ou l'anéantit et le rend méprisable.

D'autres textes de l'ordonnement juridique béninois complètent et enrichissent le fondement répressif de la torture.

## **2. *Les autres textes internationaux faisant partie du droit béninois : des textes porteurs d'espoir***

41. C'est d'abord les principaux traités internationaux sous l'égide des Nations unies dans le cadre de la protection indirecte contre la torture (a). C'est ensuite des autres textes internationaux consacrés à la promotion et à la protection des droits humains (b).

### **a. Les piliers internationaux de protection contemporaine contre la torture**

42. Il s'agit de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Ce sont deux principaux textes en matière de droit international des droits de l'homme. L'un découle de l'autre en vue d'une concrétisation des droits énoncés.

### **- La Déclaration universelle des Droits de l'Homme**

43. Avec l'adoption de la charte des Nations-Unies signée à San Francisco le 26 juin 1945, on n'avait aucune définition substantielle des droits fondamentaux de l'homme, exception faite de la discrimination<sup>164</sup>. C'est seulement à ce niveau qu'on avait tenté une ébauche de définition. Le

---

<sup>158</sup> Art. 19-e du protocole.

<sup>159</sup> Voir art. 22 de la Convention contre la torture.

<sup>160</sup> Art. 14 et 18 du protocole.

<sup>161</sup> Art. 15 et 21 du protocole.

<sup>162</sup> En effet, il est fréquent que le juge rejette les allégations de torture sous prétexte qu'elles ne sont pas prouvées.

<sup>163</sup> AMNESTY INTERNATIONAL : La torture, instrument de pouvoir, fléau à combattre, Edition du Seuil, Paris, 1984, p. 125.

<sup>164</sup> Olivier de SCHUTTER ; Cours de droit matériel des droits de l'homme, document de DEA, Chaire UNESCO des droits de la personne et Démocratie, UAC, Cotonou, 2003 ; inédit.

contenu des droits au respect desquels devrait tendre la coopération internationale dans le cadre des Nations Unies ne sera défini qu'avec l'adoption par l'Assemblée générale des Nations-Unies, le 10 décembre 1948, de la Déclaration universelle des droits de l'homme<sup>165</sup>. La Déclaration rassemble dans un texte unique les droits civils et politiques, d'une part, les droits économiques, sociaux et culturels, d'autre part. Elle était conçue comme une proclamation solennelle, sur la base de laquelle pourraient être adoptés deux traités et qui seraient proposés à la ratification des différents Etats signataires, et juridiquement obligatoires pour les Etats les ayant ratifiés dès leur entrée en vigueur<sup>166</sup>. L'on a cependant pu considérer que la Déclaration même pouvait se voir reconnaître une valeur juridiquement obligatoire, soit en tant qu'elle fournit une interprétation autorisée de l'article 56 de la Charte de San Francisco<sup>167</sup>, soit en tant que le texte dans son ensemble, ou au moins certaines de ses dispositions, traduit la coutume internationale<sup>168</sup> ou formule des principes devant figurer parmi les principes généraux de droit reconnus par toutes les nations, dans l'énumération des sources de droit international que fournit le statut de la Cour internationale de justice<sup>169</sup>.

Quoi qu'il en soit, l'adoption le 10 décembre 1948 par l'Assemblée générale de l'ONU de la résolution (RES. 217 A (III)) constitue un tournant décisif dans la protection des droits de l'homme. C'est en effet le premier texte consacré aux droits humains, à portée universelle après la Charte des Nations-Unies<sup>170</sup>. « *It reached a pragmatic consensus on a set of essential human rights norms protective of human dignity and welfare that was deemed sufficient unto itself* »<sup>171</sup>. On peut donc soutenir, à partir de l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme que l'interdiction de la torture lie tous les Etats du monde, même ceux qui ne sont pas parties aux instruments internationaux de protection contre la torture car constituant coutume universelle<sup>172</sup>.

#### - Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques

44. Entre 1949 et 1951, la Commission des droits de l'homme de l'ONU avait entrepris de traduire la Déclaration universelle des droits de l'homme en deux traités distincts, portant l'un sur les droits civils et politiques, l'autre sur les droits économiques, sociaux et culturels<sup>173</sup>. Cette séparation ne vise pas à remettre en cause l'interdépendance entre les deux catégories de droits. Elle se fonde plutôt sur l'idée que les droits civils et politiques (justiciables, d'applicabilité immédiate et en tant que droit contre l'Etat venant lui imposer une obligation d'abstention) sont d'une nature distincte des droits économiques, sociaux et culturels (programmatiques, en tant que droit à des

<sup>165</sup> Pour un commentaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, voy. A. Eide et al., *The Universal Declaration of Human Rights: A. Commentary*, Oslo Norwegian Univ. Press, 1991. Et aussi : R. CASSIN : La Déclaration universelle et la mise en œuvre des droits de l'homme, R.C.A.D.I., 1951-II, t. 79. Et aussi : B. MIRKINE-GUETZEVITCH, Quelques problèmes de la mise en œuvre de la Déclaration universelle des droits de l'homme, R.C.A.D.I., 1953-II, t. 83, P. 310. Et S. TCHIRKOVICH, La Déclaration universelle des droits de l'homme et sa portée internationale, R.G.D.I.P., 1949.

<sup>166</sup> Olivier de SCHUTTER ; op. cit.

<sup>167</sup> R. CASSIN ; La Déclaration universelle et la mise en œuvre des droits de l'homme, op. cit., pp. 292-293.

<sup>168</sup> B. MIRKINE-GUETZEVITCH ; « Quelques problèmes de la mise en œuvre de la Déclaration universelle des droits de l'homme » ; in, RCADI, 1953, II, t. 83, p. 310.

<sup>169</sup> Art. 38 §1 du statut de la Cour internationale de justice.

<sup>170</sup> Au lendemain de la seconde guerre mondiale, la Charte de San Francisco du 26 juin 1945 constituait l'unique espoir de consensus pour la paix et pour la sécurité internationale.

<sup>171</sup> Sumner B TWISS, "Torture, justification, and human rights: Toward an absolute proscription." in: *Human Rights Quarterly*; 29.2 (2007), p. 347.

<sup>172</sup> René CASSIN : La Déclaration universelle et la mise en œuvre des droits de l'homme, op. cit., p. 293 : La DUDH interdit la torture en son art. 5.

<sup>173</sup> Voy. La Résolution 543 (VI) adoptée par l'Assemblée générale des Nations-Unies le 5 février 1952.

prestations de la part de l'Etat venant lui imposer des obligations d'agir), et devaient par conséquent être garantis selon un régime procédural distinct<sup>174</sup>.

Contrairement à la Déclaration universelle, le pacte est une convention ayant force juridique obligatoire<sup>175</sup>. Ainsi, c'est dans le souci de donner effet juridique contraignant aux droits énoncés dans la Déclaration universelle que l'ONU a fait adopter finalement le 16 décembre 1966 deux pactes internationaux relatifs, l'un aux droits économiques, sociaux et culturels et l'autre, aux droits civils et politiques. C'est ce dernier qui prescrit l'interdiction formelle de la torture et des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants<sup>176</sup>. Cette interdiction est absolue, ainsi qu'il apparaît sans équivoque dans le pacte. On ne peut pas y déroger quelles que soient les causes et les circonstances<sup>177</sup>.

#### **b. Les textes internationaux complémentaires de protection contre la torture**

45. L'interdiction de la torture et les peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants se retrouve partout à travers les instruments internationaux relatifs aux droits humains. C'est ainsi que toutes les conventions relatives au droit international humanitaire le prévoient et l'incriminent<sup>178</sup>. Une incrimination concrétisée dans les statuts des juridictions internationales<sup>179</sup>. Elle se trouve aussi dans les conventions africaines des droits de l'homme<sup>180</sup>.

#### **- Les conventions du droit international humanitaire et les statuts des juridictions internationales**

46. Le droit d'être à l'abri de la torture est un droit très ancien. C'est ainsi que la Convention de Genève de 1864 prévoyait déjà le droit de ne pas être soumis à la torture. Le protocole de Genève de 1925 et les conventions de Genève de 1929 ont renforcé ce droit. Il en est de même des quatre conventions de Genève du 12 août 1949 dont l'article 3 commun incrimine clairement la pratique de la torture<sup>181</sup>.

<sup>174</sup> C. RONSAC (sous la direction), *Le livre noir du communisme*, 2000, p. 752.

<sup>175</sup> Rappelons toutefois que la DUDH n'est pas dépourvue de toute force juridique obligatoire ; cf. A. Eide et al., R. CASSIN, B. MIRKINE-GUETZEVITCH ; op. cit.

<sup>176</sup> Art. 7 du pacte.

<sup>177</sup> Olivier de SCHUTTER ; op. cit.

<sup>178</sup> Depuis les anciennes conventions jusqu'aux récentes ; cf. Amnesty International ; *La torture, instrument de pouvoir, fléau à combattre* ; éd. du Seuil, Paris, 1984.

<sup>179</sup> Depuis le tribunal militaire international de Nuremberg ; cf. AM ; Ibid.

<sup>180</sup> La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples interdit la pratique de la torture sous toutes ses formes en son article 5 : « Tout individu a droit au respect de la dignité inhérente à la personne humaine et à la reconnaissance de sa personnalité juridique. Toutes formes d'exploitation et d'avilissement de l'homme notamment l'esclavage, la traite des personnes, la torture physique ou morale, et les peines ou les traitements cruels inhumains ou dégradants sont interdits ». On peut mentionner aussi ici la Charte africaine des droits de l'homme et du bien-être de l'enfant (Addis Abéba, juillet 1990), le protocole à la charte africaine des droits de l'homme et des peuples, relatif aux droits de la femme en Afrique (Maputo, 11 juillet 2003).

<sup>181</sup> Art. 3 commun aux 4 Conventions de Genève du 12 août 1949 : « En cas de conflit armé ne présentant pas un caractère international et surgissant sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, chacune des Parties au conflit sera tenue d'appliquer au moins les dispositions suivantes :

*1) Les personnes qui ne participent pas directement aux hostilités, y compris les membres de forces armées qui ont déposé les armes et les personnes qui ont été mises hors de combat par maladie, blessure, détention, ou pour toute autre cause, seront, en toutes circonstances, traitées avec humanité, sans aucune distinction de caractère défavorable basée sur la race, la couleur, la religion ou la croyance, le sexe, la naissance ou la fortune, ou tout autre critère analogue.*

*A cet effet, sont et demeurent prohibés, en tout temps et en tout lieu, à l'égard des personnes mentionnées ci-dessus : a) les atteintes portées à la vie et à l'intégrité corporelle, notamment le meurtre sous toutes ses formes, les mutilations, les traitements cruels, tortures et supplices ;*



Au nombre des instruments pertinents internationaux du droit international humanitaire qui interdisent formellement l'usage de la torture, on doit mentionner aussi la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide<sup>182</sup>, la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité<sup>183</sup>. Le statut du tribunal militaire international de Nuremberg<sup>184</sup> avait incriminé aussi la torture de même que la Charte du tribunal militaire international pour l'Extrême Orient<sup>185</sup>, le statut du TPI pour l'ex Yougoslavie<sup>186</sup>, le statut du TPI pour le Rwanda<sup>187</sup>, le statut de la Cour pénale internationale<sup>188</sup>, le statut du tribunal pénal spécial pour la Sierra Leone<sup>189</sup>, etc.

#### - Les conventions africaines de protection contre la torture

47. Au niveau régional, l'analyse du droit international des droits de l'homme conduit à constater qu'à l'instar des autres continents, l'Afrique dispose aujourd'hui de plusieurs instruments relatifs aux droits de l'homme. Chacun de ces textes prescrit à travers ses dispositions l'interdiction de la torture et les peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. En effet, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples<sup>190</sup> interdit la pratique de la torture sous toutes ses formes en son article 5 : « *Tout individu a droit au respect de la dignité inhérente à la personne humaine et à la reconnaissance de sa personnalité juridique. Toutes formes d'exploitation et d'avilissement de l'homme notamment l'esclavage, la traite des personnes, la torture physique ou morale, et les peines ou les traitements cruels inhumains ou dégradants sont interdits* ». Ainsi qu'on le constate, ce texte reconnaît en des termes clairs et sans aucune restriction le respect de la dignité humaine, sous toutes ses formes. Le texte de la charte fait partie intégrante du droit béninois<sup>191</sup>.

On peut mentionner aussi ici la Charte africaine des droits de l'homme et du bien-être de l'enfant (Addis Abéba, juillet 1990)<sup>192</sup>, le protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, relatif aux droits de la femme en Afrique (Maputo, 11 juillet 2003)<sup>193</sup>.

Tous ces textes prévoient et interdisent de manière absolue la pratique de la torture.

---

b) les prises d'otages;

c) les atteintes à la dignité des personnes, notamment les traitements humiliants et dégradants;

d) les condamnations prononcées et les exécutions effectuées sans un jugement préalable, rendu par un tribunal régulièrement constitué, assorti des garanties judiciaires reconnues comme indispensables par les peuples civilisés.

2) Les blessés et malades seront recueillis et soignés.

Un organisme humanitaire impartial, tel que le Comité international de la Croix-Rouge, pourra offrir ses services aux Parties en conflit.

Les Parties en conflit s'efforceront, d'autre part, de mettre en vigueur par voie d'accords spéciaux tout ou partie des autres dispositions de la présente Convention.

L'application des dispositions qui précèdent n'aura pas d'effet sur le statut juridique des Parties au conflit ».

<sup>182</sup> New York, 9 décembre 1948.

<sup>183</sup> New-York, 26 novembre 1968.

<sup>184</sup> 8 août 1945.

<sup>185</sup> 19 janvier 1946.

<sup>186</sup> 25 mai 1993, Résolution 827.

<sup>187</sup> Résolution 955/1994 du 8 novembre 1994.

<sup>188</sup> Rome, 17 juillet 1998.

<sup>189</sup> Free Town, 16 janvier 2002.

<sup>190</sup> Nairobi, 18 juin 1981.

<sup>191</sup> Ainsi en a décidé le constituant béninois (cf. préambule de la Constitution).

<sup>192</sup> Art. 16.

<sup>193</sup> Art. 3 et suivants.

48. Avec ces nombreux textes complétant la Convention du 10 décembre 1984, les sept infractions contenues dans l'interdiction de la torture bénéficient au Bénin d'un fondement répressif certain. Mais il s'agit d'un fondement théorique. Le droit d'être à l'abri de la torture contenu dans les textes internationaux et principalement dans la Convention contre la torture est difficile à appréhender en droit pénal interne. Les infractions qui sous-tendent ce droit sont définies de manière évasive et incomplète.

## **§ 2. Des infractions vaguement définies**

49. L'infraction est un acte ou une omission préalablement défini, assorti de sanction et imputable à un auteur<sup>194</sup>. La répression, on le voit, ne peut être possible que s'il existe un fondement adéquat, c'est-à-dire une définition complète des éléments matériels et psychologique de l'infraction, assortie de peines. C'est l'existence de ce fondement répressif qui favorise la répression d'une infraction et permet ainsi au juge de jouer sa partition dans la lutte contre un phénomène qu'on veut éradiquer. Dans le cas de l'interdiction de la torture, ce fondement légal préalable fait cruellement défaut dans l'ordonnement juridique béninois (A). La situation est encore plus grave quand il s'agira de prononcer une peine (B).

### **A. L'appréhension difficile des éléments constitutifs**

50. La Convention contre la torture, comme d'ailleurs la plupart des autres conventions internationales qui interdisent la torture, à l'exception peut être des conventions relatives au droit international humanitaire<sup>195</sup>, n'a pas été conçue originellement comme un instrument international forcément destiné à être « *self executing* », et encore moins directement applicable par le juge pénal interne.<sup>196</sup> Mais en principe, il peut s'inspirer de certaines dispositions de certaines conventions internationales pertinentes afin d'asseoir sa décision sur des valeurs de protection de la dignité humaine<sup>197</sup>. Malheureusement, le constat qui s'impose plutôt au Bénin est que ces conventions sont simplement transformées en vitrine idéologique, instrumentalisées par les gouvernants<sup>198</sup>.

Cette situation est créée en partie par la nature des textes. En matière de répression de la torture, si la Convention contre la torture et les autres instruments internationaux pertinents prévoient l'interdiction de la torture, ces textes n'ont pas pu définir les éléments constitutifs des différentes infractions contenues dans cette interdiction. Aucun des éléments constitutifs des infractions n'est précis. Ce caractère trop vague des définitions des infractions du droit d'être à l'abri de la torture aboutit à une imprécision totale de l'élément matériel (1), et l'élément moral devient difficilement saisissable (2).

---

<sup>194</sup> Jean-Claude SOYER, *Manuel de Droit pénal et procédure pénale*, 15<sup>e</sup> édition, LGDJ, Paris, 2007, p. 42.

<sup>195</sup> Eric DAVID ; *Éléments de droit pénal international* ; Titre 2 : Le contenu des infractions internationales ; op. cit. : Les conventions du DIH n'ont pas besoin d'être incorporées nécessairement en droit interne avant d'avoir force de loi devant le juge national. Ayant le caractère de coutume internationale s'imposant à tous, elles s'appliquent à toutes les nations du monde.

<sup>196</sup> Jean-François FLAUS : *L'application nationale de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples*, Bruylant, Bruxelles, 2004, p. 247.

<sup>197</sup> DCC 02-052 du 31 mai 2002, Recueil 2002.

<sup>198</sup> Ibid.

## 1. *Le caractère épars et imprécis de l'élément matériel*

51. L'élément matériel de l'infraction est défini par le texte de loi qui prévoit et punit cette infraction<sup>199</sup>. A travers ce texte, les actes positifs ou négatifs<sup>200</sup> prévus dans la définition de l'infraction sont précisés et apparaissent clairs et circonscrits. Concernant les infractions contenues dans l'interdiction de la torture, cette précision n'est pas évidente. Il faut, en effet parcourir plusieurs textes avant de pouvoir réunir des bribes d'éléments. L'élément matériel de ces infractions doit être recherché à travers la Convention contre la torture, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, les statuts des juridictions internationales et la jurisprudence internationale et celle de la Cour constitutionnelle béninoise.

Ainsi, les actes positifs et négatifs pouvant constituer l'élément matériel de l'une des infractions contenues dans l'interdiction de la torture semblent à première vue flous et imprécis et ne se laissent pas appréhender facilement. Cette situation laisse aux acteurs de la justice un travail supplémentaire mais surtout empreint de savoir-faire avant de pouvoir réprimer lesdites infractions. Le Comité contre la torture a essayé, dans ses Observations générales<sup>201</sup> d'apporter des précisions importantes à la définition des différentes interdictions constitutives d'infraction.

Il convient d'étudier le cas de chaque infraction afin de faire ressortir les insuffisances et les précisions que le Comité contre la torture et la pratique internationale ont apportées. Il est vrai que dans la pratique, la ligne de démarcation entre la torture et les autres atteintes prohibées n'est pas souvent claire<sup>202</sup> :

*« L'expérience montre que les circonstances qui sont à l'origine de mauvais traitements ouvrent souvent la voie à la torture<sup>203</sup> ».*

Le Comité contre la torture le reconnaît et recommande d'ailleurs que l'interdiction de la torture et l'interdiction des mauvais traitements soient indissociables<sup>204</sup>. Mais on ne doit pas se méprendre de cette recommandation du Comité qui a, en réalité pour finalité que les mauvais traitements bénéficient du même régime de protection intangible que la torture. Ainsi, il convient de résumer l'interdiction de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants dans l'expression : l'interdiction de la torture.

Dans le souci de mieux appréhender l'interdiction de la torture, il importe de la fragmenter afin de mieux la protéger par des mécanismes aussi bien préventifs que répressifs. Un effort doit être alors fait pour distinguer les différentes atteintes qui peuvent être renfermées dans l'interdiction de la torture. L'objectif de cet exercice est de prévoir tous les aspects des obligations de l'Etat partie à la Convention contre la torture pour l'amener à mieux les assumer<sup>205</sup>. Ces obligations peuvent d'ailleurs évoluer avec le temps comme l'indique la Cour de Strasbourg à travers ses décisions. En effet, en 1999, la Cour a qualifié, ce qui pourrait être considéré comme une bavure

---

<sup>199</sup> Jean PRADEL ; (Mélanges offerts à) : Le droit pénal à l'aube du troisième millénaire, éd. Cujas, Paris, 2006, p. 60.

<sup>200</sup> On a pu décider que des omissions peuvent être constitutives de torture au même titre que des actes positifs : TPIY, aff. IT-96-21-T, Deladic et al. 16 novembre 1998, § 468.

<sup>201</sup> Spécialement CAT/C/GC/2 Application de l'article 2 de la convention contre la torture par les Etats parties, 24 janvier 2008.

<sup>202</sup> CAT 2, § 3.

<sup>203</sup> Ibid.

<sup>204</sup> Ibid.

<sup>205</sup> CAT 2, § 3.

policière, de torture<sup>206</sup>. Une situation analogue, apparemment plus grave, avait été qualifiée par la même Cour, de traitement inhumain et dégradant en 1978<sup>207</sup>. Cela montre que les exigences de la société peuvent accroître les obligations à la charge des Etats, la définition des infractions ne doit donc pas être statique :

*« (...) le niveau d'exigence croissant en matière de protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales implique, parallèlement et inéluctablement, une plus grande fermeté dans l'appréciation des atteintes aux valeurs fondamentales des sociétés démocratiques<sup>208</sup> ».*

Comme toute définition, elle doit pouvoir être adaptable aux nouvelles réalités de la société. Ce travail incombe entièrement au juge saisi mais le législateur pouvait individualiser les infractions à travers des définitions en amont.

### **- La torture**

52. Il est aussi absurde d'infliger la torture pour parvenir à la connaissance d'un crime qu'il était absurde d'ordonner autrefois le duel pour juger un coupable<sup>209</sup>. Beaucoup perçoivent aujourd'hui, à juste titre, que la torture est non seulement nuisible à l'espèce humaine mais également absolument inutile à la justice. On raconte que les Romains n'infligèrent la torture qu'aux esclaves. Les personnes libres étaient épargnées. Si on se souvient de la condition des esclaves en ce moment-là, lesquels n'étaient pas considérés comme des personnes à part entière, on comprend aisément que les Romains aussi n'applaudissaient guère la pratique de la torture.
53. Le terme est défini comme « *supplice ou grande souffrance morale*<sup>210</sup> ». L'article premier de la convention du 10 décembre 1984 la définit comme des actes « *provoquant des souffrances physiques ou morales aiguës* ». La Convention interaméricaine pour la prévention et la répression de la torture en étend la définition aux cas d'« *applications de méthodes visant à annuler la personnalité de la victime ou à diminuer sa capacité physique ou mentale, même si ces méthodes et procédés ne causent aucune douleur physique ou angoisse psychique* ». Le parlement européen admet aussi que la torture peut être physique ou morale : « *...considérant que la torture peut revêtir une dimension physique ou psychologique*<sup>211</sup> ». L'ONG Amnesty International l'a qualifiée d'utilisation volontaire de la violence pour infliger une souffrance à l'individu<sup>212</sup>. « *La violence est l'utilisation de la force physique ou psychologique pour contraindre, dominer, causer des dommages ou la mort. Elle implique des coups, des blessures, de la souffrance*<sup>213</sup> ». La torture peut être utilisée comme châtiment, comme moyen de coercition pour obtenir quelque chose, afin d'inspirer la terreur et la domination, ou encore par cruauté. Elle est notamment employée pour obtenir des aveux ou autres informations secrètes<sup>214</sup>. Dans toutes ces définitions, l'élément matériel n'est pas précis et facilement identifiable. Dans ces conditions, plusieurs interprétations, au demeurant, contradictoires du même texte peuvent être

---

<sup>206</sup> CEDH ; Selmouni c. France du 28 juillet 1999 : ( Les lésions dont se plaignait M. Selmouni lors de sa garde-à-vue dans les locaux d'un commissariat n'ont été évaluées qu'à cinq jours d'ITT par l'expert médical chargé de l'examiner).

<sup>207</sup> CEDH ; Arrêt interétatique : Irlande c. RU du 18 janvier 1978.

<sup>208</sup> CEDH ; Selmouni c. France ; précité.

<sup>209</sup> Emile LITTRE, Dictionnaire de la langue française ; partie historique.

<sup>210</sup> Voir dictionnaire le Littré.

<sup>211</sup> Résolution du Parlement européen du 11 mars 2014, § H.

<sup>212</sup> Amnesty International ; Rapport 2013 : Variétés d'instruments de torture.

<sup>213</sup> Ibid.

<sup>214</sup> Marc IMBEAULT ; « La torture dans l'éthique du contre terrorisme » ; article publié en ligne.

possibles<sup>215</sup>. La législation nationale béninoise n'en donne pas plus de précisions. Il est recommandé que la torture soit considérée comme une infraction criminelle et prenne en compte au minimum les exigences posées par l'article 1<sup>er</sup> de la Convention<sup>216</sup>. Ce caractère criminel de la torture n'est jamais remis en cause et les évolutions observées dans la conception de la notion lui ont toujours conservé ce caractère. Tel est le cas notamment de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme qui a qualifié les conditions de détention de torture, dans l'affaire des détentions clandestines de la CIA<sup>217</sup>. Ces conditions de détentions étaient particulièrement cruelles et ont atteint le seuil de torture.

#### - Le traitement cruel

54. Dans le dictionnaire, Le Petit Larousse, « traitement » signifie « *manière d'agir envers quelqu'un ; mauvais traitement : coups, voies de fait, sévices* » ; et « cruel » signifie : « *qui se plaît à faire souffrir* ». Ainsi, on peut donc dire que le traitement cruel désigne des sévices qu'on inflige dans le but de voir souffrir une personne ; ce sont aussi des sévices qu'on inflige sans pitié à quelqu'un. Les méthodes utilisées sont diverses et variées. Elles sont en fonction de la technologie disponible, de la culture des auteurs ou des ressources locales<sup>218</sup>. Il s'agit par exemple des agressions physiques ou psychologiques créant la peur, la tristesse ou autres émotions<sup>219</sup>. Cette infraction est constituée dès que l'on peut prouver que la victime a souffert psychologiquement ou physiquement du fait d'une autre personne, fonctionnaire<sup>220</sup> ou non<sup>221</sup> ou personne agissant à titre officiel ou non, par un moyen quelconque, et qui trouvait du plaisir à voir souffrir sa victime. Trouver du plaisir peut s'induire du comportement de l'auteur avant, pendant ou après l'acte ; lequel comportement renforce, au fait le caractère prémédité de l'acte. On peut citer, à titre illustratif mais non limitatif, le fait d'enfermer quelqu'un dans un trou pendant 24 heures, sans nourriture ni eau<sup>222</sup>. Le mobile qui peut être, par exemple la soumission à l'autorité hiérarchique ou des pulsions sadiques, est sans effet dans la constitution de l'infraction<sup>223</sup>. Il en est ainsi au niveau de toutes les autres infractions, notamment la torture. Il importe de préciser que l'infraction de traitement cruel partage certains aspects avec celle de torture. On peut cependant retenir que « *comparé aux actes de torture, (le traitement cruel) peut différer par l'intensité de la douleur et des souffrances infligées...* »<sup>224</sup>. L'appréciation dépend de l'ensemble des données de la cause, notamment de la durée du traitement et de ses effets physiques et mentaux, du sexe, de l'âge, de l'état de santé de la victime, etc.<sup>225</sup>

#### - Le traitement inhumain

55. Le terme « inhumain », dans le dictionnaire Petit Larousse illustré signifie : « *qui ne semble pas appartenir à la nature ou à l'espèce humaine* ». Ainsi, on peut définir : traitement inhumain

<sup>215</sup> François GENY ; Méthodes d'interprétation et sources en droit privé positif, Essai critique par François GENY, Seconde édition revue et mise au courant, LGDJ, Paris, 1919, tome premier ; p. 206.

<sup>216</sup> CAT 2, § 2.

<sup>217</sup> CEDH ; GC, El Masri c. ex République yougoslave de Macédoine ; n° 39630/09 du 13 décembre 2012.

<sup>218</sup> Amnesty international, Rapport 2013, op. cit.

<sup>219</sup> Ibid.

<sup>220</sup> DCC 98-101 du 23 décembre 1998, Recueil des décisions de la Cour constitutionnelle du Bénin, 1998, pp. 493 et suivantes.

<sup>221</sup> DCC 02-014 du 19 février 2002, Recueil des décisions de la Cour constitutionnelle du Bénin, 2002, pp. 10 et suivantes.

<sup>222</sup> TPIY, aff. IT-96-21-T, Deladic et al. 16 novembre 1998, § 682.

<sup>223</sup> Amnesty international, Rapport 2013, op. cit.

<sup>224</sup> CAT2, § 10.

<sup>225</sup> CEDH ; Gafgen c. Allemagne, n° 22978/05, 1<sup>er</sup> juin 2010, § 88.

comme des pratiques qu'on fait subir à une personne au mépris de sa nature d'être humain<sup>226</sup>. Ces pratiques peuvent être utilisées comme châtement<sup>227</sup> ou comme moyen de coercition pour obtenir quelque chose, des aveux ou autres informations secrètes. L'objectif est d'inspirer, chez la victime, la terreur et la domination<sup>228</sup>. D'autres méthodes telles que le fait de forcer la victime à ingérer des produits pour lui infliger la douleur et ayant occasionné des dégâts internes. Ces produits peuvent être chimiques ou irritants introduits dans le rectum ou le vagin, ou appliqués sur des parties génitales<sup>229</sup>. Le traitement inhumain consiste parfois aussi à administrer une drogue à une personne pendant une longue période afin de provoquer une forte dépendance<sup>230</sup>. Il peut s'agir aussi d'une administration forcée de médicaments à des doses toxiques pour punir. Ces méthodes sont susceptibles de provoquer la douleur, la panique, la psychose, la dépression et même le délire<sup>231</sup>. Sont constitutifs de cette infraction, tous actes ou omissions qui ne tiennent pas compte de la nature humaine quel que soit le but de ces actes ou omissions<sup>232</sup>. On peut mentionner, à titre illustratif, le fait d'exposer un détenu à une lumière ou à un bruit excessif<sup>233</sup>. La Cour européenne des droits de l'homme a considéré aussi comme traitement inhumain : la destruction de maisons et de biens privés par les forces de l'ordre sans respect pour les sentiments des intéressés, sans précaution pour leur sécurité, sans l'octroi d'aucune assistance<sup>234</sup>.

Une situation de dénuement total peut être considérée aussi comme un traitement contraire à la dignité humaine. C'est ce que la Cour de Strasbourg semble affirmer lorsqu'elle juge qu'« *on ne peut pas dire que les autorités publiques aient directement soumis la requérante à un quelconque mauvais traitement. L'essence de son grief réside dans le fait que la pension d'Etat dont elle dépend pour sa subsistance et ses dépenses quotidiennes ne suffit pas pour couvrir ses besoins de base. La Cour ne peut exclure la possibilité que la responsabilité de l'Etat soit engagée par un « traitement » dans le cadre duquel un requérant totalement dépendant de l'aide publique serait confronté à l'indifférence des autorités alors qu'il se trouverait dans une situation de privation ou de manque à ce point grave qu'elle serait incompatible avec la dignité humaine... Or il est apparu qu'elle avait en fait droit à un traitement médical gratuit ; et rien dans les documents communiqués à la Cour n'indique que le niveau de sa pension et de ses avantages sociaux était insuffisant pour la protéger d'une dégradation de sa santé physique ou mentale ou d'une situation de misère incompatible avec la dignité humaine. En conséquence, même si la situation de l'intéressée est difficile, la Cour n'est pas persuadée que, dans les circonstances de l'espèce, le seuil élevé de l'article 3 ait été franchi* »<sup>235</sup>. L'analyse de cette position indique que si le dénuement du requérant avait atteint un seuil critique, l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme serait violée.

C'est aussi le cas où on fait usage de la force physique contre une personne privée de liberté, alors que la situation ne l'exige pas ou l'usage de la force qui cause à la victime des fractures<sup>236</sup>.

---

<sup>226</sup> CEDH ; Mocanu c. Roumanie, n°s 10865/09, 45886/07 et 32431/08, § 315.

<sup>227</sup> DCC 02-014 du 19 février 2002, Recueil des décisions de la cour constitutionnelle du Bénin, 2002, pp. 10 et suivantes.

<sup>228</sup> Ibid.

<sup>229</sup> Amnesty international ; Enfants torturés, des victimes trop souvent ignorées, p. 35.

<sup>230</sup> Ibid.

<sup>231</sup> Ibid.

<sup>232</sup> CEDH ; Svinarenko et Slyadnev c. Russie, n°s 32541/08 et 43441/08, § 113.

<sup>233</sup> Rapport spécial sur la torture en Europe, 1986.

<sup>234</sup> CEDH ; Selcuk et Asker, 24 avril 1998, série A, §§ 77-78.

<sup>235</sup> BUDINA – RUSSIE (N° 45603/05), Décision 18.6.2009 (Section I).

<sup>236</sup> CEDH, Chamaiev et al. c/ Georgie et Russie, 12 avril 2005, série A, §§ 379-385.

## - Le traitement dégradant

56. Dans le dictionnaire petit Larousse illustré, « dégradant » signifie : «...qui dégrade », c'est-à-dire, abaisser jusqu'à rendre méprisable, déshonorer. Traitement dégradant désigne alors les pratiques qui rabaissent celui qui les subit devant soi ou devant autrui. Il suffit que la victime soit humiliée à ses propres yeux même si elle ne l'est pas à ceux d'autrui<sup>237</sup>. Les actes ou les comportements qui rabaissent l'individu diffèrent d'une personne à une autre. Cela dépend du rang social ou de l'état de santé de la victime. La présence d'une lésion corporelle n'est pas nécessaire pour parler de traitement dégradant. « ...Dès lors que le traitement humilie ou avilit un individu, témoignant d'un manque de respect pour sa dignité ou la diminuant, ou qui suscite chez l'intéressé des sentiments de peur, d'angoisse ou d'infériorité propre à briser sa résistance morale et physique<sup>238</sup> ». Il y a des circonstances où le traitement peut être dégradant même s'il n'a pas pour but d'humilier : « Etant entendu que la circonstance qu'un traitement n'avait pas pour but d'humilier ou de rabaissier la victime n'exclut pas de façon définitive un constat de violation de l'article 3 »<sup>239</sup>.

Un certain nombre d'éléments énumérés par le Comité contre la torture peuvent être retenus. Il s'agit par exemple des garanties s'appliquant à toutes les personnes privées de liberté : « la tenue d'un registre, le droit d'être informé de ses droits, le droit de bénéficier promptement d'une assistance juridique et médicale indépendante, le droit de prendre contact avec sa famille... »<sup>240</sup>. Le défaut d'un de ces droits entraîne l'absence de traitement minimal dû à une personne privée de sa liberté. On peut donc soutenir que le défaut de ces garanties constitue un traitement dégradant prohibé par la convention. Tout au moins l'obligation de prévention serait violée. La liste n'étant pas exhaustive, on peut mentionner aussi le fait que les gardiens ne soient pas du même sexe que les détenus, une situation qui ne protège pas l'intimité de ceux-ci<sup>241</sup>. Il n'est donc pas nécessaire que l'acte ait provoqué de douleur ou de souffrance. Il peut s'agir d'un acte positif ou négatif ou d'une contrainte à laquelle on soumet la victime. C'est le fait par exemple de forcer une victime à battre une autre victime<sup>242</sup>. Il en est de même de certains châtiments corporels pratiqués sur des jeunes (10-16 ans) dans l'Ile de Man et dans les écoles britanniques (coups de badine ou de lanière de cuir appliqués sur les fesses nues ou la paume des mains<sup>243</sup>. Tel est le cas aussi des conditions de détention<sup>244</sup>. Ainsi, a subi un traitement dégradant, un demandeur d'asile « qui a séjourné, enfermé dans une baraque préfabriquée, sans possibilité de sortir à l'extérieur, sans possibilité de téléphoner et sans pouvoir disposer de couvertures, de draps propres et de produits d'hygiène suffisants...et a été confiné durant six jours dans sa cellule, sans possibilité de promenade en plein air<sup>245</sup> ».

## - La peine cruelle

57. La peine en droit pénal est l'une des deux parties de la sanction pénale, l'autre partie étant les mesures de sûreté<sup>246</sup>. Dans le dictionnaire Universel, « peine » signifie : « *châtiment*,

<sup>237</sup> CEDH ; Tyrer c. Royaume-Uni ; 25 avril 1978, § 32.

<sup>238</sup> CEDH ; Vasyukov c. Russie, n° 2974/05, 5 avril 2011, § 59.

<sup>239</sup> V. c. Royaume-Uni, 16 déc. 1999, n° 24888/94, § 71.

<sup>240</sup> CAT 2, § 13.

<sup>241</sup> CAT 2, § 14.

<sup>242</sup> TPIR, aff. ICTR-96-4-T, Akayesu, 2 septembre 1998, § 682.

<sup>243</sup> CEDH, arrêt Tyrer du 25 avril 1978, série A, n° 26, p.16 ; arrêt Campbell et Cosans du 25 février 1982, série A, n° 48, p. 13.

<sup>244</sup> AI, *Combattre la torture*, Manuel pour l'action, EFAI, Paris, 2004, pp. 82-83.

<sup>245</sup> CEDH, S. D. – Grèce (N° 53541/07), Arrêt 11.6.2009, (Section I).

<sup>246</sup> Jean PRADEL, *Droit pénal général*, op. cit., pp. 625 et s.

*punition...* » La peine est donc la rétribution légale et légitime d'un comportement antisocial. Elle devient cruelle quand elle est infligée dans un tout autre but. C'est le cas par exemple si la peine est infligée dans le seul but de satisfaire le plaisir personnel de celui qui l'inflige ou dans le but d'arracher des aveux à la victime. C'est aussi le cas décrit par Jeremy MORRIS, évoquant la fonction rétributive de la peine: « *A theory of retributive justice is defined by the claim that punishment is morally justified and made morally obligatory by the actions of the guilty* »<sup>247</sup>. La peine ou les méthodes de répression ne doivent pas être exclusivement guidées par le comportement de celui qu'on punit. Cela s'approcherait simplement de la vengeance privée, une simple cruauté<sup>248</sup>. Dans certains cas la peine cruelle s'oppose à la peine légale, prévue par un texte. C'est le cas par exemple de l'isolement sensoriel auquel peut être soumis un détenu<sup>249</sup>.

#### - La peine inhumaine

58. La peine inhumaine est celle qui est incompatible avec la nature de l'être humain et qui, en principe, ne s'aurait être prévue par un texte légal. Tel est le cas, par exemple, de la privation prolongée de repos ou de sommeil, de nourriture, de conditions d'hygiène satisfaisantes ou de soins médicaux<sup>250</sup>. Une peine légale peut devenir inhumaine lors de son exécution.

« *Les conditions éprouvantes dans certains établissements pénitentiaires béninoises* » seraient constitutives de peines inhumaines en ce que les détenus sont astreints à une vie qui les assimile à de simples êtres<sup>251</sup>. Or, le caractère humain de l'homme doit être préservé en tout temps, en tout lieu et quelles que soient les circonstances<sup>252</sup> ; et quel que soit le comportement de la personne concernée<sup>253</sup>. C'est un attribut sine qua non de notre espèce. Sa méconnaissance détruit l'humanité.

« *Aucune circonstance exceptionnelle, quelle qu'elle soit, ne peut être invoquée* » pour méconnaître ce caractère substantiel de la personne humaine<sup>254</sup>. C'est ainsi que les violences policières ne doivent pas dépasser les limites normales.

#### - La peine dégradante

59. La peine dégradante est le châtiment qui rabaisse l'homme et l'humilie aux yeux d'autrui ou à ses propres yeux. Il est vrai que toute peine contient un aspect humiliant mais la différence d'avec la peine dégradante contenue dans l'interdiction de torture est son but. Toute peine a pour but de corriger un comportement antisocial et doit être prévue par un texte légal<sup>255</sup>. Elle devient dégradante et donc interdite si elle vise uniquement à humilier l'individu. Ainsi, « quoique le requérant n'avait pas subi de lésions physique graves ou durables, son châtiment consistant à le traiter en objet aux mains de la puissance publique avait porté atteinte à la dignité<sup>256</sup> ». Une bastonnade ou l'abandon total, par exemple peuvent être considérés comme peines

<sup>247</sup> Jeremy MORRIS; "The justification of torture-horror: Retribution and sadism in saw, hostel, and the devil's rejects." (2010), p. 45.

<sup>248</sup> Ibid., p. 44.

<sup>249</sup> Rapport spécial sur la torture en Europe, 1986.

<sup>250</sup> TPIY, aff. IT-96-21-T, Deladic et al., 16 novembre 1998.

<sup>251</sup> Amnesty international, Rapport 2012 : La situation des droits de l'homme dans le monde, AILRC-FR, pp. 45-46.

<sup>252</sup> Amnesty International, Combattre la torture, Manuel pour l'action, op. cit., p. 82.

<sup>253</sup> CEDH ; Chahal c. Royaume-Uni ; 15 nov. 1996, § 79.

<sup>254</sup> CAT2, § 5.

<sup>255</sup> Voir entre autres art. 111-2 du code pénal français (modification du 06 septembre 2013).

<sup>256</sup> CEDH ; Arrêt Tyrer, précité, § 33.



dégradantes<sup>257</sup>. Un texte de loi peut prévoir des peines dégradantes quand dans la définition de la peine le législateur fait de la discrimination « *fondée sur la race, la couleur de la peau, l'origine ethnique, l'âge, la croyance ou l'appartenance religieuse, les opinions politiques ou autres, l'origine nationale ou sociale, le sexe, les préférences sexuelles, l'identité transgenre, un handicap mental ou autre, l'état de santé, le statut économique ou la condition d'autochtone, le motif pour lequel la personne est détenue, y compris les personnes accusées d'avoir commis des infractions politiques ou des actes de terrorisme, les demandeurs d'asile, les réfugiés ou toute autre personne placée sous protection internationale, ou sur toute autre particularité*<sup>258</sup> ».

L'Etat doit ainsi y veiller afin que ces groupes vulnérables ne soient pas marginalisés davantage. Le Comité contre la torture recommande d'ailleurs des mesures spéciales de prévention et de protection à l'égard de ces personnes<sup>259</sup>.

Les conditions générales que comportent les infractions et surtout les conditions spéciales qui individualisent chaque infraction constitutive d'actes de torture ou traitements cruels, inhumains ou dégradants doivent avoir pour objectif de protéger aussi les personnes vulnérables que toutes les victimes potentielles<sup>260</sup>.

## **2. Le caractère complexe de l'élément moral de l'interdiction de la torture**

60. « Pour que l'infraction existe juridiquement, il ne suffit pas qu'un acte matériel (élément matériel) prévu et puni par la loi ait été commis, il faut encore que cet acte matériel ait été l'œuvre de la volonté de son auteur<sup>261</sup> ».

Ce lien entre l'acte et l'auteur constitue l'élément moral ou psychologique. Il peut s'agir d'une intention criminelle ou d'une faute pénale.

*« Suivant que l'élément moral consiste dans l'intention ou dans une simple faute, on distingue l'infraction intentionnelle et l'infraction non intentionnelle<sup>262</sup> ».*

En tout état de cause, l'élément moral de l'infraction, même s'il ne concerne pas directement les faits, reste toujours lié au délinquant qu'on cherche à sanctionner. C'est pourquoi, on ne peut pas l'ignorer complètement dans le processus répressif<sup>263</sup>. Ce sont donc les deux éléments (matériel et psychologique) que le juge vérifie, ensuite, pour chaque situation qui lui est présentée et détermine si oui ou non il y a violation du texte consacré par l'élément légal. Dans l'affirmative, le juge passe à la deuxième étape qui consiste à appliquer les sanctions prévues. C'est après tout cela qu'on dit que le juge a réprimé la violation d'une infraction.

Ainsi, l'élément psychologique exige l'intention criminelle ou la commission d'une faute par l'auteur de l'acte matériel, car, il n'y a point de crime ou de délit sans intention de le commettre<sup>264</sup>. L'intention exigée dans la commission des infractions est appelée *dol* criminel. Le

---

<sup>257</sup> Ibid.

<sup>258</sup> CAT 2, § 21.

<sup>259</sup> CAT 2, § 20.

<sup>260</sup> Jean PRADEL ; *Droit pénal général*, op. cit., p. 354.

<sup>261</sup> Bernard BOULOC ; *Droit pénal général*, 22<sup>e</sup> éd. Dalloz, Paris, 2011, p. 239.

<sup>262</sup> Ibid. ; p. 261.

<sup>263</sup> Jean-Claude SOYER, op. cit., p. 44.

<sup>264</sup> Jean PRADEL ; *Droit pénal général* ; tome 1 : Introduction générale, 11<sup>e</sup> éd., Cujas, Paris, 1997, p. 19.

droit pénal classique distingue le dol général et le dol spécial, le dol simple et le dol aggravé, le dol déterminé et le dol indéterminé et enfin le dol direct et le dol éventuel<sup>265</sup>.

61. Le dol général est la conscience d'accomplir un acte interdit par la loi « *agir exprès* », c'est-à-dire, commettre une infraction en connaissance de cause. Autrement dit, le dol général est la violation en connaissance de cause d'une prescription légale ou réglementaire<sup>266</sup>. Ainsi, il y a dol général dès que l'agent agit en connaissance de cause.

Le dol spécial, quant à lui apparaît comme une faute intentionnelle plus grave que le dol général et qui est requise pour certaines infractions seulement. Il s'agit du mobile de l'infraction, et ce, quel que soit son caractère, honorable ou non. Car les mobiles ne font pas partie de la définition de l'intention caractéristique du dol général. Tel est le cas, par exemple des infractions issues de l'interdiction de la torture. Le but que visent souvent les auteurs de ces infractions est d'extorquer l'aveu ou de punir simplement en humiliant son semblable. C'est aussi le cas des actes terroristes. Il y a toujours un dol spécial, c'est-à-dire le mobile de l'infraction. Le dol spécial peut être soit un dol simple ou dol prémédité soit un dol déterminé ou un dol indéterminé.

Le dol prémédité, encore désigné par dol aggravé est l'intention formée et réfléchie avant l'accomplissement de l'acte. Il y a, par ailleurs, dol déterminé lorsque le résultat atteint effectivement correspond au résultat voulu par l'auteur de l'acte. Le dol indéterminé existe, par contre, lorsque le résultat atteint est plus grave que celui qui a été voulu. Les infractions protégeant le droit d'être à l'abri de la torture peuvent avoir tantôt un dol prémédité tantôt un dol simple, qui n'est pas nécessairement prémédité. En effet, les gens commettent ces infractions parfois sans aucune préméditation. C'est en face de leurs victimes, privées de liberté de mouvement ou d'autres droits similaires qu'ils commencent spontanément à les soumettre aux sévices, car se sentant spontanément supérieurs à leurs victimes. Mais dans la majorité des cas, la torture et les autres traitements ou peines qui s'y rattachent sont prémédités par leurs auteurs qui visent un objectif précis : obtenir un aveu ou humilier un adversaire politique gênant, par exemple. Dans ces circonstances, le dol peut être à la fois déterminé ou indéterminé.

Il faut noter que dans le cas de ces infractions, l'auteur agit dans le but de faire souffrir sa victime. Il n'est pas nécessaire que le but soit d'extorquer des aveux, d'intimider ou de punir<sup>267</sup>. Cette énumération ne saurait être exhaustive. Les objectifs qui peuvent sous-tendre la pratique de la torture sont tellement divers et variés qu'on ne saurait les énumérer de manière exhaustive. En tout état de cause, la torture est une infraction intentionnelle, ainsi qu'il ressort de la définition de l'article 1<sup>er</sup> de la convention du 10 décembre 1984 « *....sont intentionnellement infligées à une personne* ».

62. Quant aux autres infractions contenues dans l'interdiction de la torture, la Convention n'ayant pas proposé de définition détaillée, leur élément moral ne ressort pas directement du texte de la convention. L'élément moral d'une infraction doit pouvoir être ressorti aisément afin de faciliter une bonne application de cette infraction. L'élément moral découle souvent des formules utilisées dans la définition par le législateur<sup>268</sup>. L'on conçoit cependant, eu égard à ce qui précède, que ces infractions contenues dans l'interdiction de la torture sont toutes des infractions intentionnelles, recouvrant un dol général et un dol spécial, et parfois même un dol aggravé<sup>269</sup>.

<sup>265</sup> Bernard BOULOC ; Droit pénal général, op. cit., p. 249.

<sup>266</sup> Voir art. 121.3 du nouveau code pénal français.

<sup>267</sup> CEDH ; Vasyukov c. Russie, 5 avril 2011, n° 2974/05.

<sup>268</sup> Patrick CANIN ; Droit pénal général, les fondamentaux, Hachette, Paris, 2000, p. 59.

<sup>269</sup> Bernard BOULOC ; Droit pénal général ; op. cit., p. 250.

En somme, les éléments constitutifs des infractions contenues dans l'interdiction de la torture ne sont pas définis au sens du droit pénal spécial par une loi spécifique. Il s'ensuit qu'il s'agit des infractions que le juge pénal doit « créer » lors de l'application. Même si « *la précision d'une règle n'a rien avoir avec son existence* »<sup>270</sup>, une loi pénale trop imprécise ne peut servir à grand-chose si le juge ne la « crée » pas. Le juge, tenu par le principe de la légalité des délits et des peines, aura de difficultés à concevoir une infraction à partir des définitions générales, sans concision. La situation est aggravée avec l'inexistence des sanctions qui devraient réprimer la violation du droit de ne pas être soumis à la torture.

## ***B. L'appréhension quasi impossible des sanctions***

63. Le premier obstacle auquel se trouve confronter tout organe répressif béninois relativement aux infractions contenues dans l'interdiction de la torture est l'absence des peines. En effet, les instruments internationaux relatifs à la protection contre la torture faisant partie de l'ordonnancement juridique béninois n'ayant pas édicté de sanction (1), ce sont souvent, en lieu et place, des sanctions difficilement adaptables qui sont offertes par le législateur béninois(2).

### ***1. L'inexistence de sanctions difficilement adaptables en droit béninois***

64. Le principal handicap structurel affectant les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, en Afrique comme ailleurs, semble provenir de l'absence de contrainte internationale digne du nom, susceptible d'imposer le respect effectif des conventions dans l'ordre juridique interne<sup>271</sup>. Cette absence de contrainte découle principalement de l'absence de sanctions en cas de violation de ces instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Or, la prévision d'une sanction est une nécessité absolue pour l'efficacité de la règle de droit pénal. Toute incrimination non assortie de sanction appropriée n'a pas plus d'effet qu'une simple recommandation<sup>272</sup>. Tel est malheureusement le cas des instruments onusiens relatifs à la torture. Il importe donc de traduire ces instruments en langage pénal afin qu'ils atteignent les objectifs poursuivis<sup>273</sup>.
65. La Convention contre la torture et les autres textes internationaux qui interdisent la pratique de la torture et les peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ne prévoient pas de sanction précise. La Convention du 10 décembre 1984 dit simplement que chaque Etat partie doit prévoir les sanctions appropriées en tenant compte de la gravité de chaque infraction. En termes clairs, la convention contre la torture renvoie au droit interne l'élaboration des peines de ces infractions (a). Or, en droit interne, les premiers auteurs de la violation du droit d'être à l'abri de la torture sont les agents publics. C'est déjà un obstacle de taille dans l'édition des peines (b).

<sup>270</sup> Eric DAVID, Eléments de droit pénal international ; Titre 2 : Le contenu des infractions internationales ; chapitre XIV à XX, 11<sup>e</sup> édition, PUB, Bruxelles, 2006, p. 924.

<sup>271</sup> Jean-François FLAUS : L'application nationale de la charte africaine des droits de l'homme et des peuples, Bruylant, Bruxelles, 2004, p. 248.

<sup>272</sup> Roger MERLE et André VITU ; Traité de droit criminel, tome 1, 7<sup>e</sup> édition : Problèmes généraux de la science criminelle, Droit pénal général, Editions Cujas, Paris, 1997, p. 264.

<sup>273</sup> Mireille DELMAS-MARTY ; Le flou du droit, Du code pénal aux droits de l'homme ; Puf, Paris, 2004, p. 369.

#### **a. Renvoi au droit interne**

66. La Convention contre la torture, en tant que réglementation internationale contient des directives qui couvrent, en des termes généraux, tous les types de crimes et délits contenus dans l'interdiction de la torture. Ces infractions, de par leur nature même, tombent sous le coup des sanctions virtuelles en droit béninois. Il appartient ensuite aux autorités nationales de recevoir ces crimes et délits dans la législation en concrétisant leurs sanctions, soit dans les mêmes termes, soit dans des termes différents mais fidèles quant au contenu et au but visé.<sup>274</sup>
67. Le Bénin est donc invité à traduire en droit interne l'interdiction de la torture. Il s'agit concrètement d'élaborer une loi spécifique avec des définitions claires et des sanctions appropriées ou réadapter les anciens textes. Ainsi, la définition de la torture contenue dans la convention va être consacrée en droit interne débarrassée des « termes diplomatiques » pour parvenir à une définition qui répond aux exigences du droit pénal spécial<sup>275</sup>. C'est ce à quoi l'ONU invite l'Etat partie. Une invitation non suivie d'effet, car depuis le 26 juin 1987, date d'entrée en vigueur de la convention, jusqu'à ce jour, aucune recommandation de la convention n'a été intégrée dans l'ordonnancement juridique béninois ni par le législateur ni par la justice. Plusieurs obstacles, en effet bloquent l'introduction de la convention en droit interne. Ces obstacles découlant de la pratique de l'Etat, n'étaient pas ignorés. On aurait donc pu prévoir les peines directement dans la convention pour éviter en partie, au moins les problèmes qui bloquent actuellement la répression de la torture.

#### **b. Les difficultés engendrées par l'absence de sanctions**

68. En renvoyant la définition des infractions et des peines au droit interne des Etats, l'ONU n'a pas réglé totalement le problème. En effet, si la répression n'était pas bien organisée c'est parce que les pouvoirs publics sont en grande partie responsables de la pratique de la torture. On peut donc dire que cela constitue en réalité le premier obstacle du droit interne à réprimer la torture<sup>276</sup>. Ceux-là mêmes qui doivent prendre les décisions courageuses sont ceux qui constituent, dans la grande majorité, les auteurs des pratiques interdites par la convention, à des fins politiques. On comprend pourquoi ils deviennent laxistes quand il s'agit de compléter la convention pour lui donner plein effet en droit interne.

Avant l'avènement de la Convention contre la torture, la législation béninoise en matière de torture était vague et imprécise. L'incrimination de torture et des actes de barbarie ne contenait pas toutes les infractions qu'on retrouve dans l'interdiction de la torture aujourd'hui<sup>277</sup>.

Depuis l'avènement de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, l'on peut remarquer que les gouvernants béninois ne favorisent pas l'édiction des infractions qui peuvent s'appliquer directement au niveau national, à l'intérieur de l'Etat. Il en est de même des modifications du droit interne exigées par la convention et toutes les prescriptions du droit international qui sont aussi restées sans concrétisation. Ce sont ainsi des séries d'obstacles créés pour anéantir l'effet du traité en droit interne<sup>278</sup>.

<sup>274</sup> Jean PICTECT, cité par José Louis FERNANDEZ FLORES, op. cit., p. 305.

<sup>275</sup> Mireille DELMAS-MARTY ; Le flou du droit, Du code pénal aux droits de l'homme ; op. cit., p. 360.

<sup>276</sup> Amnesty international ; La torture, instrument de pouvoir, fléau à combattre ; op. cit., p. 245.

<sup>277</sup> Voir art. 303 du code pénal béninois.

<sup>278</sup> Paul TAVERNIER (sous la dir.) : Recueil juridique des droits de l'homme, vol.2 : 2000-2004 ; tome 2 ; Bruylant Bruxelles, 2005, p. 864.

A l'application de la Convention, l'Etat béninois fait partie des Etats<sup>279</sup> qui ignorent complètement dans leur droit interne, soit par laxisme soit par hostilité ou simplement par ignorance, les mécanismes de protection directe qu'elle contient.

En conséquence, le droit béninois des droits de l'homme est limité à l'adoption des grands principes de la convention dans le préambule de la constitution et dans une certaine mesure dans le corps de celle-ci. Or, la constitution est la loi fondamentale de l'Etat qui énonce les grands principes de droit, la nature du régime, les modalités de dévolution du pouvoir d'Etat, la désignation des gouvernants, la proclamation des droits de la personne<sup>280</sup>. L'incrimination des actes de torture et les peines précises n'y figurent pas et ne devraient d'ailleurs pas y figurer. C'est plutôt dans le code pénal et les autres textes répressifs qu'on est en droit de chercher ces incriminations. Et c'est à ce niveau que la définition de ces infractions est soit trop vague soit carrément inexistante ou encore que les définitions ne prennent pas suffisamment en compte les principes énoncés dans la convention.

69. Il faut dire qu'il est tout à fait possible de prévoir directement les peines en droit international qui vont s'appliquer en droit interne, contrairement à l'opinion de certains auteurs selon lesquels le cadre international est peu précis<sup>281</sup>. On peut soutenir en partie cette doctrine. Cependant, si un Etat n'est pas prêt à accompagner la lutte contre la torture engagée par l'ONU, il est tout à fait possible à celle-ci de trouver un mécanisme contraignant directement en droit interne. Il s'agit en effet, de conventions relatives aux droits de l'homme et non de simples traités. Ceux-ci sont soumis au caractère volontariste du droit international alors que celles-là s'en échappent à cause de leur spécificité<sup>282</sup> quant à l'objectif poursuivi, c'est-à-dire celui de protéger tous les êtres humains qui qu'ils soient et où qu'ils soient<sup>283</sup>. Il ne s'agit donc pas de directives mais de sanctions pénales de façon précise. Le mécanisme répressif du droit de ne pas être soumis à la torture ne devrait pas et n'échappe d'ailleurs pas au principe général selon lequel la sanction pénale est la conséquence immédiate de la responsabilité pénale et la conséquence ultime de l'infraction<sup>284</sup>.
70. La faiblesse fondamentale du droit d'être à l'abri de la torture prévu en droit international est l'absence de sanctions. Une infraction devrait être pourvue de sanctions. Le droit international s'entend créer une infraction en proscrivant la torture, on devrait donc s'attendre à voir les sanctions<sup>285</sup>.

En prévoyant les peines, l'ONU allait ainsi contraindre les Etats, mêmes les plus laxistes à appliquer effectivement la Convention. En effet, la loi pénale, pour pouvoir être appliquée, doit

---

<sup>279</sup> Les rapports de l'ONG internationale : Amnesty international font état de ce que l'ineffectivité du droit d'être à l'abri de la torture se remarque à travers dans la quasi-totalité des Etats du monde ([www.amnestyinternational.org](http://www.amnestyinternational.org)).

<sup>280</sup> José Manuel M. CARDOSO DA COSTA, in Mélanges Patrice GELARD, Droit constitutionnel, Montchrestien, Paris, 2000, p. 265.

<sup>281</sup> Cf. notamment José Louis FERNANDEZ FLORES, op. cit., p. 307 et s.

<sup>282</sup> Kisala M. MAZYAMBO : L'état d'acceptation du p.i.d.c.p. et de son 1<sup>o</sup> protocole facultatif par les Etats africains, in Revue de droit africain N° 3-97, p. 8.

<sup>283</sup> F. SUDRE, cité par Kisala M. MAZYAMBO, ibid.

<sup>284</sup> José Louis FERNANDEZ FLORES, loc. cit.

<sup>285</sup> Ottavio QUIRICO ; Réflexions sur le système du droit international pénal, la responsabilité « pénale » des Etats et des autres personnes morales par rapport à celle des personnes physiques en droit international ; Thèse pour le doctorat en droit ; Université des sciences sociales, Toulouse I, Faculté de droit, 2005, p. 26.7.

comporter non seulement une règle normative mais aussi, prévoir expressément la sanction, sa nature et sa gravité<sup>286</sup>. Au Bénin, Etat partie à la Convention contre la torture, le principe « *nulla poena, sine lege* » garde toujours sa valeur pour les autorités judiciaires.<sup>287</sup> Les autorités gouvernementales et législatives non plus, ne pouvaient continuer à ignorer consciemment ou inconsciemment ce droit.

Le renvoi au droit interne pour fixer les peines entraînent des conséquences, lesquelles sont constitutives d'obstacles pour la réalisation des objectifs de la Convention.

## 2. *L'existence de sanctions inadéquates en droit interne béninois*

71. En droit interne béninois le juge répressif (juge des libertés et de la détention, juge d'instruction, juge correctionnel, magistrats du parquet et la cour d'assises), est celui qui, parmi les magistrats de l'ordre judiciaire, le plus indiqué pour protéger le droit d'être à l'abri de la torture. C'est en effet, lui qui prend les décisions les plus hardies et les plus dissuasives<sup>288</sup>. Ainsi le juge répressif peut, à la différence des autres magistrats, décider de garder une personne en détention pendant le temps qu'il fixe en se fondant sur la loi<sup>289</sup>. C'est aussi lui seul qui peut s'ingérer dans la vie privée des personnes en écoutant leur communication, en lisant leur correspondance privée, en bloquant leur compte bancaire, etc<sup>290</sup>. Il s'agit de véritables atteintes aux libertés individuelles. En mettant le juge répressif à même d'appliquer la Convention, les principes protecteurs des droits humains qui y sont contenus vont certainement profiter effectivement au citoyen<sup>291</sup>. On pourrait espérer que les objectifs seraient atteints. Mais dans le cas de la Convention contre la torture, le juge répressif ne pourrait pas l'appliquer en l'état car les infractions qui se dégagent de l'interdiction de la torture ne sont pas punies de peines précises. Ne pouvant donc pas inventer les peines, le juge national est bloqué et la Convention demeure un simple idéal, un simple vœu, une simple aspiration qui ne serait jamais atteinte si aucune autre stratégie n'est pensée pour corriger la situation actuelle.

A l'occasion de l'examen du rapport présenté par le Bénin en vertu de l'article 19 de la convention contre la torture, le Comité contre la torture a fait la remarque très pertinente suivante aux autorités béninoises en 2007 :

*« Malgré les dispositions de la Constitution qui interdisent la torture, le Comité regrette l'absence dans le droit pénal de l'Etat partie d'une définition de la torture<sup>292</sup> et de l'infraction spécifique de torture, et ce, en dépit de la recommandation du Comité en ce sens lors de*

---

<sup>286</sup> Jean PICTET (sous la direction), Les Conventions de Genève du 12 août 1949 : commentaire, CICR, Genève, 1952, p. 396

<sup>287</sup> Ibid.

<sup>288</sup> L'expression « juge répressif » désigne, ici tout magistrat qui applique les lois pénales ; elle ne se réduit pas au juge des libertés et de la détention créé par la loi N° 2012-15 du 18 mars 2013 portant code de procédure pénale en République du Bénin.

<sup>289</sup> Art. 132 et s. du CPP.

<sup>290</sup> Art. 108 du CPP.

<sup>291</sup> Rappelons que cette application de la convention consiste à s'inspirer des principes véhiculés par celle-ci et en rechercher les sanctions correspondantes en droit interne si celui-ci avait des incriminations similaires mais vagues et imprécises ; voir Cour constitutionnelle du Bénin DCC 02-052 du 31 mai 2002 ; aussi Gilles BADET « Note sous Cour constitutionnelle du Bénin DCC 03-088 du 28 mai 2003 » ; in, ABJC, Revue de contentieux constitutionnel, I-2013, p. 504.

<sup>292</sup> Nous avons souligné.

*l'examen du rapport initial du Bénin en 2001* »<sup>293</sup>. Il est à signaler que la situation est restée telle jusqu'à maintenant.

L'application directe des conventions internationales relatives aux droits de l'homme par le juge national est souhaitable. Mais ces textes contiennent des infractions non définies spécifiquement.

72. En définitive, analysé d'abord du point de vue du fondement, on constate que les infractions contenues dans l'interdiction de la torture bénéficient de nombreuses sources diverses et variées.

Analysé ensuite du point de vue du droit pénal, il est aisé de remarquer que l'interdiction de la torture n'est pas précisée, à l'instar d'autres infractions ordinaires, dans un texte déterminé. Le principe sacro-saint du droit criminel, à savoir « *nullum crimen, nulla poena, sine lege* » est à rechercher dans une multitude de sources<sup>294</sup>.

Au total, les infractions contenues dans l'interdiction de la torture mériteraient d'être reformulées et reprécisées par le juge pénal. Ce caractère imprécis des infractions semble entraîner une autre conséquence : la restriction du droit.

## **Section 2 : Restriction du droit d'être à l'abri de la torture dans les textes**

73. Dans la définition du droit, tous les différents aspects à protéger doivent être érigés en objectifs à atteindre. Toute définition qui restreint le droit à sa petite portion (§1) ou qui ne prend pas en compte le danger que représente la pratique de la torture sur l'individu et pour la société peut priver le droit d'effet (§ 2).

### **§ 1- Réduction du nombre des infractions de l'interdiction de la torture dans les statuts des juridictions internationales.**

74. A travers une lecture littérale, on peut remarquer que l'interdiction de la torture semble être réduite soit à l'existence de la violation massive des droits de l'homme (A) soit à l'unique infraction de torture à l'exclusion des autres infractions (B).

---

<sup>293</sup> Examen du rapport périodique de la République du Bénin par le Comité contre la torture, précité.

<sup>294</sup> Jean PRADEL ; Droit pénal, tome1 : Introduction générale, Droit pénal général ; 11<sup>e</sup> édition, Cujas, Paris, 1997, p. 171, propose plutôt un principe plus large : « *Nullum crimen nulla poena, nullum iudicium sine lege* » pour mettre l'accent sur le fait que le principe de la légalité va au-delà du droit pénal du fond et « *embrasse tout le droit pénal, y compris la procédure* ». Il soutient que le principe doit être étudié non pas dans le cadre du droit pénal général, comme c'est le cas souvent, mais dans « *une sorte d'introduction générale au droit pénal* ».

### **A. Restriction tirée de la condition de violation massive**

75. Les Tribunaux pénaux internationaux *ad hoc* ont été créés pour sanctionner les violations massives et flagrantes commises à grande échelle<sup>295</sup>. Ainsi la torture n'est retenue dans les statuts de ces juridictions internationales que si elle est commise de manière systématique<sup>296</sup>. Quant à la Cour pénale internationale, le droit d'être à l'abri de la torture est complètement réduit devant elle par application de la condition de violation massive.

### **B. Restriction tirée de l'omission des autres atteintes voisines**

76. Si la torture massive entre dans la compétence des juridictions internationales répressives, les peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants leur échappent. Même commis à une grande échelle, au préjudice de plusieurs victimes, ces atteintes aux droits de l'homme sont reconnues devant les juridictions avec circonspection et beaucoup d'hésitations<sup>297</sup>.

## **§ 2- Restriction tirée de la pratique des réserves**

77. Les réserves constituent la plaie qui gangrène le droit international des droits de l'homme puisqu'elles détruisent les fins poursuivies<sup>298</sup>. Les réserves font partie du droit international et *de facto* accompagnent tous les traités internationaux (A). Cependant quand il s'agit d'un instrument international de protection contre la torture (protection des droits de l'homme), les réserves doivent obéir à un régime particulier afin d'éviter de vider la protection de tout son sens (B).

### **A. La pratique des réserves aux conventions internationales des droits de l'homme**

78. La Convention de Vienne sur le droit des traités<sup>299</sup> définit la réserve comme étant « *une déclaration unilatérale, quel que soit son libellé ou sa désignation, faite par un Etat quand il signe, ratifie, accepte ou approuve un traité ou y adhère, par laquelle il vise à exclure ou à modifier l'effet juridique de certaines dispositions du traité dans leur application à cet Etat*<sup>300</sup> ».

La réserve est une pratique très ancienne en droit international. Contrairement à ce qui se passe en droit interne où le droit s'impose aux individus sans leur consentement, l'Etat, entité souveraine<sup>301</sup> ne peut se faire obliger que par sa propre volonté. Fort de ce principe, les Etats observaient des réticences à s'obliger vis-à-vis des conventions internationales<sup>302</sup>.

---

<sup>295</sup> Cf. Préambules des statuts de ces juridictions.

<sup>296</sup> Eric DAVID ; Eléments de droit pénal international ; Titre 2 : Le contenu des infractions internationales ; chapitre XIV à XX, 11<sup>e</sup> édition, PUB, Bruxelles, 2006, P. 919.

<sup>297</sup> Ottavio QUIRICO ; Réflexions sur le système du droit international pénal ; Thèse de doctorat, 2005, op. Cit, p. 332.

<sup>298</sup> Boutros Boutros-Ghali, cité par G. COHEN-JONATHAN, La décision du Comité des droits de l'homme des Nations-Unies du 2 novembre 1999 dans l'affaire Kennedy contre Trinité-et-Tobago ; Des réserves au premier protocole facultatif, in R.U.D.H., n° 6-9/ 2000, p. 213.

<sup>299</sup> Convention du 23 mai 1969.

<sup>300</sup> Art. 2-a.

<sup>301</sup> Art. 2-1 de la Charte des Nations Unies.

<sup>302</sup> En effet, une fois lié, l'Etat est tenu de respecter le traité sans quoi il engage sa responsabilité internationale : art 26, Convention de Vienne sur le droit des traités.



Pour amener les Etats à conclure des traités en faveur de la coopération et la paix internationale, l'astuce permettrait d'accepter des engagements internationaux « avec réserve ». Mais la doctrine de « l'intégrité du traité » continuait de régir la pratique. Cela exigeait le consentement de tous les Etats contractants avant que soit acceptée une réserve et avant que son auteur devienne partie au traité<sup>303</sup>.

A cause de leur spécificité, ce régime général des réserves ne devrait pas s'appliquer aux conventions internationales relatives à la torture.

### ***B. Le cas spécifique des conventions internationales de protection contre la torture***

79. Nombreux sont les juristes qui soutiennent que les réserves aux dispositions de protection des droits de l'homme, de façon générale et de protection contre la torture, en particulier, sont irrecevables<sup>304</sup>. Il faut reconnaître, cependant que les réserves présentent une certaine utilité, en ce sens qu'elles permettent une large acceptation des instruments internationaux relatifs à la protection contre la torture. La possibilité d'effectuer des réserves facilite les ratifications. Elle encourage l'adhésion d'un plus grand nombre d'Etats qui respectent généralement les obligations qui sont énoncées<sup>305</sup>. Dans le domaine de la lutte contre la torture, plus qu'ailleurs, il est recherché l'adhésion de plus grand nombre d'Etats, si possible de tous les Etats. C'est la raison pour laquelle beaucoup de conventions de protection contre la torture n'interdisent pas la possibilité de formuler des réserves.

La Convention contre la torture, peines et traitements cruels, inhumains ou dégradants a admis aussi les réserves. En effet, « Tout Etat partie à la présente Convention peut, en vertu du présent article, déclarer à tout moment qu'il reconnaît la compétence du Comité pour recevoir et examiner des communications dans lesquelles un Etat partie prétend qu'un autre Etat partie ne s'acquitte pas de ses obligations au titre de la présente Convention. Ces communications ne peuvent être reçues et examinées conformément au présent article que si elles émanent d'un Etat partie qui a fait une déclaration reconnaissant, en ce qui le concerne, la compétence du Comité. Le Comité ne reçoit aucune communication intéressant un Etat partie qui n'a pas fait une telle déclaration<sup>306</sup> ». En disposant de cette manière, la Convention du 10 décembre 1984 laisse la possibilité aux Etats parties de se dérober de certaines de ses obligations. Mais c'est surtout la disposition de l'article 22 qui anéantit le pouvoir du Comité contre la torture : « Tout Etat partie à la présente Convention peut, en vertu du présent article, déclarer à tout moment qu'il reconnaît la compétence du Comité pour recevoir et examiner des communications présentées par ou pour le compte de particuliers relevant de sa juridiction qui prétendent être victimes d'une violation, par un Etat partie, des dispositions de la Convention. Le Comité ne reçoit aucune communication intéressant un Etat partie qui n'a pas fait une telle déclaration ». C'est en vertu de cette déclaration que les personnes vivant sous la juridiction de la République du Bénin, par exemple, peuvent saisir le Comité contre la torture quand elles n'ont pas pu trouver justice devant la justice interne. Bien que le Bénin ait implanté la convention contre la torture en droit interne, le Comité

<sup>303</sup> Mazyambo Makengo KISALA : L'Etat d'acceptation du pacte international relatif aux droits civils et politiques et de son 1<sup>er</sup> protocole facultatif par les Etats africains, in *Revue de droit africain* n°3/97, p. 8.

<sup>304</sup> W. A. SCHABAS : « Les réserves des Etats-Unis d'Amérique au pacte international relatif aux droits civils et politiques en ce qui a trait à la peine de mort », *R.U.D.H.*, 1994, P. 137 et suivants ; de même : G. COHEN-JONATHAN ; « Les réserves dans les traités relatifs aux droits de l'homme », *R.G.D.I.P.*, 1996, pp. 916 et s.

<sup>305</sup> William A. SCHABAS, *op. cit.*, p. 140.

<sup>306</sup> Art. 21.

ne peut sanctionner les violations du droit d'être à l'abri de la torture, sur saisine des citoyens, le Bénin n'ayant pas fait cette déclaration de reconnaître la compétence du Comité pour recevoir et examiner les plaintes venant des particuliers.

80. La déclaration de l'article 22 comme celle de l'article 21 sont facultatives. On peut bien implanter la Convention en droit interne tout en s'abstenant de faire l'une ou l'autre de ces deux déclarations. C'est pourquoi elles s'analysent comme des réserves aux obligations découlant pour les Etats parties de la ratification de la convention, conformément à l'article 2-a de la Convention de Vienne sur le droit des traités. Cette situation vide la convention de toute sa substance.

A ces deux possibilités de se dérober aux obligations énoncées dans la Convention, il faut ajouter la réserve de l'article 28 qui empêchera le Comité de procéder à une enquête confidentielle sur le territoire d'un Etat partie où la torture serait pratiquée de manière systématique, et celle de l'article 30 qui délie l'Etat auteur, des dispositions contenues dans son premier paragraphe, selon lesquelles, tout différend entre deux ou plus des Etats parties concernant l'interprétation ou l'application de la convention qui ne peut pas être réglé par voie de négociation sera soumis à l'arbitrage à la demande de l'un d'entre eux, ou à la Cour internationale de justice.

81. Le Bénin n'a pas fait de déclaration au titre des articles 2, 22 et 28 de la convention. En dehors de la seule ratification faite le 12 mars 1992, les gouvernants béninois n'ont pas cru devoir faire les formalités substantielles qui s'imposaient afin de rendre le texte de la convention utile et protecteur des victimes de la torture et les atteintes voisines. Concrètement, le Bénin n'a pas encore reconnu la compétence du Comité pour recevoir la plainte d'un autre Etat partie qui estimerait que le Bénin ne remplirait pas ses obligations vis-à-vis de la convention. Il n'a pas reconnu non plus l'organe onusien pour recevoir des plaintes émanant des particuliers qui s'estimeraient victimes de la violation de l'interdiction de la torture. Le Bénin ne reconnaît pas davantage la compétence du Comité pour effectuer des enquêtes confidentielles sur son territoire s'il est soupçonné qu'il se pratique de manière systématique de la torture sur son territoire. Même la possibilité de régler par voie de négociation amiable ou la saisine de la Cour internationale de justice en cas de différend concernant l'interprétation ou l'application de la convention n'est pas acceptée par le Bénin. Cette possibilité est prévue à l'article 30 de la convention et il fallait faire une reconnaissance préalable par une déclaration. Ce que le Bénin n'a pas encore fait. Les autorités béninoises se sont dérobées complètement à la quasi-totalité des obligations contenues dans la convention. La protection du droit d'être à l'abri de la torture contenue dans ce texte international est donc quasi inexistante au Bénin<sup>307</sup>. Si le droit à la protection existe, puisque le pays a ratifié le traité et l'intègre ainsi dans son ordonnancement juridique<sup>308</sup>, ce droit n'existe pourtant que de nom. Il est simplement abstrait. Une fois encore les réserves prévues par la convention elle-même, ont vidé le droit de son contenu<sup>309</sup>.

82. Depuis l'arrêt Belilos du 29 avril 1988,<sup>310</sup> on peut affirmer que les réserves émises à propos des traités relatifs à la torture obéissent à un régime spécifique puisque c'est « *l'organe chargé de*

<sup>307</sup> G. COHEN-JONATHAN ; « Les réserves dans les traités relatifs aux droits de l'homme » op. cit.

<sup>308</sup> Même sans ratification, le texte de la convention s'imposerait en droit béninois comme coutume internationale ; voir Cour constitutionnelle du Bénin DCC 02-052 du 31 mai 2002 ; recueil 2002.

<sup>309</sup> W. A. SCHABAS : « Les réserves des Etats-Unis d'Amérique au pacte international relatif aux droits civils et politiques en ce qui a trait à la peine de mort », op. cit., p. 140.

<sup>310</sup> CEDH : arrêt Belilos du 24 avril 1988, série A, n°132. C'est depuis cet arrêt que la Cour a décidé de sanctionner elle-même les réserves considérées comme contraires à l'objet et au but de la convention ou trop générales.

*supervision de l'instrument qui est admis à contrôler la compatibilité avec le but et l'objet poursuivi par l'instrument* »<sup>311</sup>. En effet, le droit international des droits de l'homme diffère du droit international classique ; c'est un droit objectif qui élève l'individu au rang de sujet de droit international<sup>312</sup>. Et comme le reconnaît encore Mazyambo M. KISALA, les droits humains se réfèrent à l'identité universelle de la personne humaine<sup>313</sup>. Ils sont donc attachés par principe, renchérit le professeur SUDRE, à la seule qualité de la personne humaine<sup>314</sup>. Les traités qui proclament les droits de l'homme ont ainsi pour finalité de créer pour les Etats des obligations absolues qui impliquent l'uniformité de conduite envers tous les individus se trouvant sous la juridiction des Etats parties<sup>315</sup>.

Ainsi, s'agissant d'une convention interdisant la torture, ni l'entrée en vigueur à l'égard de l'Etat auteur d'une réserve, ni l'appréciation de celle-ci et sa validité ne dépendent du consentement exprès ou tacite des autres Etats, mais plutôt de l'organe de supervision de ladite convention<sup>316</sup>.

C'est dans cette optique que s'inscrit la pratique du Comité des droits de l'Homme de l'ONU. Dans son observation générale n° 24(52) relative aux réserves au pacte international relatif aux droits civils et politiques et à ses protocoles facultatifs, adoptée le 2 novembre 1994 au cours de sa 52<sup>ème</sup> session<sup>317</sup>, le comité des droits de l'homme définit ce qui constitue les objets et les buts du pacte et de ses protocoles. En fonction de cela, il précise les caractéristiques que doit présenter toute réserve au pacte ou à ses protocoles. Cela constitue des instructions précises tant aux Etats qui ont l'intention de formuler des réserves qu'à ceux qui l'ont déjà fait<sup>318</sup>.

Cette position a été consacrée le 2 novembre 1999 dans la jurisprudence Kennedy où le comité des droits de l'homme a invalidé la réserve de Trinité et- Tobago relative à l'article 1<sup>er</sup> du premier protocole facultatif<sup>319</sup>.

---

<sup>311</sup> Gérard COHEN-JONATHAN, op. cit., p. 209.

<sup>312</sup> Kisala MAKENGO MAZYAMBO, loc. cit.

<sup>313</sup> Ibid.

<sup>314</sup> F. SUDRE, cité par Kisala MAKENGO MAZYAMBO ; ibid.

<sup>315</sup> Gérard COHEN-JONATHAN, loc. cit.

<sup>316</sup> Kisala MAKENGO MAZYAMBO, op. cit., p. 10. Il existe cependant des instruments relatifs aux droits de l'homme qui ont adopté des règles semblables à celles établies par la convention de Vienne. Tel est le cas des conventions relatives aux droits de la femme et à la convention contre la discrimination raciale.

<sup>317</sup> Texte publié dans la Revue « Human Rights Law Journal », 1994, vol 15, n°11-12, pp. 464-467.

<sup>318</sup> Kisala MAKENGO MAZYAMBO, op. cit., p. 11.

<sup>319</sup> Pour un commentaire de cette jurisprudence, voyez Gérard COHEN-JONATHAN, la décision du comité des droits de l'homme des Nations Unies du 2 novembre 1999 dans l'affaire Kennedy contre Trinité-et-Tobago. Des réserves au premier protocole facultatif, pp. 209-217.

## **Chapitre 2 : L'interprétation réductrice du droit d'être à l'abri de la torture**

83. Jean CARBONNIER disait que l'application effective, c'est-à-dire l'effectivité d'une loi n'appartient pas à la définition de la règle de droit<sup>320</sup>. Cependant, l'application ou l'effectivité d'une règle de droit peut être liée à la manière dont la loi est interprétée. Il en est ainsi parce que « *L'ordre juridique positif (...) n'est jamais pleinement satisfaisant pour embrasser les rapports humains trop nombreux, trop complexes, trop changeants* » dans une société<sup>321</sup>.

L'interprétation des conventions internationales relatives à l'interdiction de la torture est encore indispensable car ces conventions n'ont posé que des principes généraux et non des dispositions légales précises. C'est pourquoi les organes universels, la cour africaine de justice et des droits de l'homme et les juridictions béninoises chargées d'interpréter et d'appliquer l'interdiction de la torture, doivent, ainsi que le recommande le Professeur **François GENY**, chercher tous les moyens, au-delà des éléments purement formels et logiques, afin de remplir toute leur mission<sup>322</sup>, celle qui consiste, en l'occurrence à protéger contre la violation du droit d'être à l'abri de la torture. En conséquence, toute interprétation statique (**section 1**) et qui n'est pas génétique (**section 2**) de l'interdiction de la torture la restreint et rend *de facto*, abstrait le droit d'être à l'abri de la torture.

### **Section 1: L'interprétation statique de l'interdiction de la torture**

84. L'interprétation dynamique de l'interdiction de la torture permet de l'adapter aux circonstances nouvelles qui n'existaient pas au moment où le texte est pris mais qui constituent la mutation des circonstances considérées et prises en compte par le texte lors de sa création. C'est une interprétation qui donne une fonction objective au texte<sup>323</sup>, c'est-à-dire mettre toutes personnes à l'abri de la torture. Cette fonction peut être différente de celle que le législateur avait en vue. Cette forme d'interprétation est malheureusement quasi absente dans la jurisprudence des organes de surveillance. Ceux-ci pratiquent en abondance le statisme. Ce statisme se caractérise dans leur jurisprudence essentiellement soit par une interprétation littérale de l'interdiction de la torture (§ 1) soit par une interprétation excluant l'évolution des méthodes de pratique de torture (§ 2).

---

<sup>320</sup> Jean CARBONNIER, Textes pour une sociologie du droit sans rigueur, 2<sup>e</sup> édition, LGDJ, Paris, 1971, p. 91.

<sup>321</sup> François GENY, Méthode d'interprétation et sources en droit privé positif, t. second, 2<sup>e</sup> édition, LGDJ, Paris, 1919, p. 404.

<sup>322</sup> François GENY, Méthodes d'interprétation et sources en droit privé positif, Essai critique, Seconde édition revue et mise au courant, tome second, LGDJ, Paris, 1919, p. 146.

<sup>323</sup> Cette interprétation est dite fonctionnelle. Pour une vue d'ensemble de l'interprétation fonctionnelle, voir H. et L. MAZEAUD et J. MAZEAUD, op. cit., pp. 115 et s.

## § 1 : L'interprétation littérale de l'interdiction de la torture

85. L'interprétation littérale est celle qui s'attache, exclusivement, à la lettre du texte<sup>324</sup>. Même si on estime que l'interprétation en droit pénal doit être littérale par opposition à l'interprétation extensive ou analogue en matière civile et commerciale<sup>325</sup>, une interprétation trop littérale, ne prenant en compte que le sens premier des termes utilisés, peut conduire à s'éloigner de l'objectif du législateur. Il semble que c'est le cas en matière de protection contre la torture<sup>326</sup>. Et l'interprétation littérale de l'interdiction de la torture se pratique de deux manières. Il s'agit de l'interprétation mot à mot (A) et de l'interprétation qui réduit toutes les sept infractions contenues dans l'interdiction de la torture à la seule infraction de crime de torture (B).

### A. L'interprétation du droit d'être à l'abri de la torture au Bénin

86. L'interprétation d'un texte s'inscrit et se déroule à l'intérieur d'un système qui le conditionne<sup>327</sup>. Elle devrait s'exercer « conformément au type d'un législateur idéal, suivant des directions objectives, que lui fourniront d'abord la science, et, subsidiairement, la technique propre du droit. »<sup>328</sup> Quand l'interprétation devient le fait d'une individualité, propre à un terme, elle débouche sur le mot à mot.

L'interprétation mot à mot consiste donc à prendre en compte uniquement et isolément le sens des termes et expressions utilisés dans la définition de l'infraction. Cette forme d'interprétation n'est pas utile à la science juridique. Elle conduit généralement à des résultats absurdes<sup>329</sup>. Dans le cas du droit d'être à l'abri de la torture, l'interprétation mot à mot conduit à détruire la protection qu'offre ce droit. Les organes béninois pratiquent directement ou indirectement cette forme d'interprétation. Ce qui a considérablement réduit la protection contre la torture par la cour constitutionnelle (1) et qui a carrément anéanti l'œuvre prétorienne des juridictions judiciaires et administratives (2).

#### 1. La pratique interprétative de la protection contre la torture par La Cour constitutionnelle du Bénin

87. « La loi humaine ne suffit pas dans les affaires particulières : parce qu'elle est générale..., parce qu'elle est humaine et n'a pu tout prévoir<sup>330</sup> ». Le législateur ne pouvant donc prévoir toutes les situations susceptibles de se présenter lors de l'application, il est donc nécessaire d'interpréter la loi<sup>331</sup>. Cette interprétation devient plus importante, voire indispensable et délicate dans le cas des

<sup>324</sup> Gérard CORNU (sous la direction) : Vocabulaire juridique, 4<sup>ème</sup> édition, PUF, Paris, 2003.

<sup>325</sup> Abdoullah CISSE, Les incriminations pénales, in OHADA, sociétés commerciales et GIE, par F. ANOUKAHA, A. CISSE, N. DIOUF, J. NGUEBOU TOUKAM, P-G POUGOUE et M. SAMB, Bruylant, Bruxelles, 2002, p. 229.

<sup>326</sup> DCC 02-014 du 19 février 2002 ; DCC 03-088 du 28 mai 2003.

<sup>327</sup> Karine PARROT, op. cit., p. 57.

<sup>328</sup> François GENY, Méthode d'interprétation et sources en droit privé positif, tome second, LGDJ, Paris, 1996, p. 407.

<sup>329</sup> Il existe à cet effet un exemple ancien mais qui demeure très célèbre : un règlement français de la police des chemins de fer interdisait « de descendre ailleurs que dans les gares et lorsque le train est complètement arrêté ». Mot à mot, ce texte semblait défendre de descendre autrement qu'en marche, ce qui était ridicule et manifestement contraire à l'objectif du règlement. C'est pourquoi, la Cour de cassation a approuvé la condamnation d'un voyageur descendu avant l'arrêt du train. (Cass. Crim. 8 mars 1930, Dalloz 1930 I. 101).

<sup>330</sup> Thomas D'AQUIN ; les lois ; Traduit par Jean de la Croix Kaelin O. p., Pierre Téqui, 1998, in : La loi, textes choisis et présentés par Gabrielle RADICA, op. cit., p. 164.

<sup>331</sup> Henri et Léon MAZEAUD et Jean MAZEAUD, Leçons de droit civil, op. cit., p. 115.

conventions internationales de protection contre la torture d'autant plus qu'en cette matière, « le législateur » a entendu ne poser que des principes généraux, lesquels sont souvent obscurs et présentent des lacunes<sup>332</sup>.

La fonction de l'interprétation consiste donc à étudier le sens exact et véritable de la loi<sup>333</sup>. Ainsi, l'interprétation se doit, soit de donner à un texte son sens véritable soit lui donner un sens<sup>334</sup> en tenant compte de sa finalité, tout en l'adaptant aux conditions sociales du moment où elle est interprétée. Le philosophe admet, à juste titre, que la loi peut ne plus répondre à sa finalité, soit parce qu'elle est trop générale soit parce qu'elle va gravement contre l'intérêt commun<sup>335</sup>.

88. Il existe deux grands types d'interprétation à savoir : l'interprétation dynamique et l'interprétation statique. L'interprétation statique s'oppose à l'interprétation dynamique<sup>336</sup>. Celle-ci interprète la loi en tenant compte de l'évolution de la société, en visant la finalité tandis que celle-là s'enferme et se confine dans les situations qui préexistaient au moment où la loi a été élaborée, laquelle situation est visée par le texte et qu'il tendait à corriger. Si la situation a mué en une autre similaire, l'interprétation statique rend inopérante la loi puisqu'elle refuse de l'adapter aux réalités actuelles. Puisque notre société évolue de manière galopante<sup>337</sup>, l'interprétation statique exigerait que les textes soient revus et modifiés presque annuellement. Ce qui est impossible surtout en droit international où le moindre accord nécessite une kyrielle de conférences diplomatiques ou autres réunions internationales.
89. La loi reste la source cardinale du droit pénal spécial. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre **PORTALIS** quand il écrivait qu'« *en matière criminelle, il faut des lois et point de jurisprudence* ». Mais à la vérité, c'est dans l'interprétation que réside la richesse des textes du droit pénal spécial. Un texte non interprété ou mal interprété peut aisément rater l'objectif de son auteur. En effet, un texte écrit se compose d'un ensemble de mots<sup>338</sup> visant à traduire une préoccupation. « *Un mot se trouve toujours, avant tout membre, d'un système, solidaire d'autres mots (...)* » Pour bien saisir le sens, « *il ne faut pas commencer par le mot pour en déduire le système (...) au contraire c'est du système, du tout solidaire qu'il faut partir*<sup>339</sup> ». Une telle méthode d'interprétation est à même de prendre en compte le but premier du législateur. Il s'agit, en l'occurrence de mettre toute personne à l'abri non seulement de la torture mais surtout des peines et traitements cruels, inhumains ou dégradants.

L'activité réduite dont fait preuve le législateur international en matière de conventions internationales relatives à l'interdiction de la torture laisse à l'organe d'application un grand rôle d'interprétation dans la protection des droits contenus dans ces conventions. Il a ainsi la lourde mission, dans son œuvre interprétative, d'adapter aux besoins actuels des textes qui ont été

---

<sup>332</sup> MAZEAUD, *ibid.*

<sup>333</sup> Karine PARROT, *L'interprétation des conventions de droit international privé*, Dalloz, Paris, 2006, p.55.

<sup>334</sup> Démolombe, cité par Karine PARROT, *op. cit.*, p. 54.

<sup>335</sup> Thomas D'AQUIN ; *op. cit.*, p. 165.

<sup>336</sup> Pour une étude complète des méthodes d'interprétation dynamique et statique, voir Frédéric SUDRE ; in Louis Edmond PETITI, Emmanuel DECAUX et Pierre Henri IMBERT (sous la direction), *la convention européenne des droits de l'homme, commentaire article par article*, Economica, Paris, 1965, pp. 155-175.

<sup>337</sup> Les modes de vie changent presque annuellement, ceci est dû notamment aux TIC qui amènent les hommes à se copier, en bien comme en mal.

<sup>338</sup> Karine PARROT, *ibid.*

<sup>339</sup> F. SAUSSURE, *Cours de linguistique générale*, cité par Karine PARROT, *ibid.*

élaborés à un moment où les mœurs n'étaient pas encore développées comme aujourd'hui.<sup>340</sup> Pour ce faire, les organes nationaux ou internationaux doivent s'inspirer des données morales, de l'équité, des besoins sociaux et économiques afin d'adapter l'interdiction de la torture prescrite par les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme aux conditions nouvelles de la vie. Dans cette œuvre, ces institutions doivent rechercher la pensée du législateur notamment dans les travaux préparatoires,<sup>341</sup> bien évidemment, sans être liées<sup>342</sup>. Le Professeur Mireille DELMAS-MARTY préconise, pour assurer une interprétation objective en la matière, l'approche comparative<sup>343</sup> : « *L'approche comparative pourrait assurer non seulement un accès aux principes généraux de droit et à la coutume internationale, mais encore un instrument pour aider le juge à trouver une objectivité extérieure à lui*<sup>344</sup> ». Rappelons que devant un texte clair, le juge chargé de l'appliquer doit s'assurer que son application brute, sans interprétation, ne conduirait pas à une absurdité<sup>345</sup>. Car c'est un principe général de droit que l'interprétation d'un texte menant à un résultat absurde ou déraisonnable doit être rejetée<sup>346</sup>.

90. Dans la pratique interprétative de l'interdiction de la torture, la Cour constitutionnelle n'arrive pas à distinguer chaque infraction. Elle se contente de constater que le texte constitutionnel qui interdit la torture et les peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants est violé<sup>347</sup>. Cette manière de procéder ne permet pas de prendre en compte tous les actes susceptibles de porter atteinte à la dignité humaine<sup>348</sup>. En conséquence, elle essaie de faire une interprétation protectrice de l'individu contre la torture et autres atteintes voisines mais quelques limites subsistent encore. Et le juge constitutionnel béninois doit aller loin afin de sortir l'interdiction de la torture des limites que lui imposent certains textes. Ces limites étant constitutives d'obstacles au droit d'être à l'abri de la torture.

Il arrive que l'interprétation de l'interdiction de la torture par la Cour constitutionnelle dans ses différentes décisions tende à aller au delà du sens des mots utilisés dans la définition de l'obligation<sup>349</sup>. Mais cette juridiction ne se réfère pas complètement ni à l'esprit de la convention contre la torture<sup>350</sup> ni aux travaux préparatoires pour en saisir les objectifs visés par les rédacteurs. L'application de la règle de droit, rappelle François GENY, est une chose infiniment compliquée, qui ne peut trouver satisfaction en une pratique simpliste et qui a besoin, pour atteindre son objectif, d'un travail objectif, découlant d'une « *libre recherche scientifique* »<sup>351</sup>. Se limiter au sens premier des mots lors de l'application d'un texte ne peut que conduire à un

<sup>340</sup> H. et L. MAZEAUD et J. MAZEAUD, op. cit., p. 116.

<sup>341</sup> MAZEAUD, op. cit., p. 117.

<sup>342</sup> Les travaux préparatoires ne lient pas le juge (cass. crim. 22 novembre 1933, D.H. 1933, 2 et cass. crim. 24 décembre 1909, Sirey 1910, 1, 411).

<sup>343</sup> Même si elle reconnaît quelques limites à cette approche.

<sup>344</sup> Mireille DELMAS-MARTY, L'influence du droit comparé sur l'activité des TPI, op. cit., pp. 97-98.

<sup>345</sup> Voy. Sur ce point l'histoire du décret relatif à la police des chemins de fer, in Jean-Claude SOYER, op. cit., p. 78.

<sup>346</sup> Eric DAVID, op. cit., p. 932.

<sup>347</sup> Plusieurs décisions de la Cour constitutionnelle relatives à la torture illustrent ce constat ; cf., entre autres : DCC 98-101 du 23 décembre 1998, Recueil 1998 ; DCC 02-014 du 19 février 2002 ; DCC 02-052 du 31 mai 2002 ; DCC 02-058 du 4 juin 2002, Recueil 2002.

<sup>348</sup> DCC 98-065 du 5 août 1998, Recueil 1998.

<sup>349</sup> DCC 02-014 du 19 février 2002 ; voir aussi Gilles BADET, « Note sous cour constitutionnelle du Bénin, DCC 02-014 du 19 février 2002 », in ABJC, Revue de contentieux constitutionnel, I-2013, pp. 481-490. Le juge constitutionnel a pu décider pour la première fois que les actes constitutifs des infractions de l'interdiction de la torture peuvent provenir des particuliers ; jusque là, il ne reconnaissait comme tels que les actes posés par les agents publics.

<sup>350</sup> Les conventions internationales régulièrement ratifiées par le Bénin font partie intégrante du droit béninois et sont de ce fait applicables par les juridictions nationales, voir art. 147 de la constitution du Bénin.

<sup>351</sup> François GENY, Méthode d'interprétation et sources en droit privé positif, op. cit., pp. 408-409.

résultat moins objectif et moins utile. Ainsi cette interprétation parfois limitée au sens premier des termes se traduit souvent par l'exclusion du champ de protection de la convention contre la torture, les autres infractions à savoir, par exemple, la peine cruelle, le traitement cruel, la peine inhumaine, le traitement inhumain, la peine dégradante et le traitement dégradant. La Cour n'étant pas arrivée à distinguer précisément l'infraction contenue dans l'interdiction de la torture violée<sup>352</sup>.

## **2. *L'interprétation quasi inexistante devant les juridictions judiciaires et administratives béninoises***

91. Il existait, il y a longtemps, un procédé d'interprétation appelé « référé législatif » qui consistait à faire interpréter la loi par le législateur lui-même<sup>353</sup>. Ce mode d'interprétation, en raison de ses inconvénients<sup>354</sup>, fut remplacé par l'interprétation donnée par l'administration après consultation du Conseil d'Etat<sup>355</sup>. Mais aujourd'hui, l'œuvre interprétative d'un texte de loi qui n'apparaît pas clair appartient aux juridictions<sup>356</sup> et aux organes assimilables<sup>357</sup>. Leurs décisions constituent la jurisprudence qui est une source interprétative de la règle de droit<sup>358</sup>. C'est ce qu'on a pu appeler la qualification judiciaire des faits par opposition à la qualification légale, l'œuvre du législateur, qui consiste à donner des indications au juge, dans le texte même de la loi, pour lui permettre de mieux qualifier les faits dont il sera saisi<sup>359</sup>. Ces indications sont très rares, ou trop floues dans le cas où elles existent, dans les conventions internationales relatives à l'interdiction de la torture. Il revient au juge de fournir les précisions qui s'imposent. C'est à l'occasion de l'interprétation que les juridictions fournissent ces précisions qui manquent dans les textes. Mais les juridictions judiciaires et administratives béninoises n'ont pas de pratique interprétative du droit d'être à l'abri de la torture. Et la jurisprudence en la matière au Bénin est très rare. Les décisions qui existent dans le domaine ne sont pas concernées directement par l'interdiction de la torture telle qu'elle figure dans la convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants<sup>360</sup>.

## **B. *L'interdiction de la torture parfois limitée aux crimes les plus graves***

92. Parfois, dans leur œuvre interprétative de l'interdiction de la torture, les organes de surveillance ne voient que les crimes les plus graves. Cette interprétation du droit découle soit de la condition

<sup>352</sup> Voir entre autres décisions DCC 98-101 du 23 décembre 1998, Recueil 1998, pp. 493 et suivantes.

<sup>353</sup> Henri et Léon MAZEAUD et Jean MAZEAUD, *Leçons de droit civil*, tome premier, 3<sup>e</sup> édition, Montchrestien, Paris, 1965, p. 115.

<sup>354</sup> Pour une vue complète des inconvénients du référé législatif, voy. MAZEAUD, *Leçons de droit civil*, 6<sup>e</sup> leçon, p. 115 et s.

<sup>355</sup> Henri et Léon MAZEAUD et Jean MAZEAUD, op. cit., p. 115.

<sup>356</sup> Ibid.

<sup>357</sup> Il s'agit notamment des organes chargés de surveiller l'application effective des conventions internationales relatives aux droits de l'homme : Comité des droits, Comité contre la torture, etc.

<sup>358</sup> Pour une étude complète des raisons pour lesquelles la jurisprudence est devenue une source fondamentale du droit, voy. MAZEAUD, op. cit., pp. 116 et s. Mais François GENY ne retient pas la jurisprudence comme source du droit : « Elle se sépare (...) des sources formelles, en ce que son effet, (...) demeure limitée à l'espèce résolue et ne peut valoir comme règle générale, s'imposant pour l'avenir », *Méthode d'interprétation et sources en droit privé positif*, tome second, LGDJ, Paris, 1919, pp. 407-408.

<sup>359</sup> Jean PRADEL, *Droit pénal*, tome 1 : Introduction générale, Droit pénal général, 11<sup>e</sup> édition, Cujas, Paris, 1997, p. 359.

<sup>360</sup> Paul TAVERNIER (sous la direction), *Recueil juridique des droits de l'homme en Afrique* ; Vol. 2 : 2000-2004 ; tome 2 ; 2<sup>e</sup> partie : Le droit des droits de l'homme dans les pays africains ; Bruylant, Bruxelles, 2005, p. 877.



de violation massive recherchée soit de l'ignorance des méthodes actuelles de torture par les organes nationaux.

Aussi bien le Comité contre la torture que le Comité des droits de l'homme semblent limiter parfois, dans leurs pratiques, la violation de l'interdiction de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Ainsi, la confusion de la violation de l'interdiction de la torture à la torture commise à une grande échelle (1), et le risque de ne prendre en compte que les actes de torture constitutifs de crime grave (2), sont à contraindre.

### ***1. L'interprétation du Comité contre la torture***

93. Le Comité contre la torture est chargé, rappelons-le, de sanctionner les violations du droit d'être à l'abri de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Il s'agit donc de sept infractions distinctes qui peuvent être déférées devant l'organe universel de surveillance. Force est cependant de constater que le Comité ne distingue que deux catégories, à savoir, la torture d'une part et les mauvais traitements d'autre part<sup>361</sup>. Il est vrai, le Comité mentionne que les mauvais traitements renferment les autres atteintes en dehors de la torture, à savoir les peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants<sup>362</sup>. Mais en mettant ensemble plusieurs atteintes reconnues d'ailleurs comme étant aussi destructrices de la dignité humaine, ni la prévention ni la répression ne s'auraient être efficaces. Il convient de remarquer que c'est une telle pratique que la Cour constitutionnelle du Bénin fait et c'est peut être pour cela que ni la prévention encore moins la répression n'ont aucun effet sur la protection de ce droit au Bénin. Le juge constitutionnel béninois s'éloigne même un peu plus du Comité quand il omet souvent les six autres infractions pour ne retenir que la torture<sup>363</sup>.
94. Dans l'interprétation de l'interdiction de la torture, le Comité contre la torture a, dans une décision en 1994, déclaré qu'il ne s'intéresse pas aux violations de l'interdiction de la torture dans les Etats qui ne sont pas parties à la convention<sup>364</sup>. Il est vrai, l'organe de surveillance de la convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants n'est compétent que pour recevoir des plaintes émanant des particuliers d'un Etat ayant ratifié la convention et fait la déclaration facultative prévue à l'article 22 de reconnaître la compétence du Comité pour recevoir de telles communications. « *Le Comité ne reçoit aucune communication intéressant un Etat partie qui n'a pas fait une telle déclaration* »<sup>365</sup>. Cependant, la protection contre la torture pouvant être considérée comme relevant de la coutume internationale lie tous les Etats, même ceux qui ne sont pas parties à la convention contre la torture et/ou n'ont pas fait la déclaration de reconnaître la compétence du Comité : « *Depuis l'adoption de la convention (contre la torture), le caractère absolu et intangible de cette interdiction (de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants) s'est progressivement inscrit dans le droit international coutumier. Les dispositions de l'article 2 (de la convention) renforcent cette norme impérative...* »<sup>366</sup> Sur cette base, le Comité pouvait examiner si la protection contre la torture et les mauvais traitements était assurée dans tous les pays. Une position contraire peut être considérée comme décevante d'autant plus qu'elle porte atteinte au caractère universel de la protection contre la torture. En effet, même si le Comité n'est pas compétent à recevoir et à

---

<sup>361</sup> Voir CAT 2, § 3.

<sup>362</sup> Ibid.

<sup>363</sup> DCC 02-014 du 19 février 2002, DCC 03-088 du 28 mai 2003.

<sup>364</sup> Comité contre la torture, décision du 27 avril 1994, § 9.1.

<sup>365</sup> Voir art. 22 de la Convention contre la torture.

<sup>366</sup> CAT 2, § 1.

étudier des communications intéressant un Etat qui n'est pas partie à la convention et/ou qui n'a pas fait la déclaration prévue à l'article 22<sup>367</sup>, il est tout à fait possible, sinon, nécessaire au Comité de reconnaître que les droits humains sont violés, quel que soit le lieu de violation. Cette reconnaissance peut ne pas être suivie de conséquences mais elle est nécessaire afin de conférer au comité l'autorité protectrice des droits humains. L'interprétation mot à mot de l'interdiction de la torture a ainsi empêché le Comité contre la torture d'aller dans le sens protecteur de la convention dont il est chargé de surveiller l'application effective. Ce moyen de l'interprétation qu'avait utilisé le Comité contre la torture, en 1994 et qui a consisté à limiter la protection offerte par la convention elle-même était purement littérale et n'avait guère pris en compte les objectifs de la Convention<sup>368</sup>.

95. Il est souhaitable que l'organe principal des Nations-unis chargé de protéger contre la torture et les peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants interprète la Convention dans le sens d'une meilleure protection possible contre ces actes. On peut constater une évolution certaine dans ce sens avec le Comité. En effet, il a interprété que les actes de torture ou de mauvais traitements pouvaient provenir aussi des particuliers. Ainsi, même si l'article premier de la Convention précise que les actes incriminés ne peuvent être qualifiés de torture que : « ....lorsqu'une telle douleur ou de telles souffrances sont infligées par un agent de la fonction publique ou toute autre personne agissant à titre officiel ou à son instigation ou avec son consentement exprès ou tacite<sup>369</sup> ». « Le Comité a clairement indiqué que si les autorités de l'Etat ou toute autre personne agissant à titre officiel ou au nom de la loi savent ou ont des motifs raisonnables de penser que des actes de torture ou des mauvais traitements sont infligés par des acteurs non étatiques ou du secteur privé et n'exercent pas la diligence voulue pour prévenir de tels actes, mener une enquête ou engager une action contre leurs auteurs afin de les punir conformément à la convention, l'Etat partie est tenu pour responsable et ses agents devraient être considérés comme les auteurs, les complices ou les responsables d'une quelconque autre manière, en vertu de la convention pour avoir consenti, expressément ou tacitement, à la commission d'actes interdits<sup>370</sup> ».

Cette lecture de la définition de la torture par le Comité va au-delà de la définition littérale et prend en compte l'esprit aussi de la convention. Elle protège mieux qu'une interprétation à la lettre. Ainsi, des actes de viol ou autres violences dans la famille, les mutilations génitales féminines et la traite des enfants qui ont encore cours au Bénin peuvent être considérés comme des actes de torture, même s'ils sont commis par des particuliers agissant dans le secteur privé. L'Etat a l'obligation d'empêcher la commission de tels actes ou en organiser efficacement leur répression et assurer l'indemnisation des victimes<sup>371</sup>.

## 2. *L'interprétation du Comité des droits de l'homme*

96. Afin de permettre aux victimes éventuelles de jouir effectivement des droits énoncés dans le pacte, l'ONU l'a accompagné d'un protocole facultatif<sup>372</sup> autorisant l'introduction auprès du Comité des droits de l'homme, organe institué par le pacte, de communication individuelle. Ce

<sup>367</sup> C'est la déclaration de l'article 22 de la Convention par un Etat qui permet au Comité contre la torture de recevoir les plaintes concernant cet Etat et émanant des particuliers.

<sup>368</sup> François GENY, op. cit., p. 408.

<sup>369</sup> Voir art. 1<sup>er</sup> de la Convention contre la torture.

<sup>370</sup> CAT 2, § 18.

<sup>371</sup> CAT 2, ibid.

<sup>372</sup> Premier protocole facultatif se rapportant au pacte.

mécanisme de communication individuelle permet ainsi à toute personne s'estimant victime de la torture ou autres violations des droits humains, de déposer plainte auprès du Comité des droits de l'homme. Cet organe à caractère juridictionnel étudie la plainte, l'instruit et prend sa décision qui est appelée **constatation**. Si le Comité est d'avis qu'il y a violation d'un droit énoncé dans le pacte, en l'occurrence l'interdiction de la torture portée par l'article 7, il recommande expressément à l'Etat partie de cesser la violation et/ou d'allouer des dommages intérêts à la victime.

Il faut rappeler que l'introduction d'une communication contre un Etat n'est possible que si cet Etat est partie à la fois au pacte international relatif aux droits civils et politiques et à son premier protocole facultatif<sup>373</sup>. La République du Bénin est partie aux deux instruments internationaux.

Il convient de faire remarquer que le Comité des droits de l'homme a fait des progrès dans la protection contre la torture et autres peines et traitements cruels, inhumains ou dégradants. Il a notamment décidé dans l'une de ses « observations générales » que l'interdiction de la torture inclut l'interdiction de la détention au secret<sup>374</sup>. Mais l'organe onusien a semblé reculer quand il « *ne juge pas nécessaire d'établir de distinction rigoureuse entre les formes de traitements et de peines interdits* »<sup>375</sup>.

On ne se rend pas compte assez vite que « le monnayage » du droit d'être à l'abri de la torture en ses différents fragments est très bénéfique pour la lutte contre la torture. Les sept infractions que nous avons fait ressortir de l'interdiction de la torture visent toutes à éradiquer le fléau que constitue la pratique de la torture. La prévention et à défaut, la répression de la violation de chacune des sept infractions conduiraient à l'effectivité de la lutte contre la torture. Si les organes de surveillance de l'organisation des Nations unies mettent toutes les atteintes ensemble, le risque est grand que l'éradication tant souhaité ne soit que partielle.

Même, en décidant que « l'interdiction de la torture doit s'appliquer aux châtiments corporels ainsi qu'aux châtiments excessifs infligés dans les institutions éducatives »<sup>376</sup>, les infractions comme le traitement dégradant ou le traitement inhumain ne pourront être retenues tant que les définitions précises préalables les distinguant des autres formes de traitements plus graves ne sont pas prises.

## § 2. L'interprétation réductrice du droit par la Commission africaine

97. L'interprétation est un complément de la définition et permet de l'achever. Elle adapte, « *in concreto* », le droit au fait<sup>377</sup>. Ce constat est encore plus vrai dans le domaine des conventions internationales relatives à la torture où les interdictions sont définies de manière évasive. En effet, ces textes élaborés sous l'égide des Nations-Unies ou autres organisations internationales régionales, sont signés et ratifiés par le Bénin et plusieurs autres Etats, semble-t-il pour être à la

<sup>373</sup> Le protocole est dit justement facultatif parce qu'un Etat peut être partie au pacte sans être partie à son protocole.

<sup>374</sup> Obs. générale (7)16, cité par Evelyn A. ANKUMAH, La Commission africaine des droits de l'homme et des peuples : pratiques et procédures, société africaine de droit international et comparé, Londres, p. 127.

<sup>375</sup> Ibid.

<sup>376</sup> Ibid.

<sup>377</sup> Ibid., p. 405.

mode. Et, dès leur entrée en vigueur, le traité qui devrait s'imposer et être accepté comme loi ne l'est pas. En tant que texte contenant des règles de droit, les conventions relatives à la torture devraient être interprétées de manière à leur donner un sens, une existence juridique que l'hypocrisie des relations internationales tend à leur dénier dans leur définition. Ainsi, le juge ou l'organe d'interprétation peut faire preuve de son indépendance à l'égard des définitions incomplètes de l'interdiction de la torture à travers son pouvoir prétorien. L'interprétation doit être faite à bon escient pour combler les lacunes notées dans la définition des infractions. Cette tâche incombe principalement aux magistrats répressifs (du parquet ou du siège) saisis dans le cadre des affaires relatives à la violation de l'interdiction de la torture. C'est une opération intellectuelle, dite de qualification des faits permettant d'appliquer la règle (abstraite et générale) de droit au cas (concret et particulier) de l'espèce<sup>378</sup>.

98. La Commission africaine ne fait pas véritable œuvre d'interprétation de violation des droits de l'homme. De façon générale la torture ne devrait être retenue devant elle que si elle est commise sur une grande échelle et de manière systématique. Elle attire alors l'attention des chefs d'Etat et de gouvernement. Mais, elle ne peut attirer l'attention des chefs d'Etat et de gouvernement sur une communication dénonçant la violation des droits de l'homme que si celle-ci relate « *des situations particulières qui semblent révéler l'existence d'un ensemble de violations graves ou massives des droits de l'homme et des peuples...* »<sup>379</sup>.

Ainsi les peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ne rentrent pas directement dans cet ensemble susceptible de retenir l'attention de la Commission. Ceci apparaît comme une réduction du droit. Alors même que la pratique de ces atteintes à la dignité humaine s'est perfectionnée avec l'évolution du monde. Des conditions d'une détention légale, par exemple, peuvent être constitutives de peines inhumaines. Les méthodes modernes de pratique de la torture sont loin d'être maîtrisées par la commission. D'ailleurs dans sa jurisprudence, elle n'a jamais élaboré de principes définissant ce qui constitue précisément la torture, les peines ou les traitements cruels, inhumains ou dégradants....<sup>380</sup>.

Devant un texte qui ne comporte pas toutes les précisions, il revient au juge ou à l'organe chargé de l'appliquer de l'interpréter. « *Moins la loi est claire et précise, plus le juge devra, par sa jurisprudence, expliciter la norme et faire ainsi véritable œuvre de législateur à la place du législateur* »<sup>381</sup>. Ainsi, le juge est plus que la bouche éclairée de la loi. Il donne sens à ce qui n'en a pas et adapte aux situations actuelles ce qui semble dépassé. Dans le cas de l'interdiction de la torture ou les mœurs évoluent en même que les méthodes de violation du droit, l'interprétation évolutive est celle qui est recommandée pour une protection efficace et effective contre la torture<sup>382</sup>.

Pour la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, toute violation du droit d'être à l'abri de la torture<sup>383</sup> devrait être qualifiée de crime contre l'humanité, de crime de guerre ou de génocide, sinon, on ne saurait parler de violation de ce droit. Cette conception du droit, du

<sup>378</sup> Jean PRADEL ; Droit pénal, tome1 : Introduction générale, Droit pénal général, 11<sup>e</sup> édition, Cujas, Paris, 1997, p. 359.

<sup>379</sup> Art. 58 al. 1 de la Charte africaine.

<sup>380</sup> Evelyn A. ANKUMAH, loc. cit., p. 127.

<sup>381</sup> Jean Claude MARIN ; Conférence débat, « Club du Châtelet », 23 nov. 2011.

<sup>382</sup> CEDH ; Fakailo (Sokofa) et autres c. France ; 2 octobre 2014, n° 2871/11 où la Cour qualifie les conditions de détentions de traitements inhumains.

<sup>383</sup> Art. 5 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples.

reste, erronée entraîne un mauvais fonctionnement de la commission. Ces genres de situations entraînent aussi l'imprévisibilité des décisions.

L'interprétation littérale de l'interdiction de la torture conduit à vider le droit de tout son sens. Il en est de même de l'interprétation qui exclut, dans sa méthode, certaines catégories de personnes de la protection.

## **Section 2 : L'interprétation excluant une catégorie de personnes de la protection contre la torture**

99. C'est une interprétation qui exclut la téléologie du texte. Une bonne interprétation devrait être un travail de pensée consistant à déchiffrer le sens caché dans le sens apparent, à déployer les niveaux de signification impliqués dans la signification littérale<sup>384</sup>. Le sens caché dans l'interdiction de la torture consisterait en la protection de la dignité de la personne, qui qu'elle soit et en quelque circonstance qu'il soit (§ 2). Mais certaines situations exceptionnelles, comme la lutte contre le terrorisme conduisent certaines personnes à se demander si le caractère absolu de l'interdiction de la torture doit s'appliquer sans exception (§ 1).

### **§ 1: La protection réduite à l'occasion de la recherche de preuves dans la lutte contre le terrorisme**

100. *"Torture and terrorism are inter-linked with each other, as torture is inflicted for the purpose of extracting information from a third person, while as terrorism means coercive means in order to achieve political, religious or other aims"*<sup>385</sup>.

Il faut reconnaître que la torture a été pratiquée dans la plupart des civilisations à toutes les époques de l'histoire, notamment dans les contextes de guerre ou autres formes de conflit, ou au service du pouvoir judiciaire. Mais depuis la Déclaration universelle des droits de l'homme, le droit d'être à l'abri de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants est reconnu à tous les individus<sup>386</sup>. Ce droit, sans équivoque, a un caractère absolu et ne souffre d'aucune restriction<sup>387</sup>. Aujourd'hui, les difficultés rencontrées dans la lutte contre les ennemis imprévisibles et extrêmement violents, c'est-à-dire, les terroristes font penser à certaines méthodes, et conduisent certaines personnes à se demander si l'interdiction de la torture devrait toujours demeurer absolue (A). Cependant du fait de ses conséquences attentatoires à la dignité humaine, on se demande si la pratique de la torture ne produirait pas d'effets contre productifs dans la lutte contre le terrorisme (B).

---

<sup>384</sup> P. Ricœur, in : le conflit des interprétations, essai herméneutique, seuil Paris, 1969, p. 15.

<sup>385</sup> Inam UI HAQ; "Theorizing Torture and Terrorism" in: International Journal of Innovative Knowledge Concepts, Volume 2, 1, January 2016, p. 25.

<sup>386</sup> La DUDH est le premier texte contemporain onusien à avoir rendu illégale la pratique de la torture.

<sup>387</sup> Louis FAVOREU, Libertés publiques, www.wikipedia.org.

## A. *La torture dans l'éthique du contre-terrorisme*

101. C'est ce qu'on a pu appeler la noblesse des fins<sup>388</sup>. Suite aux attentats du 11 septembre 2001 contre les Etats-Unis d'Amérique, la nécessité de prévenir les situations du genre est devenue impérieuse. Mais il était surtout question de trouver des moyens adéquats.

« While some argue that the use of torture is necessary to gather intelligence to prevent future attacks against the U.S. and its allies, others claim the use of torture produces unreliable information and ultimately tarnishes the U.S.'s international image while potentially creating blowback on a variety of levels »<sup>389</sup>. « The methods to be used in the fight against terrorism indeed constitute a choice among evils »<sup>390</sup>.

Ainsi, les événements du 11 septembre 2001 et la guerre contre le terrorisme qui l'a suivi ont donné naissance à « *une nouvelle normalité*<sup>391</sup> ». Celle-ci, caractérisée par une érosion rapide de l'Etat de droit, s'est manifestée entre autres par l'élaboration des textes tels que le « USA Patriot Act » d'octobre 2001 et l'ordre présidentiel de novembre de la même année sur « la détention, le traitement et le jugement de certains non-ressortissants dans la guerre contre le terrorisme »<sup>392</sup>. Une autre définition, plus restrictive de la torture est même avancée afin d'y faire recours plus ou moins légalement<sup>393</sup>.

*« Le principe de l'interdiction absolue de la torture, qui apparaissait comme un acquis de l'humanité, est maintenant relativisé et explicitement violé<sup>394</sup> ».*

Ceux qui la préconisent essaient, toutefois, de l'encadrer pour éviter l'exagération. Il faut, non seulement qu'un certain nombre de conditions soient remplies (1) mais il faut également écarter certaines formes de torture (2).

### 1. *Les conditions de l'usage de la torture*

102. Le terrorisme se définit comme le recours à des moyens essentiellement physiques et mécaniques destinés à imposer par la terreur et la violence une transformation de la vie sociale et politique des populations<sup>395</sup>. C'est l'usage organisé de la violence pour attaquer les non combattants ou leurs biens pour des raisons politiques ou religieux. Un terroriste est donc une personne qui tente d'imposer ses convictions en usant de méthodes d'intimidation coercitive<sup>396</sup>. Le phénomène a pris de l'ampleur au cours de la dernière décennie et est devenu la plus grande préoccupation

<sup>388</sup> Fritz ALLHOFF; « An Ethical Defense of Torture in Interrogation », in *Ethics of Spying*, sous la direction de Jan Goldman et Martin Gordon, Toronto, The Scarecrow Press, 2006, p. 126-140.

<sup>389</sup> Zachary William CARPINO; "Terrorizing the Terrorists: Reconstructing US Policy on the Use of Torture in the Global War on Terror." *Global Security Studies*, Volume 4 ; 4 (2013), p. 10.

<sup>390</sup> Markus WAGNER "The justification of Torture. Some Remarks on Alan M. Dershowitz's Why Terrorism Works, in: *German Law Journal*; Volume 4, p. 526.

<sup>391</sup> L'expression est du vice-président des Etats unis d'Amérique, CHENEY.

<sup>392</sup> Peter LEUPRECHT, "La torture banalisée", in: *Revue Relations* n° 712, novembre 2006.

<sup>393</sup> Selon M. BYBEE, alors vice ministre de la justice des Etats-Unis d'Amérique, relevant de la torture des "atteintes physiques d'une sévérité telle qu'il en résulte la mort, la défaillance d'organes ou des dommages durables" ; et les actes de torture ordonnés par le président en sa qualité de commandant suprême ne sont pas contraires à la loi.

<sup>394</sup> Peter LEUPRECHT, "Torture made in USA", in: *Revue Relations* n° 729, décembre 2008.

<sup>395</sup> Fritz ALLHOFF « An Ethical Defense of Torture in Interrogation », in *Ethics of Spying*, par Jan Goldman et Martin Gordon (sous la direction); Toronto, The Scarecrow Press, op. cit.

<sup>396</sup> Ibid.

dans le domaine de la sécurité publique. Dans le souci de mieux appréhender le phénomène pour une lutte efficace, certaines législations nationales essaient d'innover. Tel est le cas du législateur français dans la loi de 1996 qui considère que :

*« Constitue également un acte de terrorisme le fait de participer à un groupement formé ou à une entente établie en vue de la préparation, caractérisée par un ou plusieurs faits matériels, d'un des actes de terrorisme mentionnés aux articles précédents<sup>397</sup> ».*

Tous les moyens déployés jusque-là semblent voués à l'échec tant l'ennemi est imprévisible, violent et se soucie très peu des droits fondamentaux des personnes civiles et non combattantes. C'est alors que dans la recherche des moyens, on a pensé à la violation de certains droits fondamentaux pour préserver la vie et la sécurité de la population. Ainsi, le consensus longtemps fait autour de l'interdiction de la torture commence à s'effriter.

*« According to the consequentialist theory, a moral wrong such as torture is acceptable when done to avoid a greater social harm ».<sup>398</sup> "The "ticking bomb" scenario offers an unlikely but relevant case where torturing a terrorist might be the only way to prevent the deaths of thousands of people »<sup>399</sup>.*

Cependant l'usage de la torture dans cet objectif doit être encadré dans des conditions précises.

103. Fritz ALLHOFF, l'un des partisans de la pratique de la torture dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, préconise une série de quatre conditions<sup>400</sup>. La première condition correspond à l'objectif visé : la recherche des renseignements. En réalité, il s'agit de la torture lors de l'interrogatoire. La deuxième condition consiste à s'assurer que celui contre qui on pratique la torture possède des informations susceptibles d'aider à empêcher un acte terroriste. Quant à la troisième condition, elle préconise que l'acte terroriste qu'on cherche à empêcher soit non seulement imminent mais aussi très important ; et la quatrième condition recommande de s'assurer que les informations qu'on cherche à extirper auprès de celui qu'on torture soient susceptibles de prévenir l'acte terroriste qu'on cherche à empêcher.

Pour que la torture soit « légitime », il faudrait donc que ces quatre conditions soient réunies. L'auteur étaye ce développement par un cas illustratif : il imagine qu'un responsable de haut rang au sein d'un groupe terroriste connu internationalement ait été capturé et que les renseignements révèlent que ce groupe a mis une bombe dans un lieu très fréquenté qui va probablement exploser le lendemain. Cette explosion entraînerait des pertes civiles et des coûts économiques considérables. Le responsable terroriste capturé refuse de dire à quel niveau cette bombe est cachée alors que l'équipe de déminage est prête pour agir avant son explosion. Il préconise de le torturer pour connaître l'endroit où la bombe a été placée<sup>401</sup>.

---

<sup>397</sup> Art. 421-2-1 du code pénal français.

<sup>398</sup> Stephen HOFFMAN; "Is Torture Justified in Terrorism Cases?: Comparing US and European Views." Northern Illinois University Law Review; Volume 33, (2013), p. 391.

<sup>399</sup> Ibid.

<sup>400</sup> Fritz ALLHOFF, op. cit.

<sup>401</sup> Voir les détails de la doctrine de Fritz ALLHOFF à travers « An Ethical Defense of Torture in Interrogation », in *Ethics of Spying*, sous la direction de Jan Goldman et Martin Gordon, Toronto, The Scarecrow Press, op. cit.

Passons cet exemple sous la loupe de quelques unes des quatre conditions prévues par l'auteur lui-même afin d'apprécier. Par rapport à la deuxième condition, on dira qu'on est sûr que ce haut responsable du mouvement terroriste connaisse l'endroit précis où la bombe est cachée. En réalité, ce n'est pas toujours évident qu'un responsable, soit-il le plus haut du mouvement puisse avoir ce détail. Il peut savoir qu'une bombe est placée dans un tel milieu mais peut ignorer l'endroit précis pour indiquer à l'équipe de déminage. C'est seul l'individu terroriste qui est allé déposer la bombe qui peut dire avec exactitude l'endroit. Il n'est donc pas acquis entièrement que la torture pratiquée sur un haut responsable capturé puisse aider à éviter un acte terroriste imminent.

Par rapport à la troisième condition qui recommande de s'assurer que l'acte terroriste qu'on cherche à prévenir et pour lequel on torture soit important serait difficile à vérifier sinon simplement aléatoire. Car l'importance de l'explosion d'une bombe quoique toujours risquant ne peut vraiment s'apprécier qu'après l'explosion. Il arrive que certaines explosions ne font, heureusement que quelques légers dégâts matériels alors que d'autres constituent de véritables catastrophes au plan matériel et humain. C'est dire donc qu'il est difficile voire impossible de s'assurer que la deuxième et la troisième condition sont remplies avant de pratiquer la torture.

## **2. Les formes de torture préconisées**

104. Les partisans de la torture dans la lutte contre le terrorisme mettent aussi en garde contre son usage exagéré. Pour eux, certaines formes de torture comme arracher les ongles par exemples ne sont pas de mise. Ils optent plutôt pour « torture lite »<sup>402</sup>. Ce concept a fait son apparition en 2001 en Amérique du nord<sup>403</sup>. On cite souvent l'exemple de privation de repas qui peut amener un terroriste à parler, c'est-à-dire, révéler le lieu exact où ils ont caché une bombe qui va exploser dans les minutes qui vont suivre<sup>404</sup>. Il s'agit de « *ticking bomb scenario* » que le Professeur de droit à l'Université de Harvard, Alan DERSHOWITZ décrit de la manière suivante : une personne arrêtée est soupçonnée d'avoir placé une bombe à retardement dans un lieu public. Pour sauver des centaines voire des milliers de vies humaines, cette personne arrêtée doit être torturée pour dire à temps l'endroit où elle a caché la bombe.

D'abord, il est à remarquer qu'il est « hautement improbable qu'une telle situation se produise en réalité ; de plus, on sait que des indications extorquées sous la torture sont très peu fiables »<sup>405</sup>.

Ensuite, cela paraît aussi un peu amusant car un terroriste n'est plus une personne vraiment sensible au point de considérer la faim comme une menace pour faire des aveux escomptés. Il est donc à remarquer que les types de torture préconisés peuvent rapidement devenir insuffisants ou simplement inappropriés au cours des interrogatoires. Dans ces conditions, il est à craindre que les agents ne passent à la vitesse supérieure pour recourir à des types de torture non indiqués. Cette éventualité est très probable et ne doit pas être négligée. L'échec de toutes les précautions qu'on aurait prises pour pratiquer la torture dans la dignité et dans le seul but d'empêcher une attaque terroriste imminent est patent.

---

<sup>402</sup> « Torture légère ».

<sup>403</sup> Peter LEUPRECHT, « La torture banalisée », 2006 ; in: Relations, op. cit.

<sup>404</sup> Marc IMBEAULT, La torture dans l'éthique du contre terrorisme, op. cit.

<sup>405</sup> Peter LEUPRECHT, « La torture banalisée » ; Relations, op. cit.



## **B. La justification de l'usage de la torture**

105. Les auteurs soutenant l'usage de la torture pour lutter contre le terrorisme la justifient, d'une part par le caractère exceptionnel de cette lutte (1) et, d'autre part, son urgence (2).

### **1. Le caractère exceptionnel de la lutte contre le terrorisme**

106. On estime qu'en adhérant à une organisation terroriste, un individu se place dans une situation exceptionnelle où les droits reconnus habituellement aux prisonniers de guerre ne peuvent pas s'appliquer. Les terroristes ne font pas partie d'une armée régulière et leur fonctionnement s'apparente plus à celui des espions que des soldats<sup>406</sup>. C'est pourquoi les terroristes ne seraient pas des combattants au sens où on l'entend habituellement dans les traités et les conventions qui bannissent la torture<sup>407</sup>. Il serait donc normal qu'ils soient traités différemment des autres combattants lorsqu'ils sont faits prisonniers. D'après cette approche<sup>408</sup>, le type d'action mené par les terroristes, les attentats contre les populations civiles et innocentes, les excluent de facto de la protection des traités comme les conventions de Genève et leurs protocoles additionnels. Ils ne peuvent même pas bénéficier des protections légales normalement accordées aux citoyens dans un état de droit. C'est le terroriste lui-même, précise-t-on, qui crée le contexte global permettant de suspendre ses droits. C'est pourquoi, il serait même nécessaire de les torturer si cela permet d'obtenir des informations. Les personnes suspectées de faire partie de ce groupe ou d'aider de quelque manière que ce soit le terrorisme ne font plus partie de l'humanité. Mais en réalité, l'espèce humaine est unique et intrinsèquement liée à la personne humaine. Elle ne disparaît pas par le comportement d'un membre de l'espèce<sup>409</sup>. En soumettant n'importe quel membre de notre espèce à certaines pratiques humiliantes telles que la torture ou des traitements inhumains, n'est-ce pas que nous nous humilions nous-mêmes?

### **2. La promptitude nécessaire face aux terroristes**

107. La prévention des attentats terroristes n'a pas seulement un caractère exceptionnel, il s'inscrit aussi dans l'urgence. En effet, dans la plupart des cas, les enquêteurs ne disposent pas de beaucoup de temps pour interroger un suspect. On peut donc juger que le seul moyen d'obtenir rapidement de l'information soit le recours à la torture<sup>410</sup>. L'exemple le plus souvent évoqué est celui d'une bombe sur le point d'exploser<sup>411</sup>. Dans une telle situation, c'est-à-dire, une grave menace dont l'exécution est imminente, justifierait le recours à la torture.

---

<sup>406</sup> Marc IMBEAULT, La torture dans l'éthique du contre terrorisme, op. cit.

<sup>407</sup> Tony PFAFF, Bungee Jumping off the Moral Highground: Ethics of Espionage in the Modern Age", in: *Ethics of Spying*, Toronto, The Scarecrow Press, 2006, pp. 66-103.

<sup>408</sup> Voir l'intégralité du développement par rapport à ce sujet sur le site : <http://fr.wikipedia.org/w/index.>, torture aux Etats unis d'Amérique.

<sup>409</sup> Frédéric SUDRE, in : La convention européenne des droits de l'homme, commentaire article par article sous la direction de Louis Edmond PETITTI et autres, Economica, Paris, 1995, p. 155.

<sup>410</sup> Tony PFAFF, Bungee Jumping off the Moral Highground: Ethics of Espionage in the Modern Age", in: *Ethics of Spying*, Toronto, op. cit.

<sup>411</sup> CF. le cas illustratif de Fritz ALLHOFF que nous avons cité plus haut (§ 257).

## **§ 2- Possibilité d'effet contre-productif de l'usage de la torture dans la lutte contre le terrorisme**

108. La torture est une violation du droit national béninois et beaucoup d'autres droits nationaux, d'ailleurs. C'est aussi une violation du droit international. En la pratiquant, on viole délibérément le droit, on se met pratiquement alors sur un pied d'égalité avec ceux contre qui on lutte. Cela peut diminuer la sympathie et le soutien de la population. Il y a donc deux écueils qu'il convient d'éviter. Le contre-productif de la lutte contre le terrorisme peut, en effet, découler des méthodes si celles-ci s'assimilent à celles employées par les terroristes (A) ou si on ne prend pas avec précaution les affirmations que ces gens-là fournissent sous la torture (B).

### **A. L'écueil de l'usage des méthodes illégitimes**

109. Si le Parlement européen considère que « l'érosion de l'interdiction absolue de la torture reste un problème persistant dans le contexte de la lutte contre le terrorisme entreprise dans de nombreux pays<sup>412</sup> », la question centrale peut être libellée de la manière suivante : Que valent les justifications morales de l'usage de la torture dans la lutte contre le terrorisme ? L'ennemi auquel fait face le monde actuellement a clairement déclaré qu'il ne reculerait devant aucun moyen pour atteindre ses objectifs. Les nombreuses attaques qui se multiplient à travers le monde montrent que cet avertissement doit être pris au sérieux. Ce serait donc une grave erreur de minimiser la menace qui pèse sur le monde actuellement et sur nous tous, pour s'opposer aux mesures de sécurités exceptionnelles afin de vaincre cet ennemi dangereux et imprévisible<sup>413</sup>. Dans ces conditions, tous les moyens sont, en principe bons pour débarrasser le monde de ce fléau. Cependant, en faisant recours à la torture, ne risquons-nous pas d'avoir l'effet contraire ? Car en utilisant un moyen illégal et inhumain, nous courrons le risque réel de nous mettre au même niveau que ces gens-là qui, à proprement parler, ne possèdent plus toutes les facultés humaines. Souvenons-nous que « le droit international, le droit humanitaire et la convention des Nations unies contre la torture interdisent formellement le recours à la torture ... la torture constitue l'une des pires violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales, frappe très durement des millions de personnes et leurs familles et ne saurait en aucun cas se justifier<sup>414</sup> ».

Les terroristes n'hésitent pas à justifier l'usage des moyens les plus violents et n'ont aucun respect pour les droits humains les plus fondamentaux. Pour eux la fin justifie les moyens. Mais si la justice étatique procède de manière comparable, elle se mettrait sur un pied d'égalité avec eux. Ainsi, on permet à la population de choisir son camp. C'est pourquoi il importe que nous nous comportons comme des gens dignes quel que soit celui que nous avons en face pour que des personnes sensées puissent rester de notre côté pour lutter contre l'ennemi malveillant et sans scrupules. Un dicton populaire au Bénin dit que :

*« Si un fou prend tes vêtements pendant que tu es en train de te baigner au marigot, il est plus sage de se trouver d'autres vêtements au lieu de commencer par courir après le fou dans l'intention de lui arracher tes vêtements, car dans ce cas, les gens qui te verront en train de courir sans vêtements derrière un fou diront que vous êtes tous les deux fous ou même que tu es le plus fou »<sup>415</sup>.*

<sup>412</sup> Résolution du Parlement européen du 11 mars 2014 sur l'éradication de la torture dans le monde, § J.

<sup>413</sup> Marc IMBEAULT, La torture dans l'éthique du contre terrorisme, op. cit.

<sup>414</sup> Résolution du Parlement européen du 11 mars 2014 sur l'éradication de la torture dans le monde, § 1.

<sup>415</sup> Dicton populaire au Bénin.

Le crime de torture brise la personne qui en est victime en même temps qu'il avilit le tortionnaire<sup>416</sup>.

Si les gouvernants veulent attirer la sympathie et le soutien de toute la population dans la lutte contre Boko Haram ou contre l'organisation de l'Etat islamique ou encore contre Al Qaida, toutes les actions antiterroristes doivent être légales et légitimes. Il est vrai que c'est difficile d'être legaliste face à des combattants extrêmement imprévisibles et utilisant des méthodes illégales et en violation des droits humains les plus élémentaires. Mais ce n'est pas impossible. L'imagination humaine, en continuant par fouiller, va trouver des moyens beaucoup plus sûrs, légaux, légitimes et respectant plus ou moins la dignité humaine. Beaucoup de jeunes gens et jeunes filles continuent de rejoindre ces groupes terroristes. Si nous réussissons à diaboliser ces groupes, on peut freiner quelque peu l'ardeur avec laquelle, ces jeunes rejoignent ces milieux. Et pour diaboliser ces groupes, on doit se montrer supérieurs à eux sur tous les plans : légalité, légitimité, l'humanisme, etc. L'usage de la torture peut intensifier le processus de fanatisation qui alimente les actes terroristes. Les souffrances occasionnées par la torture sont plus psychologiques que physiques. Elles produisent un formidable réservoir de haine, d'ignobles émulations<sup>417</sup>. Dans le cas de la bataille d'Alger, les Français avaient eu recours à la torture. Cette pratique a eu pour conséquence d'aggraver dramatiquement le ressentiment des Algériens envers *tous* les Français et rompu les derniers canaux de communications qui auraient pu mener à une solution négociée et modérée<sup>418</sup>. Ainsi, malgré les avantages relatifs que les Français ont pu tirer de la pratique de la torture dans la guerre d'Algérie, les conséquences se sont observées sur le long terme. Car en réalité, c'est sur l'opinion que les conséquences de l'usage de la torture sont les plus graves. Il en a été ainsi pour la France après la bataille d'Alger. Encore aujourd'hui, le déshonneur des tortionnaires français nuit à la réputation de ce pays<sup>419</sup>.

110. En tout état de cause, même si on estime que la torture puisse aider à combattre le terrorisme, on ne saurait l'officialiser. Il est vrai certaines dérogations aux libertés individuelles ont été prises par certaines législations pour lutter efficacement contre le phénomène. Il s'agit des mesures exceptionnelles de surveillance dont les suspects peuvent être soumis, même en l'absence de toute procédure judiciaire<sup>420</sup>. Ceux qui en font recours dans ce cadre précis, c'est-à-dire empêcher un acte terroriste, peuvent être excusés<sup>421</sup> sans être encouragés, puisque l'atteinte à la dignité humaine doit demeurer interdite de manière absolue pour le bonheur de toute l'humanité<sup>422</sup>.

Il apparaît comme un véritable dilemme qui caractérise ceux qui préconisent le recours à la torture dans la lutte contre le terrorisme :

---

<sup>416</sup> Peter LEUPRECHT, "La torture banalisée", op. cit.

<sup>417</sup> Robert BONNAUD, in : Les Introckuptibles des 19-25 décembre 2000.

<sup>418</sup> Yves TROTTIER ; Limites de la violence, Québec, Presses de l'Université de Laval, 2006.

<sup>419</sup> Raphaëlle BRANCHE : « Torturer les terroristes ? Justifications, méthodes et effets du recours à la torture dans une guerre contre le terrorisme ; l'exemple de la France en Algérie 1954-1962 », Revue internationale de la croix rouge, 30-7-2007.

<sup>420</sup> Julie ALIX, « Réprimer la participation au terrorisme », R.S.C. ; 2014, p. 849.

<sup>421</sup> En effet, l'excuse absolutoire existe et permet à la personne poursuivie d'échapper à une sanction pénale, cf. art.482 du code de procédure pénale béninois et les art. 321 à 326 du code pénal béninois.

<sup>422</sup> La protection de la dignité humaine est telle que la Cour européenne des droits de l'homme la recherche non seulement dans les circonstances habituelles de protection contre la torture et la vie mais également en dehors. Outre les aff. Menesson c. France et Labassée c. France (26/6/2014) et D. c. Belgique (8/7/2014), dans l'aff. S.W. c. Royaume-Uni (22 nov. 1995, n° 20166/92), au lieu de présenter un raisonnement étayant la prohibition du viol entre époux, la Cour s'est référée à la dignité en guise de motivation.

*«...Although torture may sometimes be mandatory no moral or legal rules authorizing or specifying the circumstances under which torture ought to be performed should be incorporated. The prohibition on torture is therefore unconditional even if torture sometimes ought to be performed<sup>423</sup>».*

## **B. L'écueil de la fragilité des aveux**

111. Une personne sous la torture peut raconter tout ce qui lui passe par la tête juste pour se libérer du joug de son tortionnaire. Beaucoup sont unanimes à dire que la torture fait dire tout et n'importe quoi et que les cas de folie sont fréquentes lors des déclarations sous la torture<sup>424</sup>. Raphaëlle BLANCHE soutient même que la torture nuit dans tous les cas à celui qui la pratique, prouvant sa faiblesse de moyen et son incapacité à déterminer les dangers afin d'agir en conséquence<sup>425</sup>.

Rappelons toutefois que plusieurs pays à travers le monde, à l'exception notable de l'Angleterre avaient eu recours à la torture comme moyen d'extorquer des aveux<sup>426</sup>. En France, lorsque le torturé avouait, l'ordonnance de Blois de 1498 avait imposé que les aveux devaient être renouvelés hors de toute contrainte. Cela montre comment en cette période déjà, on ne se fiait pas totalement aux déclarations obtenues sous la torture. Même bien avant, au XII<sup>e</sup> siècle déjà, le juriste Transoxiane Sarakhsi a condamné la torture dans le cadre judiciaire, affirmant que les aveux ainsi obtenus ne peuvent être crédibles, la personne torturée étant prête à dire n'importe quoi. Plus près de nous, en 2006, un haut responsable judiciaire chinois Wang Zhenchuan, a admis publiquement que « la plupart des erreurs judiciaires en Chine sont la conséquence d'aveux extorqués sous la torture. Il est à craindre que les aveux obtenus sous la torture conduisent à mettre en échec les stratégies élaborées pour lutter contre la torture.

Il faut noter qu'une enquête publiée par un projet de recherche mené par l'Université du Maryland auprès de 19 000 ressortissants de 19 pays différents, dans le cadre de la préparation de la *journée internationale des Nations unies pour le soutien aux victimes de la torture*, a montré que l'usage de la torture était, en 2008, majoritairement rejeté par l'opinion publique internationale, même aux Etats unis d'Amérique, sauf en Inde, au Nigeria et en Turquie<sup>427</sup>. Avant cela, en printemps 2004, après la diffusion des images montrant les sévices corporels infligés aux prisonniers irakiens par les soldats américains, il y avait une indignation presque généralisée, à travers le monde. *“For centuries, the unequivocal position of the civilized world has been that torture is an abomination, one of the worst violations imaginable of human dignity and moral decency”*.<sup>428</sup>

112. Par ailleurs, les auteurs soutenant cette thèse, en préconisant la torture ont essayé de mettre les garde-fous pour éviter que cela tombe dans une pratique usuelle et s'écarte de l'objectif, la recherche urgente d'une information capitale pour déjouer un acte terroriste. Mais ils semblent oublier que ces genres de garde-fous sont rarement respectés. Un cas illustratif : Un rapport

<sup>423</sup> Alon HAREL and Assaf Sharon, “What is Really Wrong with Torture”, *Journal of International Criminal Justice*, Vol. 6, Issue 2 (May 2008), p. 258.

<sup>424</sup> Pierre VIDAL-NAQUET ; op. cit.

<sup>425</sup> Raphaëlle BRANCHE : « Torturer les terroristes ? Justifications, méthodes et effets du recours à la torture dans une guerre contre le terrorisme ; l'exemple de la France en Algérie 1954-1962 », *Revue internationale de la croix rouge*, op. cit.

<sup>426</sup> Marc IMBEAULT, op. cit.

<sup>427</sup> Enquête consultable sur [www.wikipedia.org](http://www.wikipedia.org).

<sup>428</sup> Adam RAVIV "Torture and justification: Defending the indefensible." *Geo. Mason L. Rev.* 13 (2004), p. 135.

interne de l'agence américaine, la CIA sur la légalité de certaines méthodes d'interrogatoire et de façon générale, sur l'efficacité du programme antiterroriste mis en œuvre par l'administration Bush, a conclu que certains interrogateurs allaient au-delà des techniques autorisées par celle-ci<sup>429</sup>. Quatre-vingt-douze vidéos d'interrogatoires effectués par la CIA sur des membres présumés d'Al Qaida accusés d'être impliqués dans l'attentat contre l'USS Cole, ont été détruites en 2005 parce qu'on a découvert que le caractère illégal de certaines de ces méthodes dépasse l'entendement humain et choque les esprits. En février 2009, Leon Panetta, alors nouvellement nommé directeur de la CIA, avait déclaré : « *nous pouvons protéger notre pays, obtenir l'information nécessaire, garantir la sécurité des Américains, en respectant la loi* », semblant ainsi vouloir en finir avec les pratiques controversées de l'administration du président Bush<sup>430</sup>.

- 113.** En définitive, la méthode préconisée par les défenseurs de l'usage de la torture semble fondée essentiellement sur l'imagination et n'a de validité que dans un monde abstrait où le théoricien peut définir les données à son gré, sans faire référence à des événements historiques réellement survenus<sup>431</sup>. Il convient donc de se souvenir que la torture peut justifier la rébellion et peut donc également être génératrice d'un terrorisme plus difficile à combattre car pratiqué par des personnes qui autrement ne s'y seraient pas engagé<sup>432</sup>.

Après de moult débats, souvent violents entre partisans et adversaires de l'usage de la torture dans la lutte contre le terrorisme, les Etats-Unis d'Amérique ont fini par revenir au respect strict de la Convention des Nations unies contre la torture de 1984<sup>433</sup>.

Rappelons aussi, avec force conviction, que tout acte terroriste est contraire aux valeurs démocratiques, à l'Etat de droit, aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales et ne saurait se justifier par aucune raison politique, économique ou sociale<sup>434</sup>. Sa répression et celle des infractions liées doivent se faire en conformité avec le droit national et international et dans le respect des droits de l'homme.

*« A state, bound by the Rule of Law, cannot allow torture as inherently repugnant and evil, without betraying its own principles and losing credibility at the international level. For a law-abiding state there is no alternative than to reaffirm the strong symbolic message of the prohibition against torture... »*<sup>435</sup>.

**114.** Concrètement, l'Etat doit se servir de son arsenal répressif pour prévenir et lutter contre les activités terroristes en évitant de prendre des mesures qui nuiraient aux valeurs fondamentales de la démocratie et de l'état de droit qu'il entend protéger. L'Etat se doit de chercher en permanence une conciliation acceptable entre les impératifs de la défense de la société démocratique et ceux de la sauvegarde des libertés individuelles dont il demeure le protecteur en vue de l'épanouissement et du bien être de chacun et de tous. Parlant de l'attitude d'un Etat qui se veut véritablement démocratique dans sa lutte pour sa sécurité, un auteur a pu écrire :

---

<sup>429</sup> Rapporté par G. SEVRIN ; Contre le terrorisme ou contre les droits humains ? ; décembre 2005.

<sup>430</sup> Ibid.

<sup>431</sup> Yvon PAILLE (sous la direction) : Philosophie : Éthique et politique, Laval, HRW, Études Vivantes, 1999, pp. 102-103.

<sup>432</sup> G. SEVRIN, Contre le terrorisme ou contre les droits humains ?, op. cit.

<sup>433</sup> Voir Comité contre la torture des Nations-unies ; Examen du rapport des États-Unis d'Amérique, novembre 2014 ; précité.

<sup>434</sup> Markus WAGNER; "The justification of torture. Some remarks on Alan M. Dershowitz's Why Terrorism Works"; German Law Journal, Vol.4 (2003), p. 516.

<sup>435</sup> Wuraola O. DUROSARO, "The Use of Torture in the War on Terror: Should this 'Exceptional Measure' Be Justified in 'Exceptional Times'?", in: American Journal of Humanities and Social Sciences, Volume 2, (2014), p. 93.

*« Preserving the rule of law and recognition of an individual's liberty constitutes an important component in its understanding of security. At the end of the day, they strengthen its spirit and its strength and allow it to overcome its difficulties »<sup>436</sup>.*

Ce serait un retour en arrière que de commencer par soumettre officiellement des membres de l'espèce humaine à des actes de torture et à l'atteinte de leur dignité. Car, *« There is no other act that so profoundly violates human dignity as the frontal attack on the victim by the application of torture »<sup>437</sup>.*

Les hommes ont déjà amorcé la marche vers l'humanisation de l'espèce humaine et du monde. Après avoir vaincu la fatalité de l'esclavage<sup>438</sup>, l'homme est condamné à conserver la dignité humaine en toute circonstance<sup>439</sup>. *« Therefore, even though the state has the right to do all within its powers to protect its citizens and territory by adopting any means within its reach to combat terrorism the anti-human right approach of the use of torture may not be the best solution »<sup>440</sup>.*

**115.** En tout état de cause, le Parlement européen *« souligne qu'aucune exception à l'interdiction absolue de la torture et des peines ou traitements cruels, inhumains et dégradants ne peut être justifiée, et que les États sont tenus d'appliquer des mesures de lutte contre la torture et les mauvais traitements ainsi que de lutter contre l'impunité et de garantir un accès à des réparations et à des indemnisations efficaces à tout moment, même dans le cadre des menaces pour la sécurité nationale et des mesures antiterroristes »<sup>441</sup>.*

Si l'interprétation évolutive de l'interdiction de la torture est souhaitée, elle doit être faite dans le seul objectif de mieux protéger l'individu des nouvelles méthodes de violation du droit d'une part et contre l'arbitraire au préjudice du citoyen, d'autre part<sup>442</sup>.

---

<sup>436</sup> David J. GOTTLIEB; "How We Came to Torture"; in: Kansas Journal of Law & Public Policy, Vol. 14, Issue 2 (2004-2005), p. 457.

<sup>437</sup> Ibid.

<sup>438</sup> Cette pratique qui a duré plusieurs siècles avait détruit la dignité de l'espèce humaine et dès que la grande majorité avait compris cela, on y avait mis fin.

<sup>439</sup> GENEVIÈVE DORVAUX ; Dignité de la victime et dignité du délinquant : l'apport de la loi du 8 février 1995 ; in, Ethique, Droit et Dignité de la personne par Philippe PEDROT (sous la direction) ; Mélanges Christian BOLZE, Economica, Paris, 1999, p. 397.

<sup>440</sup> Wuraola O. DUROSARO, "The Use of Torture in the War on Terror: Should this 'Exceptional Measure' Be Justified in 'Exceptional Times'?", in: American Journal of Humanities and Social Sciences, Volume 2, (2014); loc. cit.

<sup>441</sup> Résolution du Parlement européen du 11 mars 2014, § 22.

<sup>442</sup> CEDH ; El Masri c. Ex République yougoslave de Macédoine ; 13 déc. 2012, n° 39630/09.

## **Titre deuxième : UNE REPRESSION FONDEE SUR DES ORGANES AUX POUVOIRS ABSTRAITS**

116. Si le droit à appliquer est disponible, il faut que le juge soit aussi disponible. Si celui-ci ne l'est pas, si son existence est abstraite, la répression ne peut être effective. Pour que le juge existe et soit capable de réprimer une infraction, il faut, notamment, qu'il soit saisi, d'une part, et qu'il soit capable d'imposer son autorité, d'autre part. Les justiciables doivent donc avoir un accès direct à l'autorité juridictionnelle en cas de violation de leurs droits protégés par les textes<sup>443</sup>. Ce droit d'accès direct est fondamental. Pour que le droit d'accès soit effectif, il faut que l'organe chargé de la répression soit à l'abri des obstacles susceptibles de bloquer sa saisine par les justiciables<sup>444</sup>.

Le juge doit être aussi en mesure d'imposer son autorité, c'est-à-dire la contrainte, la substance même du droit pénal<sup>445</sup>. En effet, le droit pénal ainsi que les moyens de sa mise en œuvre, la procédure pénale, ne sauraient s'appliquer sans la contrainte légale offerte par l'autorité publique<sup>446</sup>. L'accès au droit et au juge se présente comme l'application effective des droits pour que le citoyen puisse en jouir. Il est donc légitime de se demander comment l'accès au droit et au juge qui apparaît comme une exigence de démocratie peut-elle devenir réalité pour rapprocher le citoyen du droit et du juge. Dans le cas de la répression de la torture, un constat s'impose : les organes chargés de cette mission sont, d'une part difficiles d'accès (**chapitre 1**) et, d'autre part, dépourvus de contrainte (**chapitre 2**).

---

<sup>443</sup> René DEGNI-SEGUI, « L'accès à la justice et ses obstacles », in : L'effectivité des droits fondamentaux dans les pays de la communauté francophone, éd. Koehler, 1994, p. 253.

<sup>444</sup>Ibid.

<sup>445</sup>Jean LARGUIER et Anne-Marie LARGUIER, *Mémentos de Droit pénal spécial*, 12<sup>e</sup> éd. Dalloz, 2002, p.3.

<sup>446</sup> Georges LEVASSEUR, Albert CHAVANNE, Jean MONTREUIL, Bernard BOULOC et Haritini MATSOPOULOU, *Droit pénal général et procédure pénale*, éd. Sirey, 14<sup>e</sup> édition, 2002, p. 365.

## **Chapitre 1 : L'accès limité des instances internationales complémentaires au juge béninois**

117. Les instances internationales chargées de réprimer la torture sont les organes de surveillance des conventions internationales ayant prévu l'interdiction de la torture<sup>447</sup> et les juridictions internationales, *ad hoc* et permanentes. Ces institutions peuvent être saisies en cas de violation de l'interdiction de la torture. Mais leur saisine n'est pas toujours évidente. Les conditions de saisine sont intimement liées à la souveraineté de l'Etat partie à laquelle on ne veut absolument porter atteinte. Ainsi, les conditions de saisine sont tellement nombreuses et aboutissent à réduire considérablement le nombre de victimes pouvant y avoir accès (**section 1**). Si ce n'est les aléas politiques et diplomatiques qui dictent la saisine (**section 2**).

### **Section 1 : Difficulté d'accès aux organes de surveillance**

118. En matière d'accès à la justice, chaque citoyen devrait être en mesure de saisir la justice dans des conditions appropriées lorsqu'il s'estime lésé dans ses droits d'être à l'abri de la torture. Cela n'est pas toujours effectif avec les organes onusiens.

Les pratiques politiques, d'une part et diplomatiques d'autre part, ne prennent pas toujours en compte la protection contre la torture. Les intérêts politiques et diplomatiques sont surévalués pour fouler souvent au pied tout mécanisme de protection. Ce phénomène s'observe bien au plan universel (§ 1). Au plan régional, ce sont surtout les méfiances d'une part et les considérations politico-économiques d'autre part qui sont constitutives d'obstacles à l'accès aux juridictions africaines des droits de l'homme (§ 2).

### **§ 1 : L'accès aux organes onusiens : les difficultés engendrées par la souveraineté**

119. L'accès aux organes de surveillance est fondamental dans la lutte contre la torture. Ainsi, si l'accès est difficile, la contribution du juge dans la lutte contre la torture devient faible. Tel est le cas des organes universels. Les obstacles politico-diplomatiques bloquent l'accès au comité contre la torture et le droit à la justice se trouve considérablement réduit devant le comité des droits de l'homme.

La saisine du Comité contre la torture ou du Comité des droits de l'homme dans le cadre du droit d'être à l'abri de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants se fait principalement de deux manières : la saisine par un particulier (A) et la saisine par un Etat partie (B).

---

<sup>447</sup> Voir art.17 et suivants de la Convention contre la torture ; 28 et suivants du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et 30 et suivants de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples.



### **A. Les difficultés enregistrées lors de la saisine par les particuliers**

120. La saisine du Comité contre la torture par un particulier qui s'estime victime de la violation de son droit d'être à l'abri de la torture est dénommée communication individuelle<sup>448</sup>. Cette saisine est censée permettre au citoyen d'avoir un recours sûr en cas de violation de son droit. Dans le cas de la saisine par un particulier, le Comité contre la torture, après avoir constaté la violation de l'interdiction de la torture, enjoint à l'Etat partie de mettre fin à la situation constitutive de la violation. Il peut, et il le fait souvent, ajouter qu'il soit alloué à la victime des dommages intérêts dont le quantum sera déterminé par la juridiction de droit commun compétente dans l'Etat concerné<sup>449</sup>.
121. Quant au Comité des droits de l'homme, sa saisine pour violation du droit d'être à l'abri de la torture découle de l'article 7 du pacte international relatif aux droits civils et politiques<sup>450</sup>. Ainsi toute personne qui prétend être victime de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants peut saisir l'organe universel chargé de surveiller l'application du pacte. Mais cette saisine n'est possible que si l'Etat incriminé est partie au premier protocole facultatif relatif au pacte. La seule ratification du pacte n'est donc pas suffisante. Il s'agit de deux traités internationaux distincts. La manifestation de la souveraineté des Etats n'a pas permis d'accorder la saisine directe aux victimes présumées, à partir de la seule ratification du pacte. Il a fallu un protocole au pacte rendu facultatif pour vaincre la résistance des Etats qui craignaient de laisser écorcher une partie de leur souveraineté. Ce protocole est dit facultatif parce que l'Etat qui est partie au pacte international relatif aux droits civils et politiques n'est pas obligé de ratifier le protocole<sup>451</sup>. En conséquence, nombreux sont les Etats parties au pacte qui n'ont pas ratifié le 1<sup>er</sup> protocole facultatif<sup>452</sup> pour permettre aux personnes sous leur juridiction d'avoir accès au comité des droits de l'homme. Concrètement beaucoup de personnes s'estimant victimes de torture ou autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, sont empêchées d'avoir accès à la justice internationale de l'ONU du fait de cet obstacle.
122. Quant au Conseil des droits de l'homme, l'ancêtre de la Commission des droits de l'homme<sup>453</sup>, sa saisine par les individus et les Etats n'est pas aisée et donc n'est pas efficace.

Le Conseil des droits de l'homme est un organe intergouvernemental du système des Nations Unies. Il est composé de 47 Etats qui ont la responsabilité de renforcer la protection contre la torture, entre autre, sur toute la planète. Il a été créé par l'Assemblée générale de l'ONU, le 15 mars 2006, avec le but principal d'aborder des situations de violations de droits de l'homme et d'émettre des recommandations à leur encontre. Pour ce faire, des institutions sont chargées de lui fournir les éléments susceptibles de le guider. Parmi ces éléments, on peut mentionner le nouveau mécanisme d'examen périodique universel qui permet d'évaluer la situation des droits de l'homme dans chacun des 193<sup>454</sup> Etats membres de l'ONU<sup>455</sup>. Il y a aussi le comité consultatif

---

<sup>448</sup> Art. 22 de la Convention.

<sup>449</sup> Voyez, entre autres décisions du comité : Constatation du 29 juillet 1981 :L. Céliberti de Casariego c. Uruguay.

<sup>450</sup> Nul ne sera soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. En particulier, il est interdit de soumettre une personne sans son libre consentement à une expérience médicale ou scientifique.

<sup>451</sup> On parle de 1<sup>er</sup> protocole par rapport au deuxième protocole facultatif toujours relatif au pacte international relatif aux droits civils et politiques et visant à abolir la peine de mort.

<sup>452</sup> A la date du 10 janvier 2003, 104 Etats ont signé ce premier protocole.

<sup>453</sup> C'est la Commission des droits de l'homme qui a disparu pour donner naissance au Conseil des droits de l'homme.

<sup>454</sup> En 2011, avec la création et l'admission du Soudan du Sud par l'AG de l'ONU comme membre, l'organisation compte officiellement 193 Etats.

<sup>455</sup> L'examen périodique universel est un processus qui consiste en un examen des dossiers des droits de l'homme de tous les Etats membres des Nations Unies tous les quatre ans.

qui sert de « groupe de réflexion » au conseil<sup>456</sup>, lui fournissant expertise et conseil sur des questions thématiques des droits de l'homme. Le mécanisme révisé de procédé de plaintes permettant aux individus et aux Organisations non gouvernementales de porter à la connaissance du conseil des droits de l'homme des plaintes décrivant des situations de violations du droit d'être à l'abri de la torture doit être ajouté à cette liste. Le conseil utilise aussi les procédures spéciales de l'ONU, établies par l'ancienne commission des droits de l'homme. Aucun de ces procédés ne fait du conseil des droits de l'homme des Nations unies un « vrai gendarme » des violations du droit d'être à l'abri de la torture.

Mais l'accès aux instances onusiennes est subordonné à deux principales conditions qui restreignent en réalité le droit d'accès. Les conditions d'accès sont édictées pour protéger la souveraineté des Etats parties. Mais elles conduisent malheureusement à réduire la portée du droit d'accès à ces organes. Ces conditions font partie – elles sont d'ailleurs les principales – de celles qui ont déterminé les Etats à ratifier la convention et à reconnaître la compétence du comité contre la torture<sup>457</sup>. Il s'agit de la condition de déclaration préalable (1) et de celle de l'épuisement des voies de recours internes (2).

### ***1. La condition de déclaration préalable***

- 123.** La seule ratification<sup>458</sup> de la Convention du 10 décembre 1984 ne suffit pas pour permettre au Comité contre la torture d'examiner les plaintes des citoyens des Etats parties. Les Etats doivent accompagner leur ratification d'une déclaration reconnaissant la compétence du comité à recevoir et à étudier les plaintes provenant des particuliers qui sont sous la juridiction de l'Etat<sup>459</sup>. Sans cette déclaration préalable, les citoyens d'un Etat partie à la convention ne peuvent pas avoir accès à l'organe de surveillance de la convention. Cela apparaît comme un traité contenu dans un autre traité et nécessite deux ratifications distinctes. Nombreux sont les Etats qui ont ratifié le premier et ont négligé le second. En effet, de nombreux Etats sont actuellement parties à la convention contre la torture et n'ont pas cru devoir faire la déclaration de reconnaissance de la compétence du Comité à recevoir les plaintes des particuliers relevant de leur juridiction. C'est le cas notamment du Bénin. En adhérant le 12 mars 1992 à la convention, les autorités béninoises n'ont pas cru devoir faire cette formalité essentielle. Quelques uns seulement des Etats parties ont satisfait à cette obligation<sup>460</sup>. Concrètement, les victimes de torture qui ont accès potentiellement au Comité contre la torture ne sont pas nombreuses et parmi elles, encore, beaucoup ignorent cette possibilité<sup>461</sup>. Les gouvernants, très jaloux de leur souveraineté ne sont pas prêts à subir des sanctions d'une instance internationale. Ils considèrent ces genres de situation comme une ingérence dans les affaires considérées comme propres et internes à leur Etat. La condition de déclaration préalable de reconnaissance apparaît alors comme une formalité supplémentaire édictée pour satisfaire aux ambitions d'affirmation de souveraineté de certains Etats. Ils sont les plus nombreux malheureusement, ces Etats qui n'hésitent pas à sacrifier la protection contre la torture au profit d'une souveraineté égoïste. Le Bénin y fait partie. Les quelques rares victimes qui ont la possibilité de saisir le Comité contre la torture doivent d'abord, avant d'exercer ce

---

<sup>456</sup> Le Comité consultatif remplace l'ancienne sous-commission de la promotion et la protection des droits de l'homme.

<sup>457</sup> Les règles du droit international sont souvent assorties de conditions favorables, trop favorables parfois afin que les acteurs principaux que sont les Etats consentent pour y adhérer.

<sup>458</sup> Pour les modes de ratification et de façon générale une vue exhaustive des modes d'expression d'un Etat à être lié par un traité international, voir l'article 11 de la convention de Vienne sur le droit des traités du 23 mai 1969.

<sup>459</sup> Article 22 de la Convention.

<sup>460</sup> Au 1<sup>er</sup> juillet 2002, 46 Etats parties ont fait la déclaration prévue à l'article 22 de la convention.

<sup>461</sup> Amnesty international : Rapport 2012 : La situation des droits de l'homme dans le monde, AILDH-FR, p. 326.

droit, satisfaire à une autre condition, non moins contraignante : épuiser les voies de recours internes.

## 2. *La condition d'épuisement des voies de recours internes*

124. Elle apparaît comme une illustration de la volonté de l'Etat partie soumis à examen devant le Comité de pouvoir compter d'abord sur ses propres juridictions. L'une des principales manifestations de la souveraineté étatique étant que les autorités nationales ne peuvent être « inquiétées » que par leurs juridictions nationales. « Les injonctions » d'un juge étranger sont souvent perçues comme une ingérence dans les affaires internes. C'est pourquoi, « ces ingérences » nécessaires voire obligatoires sont encadrées. La condition d'épuisement des recours internes est aussi exigée pour permettre à l'Etat partie de réparer par ses propres juridictions la violation de la convention internationale qu'il a commise<sup>462</sup>. Ainsi, le Comité contre la torture ne peut être valablement saisi que si le requérant fait la preuve qu'il a demandé en vain, justice, après la violation de son droit d'être à l'abri de la torture, aux juridictions béninoises. La présumée victime doit ainsi saisir le juge compétent proche de lui<sup>463</sup>, ensuite, s'il n'a pas eu gain de cause, interjeter appel. Si le juge de l'appel ne prend pas une décision qui le satisfait, elle doit se pourvoir en cassation et attendre la décision de la juridiction de cassation avant de pouvoir saisir le comité contre la torture, si la décision de la juridiction suprême ne le satisfait toujours pas. Il s'agit d'un véritable parcours de combattant pour celui qui veut exercer son droit d'accès au comité. Le parcours est d'autant plus harassant qu'une seule étape dure souvent des années, puisqu'il faut attendre la décision du premier juge avant de saisir le second, et ainsi de suite<sup>464</sup>. Certaines procédures n'ont pas abouti avant le décès de la victime, tellement elles duraient<sup>465</sup>. C'est le défaut de célérité de la justice qu'aucune circonstance exceptionnelle ne saurait expliquer<sup>466</sup>.

Dans le souci de contourner l'obstacle de la souveraineté étatique, certaines juridictions internationales ont déclaré recevables certaines plaintes provenant des particuliers qui n'ont pas satisfait à l'obligation d'épuisement de toutes les voies de recours internes, donnant ainsi un sens nouveau à cette expression<sup>467</sup>. Cela avait été qualifié de véritable avancée du droit international des droits de l'homme<sup>468</sup>. Il s'agit en réalité d'une réelle volonté de la part de l'organe onusien de protéger contre la torture. Ainsi, dès lors qu'un requérant peut rapporter la preuve que les voies de recours internes n'apporteront pas de solutions à son problème soit parce qu'elles sont inaccessibles, soit parce que leur réponse à la question est connue d'avance, puisqu'elles statuent souvent dans le sens qui ne protège pas toujours contre la torture ou qu'elles mettent un délai non

<sup>462</sup> CEDH ; Arrêt Selmouni c. France du 28 juil. 1999.

<sup>463</sup> Il s'agit, en droit positif béninois, du juge d'instruction, ou encore, dénoncer les faits au Procureur de la République ou à un officier de police judiciaire territorialement compétents. S'il ne s'agit que de délit, on peut aussi citer directement le prévenu devant le tribunal correctionnel territorialement compétent, (art. 90 et 393 du code de procédure pénale).

<sup>464</sup> Au Bénin, comme ailleurs, les juridictions sont organisées en premier degré, en second degré et de cassation. Après la décision du premier juge, le justiciable peut saisir le juge du second degré par voie d'appel et enfin, la Cour suprême par voie de recours en cassation.

<sup>465</sup> Amnesty international : *Combattre la torture. Manuel pour l'action*, EFAI, Paris, 2004, p. 24.

<sup>466</sup> Joseph DJOGBENOU, « Note sous Cour constitutionnelle du Bénin DCC 03-144 du 16 octobre 2006 », ABJC, Revue de contentieux constitutionnel, I-2013, pp.592 et svtes. « *Etre jugé dans un délai raisonnable est, pour tout citoyen, un droit fondamental dont la méconnaissance ouvre droit à réparation au profit de celui qui a subi des préjudices du fait du temps anormalement long mis par les juridictions à rendre une décision* ».

<sup>467</sup> CEDH ; Broca et Texier-Micault contre France du 21 octobre 2003. Mais surtout Arrêt Semouni c. France du 28 juil. 1999 de la Cour eur. des droits de l'hom.

<sup>468</sup> CEDH ; Selmouni c. France du 28 juil. 1999. Et CEDH ; Arrêt Akdivar c. Turquie du 16 sept. 1996.

raisonnable pour se prononcer. Le Comité a essayé ainsi de contourner, au grand bonheur de la protection contre la torture, cet obstacle qui est édicté dans le but de renforcer la souveraineté des Etats parties et qui limite au maximum l'intervention de l'organe de l'ONU dans les affaires internes de l'Etat. Il a ainsi précisé le contenu de cette condition.

**a. Le contenu de la condition d'épuisement des voies de recours internes**

- 125.** L'épuisement des voies de recours internes signifie que toute personne qui s'estime victime de la violation du droit d'être à l'abri de la torture et qui désire saisir une instance supranationale doit d'abord s'adresser au juge national. Il est en effet nécessaire de garantir dans le système juridique interne l'existence de recours effectifs pour toutes les allégations de violation du droit d'être à l'abri de la torture. Ainsi, les instances supranationales ne seraient que subsidiaires dans la protection du droit<sup>469</sup>. Lorsque ce juge national ne lui donne pas raison, la victime peut chercher la protection devant l'instance internationale. Il est donc clair que si le juge étatique reconnaît la violation du droit et la sanctionne, le procès prend fin. Mais très souvent en Afrique et au Bénin, l'autorité judiciaire nationale ignore, dans ses décisions les obligations contenues dans la convention. Elle n'hésite donc pas à rejeter purement et simplement les demandes des victimes ou à prononcer des sanctions largement en deçà du préjudice subi. Dans ces conditions, la victime est autorisée à saisir le Comité contre la torture. Elle doit alors rapporter la preuve que l'autorité judiciaire nationale territorialement compétente a eu à connaître du dossier mais qu'elle n'est pas satisfaite de sa décision. Il s'agit concrètement de la plus haute autorité judiciaire nationale, la cour suprême. Cela suppose que le dossier a été jugé par un tribunal, ensuite par une cour d'appel avant que la haute juridiction nationale ne soit saisie.

Ainsi, les victimes ne seraient plus obligées de parcourir toutes les étapes du processus judiciaire national avant d'introduire leur plainte devant l'instance internationale.

**b. Le sens actuel de la condition d'épuisement des voies de recours internes**

- 126.** L'épuisement des voies de recours internes ne signifie pas qu'il faut parcourir tous les échelons de l'organisation judiciaire interne ou qu'il faut obtenir dans tous les cas la décision défavorable de la plus haute juridiction interne avant d'agir. En effet :

*« Selon les principes du droit international généralement reconnus, certaines circonstances particulières peuvent dispenser le requérant d'épuiser les recours internes qui s'offrent à lui<sup>470</sup> ».*

L'épuisement des voies de recours internes, d'après la jurisprudence du Comité contre la torture et de la Cour européenne des droits de l'homme, signifie simplement que les instances judiciaires nationales ne veulent pas reconnaître les obligations qu'impose la Convention aux Etats parties<sup>471</sup>. Ainsi, toutes les fois qu'un requérant peut rapporter la preuve que les autorités judiciaires nationales sont restées passives face aux demandes similaires, il sera déclaré recevable même si les voies de recours internes ne sont pas épuisées. Des critères sont alors utilisés pour déclarer recevable la requête :

<sup>469</sup> Marie-Aude BEERNAERT : « De l'épuisement des voies de recours internes en cas de dépassement du délai raisonnable », in, Revue trimestrielle des droits de l'homme (60/2004), pp. 905 à 919.

<sup>470</sup> CEDH ; Van Osten c. Belgique du 6 novembre 1980.

<sup>471</sup> CDH, Constatation du 19 juillet 1994 : Casanova contre France, communication n° 441/1990.

*« La passivité totale des autorités nationales face à des allégations sérieuses selon lesquelles des agents de l'Etat ont commis des fautes ou causé un préjudice, par exemple lorsqu'elles n'ouvrent aucune enquête ou ne proposent aucune aide<sup>472</sup> ».*

La requête avait été déclarée recevable alors même que le premier juge national n'avait pas encore été saisi<sup>473</sup>. Il s'agit de situation où les autorités judiciaires d'un Etat ont, par le passé, montré leur antipathie à la convention ou se sont montrées réfractaires aux droits contenus dans celle-ci<sup>474</sup>. C'est aussi le cas où le recours existant n'est pas disponible et suffisant pour permettre la réparation de la violation ; le requérant peut être admis à saisir directement l'instance internationale<sup>475</sup>.

De même, les hypothèses de procès excessivement longs peuvent être invoquées par une victime pour surmonter l'obstacle de l'épuisement des voies de recours internes :

*« Les autorités n'ont pas pris toutes les mesures positives que les circonstances de la cause imposaient pour faire aboutir le recours invoqué par le gouvernement<sup>476</sup> ».*

Les circonstances sont analysées cas par cas. Une procédure qui, pendant six ans, n'a pas toujours connu de fin peut être considérée comme s'étalant sur un délai excessif si les faits de la cause sont clairs et la culpabilité pouvait être établie aisément. Ainsi, *« Pendant depuis plus de six ans, la procédure pénale ouverte à l'occasion du meurtre de la mère de l'intéressée fait actuellement l'objet d'un recours. Dans ces conditions, on ne saurait dire que les autorités ont réagi promptement à un homicide volontaire reconnu par son auteur<sup>477</sup> ».*

En tout état de cause, la condition d'épuisement des voies de recours interne *« doit s'appliquer avec une certaine souplesse et moins de formalisme excessif »*<sup>478</sup> afin d'éviter de la transformer en un obstacle à l'accès au juge international chargé de protéger contre la torture. Le Comité contre la torture a ainsi, essayé de surmonter l'obstacle de certains Etats hostiles aux droits de l'homme qui se cachent derrière leur souveraineté.

La saisine du Comité contre la torture par des communications individuelles n'est pas la seule à être assortie de conditions décourageantes d'épuisement des voies de recours internes, les communications étatiques le sont aussi.

## **B. Les difficultés engendrées lors des communications étatiques**

127. Les communications étatiques sont prévues par l'article 21 de la Convention contre la torture qui prévoit que :

<sup>472</sup> CEDH ; Arrêt Akdivar c. Turquie du 16 sept. 1996.

<sup>473</sup> CDH ; Constatation du 29 juillet 1981 : L. CELIBERTI de Casariego contre Uruguay, communication n° 56/1979. Et CEDH ; Arrêt Selmouni c. France du 28 juil. 1999.

<sup>474</sup> CDH, Observation générale n°24 du 4 novembre 1994, 52<sup>e</sup> session.

<sup>475</sup> CEDH ; Arrêt Selmouni c. France du 28 juil. 1999 ; CEDH ; Arrêt Akdivar c. Turquie du 16 sept. 1996.

<sup>476</sup> CEDH ; Arrêt Selmouni c. France, précité.

<sup>477</sup> CEDH, OPUZ c. TURQUIE, (N° 33401/02, Arrêt 9.6.2009/ Section III.

<sup>478</sup> CEDH, arrêt du 17 octobre 2013, aff. WINTERSTEIN et autres c. France, Requête n° 27013/07.

*« Tout Etat partie à la présente Convention peut, en vertu du présent article, déclarer à tout moment qu'il reconnaît la compétence du Comité pour recevoir et examiner des communications dans lesquelles un Etat partie prétend qu'un autre Etat partie ne s'acquitte pas de ses obligations au titre de la présente Convention. Ces communications ne peuvent être reçues et examinées conformément au présent article que si elles émanent d'un Etat partie qui a fait une déclaration reconnaissant, en ce qui le concerne, la compétence du Comité.*

*Le Comité ne reçoit aucune communication intéressant un Etat partie qui n'a pas fait une telle déclaration »<sup>479</sup>.*

La déclaration préalable apparaît comme l'étape finale d'adhésion à la convention. Une étape finale *sine qua non* pour être lié à la convention contre la torture. Ainsi sans cette déclaration préalable, le Comité ne peut être saisi valablement. Au delà de cela, il faut surtout que, non seulement l'Etat requérant soit partie à la convention et reconnaisse la compétence du Comité à cet effet, mais aussi que l'Etat contre lequel la plainte va être déposée soit partie à la convention et reconnaisse également la compétence du comité dans ce cas<sup>480</sup>.

La déclaration préalable tout comme l'épuisement des voies de recours internes constituent des obstacles à l'accès aux instances universelles de protection contre la torture. Dans le même temps, d'autres formes d'obstacles limitent l'accès aux instances africaines des droits de l'homme.

## **§ 2- L'accès difficile à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples**

- 128.** La Commission africaine des droits de l'homme et des peuples est un organe régional de surveillance. Elle est chargée de surveiller l'application correcte de la charte africaine par les Etats parties. S'il y a violation d'une disposition de cette convention, par exemple l'interdiction de la torture, l'organe régional de surveillance invite l'Etat partie à mettre fin à la situation constitutive de la violation et peut demander qu'il soit octroyé des dommages-intérêts à la victime. Mais il faut qu'il ait saisine d'abord avant que l'organe ne se prononce. Alors que la saisine de cette instance régionale n'est pas toujours évidente ; elle est très souvent réduite par le principe de souveraineté des Etats.
- 129.** La souveraineté désigne l'identité juridique de l'Etat en droit international.<sup>481</sup> La notion de souveraineté vise à sauvegarder à la fois l'ordre, la stabilité et la prévisibilité dans les relations internationales. Tous les Etats souverains sont considérés comme égaux, indépendamment des différences de taille ou de richesse. Le principe de l'égalité souveraine des Etats est consacré par la Charte des Nations Unies<sup>482</sup>. Le statut de Membre de l'Organisation des Nations Unies constitue le symbole incontestable de l'acquisition du statut d'Etat souverain indépendant et, par conséquent, la confirmation formelle de l'admission dans la communauté des nations. L'ONU est donc le principal lieu où la souveraineté des Etats est protégée<sup>483</sup>.

---

<sup>479</sup> Art. 21.1 de la Convention contre la torture.

<sup>480</sup> Article 22 de la Convention.

<sup>481</sup> Voir par exemple les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 90-32 du 11 décembre 1990 portant constitution de la République du Bénin.

<sup>482</sup> Art. 2 § 1 de la charte des Nations-Unies.

<sup>483</sup> Art. 2 de la Charte.

Au plan interne, la souveraineté peut être assimilée à la capacité de prendre des décisions contraignantes à l'égard de la population et des ressources qui se trouvent sur le territoire de l'État. Cela étant, de manière générale, l'autorité de l'État est considérée comme étant non pas absolue, mais limitée et réglementée au plan interne par les dispositions constitutionnelles relatives à la séparation des pouvoirs<sup>484</sup>. Cette limite constitutionnelle devrait permettre à renforcer le pouvoir des organes de surveillance chargés de sanctionner les violations de l'interdiction de la torture consacrée dans les lois fondamentales nationales. Mais le constat qui s'impose dans beaucoup de pays n'est guère satisfaisant. La manifestation de la souveraineté est plutôt utilisée pour empêcher l'accès aux organes juridictionnels supranationaux.

Ainsi, par exemple, les effets de la manifestation de la souveraineté sur le fonctionnement de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples se font sentir, dans un premier temps sur le budget de l'institution. Ainsi, pendant longtemps, le seul juge d'alors de la répression des violations de l'interdiction de la torture, en Afrique, a pâti d'un budget de fonctionnement extrêmement restreint l'empêchant d'accomplir ses missions de protection et de promotion du droit d'être à l'abri de la torture. La possibilité d'organisation des séminaires, des conférences et autres rencontres internationales de promotion du droit est ainsi réduite. Les séances de sensibilisation sur le droit d'être à l'abri de la torture organisées par la commission sont rares. Même si on peut noter une légère augmentation progressive du budget par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine qui est passé, en trois ans, de 1 million de dollars US à environ 4 millions de dollars US<sup>485</sup>, tout ceci montre combien la commission africaine est dépendante des Etats membres. La conférence des chefs d'Etat et de gouvernement – l'organe qui s'arroge tous les droits – ne veut accorder aucune indépendance au juge africain aux dépens de sa souveraineté. Les Etats signataires de la charte africaine des droits de l'homme et des peuples sont très jaloux de leur souveraineté<sup>486</sup> qu'ils ont d'ailleurs répercuté sur l'organe principal de l'Union, la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement.

La Commission ne pourra véritablement s'ouvrir aux nombreuses victimes de la violation de l'interdiction de la torture sur le continent que si son autonomie financière est réalisée, avec un budget suffisant. Sa mission de protection contre la torture ne pouvant être assurée que si son indépendance est totale vis-à-vis des Etats parties.

Un autre problème, non moins important, c'est-à-dire, une autre conséquence de la manifestation de la souveraineté par les Etats africains, qui empiète sur l'indépendance de la Commission africaine est relatif à la qualité des personnes qui peuvent être candidates au poste de commissaire, ou plus précisément à leur statut au plan national. En effet, Les Etats pouvaient et avaient, d'ailleurs, l'habitude de présenter des candidats au poste de commissaire, des personnes qui ont aussi des fonctions au sein de l'exécutif de leur pays. Ainsi, des ministres, des directeurs de cabinet ou autres hauts fonctionnaires politiques étaient présentés comme candidats au poste de commissaire. La société civile a réussi à faire remarquer que cela était à l'antipode des exigences d'indépendance de la commission<sup>487</sup>. Ainsi, le règlement intérieur de 2010 a corrigé la

---

<sup>484</sup> Cf. par exemple les dispositions de l'article 125 de la loi n° 90-32 du 11 décembre 1990 portant constitution de la République du Bénin.

<sup>485</sup> Pour un commentaire détaillé sur l'évolution lente du budget de la commission africaine, voir [www.commissionafricaine.com](http://www.commissionafricaine.com).

<sup>486</sup> Cf. Pierrette PONCELA, « Droit de punir et pouvoirs de punir : une problématique de l'Etat », in Archives de philosophie du droit, tome 28 : Philosophie pénale, Editions Sirey, Paris, 1983, p. 126 ; pour voir comment la souveraineté est la raison d'être de l'Etat.

<sup>487</sup> Art. 31 de la charte n'avait pas donné de précisions sur les incompatibilités.

situation en précisant les fonctions et postes incompatibles avec les membres de la Commission et a consacré l'indépendance de celle-ci<sup>488</sup>.

Les juridictions internationales sont aussi difficiles d'accès du fait d'obstacles divers.

## **Section 2 : L'accès incertain aux juridictions internationales**

130. La justice pénale internationale est placée à la merci des médias, faisait remarquer, déjà, J. FRANCILLON<sup>489</sup>. Mais cette remarque apparaît plus pertinente dans le cas des juridictions onusiennes qui sont plus touchées par ce phénomène de saisine conditionnée par la médiatisation de la violation (§ 1). On pouvait penser que la Cour africaine de justice et des droits de l'homme, plus ou moins proches des justiciables devraient être à l'abri de cette situation (§ 2).

### **§ 1 : Une saisine des juridictions internationales tributaire de l'ampleur de la médiatisation des violations**

131. La saisine d'un juge pour avoir justice est très importante pour la protection des droits humains et s'analyse même comme un droit fondamental, garanti par divers mécanismes<sup>490</sup>. Sans possibilité de saisine, aucune protection des droits de l'homme n'est possible. Les juridictions internationales chargées de sauvegarder les droits de la personne ne sont pas de saisine facile. La politique internationale, la diplomatie et bien d'autres situations innommables ne permettent pas toujours à ces instances supranationales de connaître de toutes les situations de violations de l'interdiction de la torture.

Ainsi la Cour pénale internationale (CPI) n'est généralement saisie d'une situation de torture que si la presse internationale en parle abondamment (A). Les Tribunaux pénaux internationaux ad hoc, quant à eux ne sont créés pour connaître d'une situation de torture que si elle fait la une de la presse internationale (B).

#### **A. La saisine de la CPI liée aux caprices des médias**

132. Après l'adoption du statut de la Cour pénale internationale le 18 juin 1998 à Rome, Monsieur Kofi ANNAN, alors Secrétaire général des Nations-Unies déclarait :

*« En cette année où nous allons célébrer la Déclaration universelle des droits de l'homme, nous avons fait un pas de géant sur la voie des droits de l'homme et de l'Etat de droit. La cour est un*

---

<sup>488</sup> Art. 7. 1 du règlement intérieur de la commission africaine : « La fonction de membre de la Commission est incompatible avec l'exercice d'activités susceptibles d'affecter l'indépendance ou l'impartialité du membre ou les exigences de fonctions, telles qu'être membre du gouvernement, ministre ou sous-secrétaire d'Etat, représentant diplomatique, directeur d'un ministère ou un de ses subordonnés ou le conseiller juridique des affaires étrangères ou toute autre fonction à caractère politique ou participation à une activité de nature à compromettre son indépendance et son impartialité ».

<sup>489</sup> J. FRANCILLON cité par Mireille DELMAS-MARTY, Les contradictions du droit pénal, op. cit., p. 2.

<sup>490</sup> Joseph DJOGBENOU ; Note sous Cour constitutionnelle du Bénin DCC 97-033 du 10 juin 1997, ABJC, Revue de contentieux constitutionnel, I-2013, p. 620.



*gage d'espoir pour les générations futures qu'elle devrait protéger contre les crimes épouvantables dont leurs ancêtres ont été victimes*<sup>491</sup> ».

Cette déclaration mettait l'accent, entre autres, sur la disponibilité de la juridiction permanente répressive qui vient d'être instituée. Or, la disponibilité d'un juge pour répondre aux sollicitations des justiciables doit s'apprécier aussi par les possibilités de saisine qu'il offre. Une autorité juridictionnelle dont on n'a pas accès ne constitue pas vraiment une garantie de sécurité pour les citoyens<sup>492</sup>. L'accès aux juridictions internationales n'est pas garanti à tout le monde et en tout temps.

133. La Cour pénale internationale est une juridiction internationale répressive permanente. Elle a pour rôle de sanctionner les violations des droits humains et donc la torture<sup>493</sup> partout où elles sont commises. Les Etats conservent toujours le premier rôle dans la répression des atteintes aux droits de la personne. Ils ne sont dépossédés de ce privilège par le juge pénal international que s'ils sont, soit laxistes soit dans l'impossibilité d'organiser la répression<sup>494</sup> ou refusent pour une raison ou pour une autre d'organiser une répression normale des personnes présumées avoir participé à la violation des droits. Ainsi, la Cour pénale internationale n'est qu'une juridiction complémentaire des juridictions nationales. Elle est saisie par le Procureur<sup>495</sup> soit parce que déférée par le conseil de sécurité agissant en vertu du chapitre VII des Nations Unies<sup>496</sup>, (1) soit suite au renvoi d'une situation par un Etat partie<sup>497</sup>, (2) ou encore suite aux renseignements reçus par enquête ou informations concernant des crimes relevant de la compétence de la cour<sup>498</sup> (3).

### *1. La saisine de la CPI par l'ONU*

134. Il s'agit en réalité d'une saisine à l'initiative du Conseil de sécurité des Nations-Unies. En effet, le Conseil de Sécurité des Nations-Unies a pouvoir pour demander au Procureur de saisir la Cour aux fins de la voir réprimer une violation grave de l'interdiction de la torture<sup>499</sup>. Ce pouvoir lui est conféré par le chapitre VII de la Charte des Nations-Unies<sup>500</sup>. Si le Conseil de Sécurité constate l'existence d'une menace contre la paix, d'une rupture de la paix ou d'un acte d'agression, il décide quelles mesures seront prises pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales<sup>501</sup>. Cette prérogative, le Conseil de Sécurité ne la met pas en œuvre souvent, bien que les situations de violations flagrantes de l'interdiction de la torture susceptibles de menacer la paix et la sécurité internationale soient fréquentes. Si une situation de torture n'a pas la chance d'être traitée abondamment par la presse internationale, elle ne sera pas déférée au procureur par l'ONU. Même parfois largement évoquées par la presse, les situations de violation de l'interdiction de torture ne sont pas toujours prises en compte par les Nations-Unies. Beaucoup d'autres contingences sont à prendre en compte avant de saisir la juridiction répressive

<sup>491</sup> Pour lire l'intégralité du discours, voir le journal français Le Monde du 4 août 1998.

<sup>492</sup> Frédéric SUDRE : Les mécanismes et les techniques de garantie internationale des droits fondamentaux : les mécanismes quasi juridictionnels et juridictionnels. AUPELF-UREF, sans pagination.

<sup>493</sup> La torture rentre dans la constitution de chacune des 3 infractions dont la CPI peut connaître (crime contre l'humanité, crime de guerre, génocide).

<sup>494</sup> C'est le cas des Etats déchirés par une guerre civile ou autres...

<sup>495</sup> Art. 13 du statut de la CPI.

<sup>496</sup> Art. 14 du statut de la CPI.

<sup>497</sup> Art. 13-b du statut de la CPI.

<sup>498</sup> Art. 15-1 du statut de Rome.

<sup>499</sup> Ottavio QUIRICO ; Réflexions sur le système du droit pénal international, thèse de doctorat, Université de Toulouse 1, 2005, op. cit., p. 221.

<sup>500</sup> Le chapitre VII de la Charte est composé de 13 articles, allant de l'article 39 à 51.

<sup>501</sup> Art. 39 de la Charte.

internationale permanente. Il s'agit notamment des conditions relatives à la politique internationale qui est, elle-même liée à la volonté, à la fois de chacun et tous les cinq membres permanents du Conseil de sécurité.<sup>502</sup> Si un seul membre s'oppose à l'initiative du procès devant la cour, c'est qu'elle ne peut pas être saisie valablement, chaque membre détenant le droit de veto<sup>503</sup>.

En somme, la saisine de la Cour pénale internationale sur l'initiative du Conseil de sécurité n'est pas, à vrai dire, une voie facile pour faire fonctionner la juridiction universelle, quoique l'existence de cette voie soit une bonne chose. Elle pourra seulement suppléer en cas d'inaction totale, si les contingences de la politique internationale deviennent spontanément et ponctuellement favorables<sup>504</sup>.

## 2. *La saisine de la CPI sur renvoi d'un Etat partie au statut de Rome*

135. « *Tout Etat partie peut déférer au Procureur une situation dans laquelle un ou plusieurs des crimes relevant de la compétence de la Cour paraissent avoir été commis et prier le Procureur d'enquêter sur cette situation en vue de déterminer si une ou plusieurs personnes identifiées devraient être accusées de ces crimes*<sup>505</sup> ».

Le Procureur peut donc saisir la Cour sur l'initiative d'un Etat partie. Il s'agit des situations dans lesquelles des personnalités ressortissantes d'Etats parties ont commis des actes de torture, par exemple sur leur territoire ou sur un territoire d'un Etat étranger. Bien que rien ne l'interdise, il ne paraît pas opportun de la part d'un Etat partie de renvoyer une situation de violation des droits de l'homme survenue sur un territoire étranger par des étrangers, même si les victimes sont ressortissantes de l'Etat partie en question. Il en est ainsi parce que le système de renvoi par un Etat partie serait prévu, semble-t-il, pour suppléer aux situations dans lesquelles l'Etat partie est dans l'impossibilité ou est incapable d'organiser un procès équitable sans risque de troubler la paix et la sécurité nationale<sup>506</sup>, de ses ressortissants présumés coupables des infractions relevant de la compétence de la Cour. La juridiction pénale internationale n'est que complémentaire aux juridictions nationales répressives qui détiennent toujours le glaive de punir<sup>507</sup>. Ainsi, c'est quand l'Etat partie ne peut punir ceux qu'il devrait punir qu'il peut solliciter le concours de la juridiction onusienne. Il ne peut donc pas solliciter le concours de la Cour pour punir des présumés délinquants qui ne sont pas sous sa juridiction et qui n'ont aucun lien avec sa souveraineté. Et comme on pourrait déjà le percevoir, la saisine de la Cour sur l'initiative d'un Etat partie est bien limitée. Les autorités étatiques ne le font pas et ne le feront probablement jamais si les présumés auteurs des violations de l'interdiction de la torture sont encore dans l'appareil étatique. En matière de torture, les auteurs sont généralement et pour la plupart, des fonctionnaires et autres officiels de l'Etat, agissant au nom de l'Etat, plus précisément, agissant

<sup>502</sup> Il s'agit de la France, des Etats Unis d'Amérique, de la Russie, de la Chine et de la Grande Bretagne.

<sup>503</sup> Veto (mot latin, signifiant *je m'oppose*) : prérogative conférée aux Etats membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations-Unies qui leur permet de s'opposer à toute question autre que de procédure.

<sup>504</sup> Ottavio QUIRICO ; op. cit., p. 194.

<sup>505</sup> Art. 14-1 du statut de Rome.

<sup>506</sup> La notion de procès équitable est constituée d'un ensemble de droit de l'accusé dont il ne peut jouir qu'à deux conditions cumulatives : indépendance et impartialité des juges, d'une part et indépendance et impartialité du procureur, d'autre part, Voir Roland ADJOVI et Gabriele DELLA MORTE, « La notion de procès équitable devant les tribunaux pénaux internationaux » in : Hélène RUIZ FABRI (sous la direction) : Procès équitables et enchevêtrements des espaces normatifs, Société de législation Comparée de Paris, 2002.

<sup>507</sup> Antonio CASSESE, Y a-t-il un conflit insurmontable entre souveraineté des Etats et justice pénale internationale ?, in : Crimes internationaux et juridictions internationales (sous la direction de : Antonio CASSESE et Mireille DELMAS-MARTY), Puf, Paris, p. 17.

en faveur des autorités gouvernementales. Cette voie de saisine de la cour ne peut vraiment pas fonctionner en faveur d'une répression effective de la torture.

### 3. *La saisine de la CPI sur renseignements fournis au Procureur*

136. « 1- *Le procureur peut ouvrir une enquête de sa propre initiative au vu des renseignements concernant des crimes relevant de la compétence de la cour.*  
2- *Le procureur vérifie le sérieux des renseignements reçus...*  
- *S'il conclut qu'il y a une base raisonnable pour ouvrir une enquête, le procureur présente à la chambre préliminaire une demande d'autorisation en ce sens, accompagnée de tout élément justificatif recueilli...<sup>508</sup>»*

Cette voie de saisine de la juridiction internationale pénale permanente correspond à la saisine des juridictions répressives nationales, béninoises, notamment<sup>509</sup>. C'est la voie la plus normale et la plus directe de saisir une juridiction pénale. Mais contrairement aux deux premières voies – sur l'initiative du Conseil de Sécurité et sur renvoi d'un Etat partie – la saisine à la discrétion du procureur n'est pas obligatoire pour celui-ci<sup>510</sup>. Le procureur doit vérifier, en effet, le sérieux des renseignements reçus et apprécier la suite à leur donner. Il peut recourir à d'autres sources de renseignements qu'il juge appropriés. A la fin, c'est de façon presque discrétionnaire qu'il décide de saisir la Cour ou non<sup>511</sup>. En revanche, même si le statut ne le mentionne pas expressément, s'il lui est déféré une situation de violation de l'interdiction de la torture par le Conseil de Sécurité agissant en vertu du chapitre VII de la charte des Nations-Unies ou déferée par un Etat partie, le Procureur ne peut pas s'abstenir de saisir la Cour. Son pouvoir d'appréciation est réduit du fait même de la nature de la juridiction et de celle des institutions qui lui défèrent la situation de violation<sup>512</sup>. Il s'agit en effet d'une juridiction pénale internationale onusienne. Etant une juridiction onusienne, l'organe politique de décision de l'ONU (le conseil de sécurité) a le droit et pleines prérogatives pour la saisir valablement, c'est « sa » juridiction.

137. D'un autre côté, étant une institution internationale, la CPI apparaît comme « la propriété » des Etats parties puisque ce sont eux qui lui ont concédé une partie de leur souveraineté, notamment en matière répressive. Ils ont alors toutes les prérogatives de la mettre en branle dès qu'ils le veulent. C'est « leur juridiction ».

Le seul obstacle pour le Conseil de Sécurité et l'Etat partie, c'est que la Cour peut se déclarer incompétente elle-même ou estimer les faits insuffisants<sup>513</sup>, mais là, elle est déjà saisie.

La saisine à l'initiative directe du procureur, il faut le rappeler, est discrétionnaire. Le caractère discrétionnaire de cette saisine la rend aléatoire. Le procureur, pour des raisons liées au souci de reconnaissance envers ses « bienfaiteurs<sup>514</sup> » qui l'ont nommé ou autres, ou des raisons liées aux pressions diplomatiques, peut s'abstenir de saisir la Cour, bien que les renseignements parvenus à son niveau soient suffisants pour conclure que la torture paraît être commise.

---

<sup>508</sup> Art. 15 du statut.

<sup>509</sup> En droit interne béninois, on dit que le Procureur de la République a l'initiative du procès pénal.

<sup>510</sup> Voir art. 15 du statut de la CPI.

<sup>511</sup> Ottavio QUIRICO ; op. cit., p. 228.

<sup>512</sup> Voir par exemple art.16 du statut de la Cour.

<sup>513</sup> Articles 17 et 19 du statut de Rome.

<sup>514</sup> La situation internationale serait similaire à celle qui se passe au plan national (Bénin) où une autorité juridictionnelle nommée n'est pas toujours indépendante dans ses décisions face aux intérêts de l'autorité qui l'a nommée.

Au total, aucune des trois voies de saisine de la Cour pénale internationale n'est sûre et automatique. Beaucoup de contingences sont liées à chacune des voies selon sa nature, et ne libèrent pas effectivement l'accès à la Cour. Beaucoup de victimes présumées de violation de l'interdiction de la torture n'ont donc pas accès au juge répressif international permanent.

## ***B. L'institutionnalisation de la justice pénale internationale ad hoc conditionnée par la médiatisation du caractère massif de la torture***

138. Les Tribunaux pénaux internationaux (TPI) *ad hoc* sont souvent institués parce que les scènes de torture ont été massivement montrées sur les écrans des chaînes de télévision à travers le monde entier. Les consciences individuelles et collectives se sont heurtées à la situation susceptible de créer des tensions à travers le monde. La communauté internationale, estimant prendre sa responsabilité, a commencé par instituer des juridictions pénales internationales *ad hoc* (1). Il est à remarquer aussi que malheureusement la poursuite devant ces juridictions *ad hoc* des présumés auteurs de violation de l'interdiction de la torture se fait par tri (2).

### ***1. La contingence de la création des TPI ad hoc***

139. Les Tribunaux pénaux internationaux pour juger les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire dont la torture commises sur les territoires de l'ex-Yougoslavie, du Rwanda, du Libéria, du Cambodge, etc. sont créés par le conseil de sécurité agissant en vertu du chapitre VII de la charte des Nations-Unies<sup>515</sup>. La mise en œuvre de cette prérogative a été jugée nécessaire par l'ONU suite au choc créé par les images des atrocités faites de torture massives et autres actes de barbarie, diffusées, tous les jours à l'époque des faits sur les chaînes des télévisions du monde entier<sup>516</sup>. S'il n'y avait pas de répression, quelle serait la nature de la vengeance des parents et alliés des victimes ? Personne ne peut répondre avec certitude et exactitude à cette interrogation. Mais ce qu'on sait c'est que la vengeance pourrait avoir une ampleur ingérable. Elle pourrait être en chaîne, infinie. L'effet des images des médias avait réussi à créer une psychose qui a obligé les Nations-Unies à prendre leur responsabilité de garante de la paix et de la sécurité internationales<sup>517</sup>. Ainsi on peut dire que la création de ces juridictions internationales répressives *ad hoc* a été « commandée » par les médias<sup>518</sup>. Le conseil de sécurité n'a fait que répondre favorablement à une sollicitation, voire même une injonction de la presse internationale et de l'opinion publique<sup>519</sup>.

### ***2. La poursuite « au tri » des présumés auteurs de torture devant les TPI ad hoc***

140. La création des TPI n'a pas été le fruit d'une réflexion mûrie découlant d'une volonté de réprimer la violation de l'interdiction de la torture. Mais plutôt le fruit d'une action de mode, une contrainte. Il en est de même de la poursuite des responsables présumés des violations des droits

<sup>515</sup> Le chapitre VII est intitulé : Action en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'acte d'agression. Il comporte 13 articles : articles 39 à 51.

<sup>516</sup> Alison des FORGES : Aucun témoin ne doit survivre, Le génocide au Rwanda, éd. Karthala, Paris 1999, p. 452.

<sup>517</sup> Alison des FORGES : Aucun témoin ne doit survivre, Le génocide au Rwanda, op. cit., p. 325.

<sup>518</sup> Tout comme le génocide lui-même a été « commandé » par la presse : voir : Human Right Watch et Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme (HRW et FIDH), Alison des FORGES : Aucun témoin ne doit survivre, Le génocide au Rwanda, éd. Karthala, Paris 1999, pp. 83 et s.

<sup>519</sup> Ibid., pp. 855 et s.

humains qui se fait aussi sous contrainte<sup>520</sup>. Toutes les personnes sur lesquelles pèsent des soupçons d'avoir participé d'une manière ou d'une autre à la violation de l'interdiction de la torture ne sont pas poursuivies devant les Tribunaux pénaux internationaux *ad hoc*. Certaines personnes échappent à la poursuite du fait de leur fonction actuelle ou du fait de leurs relations actuelles ou au moment des faits.

D'abord, les fonctions officielles qu'occupent actuellement certains auteurs présumés des atteintes aux droits humains les placent pratiquement au-dessus de ces juridictions pénales internationales et nationales<sup>521</sup>. Leur poursuite n'est plus perçue comme une nécessité. On estime plutôt, peut être à tort, que les contraindre à se soumettre à la juridiction internationale serait susceptible de troubles sociaux. Une considération inexacte quand on sait que l'absence de poursuite de tous les auteurs ou le tri entre les auteurs crée des frustrations qui sont souvent à l'origine des vengeances et des conflits sociaux et politiques. En conséquence, les fonctions officielles attribuées aux présumés auteurs des crimes relevant de la compétence des TPI *ad hoc*, après la commission de ces crimes constituent, en réalité des situations d'impunité, pouvant engendrer d'autres violations des droits de l'homme et par voie de conséquence d'autres troubles à l'ordre public national et international<sup>522</sup>.

Ensuite, les relations qu'entretiennent certaines personnes les mettent à l'abri des poursuites devant les TPI *ad hoc*. En effet, si une personne présumée responsable d'une infraction relevant de la compétence du TPI, a des relations privilégiées avec certains Etats étrangers, elle peut, et c'est souvent le cas, bénéficier d'une protection de ces Etats étrangers pour ne pas répondre de ses actes<sup>523</sup>.

Enfin, les relations qui liaient certains auteurs présumés au moment des faits sont souvent aussi à l'origine de l'impunité. Il en est ainsi parce que dans l'instruction des faits, on pourrait découvrir certains hommes puissants sur le plan politique ou économique, nationaux ou étrangers, avec lesquels le présumé auteur entretenait des relations. Cette situation peut créer de grands conflits politico-diplomatiques d'autant plus que les personnes concernées par ces genres de relations sont parfois des chefs d'Etat ou de gouvernement. C'est dans le souci d'éviter de telles situations que les présumés responsables d'atrocités impliqués dans ces genres de relation bénéficient malheureusement de l'impunité.

Au total, le procureur tient compte de tous ces paramètres officieusement, au moins, avant d'ouvrir une information devant ces Tribunaux pénaux internationaux *ad hoc*<sup>524</sup>.

L'influence de la presse internationale sur le fonctionnement des juridictions universelles de répression de la torture ne peut guère épargner l'accès aux juridictions régionales des droits de l'homme.

---

<sup>520</sup> Alison des FORGES : loc. cit., p. 97.

<sup>521</sup> Le législateur béninois a compris qu'une telle situation puisse exister. Pour la surmonter, il a prévu que le temps passé en fonction par ces personnes devrait être suspensif du délai de prescription, voir art. 21 de la loi n° 2011-20 portant lutte contre la corruption et infractions connexes en République du Bénin.

<sup>522</sup> Alison des FORGES ; *Aucun témoin ne doit survivre. Le génocide au Rwanda*, publication de Human Right Watch et Fédération internationale des Liges des droits de l'homme, éditions Karthala, Paris, 1999, p. 825.

<sup>523</sup> La protection tacite ou expresse accordée par certains Etats occidentaux à certains auteurs présumés empêche carrément leur poursuite et les met à l'abri.

<sup>524</sup> L'art. 17-1, par exemple du statut du TPIR dispose que « le Procureur ouvre une information d'office ou sur la foi des renseignements obtenus de toutes sources, notamment des gouvernements, des organes de l'ONU, et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales. Il évalue les renseignements reçus ou obtenus et décide s'il y a lieu de poursuivre » (nous avons souligné).

## § 2- L'accès incertain à la Cour africaine de justice et des droits de l'homme

141. La structure africaine chargée de sanctionner, entre autres, les violations de l'interdiction de torture est devenue opérationnelle, il y a quelques années seulement. Mais par rapport au nombre important de cas de violation de l'interdiction de la torture, quotidiennement en Afrique<sup>525</sup>, on devrait déjà enregistrer plusieurs saisines. Ce n'est pas le cas, hélas.

Parmi les voies de saisine de la Cour, celle offerte à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples demeure la plus large, et probablement la plus opérationnelle. Pendant longtemps, cette Commission a été le seul recours disponible sur le continent pour tout cas de violation des droits de la personne. Elle n'a pas pu fonctionner, pas même au quart de ses prérogatives. On peut constater, en effet que l'Afrique est encore l'un des continents où les violations les plus significatives du droit d'être à l'abri de la torture demeurent impunies, faute de structure adéquate disponible<sup>526</sup>. Confier la saisine de la nouvelle Cour à la commission ressemble donc à une fuite de responsabilité ou tout simplement à un choix de faire du surplace. En tout cas, la saisine de la Cour africaine de justice et des droits de l'homme par la commission, pour des cas de violation de l'interdiction de la torture dans un Etat partie au protocole de Ouagadougou ne peut pas combler les attentes des nombreuses victimes de la violation du droit d'être à l'abri de la torture. C'est peut être quand la presse internationale va se saisir d'un cas de violation que la commission va se décider à porter ce cas devant la Cour. Si les chaînes de télévisions internationales commencent, en effet par montrer des situations horribles, la commission va être donc contrainte à jouer sa partition. En ce moment la question se posera de savoir si c'est la commission qui a saisi la cour ou si c'est plutôt la presse. Le rôle des médias dans le fonctionnement des juridictions de répression des violations des droits de l'homme avait été, certes, salué et apprécié par le passé. Beaucoup de situations de torture et autres violations des droits humains avaient été réprimées suite aux dénonciations officieuses faites dans la presse internationale. Mais si les juridictions en charge de la répression de la torture doivent fonctionner exclusivement sur dénonciations de la presse internationale, la répression de ces atteintes aux droits humains devient, en conséquence, aléatoire. Tel semble être le cas du juge africain de répression de la torture. Sa saisine par la commission semble se limiter et conditionner par les médias<sup>527</sup>.

Les autres voies de saisine de la Cour confiées notamment aux particuliers et aux Organisations Non gouvernementales ne sont pas non plus fonctionnelles, comme on l'aurait souhaité. Les ONG deviennent actives très souvent suite à la dénonciation des médias des cas de torture. Quand on sait que la presse internationale ne se saisisse des cas de torture que s'ils sont massifs et commis sur une grande échelle, on comprend que les autres violations à l'interdiction de la torture ne seront probablement jamais soumises à la Cour. Les citoyens, souvent intimidés ou simplement ignorants, sont réticents.

---

<sup>525</sup> Amnesty international ; Rapport 2012 : La situation des droits de l'homme dans le monde, AILDH-FR, p. 217.

<sup>526</sup> Le fameux procès d'Hisseine Habré où on a été obligé de créer « *des chambres extraordinaires africaines* » est symptomatique de ce constat.

<sup>527</sup> Alison des Forges ; Aucun témoin ne doit survivre, Le génocide au Rwanda, éd. Karthala, op. cit., p. 326.

## **Chapitre 2 : Le défaut de pouvoir de contrainte des instances régionales africaines**

142. Perçue comme la réaction officielle de la société à l'égard du délinquant, la sanction pénale, vise à protéger la société et à resocialiser le délinquant. Elle ne profite pas à la victime ; alors que l'indemnisation, sanction du délit civil, profite à la victime. La sanction pénale est infligée par une juridiction de type étatique alors que la mesure disciplinaire est le plus souvent prononcée par une juridiction disciplinaire de type corporatif (le conseil de l'ordre des médecins, le conseil supérieur de la magistrature, ou le conseil de l'ordre des avocats, par exemple). Dans ce cas, la sanction la plus grave ne peut consister qu'en l'exclusion du groupement auquel la personne appartient<sup>528</sup>. S'agissant précisément de la sanction pénale, la question se pose de savoir si à défaut de la contrainte, on peut toujours parler de répression. Autrement dit, les décisions d'une juridiction, complètement dépourvue de cet élément de contrainte officielle, peuvent-elles être qualifiées de décisions répressives ? C'est la question fondamentale qui se pose dans le cas des juridictions répressives internationales. Cette question se pose avec acuité d'autant plus que quand on parle de contrainte, on fait allusion à la police judiciaire. Or, cet organe de la procédure pénale composé essentiellement d'agents de police et de gendarmerie qui sont à la disposition de la justice et chargés entre autres, de constater les infractions à la loi pénale et de rechercher et appréhender les auteurs présumés n'existe pas en droit international et régional. L'existence de ces fonctionnaires est l'apanage des seules institutions étatiques. Aucune autre institution, sur le plan international et régional ne dispose de cet organe qui représente l'emblème de la souveraineté étatique. Ainsi ni la commission africaine des droits de l'homme et des peuples (**section 1**), ni la cour africaine de justice et des droits de l'homme ne disposent de cet organe (**section 2**).

### **Section 1 : Les limites au pouvoir répressif de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples**

143. La contrainte est le vecteur de la répression ; laquelle peut être conçue comme la contrainte officielle<sup>529</sup>. Elle est l'apanage de la seule autorité étatique. Ainsi, l'Etat s'arroge « *le principe exorbitant d'emprisonner voire d'exécuter certains de ses citoyens* »<sup>530</sup>. S'il est vrai que le système répressif contemporain s'attache à concilier la protection de l'ordre social et la sauvegarde des libertés individuelles<sup>531</sup>, il est aussi vrai que la sanction pénale peut être assimilée à la contrainte. C'est ce qui la distingue d'ailleurs des autres notions voisines, comme l'indemnisation et la sanction disciplinaire, respectivement résultat du délit civil et du délit disciplinaire<sup>532</sup>. Ainsi, les instances non étatiques dépourvues de la contrainte sont limitées dans leur mission répressive.

Ces limites proviennent essentiellement de la structure de l'organe (§ 1) mais également de son organisation presque inapte à une fonction répressive (§ 2).

---

<sup>528</sup> Pour une vue détaillée des différences du concept d'infraction pénale avec les autres concepts voisins, voir Jean-Claude SOYER, *ibid.*, pp. 43 et s.

<sup>529</sup> Julien WALTHER, « A justice équitable, peine juste : vues croisées sur les fondements théorique de la peine », in *Revue de science criminelle et droit pénal comparé*, 2007, n° 1, p. 95.

<sup>530</sup> *Ibid.*

<sup>531</sup> Jean-Claude SOYER, *Manuel de Droit pénal et procédure pénal*, 15<sup>e</sup> édition, LGDJ, Paris, 2007, p. 10.

<sup>532</sup> *Ibid.*, p. 43.

## **§ 1 : Les faiblesses structurelles de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples**

144. La Commission africaine est une institution créée auprès de l'Union africaine « *chargée de promouvoir les droits de l'homme et des peuples et d'assurer leur protection en Afrique* ». <sup>533</sup> La commission a donc deux missions principales : la promotion et la protection des droits de l'homme. Mais dans la pratique, force est de constater qu'en lieu et place d'un organe de protection des droits humains en Afrique, la commission s'est réduite en un organe de conciliation. En effet, lors de l'exercice de sa mission, elle intervient pour la résolution de deux types de conflits seulement. Il s'agit des différends entre les Etats parties à la charte et les différends entre les Etats et les personnes (individus ou ONG) <sup>534</sup>.

Dans le premier cas, le comportement de la Commission est commandé par la règle fixée à l'article 52 de la charte. Cette règle exclut que la Commission africaine se comporte comme une juridiction chargée de la condamnation des Etats coupables. Elle doit, plutôt, en cours d'instruction de l'affaire, proposer et mettre en œuvre ses bons offices afin d'amener les Etats à une solution amiable. Et en cas d'échec, elle se borne à établir un rapport destiné aux parties et à la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement. Ce rapport ne doit contenir, rappelons-le, aucune condamnation. Il relate simplement les faits et l'exposé des conclusions de la Commission.

Dans le deuxième cas, la Commission doit adopter un rôle de conciliateur entre l'Etat partie et le plaignant. Elle est chargée d'apporter l'assistance nécessaire pour parvenir à une solution amiable qui rétablisse la liberté et la paix.

En définitive, les actes pris par la Commission ne revêtent aucune force contraignante à l'égard des organes de l'Etat partie. Les rapports produits n'ont aucun effet exécutoire. La Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement, maître ultime des résultats de la procédure en ce qui concerne le sort du rapport de la commission et la solution à donner à la situation dont la commission a été saisie, ne prononce que très rarement la condamnation <sup>535</sup> de l'Etat contrevenant <sup>536</sup>.

Cet obstacle structurel de la Commission africaine engendre aussi des limites de l'organe en matière de répression.

## **§ 2 : Les limites organisationnelles de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples**

145. Avec sa fonction de protection des droits humains, la Commission exerce un rôle quasi-judiciaire. D'après la Charte de Banjul, il y a deux types de communications qui peuvent être connues de la Commission : les communications étatiques (déposées par les Etats membres) et les « autres communications » (déposées par des ONG ou des personnes). Dans un premier temps, la commission étudie la recevabilité de la communication. Après qu'une communication

---

<sup>533</sup> Art. 30 de la Charte africaine.

<sup>534</sup> Lorsque la commission est saisie en cas de violation de l'interdiction de la torture au détriment d'un individu par un Etat partie.

<sup>535</sup> Il ne s'agit pas, bien évidemment de condamnation pénale.

<sup>536</sup> Nestor Makoundji – Wolo, op. cit., p. 176.



ait été déclarée recevable, la Commission informe le gouvernement concerné et lui demande de produire ses mémoires sur les griefs portés contre lui.

Ensuite, avec l'accord de la Conférence des chefs d'Etats et de gouvernements, elle lance une enquête « approfondie ». Elle prépare un rapport qu'elle leur communique.

Enfin, la commission se prononce sur la violation ou non de la charte par l'Etat concerné. Et ça s'arrête là. L'organisation interne de la commission africaine ne lui permet pas d'aller au-delà<sup>537</sup>.

146. En dehors de la Commission africaine, il faut signaler la présence d'une deuxième institution africaine de surveillance susceptible de substituer le juge béninois en cas de violation de l'interdiction de la torture. Il s'agit du Comité d'experts africains sur les droits et le bien-être de l'enfant. C'est un organe chargé de contrôler le respect par les Etats des obligations contenues dans la charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant. A l'instar de la commission, il n'a aucun pouvoir répressif susceptible de dissuader la violation de l'interdiction de la torture à l'égard des enfants. Cette institution créée en 2002 conformément à l'article 32 de la charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant fonctionne simplement suivant deux mécanismes : la procédure des rapports des Etats parties et celle des recours individuels.

S'agissant de la première, le Bénin à l'instar des quarante autres pays qui ont ratifié le traité<sup>538</sup>, doit soumettre un rapport au Comité tous les trois ans. Ce rapport contient les efforts engagés par l'Etat partie pour faire jouir le droit d'être à l'abri de la torture et tous les autres contenus dans la charte aux enfants.

S'agissant de la procédure de recours individuels, toute personne physique ou ONG peut introduire un recours auprès du Comité des experts africains sur toute question réglée par la Charte. Les organisations non gouvernementales qui peuvent introduire un tel recours sont celles qui sont régulièrement reconnues par le Bénin<sup>539</sup>. Les organisations non gouvernementales et autres associations reconnues par l'Union africaine ou par les Nations unies sont aussi autorisées à introduire de recours individuels auprès du Comité des experts africains<sup>540</sup>.

## **Section 2 : Les limites au pouvoir répressif de la Cour africaine de justice et des droits de l'homme**

147. Il est acquis aujourd'hui que l'avènement de la Cour africaine de justice et des droits de l'homme est une évolution dans la lutte contre la torture et la protection des droits humains, de façon générale sur le continent. Mais à l'analyse, on se rend compte cependant que cette juridiction n'est qu'un géant au pied d'argile (§ 1) du fait de l'effet inconsistant que représentent ses actions sur la lutte contre la torture (§ 2).

---

<sup>537</sup> Jean-François FLAUS : L'application nationale de la charte africaine des droits de l'homme et des peuples, Bruylant, Bruxelles, 2004, p. 227.

<sup>538</sup> C'est le tableau de ratification à la date de juillet 2015 ; 9 pays ont signé la charte mais ne l'ont pas encore ratifié et 4 n'ont ni signé ni ratifié.

<sup>539</sup> Il s'agit des ONG et autres associations inscrites au ministère de l'intérieur de la sécurité publique et des cultes conformément à la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 (incorporé en droit béninois) sur les associations.

<sup>540</sup> Art. 44 de la charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (1990/1999).

## **§ 1 : La juridiction extra nationale répressive : un géant au pied d'argile ?**

148. Les enquêtes de police criminelle font partie intégrante du système répressif, sinon constituent le pivot même d'une justice pénale effective<sup>541</sup>. Une enquête de police faible ou défaillante implique une justice pénale inefficace ou défaillante. Et si l'enquête de police est inexistante, la justice répressive est aussi inexistante ou n'existera que de nom.

En effet, la répression est caractérisée par l'usage de la force publique<sup>542</sup>. Celle-ci se manifeste essentiellement à travers la police judiciaire qui malheureusement fait défaut au niveau de la répression internationale (A). Le recours aux autorités judiciaires nationales devient ainsi obligatoire. Une situation qui conditionne l'effectivité de la répression extra nationale au bon vouloir des Etats (B).

### ***A. Absence de police judiciaire internationale au service de la justice pénale internationale***

149. Une enquête criminelle est le processus par lequel l'auteur effectif ou potentiel d'une infraction est identifié grâce à la collecte d'informations factuelles (ou d'éléments de preuve), bien que ce processus puisse également consister à déterminer simplement si une infraction ait été commise<sup>543</sup>.

La manifestation de la souveraineté des Etats, n'est pas en réalité favorable à l'accès facile aux juridictions internationales.<sup>544</sup> Vittorio Emanuele Orlando, un grand juriste italien du début du XXe siècle<sup>545</sup>, disait, en reprenant la célèbre phrase de Descartes, et parlant de l'Etat : « je commande donc j'existe<sup>546</sup> ». Si le juge international n'a pas le pouvoir de « commander » donc il n'existe pas. Il n'a pas de police judiciaire à sa disposition<sup>547</sup>. Il est dépourvu de pouvoir de contrainte, lequel demeure entre les mains des Etats souverains<sup>548</sup>.

C'est la police judiciaire qui est le bras armé de la justice répressive. Elle en constitue l'élément substantiel. Aussi, se demande-t-on si la Cour africaine de justice et des droits de l'homme peut être vraiment qualifiée de justice répressive alors même qu'elle est sans police judiciaire.

La question mérite d'être posée. En effet, la justice répressive est composée des juges correctionnels, les magistrats du parquet et de la police judiciaire. La police judiciaire est chargée de constater les infractions à la loi pénale, d'en rassembler les preuves et d'en rechercher les

<sup>541</sup> Enquêtes criminelles, Document Nations unies : Office contre la drogue et le crime ; Centre international de Vienne, février 2008.

<sup>542</sup> Jean PRADEL, Droit pénal, tome 1 : Introduction générale, Droit pénal général, 11<sup>e</sup> édition, Cujas, Paris, 1997, p. 361.

<sup>543</sup> Enquêtes criminelles, document Nations unies : Office contre la drogue et le crime ; op. cit.

<sup>544</sup> Antonio CASSESE, Y a-t-il un conflit insurmontable entre souveraineté des Etats et justice pénale internationale ?, in : Crimes internationaux et juridictions internationales par A. CASSESE et M. DELMAS-MARTY (sous la direction), Puf, Paris, 2002, p. 16.

<sup>545</sup> Il fut aussi homme politique, premier ministre ; il devint fameux, entre autres, pour avoir claqué la porte, plein de colère, à la Conférence de paix de Versailles en 1919, car les demandes de l'Italie n'avaient pas trouvé un accueil favorable.

<sup>546</sup> Jubeo ergo sum.

<sup>547</sup> Antonio CASSESE, Y a-t-il un conflit insurmontable entre souveraineté des Etats et justice pénale internationale ?, in : Crimes internationaux et juridictions internationales, loc. cit., p. 17.

<sup>548</sup> Ibid.

auteurs<sup>549</sup>. Dans beaucoup de pays africains de tradition civiliste comme le Bénin, le processus commence par l'enquête préliminaire exécutée par les officiers de police judiciaire, avec l'aide éventuelle des agents supérieurs de police judiciaire<sup>550</sup>. Ensuite, le parquet est officiellement saisi par le procès verbal d'enquête préliminaire. Enfin, un juge correctionnel est saisi<sup>551</sup>. Ainsi, dans le processus répressif, la police judiciaire constitue le premier élément, l'élément initiateur. Sans cet élément, aucune répression ne peut être entreprise. Dans le cas de la cour africaine de justice et des droits de l'homme, cet élément essentiel n'existe pas, du moins en propre à la Cour. La Cour fait cependant usage de la force publique. Cette force publique lui est prêtée par les Etats parties. Et c'est justement là où se situe le doute sur l'efficacité de la répression de la juridiction régionale africaine. Puisque cet élément constitue le pivot même de la répression, on peut en déduire que la Cour emprunte la répression aux Etats parties au protocole. Si le prêteur refuse de prêter, l'emprunteur ne peut rien exiger. En l'espèce si les Etats parties refusent de prêter la police judiciaire à la Cour, celle-ci ne peut rien exiger, elle ne peut que sursoir à la répression ou l'abandonner carrément<sup>552</sup>. Concrètement les organes de la Cour prennent l'initiative des poursuites mais attendent « le feu vert » des Etats parties. Dans ces conditions, on ne peut pas affirmer avec aisance que la cour africaine de justice et des droits de l'homme est une juridiction répressive. Même si on soutient qu'elle l'est, son pouvoir répressif n'est pas autonome, elle est dépendante de la volonté des gouvernants de ses Etats membres. La force répressive du juge pénal continental dépend du bon vouloir de ceux-là même qui sont souvent justiciables devant lui : les responsables politiques des pays membres<sup>553</sup>.

En tout état de cause, la répression de la violation du droit d'être à l'abri de la torture par la juridiction africaine n'a pas encore comblé les attentes. La juridiction extra nationale bute toujours contre le mur de la souveraineté des Etats dans toutes les initiatives dans le processus répressif<sup>554</sup>. On peut citer par exemple le cas de la remise d'un individu à la cour par un Etat. Elle peut soutenir, de toutes les manières à l'Etat que la remise d'un de ses nationaux n'est pas contraire à sa constitution nationale et découle en tout cas de ses obligations internationales. Mais si l'Etat s'y oppose, l'individu reste sous son autorité, et la juridiction internationale n'a aucune arme efficace à sa disposition pour contraindre l'Etat à livrer le suspect<sup>555</sup>. Un autre exemple concerne l'annulation des lois internes par une juridiction internationale. Si l'Etat incriminé refuse de se plier à la décision du juge international et décide de continuer à considérer ses lois comme valides, la juridiction internationale ne peut que réitérer que l'Etat a violé le droit international, mais elle n'a aucun moyen de contrainte réelle<sup>556</sup>. Derrière le mur de la souveraineté, l'Etat peut mettre à néant une grande partie des mécanismes africains de protection contre la torture.

---

<sup>549</sup> Art. 14 du code de procédure pénale béninois.

<sup>550</sup> Voir les art. 14 et 17 du Code de procédure pénale béninois.

<sup>551</sup> Il peut s'agir d'un juge d'instruction ou d'un juge correctionnel des flagrants délits ou citation directe ou même de la cour d'assises.

<sup>552</sup> Les exemples sont légions (Soudan, Libye...) devant la CPI.

<sup>553</sup> Il faut rappeler que ce sont souvent ces agents politiques qui sont auteurs directs ou complices des actes de torture et autres atteintes voisines.

<sup>554</sup> Antonio CASSESE ; Y a-t-il un conflit insurmontable entre souveraineté des Etats et justice pénale internationale ?, op. cit., p. 17.

<sup>555</sup> Ibid.

<sup>556</sup> Ibid.

## ***B. Recours obligatoire aux autorités policières nationales : l'aboutissement de la répression lié à la volonté de l'Etat partie ?***

150. Pour recueillir des éléments de preuve, pour convoquer des témoins, pour effectuer des perquisitions ou des saisies, pour notifier ou exécuter des mandats (mandat de comparution et mandat d'arrêt) et pour l'exécution des peines, les juridictions internationales doivent s'adresser aux autorités nationales. Le recours aux autorités nationales pour rendre effective la répression de la torture est indispensable pour les juridictions pénales internationales<sup>557</sup>. Par exemple, aucune prison internationale n'a été construite pour exécuter les peines prononcées. La juridiction internationale répressive est contrainte de collaborer avec l'Etat partie, ce qui n'est pas sans poser de sérieuses difficultés.<sup>558</sup> Dans le cas de la cour africaine de justice et des droits de l'homme, l'aboutissement de la répression est conditionné par la bonne volonté des autorités de l'Etat concerné et partie au protocole instituant la cour et la collaboration de sa police judiciaire.

Le recours aux autorités nationales place la Cour dans une position de dépendance par rapport aux Etats parties. Cette position de dépendance rend les Etats parties maîtres de la répression internationale qu'effectue la juridiction permanente africaine. S'ils ne sont pas d'accord, s'ils ne veulent pas de la répression, elle ne se fera pas. Pire encore, ce sont eux qui choisissent ceux qui peuvent être poursuivis. La Cour n'ayant pas l'autonomie dans la répression, elle est plutôt l'œuvre des Etats parties. Aucune décision de la CAJDH ne peut s'imposer aux parties au procès, à l'intérieur d'un Etat partie sans l'aval des Etats parties réunis au sein de la Conférence des chefs d'Etat<sup>559</sup>. Dans ce cas la répression peut devenir sélective et s'apparenter à une simple vengeance.

Le recours aux autorités nationales, dans leur mission répressive, par les juges africains restreint nécessairement l'autonomie de ces autorités juridictionnelles internationales. L'Etat dont les populations ont été victimes des violations détient une grande partie du levier de la répression. Les juges n'ont que la petite portion congrue, celle qui consiste à donner l'issue de la répression (condamnation, acquittement ou non-lieu). La partie du levier répressif aux mains de l'Etat ou des Etats touchés par la violation de l'interdiction de la torture est plus importante. Il s'agit du pouvoir presque discrétionnaire de l'opportunité des poursuites. Puisque ce sont eux qui décident de livrer ou non les suspects, la juridiction internationale n'ayant aucun pouvoir de les y contraindre. Comme on pouvait s'y attendre l'exercice de ce pouvoir par les pays ne se fait pas au hasard. Le caractère discrétionnaire se rapporte soit aux circonstances du moment soit à la situation internationale.

Les circonstances du moment conditionnent parfois le déclenchement des poursuites devant les juridictions répressives africaines en ce que la recherche de la paix et de la sécurité constitue presque toujours la mission principale des gouvernements qui ont succédé aux violations des droits humains. Après les massacres qui ont dévasté le pays, le seul réflexe des nouvelles autorités est de restaurer la sécurité et de légitimer leur pouvoir. Elles ont donc pour mission de restaurer la paix et la sécurité nationale. Pour ce faire, tous les actes doivent être analysés avec minutie avant d'être posés. La poursuite de certaines personnes, du fait même de leur position sociale ou politique dans le pays, peut remettre en cause la paix qui est encore précaire. C'est

---

<sup>557</sup> Art. 103 et 104 du statut de la CPI et art. 26 du statut du TPIR.

<sup>558</sup> Damien SCALIA : « Légalité et égalité de l'exécution des peines en droit international pénal : un clair obscur contrasté », in : Revue de Science criminelle et de droit pénal comparé, N° 4, octobre/décembre 2011, Dalloz, p. 761.

<sup>559</sup> L'exécution des décisions de la cour dépend du bon vouloir des Etats parties à travers la Conférence des chefs d'Etats ; cette fameuse institution de l'Union africaine dont la prépondérance anéantit pratiquement les autres institutions de l'Union, cf. art. 46 du statut de la cour africaine de justice et des droits de l'homme.

pourquoi la poursuite se fait au tri. Certains auteurs présumés, généralement les plus nombreux et les plus dangereux, sont ainsi laissés, exprès, impunis.

151. La communauté internationale, à travers le Conseil de sécurité des Nations-Unies, exige souvent la poursuite de certains auteurs présumés des violations de l'interdiction de la torture. Cette volonté de la communauté internationale est transmise à l'Etat sur le territoire duquel se trouve le suspect. Celui-ci transforme cette volonté de la communauté internationale en acte concret en favorisant la poursuite et l'arrestation du suspect<sup>560</sup>. Cependant pour des raisons qu'on peut facilement imaginer, c'est-à-dire celles liées notamment à la recherche de la paix, certains auteurs présumés ne sont pas dénoncés par la communauté internationale. Ces auteurs présumés échappent donc à la poursuite. Les victimes de ces tortionnaires présumés n'ont pas le pouvoir de déclencher les poursuites devant les juridictions internationales. Elles ne font que placer leur espoir de justice sur la communauté internationale qui malheureusement ne peut initier les poursuites qu'à l'encontre de quelques-uns seulement des suspects. En tout état de cause, le droit international pénal, tel qu'il est appliqué ne semble pas respecter entièrement les normes internationalement reconnues en la matière.<sup>561</sup> La conséquence est que le rôle de la cour africaine de justice et des droits de l'homme sur la protection contre la torture n'est pas bien consistant.

## **§ 2 : Faible impact du juge africain sur la lutte contre la torture**

152. Cette faiblesse de la Cour africaine semble découler aussi en partie de la solidarité entre les chefs d'Etat et de gouvernement des Etats parties au protocole créant cette institution juridictionnelle<sup>562</sup>.

En effet, la solidarité légendaire qui caractérise certains Etats constitue une faiblesse de la répression africaine de l'interdiction de la torture. Ainsi, pour éviter d'avoir une crise diplomatique avec les gouvernants d'un pays dont un ressortissant privilégié doit être poursuivi devant la juridiction africaine des droits de l'homme, l'Etat qui a la possibilité d'aider à l'arrestation du suspect ne collabore pas comme il faut<sup>563</sup>. Le principe de la souveraineté étatique est mis en œuvre soit pour empêcher la poursuite ou pour amoindrir l'effet répressif des sanctions prononcées (A) soit pour rendre carrément impossible la constitution des éléments de preuves (B).

### **A. L'effet répressif limité des décisions**

153. Dans sa pratique d'affirmation de souveraineté, l'Etat partie transforme parfois les arrêts rendus par les juridictions régionales des droits de l'homme en de simples résolutions (1), s'il ne décide pas souverainement de la suite à donner aux arrêts de condamnation (2).

---

<sup>560</sup> C'est le cas par exemple de l'ancien vice-président congolais et chef de guerre, Jean-Pierre BEMBA, à qui il était reproché d'avoir recouru à la torture massive (ses soldats) en Centre Afrique lors du soutien militaire qu'il avait apporté à son ami, le président Ange Félix PATASSE pendant la guerre civile qui déchirait ce pays. A noter qu'il vient d'être acquitté de toutes les charges par la ch. d'appel de la CPI.

<sup>561</sup> Damien SCALIA : « L'égalité et légalité de l'exécution des peines en droit international pénal : un clair obscur contrasté », in : Revue de Science criminelle et de droit pénal comparé, N° 4, octobre/décembre 2011, loc. cit.

<sup>562</sup> BA ABDOUL et autres : L'Organisation de l'Unité africaine : de la charte d'Addis-Abeba à la convention africaine des droits de l'homme et des peuples, Silex, Paris, 1984, p. 326.

<sup>563</sup> ERES : La justice pénale internationale : Perspectives historiques et contemporaines, Toulouse, 1996, p. 259.

## **1. Des décisions sous forme de simples recommandations**

- 154.** Les arrêts de la Cour africaine de justice et des droits de l'homme et les autres juridictions africaines ont, en principe, force exécutoire sur le territoire de l'Etat partie<sup>564</sup>. Leurs décisions s'imposent donc au Bénin. Mais force est de constater que, contre toute attente, elles sont considérées souvent comme de simples recommandations et sont traitées comme telles.

L'engagement d'exécuter les arrêts de la Cour africaine de justice et des droits de l'homme, par exemple, est pris sur une base volontaire<sup>565</sup>. Aucune mesure de contrainte concrète n'est prévue pour assurer leur exécution<sup>566</sup>. C'est plutôt la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine qui est conviée pour suivre et sanctionner la non exécution<sup>567</sup>. Ce suivi des décisions d'une structure judiciaire confié à une autre structure non judiciaire et dépourvue de tout pouvoir de contrainte sort de la sphère judiciaire pour entrer dans le domaine politique, contrairement à d'autres systèmes où c'est la Cour elle-même qui est chargée du suivi de ses arrêts. Cette attribution pose quelques problèmes. En effet, le Conseil exécutif est composé de l'ensemble des ministres des Affaires étrangères des Etats membres de l'UA, y compris les Etats condamnés par la Cour. Ainsi, cette attribution du conseil exécutif conduit à confier la responsabilité du suivi de l'exécution des arrêts de l'instance judiciaire régionale à «l'accusé». Autrement dit, l'exécution de la peine est laissée au bon vouloir de l'Etat reconnu responsable de la violation, c'est-à-dire la personne qui est condamnée par la Cour. La situation est d'autant plus préoccupante qu'aucune précision n'est donnée quant au type de sanction que pourrait prendre le Conseil exécutif à l'égard des Etats qui refuseraient de mettre en œuvre les décisions de la Cour<sup>568</sup>. La solution à ce problème consisterait simplement en la création d'un organe spécialisé chargé du suivi des décisions de la cour si tant est que celle-ci même ne peut pas assurer l'exécution de ses propres arrêts.

## **2. L'aboutissement des décisions laissé à la discrétion des autorités nationales**

- 155.** Les initiatives ne manquent pas devant les juridictions internationales. La cour interaméricaine des droits de l'homme a décidé, dans un arrêt<sup>569</sup>, que deux lois du Pérou qui accordaient l'amnistie pour des crimes de torture étaient contraires aux dispositions de protection contre la torture contenues dans la convention interaméricaine des droits de l'homme. La cour a alors annulé ces lois et a ordonné au Pérou d'engager des poursuites contre les personnes accusées des crimes en question<sup>570</sup>. Dans le même ordre d'idée, le TPI pour l'ex-Yougoslavie a décidé, en 1999, que l'interdiction de la torture étant devenue une règle impérative de droit international, c'est-à-dire une règle de *jus cogens*, il en découle, entre autres, que des Etats ne peuvent pas édicter des lois d'amnistie portant sur la torture<sup>571</sup>. Si malgré toutes ces initiatives du juge international, les autorités nationales ne sont pas favorables, ces décisions sont souvent sans effet.

Un Etat peut, en effet, refuser d'appliquer les arrêts de condamnation si l'exécution doit avoir lieu sur son territoire. Il s'agit généralement de l'exécution des peines privatives de liberté après

---

<sup>564</sup> Voir art. 46 et 45 du statut de la Cour africaine de justice et des droits de l'homme.

<sup>565</sup> Art. 46 du statut de la cour.

<sup>566</sup> Guide pratique sur la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples ; 2010, p. 128.

<sup>567</sup> Art. 46 par. 4 et 5 du statut de la cour.

<sup>568</sup> Guide pratique sur la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples ; loc. cit.

<sup>569</sup> Voir Cour interaméricaine des droits de l'homme, arrêt du 11 mars 2001, [www.oas.org](http://www.oas.org).

<sup>570</sup> Antonio CASSESE, Y a-t-il un conflit insurmontable entre souveraineté des Etats et justice pénale internationale ?, op. cit., p. 17.

<sup>571</sup> Arrêt Furundzija, 1999.

condamnation. Si l'Etat sollicité refuse d'appliquer la peine alors aucun effet significatif ne peut être attendu de ces condamnations, puisque la juridiction régionale n'est pas en mesure de l'y contraindre.

## **B. Des difficultés avérées**

156. De façon générale, rassembler des éléments de preuve n'est pas toujours facile à l'occasion d'un procès de violation de l'interdiction de la torture<sup>572</sup> (1). S'il s'agit de la torture pénitentiaire, la preuve devient plus malaisée voire impossible à rapporter<sup>573</sup> (2).

### **1. Déroulement du procès défavorable à la constitution des preuves**

157. En principe, le procès devant les juridictions africaines des droits de l'homme se fait loin des lieux de commission des infractions. Il faut nécessairement recourir aux autorités nationales pour reconstituer les faits de l'infraction à réprimer. Ainsi, si ces autorités béninoises n'ont pas la volonté de punir l'auteur présumé, elles ne feront pas diligence pour aider à la reconstitution des faits. Concrètement, ce sont les autorités nationales du lieu de commission des infractions contenues dans l'interdiction de la torture qui choisissent les personnes à punir. Même devant les juridictions africaines, les autorités béninoises peuvent toujours influencer le procès. Il faut qu'elles acceptent et coopèrent volontiers en facilitant la recherche des éléments de preuve. Il en est ainsi parce que la preuve en matière pénale est fondamentale. Sans preuve aucune répression n'est possible. L'autorité qui détient la preuve de l'infraction et peut la rapporter est celle qui est la vraie autorité répressive. Elle a toutes les possibilités à sa disposition pour punir ou pour laisser les auteurs présumés impunis. Dans le cas d'espèce, les juridictions africaines des droits de l'homme sont soumises à la volonté des gouvernants béninois sur le territoire duquel la violation est enregistrée.

Il faut dire que la preuve en cas de violation du droit d'être à l'abri de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants est malaisée à rapporter toutes les fois que la protection de ce droit est sollicitée. Même les juridictions internationales, surtout elles, n'ont généralement pas d'autres moyens que les allégations des présumées victimes. Si celles-ci n'ont pas pu étayer de façon convaincante leurs allégations, le juge se voit souvent dans l'obligation de refuser purement et simplement la protection sollicitée. C'est le cas dans l'affaire A. M. et autres contre la Suède où, devant la Cour européenne des droits de l'homme une famille russe de quatre personnes (un couple marié et leur deux enfants mineurs) évoque contre la Suède l'interdiction de refouler vers la Russie où cette famille encourait, selon leurs allégations, le risque de subir la violation de leur droit d'être à l'abri de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. La Cour décide que :

*« Il n'a pas été établi qu'il existait des motifs sérieux de croire que les requérants seraient exposés à un risque réel de persécution ou de traitement contraire à l'article 3 de la Convention s'ils étaient expulsés en Russie. Tout d'abord, un doute subsiste quant à la véracité de leurs allégations, notamment en ce qui concerne d'une part le manquement allégué des autorités militaires à enquêter sur les faits de trafic d'armes rapportés par le premier requérant et d'autre*

<sup>572</sup> Thomas BUERGENTHAL et Alexandre KISS : La protection internationale des droits de l'homme, Précis, éd. N.P. Engel, Strasbourg, 1991, p. 125.

<sup>573</sup> Cour constitutionnelle du Bénin DCC 99-11 du 04 février 1999, voir aussi Gilles BADET, « Note sous cour constitutionnelle du Bénin, DCC 99-11 du 04 février 1999 », ABJC, Revue de contentieux constitutionnel, I-2013, pp. 527-538.

*part l'authenticité et l'effet des convocations qu'il aurait reçues. Même dans l'hypothèse où elles seraient réelles, ces convocations n'indiquent pas que l'intéressé soit recherché par les autorités russes*<sup>574</sup> ».

Mais la Cour européenne des droits de l'homme devient, dans certaines situations, comme les détentions de personnes, très souple sur les preuves que présente la victime<sup>575</sup>. Elle renverse parfois la charge de la preuve pour la mettre sur l'Etat partie<sup>576</sup>. Si celui-ci ne rapporte pas la preuve contraire aux allégations de la victime, la Haute juridiction européenne peut tirer des conclusions qui lui seront défavorables<sup>577</sup>, une position qu'elle justifie par le fait qu'une personne placée en garde-à-vue est en situation de vulnérabilité que l'Etat partie a le devoir de protéger<sup>578</sup>.

## **2. Le cas particulier des mauvais traitements dans les lieux de détention**

- 158.** La preuve de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants commis dans les prisons civiles, dans les maisons d'arrêt et dans les cellules des commissariats et des brigades de gendarmerie ou autres lieux de détention est souvent difficile voire impossible à rapporter<sup>579</sup>. Même avec une bonne volonté, on n'arrive pas souvent à trouver les éléments fiables de preuve pour établir l'infraction. C'est à ce niveau que les autorités nationales de l'Etat sur le territoire duquel l'infraction est présumée avoir été commise arrivent à dissimuler, et de façon parfaite les éléments de preuve. Si la descente sur les lieux de détention n'est pas autorisée officiellement, les enquêteurs ne peuvent pas avoir accès à ces lieux considérés d'ordinaire comme sensibles. Il importe de rappeler que le Bénin n'a pas reconnu la compétence du Comité contre la torture pour qu'il (le Comité) effectue des enquêtes confidentielles, conformément aux prescriptions de la Convention, sur son territoire au sujet de violation du droit d'être à l'abri de la torture<sup>580</sup>.

En définitive, les limites du pouvoir répressif des instances chargées de réprimer la violation de l'interdiction de la torture sont essentiellement liées à la structure du droit des droits de l'homme fondée sur le caractère volontaire d'Etat souverain et peu soucieux de voir réprimer les auteurs des violations de l'interdiction de la torture. Ainsi, l'issue qui pourrait concilier le respect de la structure actuelle du droit d'être à l'abri de la torture et les exigences d'une justice pénale efficace pourrait consister à, d'une part, renforcer et d'autre part, concrétiser le fondement répressif de la violation de l'interdiction de la torture en droit positif béninois.

Il en est ainsi parce que la Convention contre la torture<sup>581</sup> contient – en des termes trop vagues – tous les principes pouvant servir à définir toutes les sept infractions contenues dans l'interdiction de la torture<sup>582</sup> si l'on associe les différents textes spécifiques, à savoir la loi n° 2011-26 du 9

---

<sup>574</sup> CEDH, A. M. et autres c. SUEDE, (N° 38813/08), Décision 16.6.2009 (Section III).

<sup>575</sup> CEDH, Rivas contre France ; 1<sup>er</sup> avril 2004, n° 59584/00.

<sup>576</sup> CEDH, Turan Cakir c. Belgique, 10 mars 2009 ; n° 44256/06, § 54.

<sup>577</sup> CEDH, El Masri, précité, § 152.

<sup>578</sup> CEDH, Salman, précité, § 99.

<sup>579</sup> Ibid.

<sup>580</sup> Art. 28 de la convention contre la torture.

<sup>581</sup> Rappelons que cet instrument découlerait de l'article 7 du pacte international relatif aux droits civils et politiques, lui-même émanant de l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ; cf. O. de SCHUTTER ; Droit matériel des droits de l'homme ; Cours de DEA, Chaire UNESCO, UAC, 2003.

<sup>582</sup> AMNESTY INTERNATIONAL : Combattre la torture. Manuel pour l'action, EFAI, Paris, 2004, p. 29.



janvier 2012 portant prévention et répression des violences faites aux femmes, la loi n° 2003-03 du 3 mars 2003 portant répression de la pratique des mutilations génitales en République du Bénin ou la loi n° 2006-04 du 10 avril 2006 portant condition de déplacement des mineurs et répression de la traite d'enfants en République du Bénin, on peut renforcer et concrétiser les différentes infractions contenues dans l'interdiction de la torture. Mais cela revient au pouvoir prétorien et requiert une intervention dynamique de leur part.

Cela pourrait répondre à l'avertissement, à peine voilé, de Mireille DELMAS-MARTY quand elle prévient que « le malaise actuel des réformes engagées en vue d'une harmonie efficace du droit pénal et droits de l'homme tient moins à l'indifférence du législateur qu'à l'accumulation de réformes ponctuelles, partielles, ajoutant toujours de nouvelles formalités, de nouvelles règles techniques qui ne s'accompagnent ni des moyens adéquats, ni d'une réflexion d'ensemble sur la cohérence du système pénal. C'est ce rapiécage, parfois même ce bégaiement législatif, qui paraît irréaliste et néfaste <sup>583</sup> ».

159. Il ne s'agit pas, en effet d'élaborer d'autres conventions internationales ou d'autres textes nationaux pour réussir la lutte contre la torture au Bénin. Les différents instruments internationaux liant le Bénin contiennent déjà les grands principes établissant de façon absolue le droit d'être à l'abri de la torture<sup>584</sup>. Il reste à utiliser ces instruments internationaux existants, surtout mieux les utiliser. Concrètement, il s'agira de traduire les traités internationaux relatifs à la torture en principes de droit pénal<sup>585</sup>. Cela permettrait de renforcer la légalité pénale telle qu'elle existe actuellement au Bénin. En effet, les instruments internationaux relatifs à l'interdiction de la torture intégrés en droit béninois montrent que l'interdiction de la torture est une réalité évidente au Bénin. Cette réalité de l'existence du droit est concrétisée par la constitution béninoise et aussi par quelques textes législatifs dont les dispositions du code pénal Bouvenet réprimant les coups et blessures volontaires.

Cette légalité renforcée pourrait servir de fondement répressif aux juridictions béninoises ou même aux instances internationales devant lesquelles le justiciable pourrait se tourner éventuellement. Cette idée semble manquer jusqu'à maintenant à la répression de la torture. Cette répression risque de s'enliser au Bénin et demeurer non effective si des stratégies pragmatiques ne sont pas mises en œuvre.

---

<sup>583</sup> Mireille DELMAS-MARTY : La phase préparatoire du procès pénal, pourquoi et comment réformer, Académie des sciences morales et politiques, séance animée par M. DELMAS-MARTY, le 25 mai 2009.

<sup>584</sup> Gilles BADET, « Note sous cour constitutionnelle du Bénin, DCC 03-088 du 28 mai 2003 », ABJC, Revue de contentieux constitutionnel, I-2013, p. 504.

<sup>585</sup> Cf. CEDH, X...et Y... c/ Pays Bas ; 26 mars 1985, où le juge européen de protection des droits humains affirme, de façon presque générale, à propos de la protection des droits humains que : « *Seule une législation criminelle peut assurer une prévention efficace, nécessaire en ce domaine ; de fait, c'est une telle législation qui régit d'ordinaire la question.* »

## **DEUXIEME PARTIE : POUR UNE EFFECTIVITE DE LA REPRESSION DE LA TORTURE AU BENIN**

160. La répression de la torture en droit béninois semble buter sur un obstacle de taille, à savoir l'inefficacité des organes répressifs face à un droit difficilement saisissable. L'inefficacité découle de la faiblesse des organes de répression, c'est-à-dire le manque de pouvoir coercitif. Un organe faible ne peut pas rendre la justice, ne peut pas imposer la justice<sup>586</sup>. Imposer la justice, c'est-à-dire, en l'espèce, le respect de l'interdiction de la torture était la mission essentielle des institutions nationales et internationales appelées à intervenir dans la lutte contre la torture. Autrement dit, et selon l'expression du philosophe RAWLS, « *la justice est leur première vertu comme la vérité est la vertu des systèmes de pensée* »<sup>587</sup>.

La répression n'est possible que si l'autorité juridictionnelle chargée de cette mission est à même de l'assurer. Ainsi, il faut non seulement que le droit à appliquer soit maîtrisé dans tous ses compartiments mais également que le juge soit en mesure de l'appliquer<sup>588</sup>.

161. D'abord, la réussite dans la répression d'une infraction nécessite que le droit applicable soit saisi dans tous ses contours. Dans le cas de l'interdiction de la torture au Bénin, le droit n'ayant pas une existence facilement accessible, on peut chercher et trouver en interprétant les différentes sources nationales et internationales qui la contiennent. C'est le rôle de l'organe chargé d'appliquer la loi. Il incombe, en effet, à celui-ci d'interpréter les textes, les compléter au besoin pour les adapter aux réalités actuelles<sup>589</sup>. Autrement dit, il revient à l'organe pénal béninois de procéder à une interprétation dynamique du fondement répressif béninois dont on dispose pour réprimer effectivement les actes de torture (**Titre 1**).

Ensuite, la réussite dans la répression dépend aussi de la disponibilité du juge. S'il ne l'est pas, si son existence est abstraite, la répression ne peut être effective. Pour que le juge existe et soit enclin à réprimer une infraction, il faut, notamment, qu'il soit saisi, d'une part, et qu'il soit capable d'imposer son autorité, d'autre part. Les justiciables doivent donc avoir un accès direct à l'autorité juridictionnelle en cas de violation de leurs droits protégés par les textes<sup>590</sup>. Ce droit d'accès direct est fondamental. Pour que le droit d'accès soit effectif, il faut que l'organe chargé de la répression soit à l'abri des obstacles susceptibles de bloquer sa saisine<sup>591</sup>. Le juge doit être aussi en mesure d'imposer son autorité, c'est-à-dire la contrainte, la substance même du droit pénal<sup>592</sup>.

162. Le droit pénal ainsi que les moyens de sa mise en œuvre, la procédure pénale, ne sauraient s'appliquer sans la contrainte légale offerte par l'autorité publique<sup>593</sup>. L'accès au droit et au juge se présente comme l'application effective des droits pour que le citoyen puisse en jouir. Il est donc légitime de se demander comment l'accès au droit et au juge qui apparaît comme une

---

<sup>586</sup> Paul TAVERNIER (sous la dir.) ; Recueil juridique des droits de l'homme en Afrique, op. cit., p. 860.

<sup>587</sup> John RAWLS : Théorie de la justice, éditions du Seuil, Paris, 1997, p. 29.

<sup>588</sup> René DEGNI-SEGUI, « L'accès à la justice et ses obstacles », in : *L'effectivité des droits fondamentaux dans les pays de la communauté francophone*, éd. Koehler, 1994, p. 256.

<sup>589</sup> O. MICHIELS ; op. cit., p. 287.

<sup>590</sup> René DEGNI-SEGUI, « L'accès à la justice et ses obstacles », in : op. cit., p. 253.

<sup>591</sup> Ibid.

<sup>592</sup> Jean LARGUIER et Anne-Marie LARGUIER, Mémentos de Droit pénal spécial, 12<sup>e</sup> éd. Dalloz, 2002, p. 3.

<sup>593</sup> Georges LEVASSEUR, Albert CHAVANNE, Jean MONTREUIL, Bernard BOULOC et Haritini MATSOPOULOU, Droit pénal général et procédure pénale, éd. Sirey, 14<sup>e</sup> édition, 2002, p. 365.

exigence de démocratie peut-elle devenir réalité dans le cas de la protection contre la torture pour rapprocher le citoyen du droit et du juge (**Titre 2**).

## **Titre premier : PROCEDER A UNE INTERPRETATION**

### **DYNAMIQUE DU FONDEMENT REPRESSIF EMBRYONNAIRE**

### **EXISTANT**

163. L'infraction se conçoit comme étant essentiellement la méconnaissance des prescriptions légales<sup>594</sup>. Elle est une situation juridique et matérielle correspondant à une incrimination abstraite, générale et impersonnelle<sup>595</sup>. L'incrimination est en fait, fondée sur un objectif que l'on vise à atteindre, une valeur qu'on cherche à protéger. Aussi, les règles qui entrent en jeu relèvent-elles, par excellence, de l'ordre public le plus impérieux<sup>596</sup>.

Les infractions contenues dans l'interdiction de la torture ne figurent pas de manière complète et exhaustive dans un seul texte. Elles sont éparpillées. Au Bénin, on peut les retrouver ainsi dans la constitution, dans les conventions internationales ratifiées, dans le code pénal et dans certains textes catégoriels. Il faut alors interpréter tous ces textes pour dégager les incriminations de chaque atteinte et lui trouver la sanction appropriée.

164. Si le droit pénal général définit la notion d'infraction, c'est en droit pénal spécial que chaque type d'infraction est défini individuellement avec précision. Plusieurs définitions sont proposées, en droit pénal général, pour la notion d'infraction. Il existe autant de définitions que d'écoles de criminologie, l'infraction étant un phénomène criminel. Parmi ces diverses définitions, on peut évoquer, ici, celle qui consiste à concevoir l'infraction comme étant une action ou une omission définie et punie par la loi pénale, imputable à son auteur et ne se justifiant pas par l'exercice d'un droit<sup>597</sup>. Mais c'est le droit pénal spécial qui fait la qualification des faits, c'est-à-dire, mettre une étiquette juridique sur un fait ou un comportement par le biais des définitions. A travers la manière dont une infraction est définie et la sévérité des sanctions, on connaît les valeurs qui sont protégées dans un temps et dans un pays donné<sup>598</sup>. Aussi, le droit pénal spécial est-il désigné comme le catalogue de comportements interdits<sup>599</sup>. C'est le droit des infractions et des incriminations<sup>600</sup>.
165. De la manière dont sont définies les infractions contenues dans l'interdiction de la torture, on peut apprécier l'importance qui est accordée à la lutte contre la torture dans l'ordonnement juridique concerné. Le droit d'être à l'abri de la torture est un droit fondamental de l'homme. Ce droit vise, à travers les infractions qu'il contient, à protéger toute personne<sup>601</sup> contre les actes de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Il s'agit de la dignité de la personne « humaine »<sup>602</sup>, ce qu'il y a de plus cher à l'être humain, ce qui le différencie

<sup>594</sup> Roger MERLE et André VITU, Traité de droit criminel, tome 1, 7<sup>e</sup> édition : Problèmes généraux de la science criminelle, Droit pénal général, Editions Cujas, Paris, 1997, pp. 503 et s.

<sup>595</sup> Ibid., p. 504.

<sup>596</sup> Michel DANTI-JUAN, le consentement et la sanction, in : La sanction du droit, Mélanges offerts à Pierre COUVROT, PUF, Paris, 2001, p. 366.

<sup>597</sup> Georges LEVASSEUR et autres, Droit pénal général et procédure pénale, 14<sup>e</sup> éd. Dalloz, Paris, 2002, p. 19.

<sup>598</sup> J. LARGUIER et Anne Marie LARGUIER ; Mémentos de Droit pénal spécial ; 12<sup>e</sup> éd. Dalloz, 2002, p. 3.

<sup>599</sup> Jean PRADEL, Droit pénal, tome 1 : Introduction générale, Droit pénal général, 11<sup>e</sup> édition, Cujas, Paris, 1997, p. 355.

<sup>600</sup> Jean PRADEL, Droit pénal, Ibid., pp. 355 et s.

<sup>601</sup> L'interdiction de la torture protège toute personne dans toutes les circonstances (prisonnier (simple ou de guerre), immigrant irrégulier objet à un refoulement ou à une expulsion, l'extradable).

<sup>602</sup> C'est vrai qu'il n'y a pas de personne animale et l'expression « personne humaine » serait redondante ; mais nous l'avons utilisée à dessein afin d'insister sur la nature particulière de la dignité que la Convention contre la torture vise à protéger.

fondamentalement des autres êtres vivants, que l'on vise à protéger à travers la protection de l'intégrité physique, morale, psychologique et psychique.

Dans la répression de la violation de ce droit, tous ces différents aspects doivent être érigés en objectifs à atteindre. Toute répression législative ou judiciaire qui restreint le droit à sa petite portion ou qui ne prend pas en compte le danger que représente la pratique de la torture sur l'individu et sur la société toute entière peut vicier le droit et le priver d'effet. Ainsi, face à l'inconsistance de la répression de la torture, l'urgence n'est pas de créer de nouvelles normes nationales ou internationales ou de créer de nouvelles juridictions internationales. Les conventions internationales contiennent déjà dans les grandes lignes tous les principes de l'interdiction de la torture. Les juridictions judiciaires béninoises ont montré leur limite face à une catégorie d'infractions qui n'ont pas pu bénéficier d'une législation pénale spécifique<sup>603</sup>. L'urgence est donc plutôt de trouver une méthode conduisant à adapter les incriminations et les sanctions d'autres infractions similaires (CBV et autres violences volontaires) tout en se fondant sur la convention contre la torture.

Pour ce faire, les organes répressifs béninois doivent s'efforcer de préciser, à travers le pouvoir prétorien, les éléments d'incrimination des atteintes contenues dans l'interdiction de la torture (**chapitre 1**), et les sanctions pénales qu'il convient de leur appliquer (**chapitre 2**).

---

<sup>603</sup> Antonio CASSESE et Mireille DELMAS-MARTY ; Juridictions nationales et crimes internationaux (sous la direction), PUF, Paris, 2002, p. 3.

## **Chapitre 1 : L'interprétation des incriminations**

166. Il importe de rappeler que le droit pénal béninois ne présente pas une compilation de définitions et d'incriminations des actes attentatoires à la dignité humaine. Il ne contient pas de définitions exhaustives de chacune des sept infractions que nous avons identifiées de l'interdiction de la torture. Toutefois, les définitions de ces infractions pourraient être tirées des conventions internationales relatives à la protection contre la torture régulièrement incorporées au droit national par la ratification. On pourrait compléter ces définitions avec certaines précisions à l'aide de la coutume internationale et la jurisprudence des juridictions internationales.

Chaque définition d'infraction doit comporter les deux éléments de toute règle coercitive de droit pénal, à savoir : l'incrimination et la sanction<sup>604</sup>.

L'incrimination des infractions constitutives de l'interdiction de la torture consisterait en une description des actes positifs et négatifs dont l'interdiction est nécessaire pour garantir le droit d'être à l'abri de la torture dans tous ses aspects.

En raison de l'état actuel du fondement répressif de la torture au Bénin, il importe que certaines conditions liées notamment à la conception de la légalité pénale soient précisées (**section 1**), en même temps que la forme que doivent emprunter les poursuites (**Section 2**).

### **Section 1 : La recherche de la légalité**

167. Les conditions de poursuite des auteurs présumés d'actes de torture au Bénin ne peuvent échapper à la légalité pénale. Selon ce principe de légalité pénale, il ne saurait avoir d'infraction ni de peine sans texte<sup>605</sup>. Or en matière de torture, la loi n'a pas défini les différentes infractions contenues dans l'interdiction de la torture au Bénin. Mais puisque le droit béninois interdit tout de même la torture et les atteintes voisines, il convient de trouver de procédés, au demeurant légaux, pour réprimer la violation du droit. Cela consiste à concilier la légalité pénale avec des textes imprécis (§ 1). Les conséquences de cette conception de la légalité auront de répercussion sur l'interprétation du droit (§ 2).

#### **§ 1- Le contenu du principe**

168. Le principe de la légalité pénale concerne l'élément légal de l'infraction. Rappelons que l'élément légal est un texte appelé texte d'incrimination, qui décrit un comportement, un acte, et prévoit une peine. Si ce texte existe à propos d'un acte donné, l'élément légal existe et, par voie de conséquence, l'infraction existe aussi et peut être punie. Sinon, il ne s'agit pas d'une infraction<sup>606</sup>. C'est le principe de la légalité, règle cardinale, clé de voûte du droit criminel<sup>607</sup>. L'élément légal est donc très important dans l'existence de l'infraction ; il est même indispensable, il est le préalable légal pour dire si les faits soumis au juge sont constitutifs de violation de l'interdiction de la torture ; et dans l'affirmative, quelle est la peine prévue<sup>608</sup>.

---

<sup>604</sup> Roger MERLE et André VITU ; op. cit., p. 503.

<sup>605</sup> Bernard BOULOC ; Droit pénal général, 22<sup>e</sup> éditions Dalloz, 2011, p. 101.

<sup>606</sup> Voir art. 111-2 et suivants du code pénal français (modification du 06 septembre 2013).

<sup>607</sup> Jean PRADEL, Droit pénal, tome 1 : Introduction générale, Droit pénal général, 11<sup>e</sup> édition, Cujas, Paris, 1997, p. 171.

<sup>608</sup> Ibid., p. 359.

C'est depuis « le siècle des Lumières » que l'exigence de la fixation dans les textes des sanctions pénales s'est établie. Beccaria<sup>609</sup> en 1764, réclamait l'abandon de ce qu'il considérait comme de l'arbitraire et la nécessité que les infractions soient définies par des textes. En France, la nécessité de ce qu'une infraction soit prévue et sanctionnée par un texte se trouvait déjà dans la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen<sup>610</sup>.

169. On donne traditionnellement deux justifications au principe de la légalité des délits et des peines. Il est, d'abord, une garantie de la liberté individuelle. Les citoyens sont plus libres d'agir s'ils connaissent la frontière entre ce qui est permis et ce qui est interdit. Cela suppose qu'un texte avertisse les individus.

Ensuite, le principe de la légalité protège aussi la société elle-même. En effet, il assure la prévention des infractions, dissuade les individus de commettre des infractions. Les individus ont besoin de craindre quelque chose dans la société pour bien se conduire. L'existence d'une loi définissant une infraction et prévoyant une peine peut exercer sur les individus une pression psychologique, les dissuadant de commettre cette infraction. La société sera protégée, au moins, par cet aspect dissuasif<sup>611</sup>.

Dans le souci de diluer la rigueur de ce principe critiqué par la doctrine positiviste, on a commencé par élaborer des textes « élastiques », c'est-à-dire, donnant des définitions plus au moins vagues de l'infraction avec des fourchettes de peines. La loi ne fixait donc plus une peine précise pour l'infraction, mais le minimum et le maximum et la nature de la peine (peine d'emprisonnement ou peine d'amende)<sup>612</sup>. Dans le cas des infractions issues de l'interdiction de la torture en droit béninois, on a une situation qui ressemble à des définitions vagues qu'on peut trouver dans les dispositions des articles 309 à 311 du code pénal Bouvenet incriminant les coups et blessures volontaires quand on les rapproche des infractions de l'interdiction de la torture. L'interprétation de ces dispositions relatives aux CBV combinée avec la convention contre la torture et la constitution, la légalité pénale contre la torture au Bénin se dégage aisément.

Il convient dès lors de se demander ce qu'on peut entendre par texte légal (B), surtout que ce principe évolue, sous l'impulsion de la jurisprudence internationale, et prend des sens qu'on ne lui connaissait pas dès son origine (A).

### **A. La signification du principe et ses conceptions récentes**

170. Le principe de la légalité des délits et des peines en droit pénal traduit que toutes les règles de droit pénal, y compris la procédure pénale, sont exprimées dans la loi. C'est le criminaliste Feuerbach qui l'avait formulé sous la forme : *Nullum crimen, nulla poena sine lege*<sup>613</sup>.

*« Une action ou une abstention, si préjudiciable soit-elle à l'ordre social ne peut être sanctionnée par le juge que lorsque le législateur l'a visée dans un texte et interdite sous la*

---

<sup>609</sup> BECCARIA, Le Traité des délits et des peines, 1764, op. cit.

<sup>610</sup> Art. 5 et 8.

<sup>611</sup> Pierrette PONCELA, « Droit de punir et pouvoirs de punir : une problématique de l'Etat », in *Archives de philosophie du droit*, tome 28 : Philosophie pénale, Editions Sirey, Paris, 1983, p. 126 ; voir aussi Mireille DELMAS-MARTY, Le flou du droit, Du code pénal aux droits de l'homme, PUF, Paris, 2004, pp. 369 et 370.

<sup>612</sup> Le législateur de certains Etats a commencé par abandonner le « système des peines fourchettes », mais cela figure toujours dans le code pénal du Bénin.

<sup>613</sup> Jean PRADEL ; Droit pénal général, 11<sup>e</sup> éditions, Cujas, 1997, p. 171.

*menace d'une peine. Elle ne constitue une infraction que si, et parce que la loi l'a prévue et punie*<sup>614</sup> ».

C'est pourquoi il est connu sous l'appellation du principe des délits et des peines.

Mais en réalité, le principe embrasse toutes les branches du droit pénal, c'est-à-dire, le droit pénal général, le droit pénal spécial et la procédure pénale. Aussi, conviendrait-il de dire plutôt : « *Nullum crimen, nulla poena, nullum iudicium sine lege*<sup>615</sup> ».

Enoncé formellement pour la première fois<sup>616</sup> dans la Déclaration française des droits de l'homme et du citoyen<sup>617</sup>, ce principe a été consacré par les différents codes pénaux successifs en France. Le Bénin l'a donc hérité lors de son accession à l'indépendance. Le code pénal Bouvenet dispose expressément que :

*« Nul contravention, nul délit, nul crime ne peuvent être punis de peines qui n'étaient pas prononcées par la loi avant qu'ils fussent commis »*<sup>618</sup>.

**171.** Aujourd'hui, comme hier, le principe demeure l'élément fondateur des infractions :

*« Puisque aussi bien sans texte légal il n'y a pas infraction, il n'est pas inexact de dire que la loi est un élément nécessaire de l'infraction, C'en est l'élément fondateur »*<sup>619</sup>.

Mais sa conception, quant à elle, évolue et prend en compte les réalités actuelles de la société. Il existe en effet dans les sociétés actuelles des contingences qui amènent le juge à avoir en face des textes qui n'ont pas pu avoir les précisions souhaitées. Puisque le juge saisi doit juger, il va alors procéder à l'interprétation pour rechercher l'existence ou non de la règle légale. Et

*« ce travail interprétatif de la norme n'est plus considéré, actuellement, comme purement « déclaratif » d'un sens préexistant, mais comme partiellement « constructif », créateur et normatif »*<sup>620</sup>.

Ce principe sera considéré comme existant dans un domaine donné (interdiction de la torture par exemple) dès lors que le juge constate que le justiciable était en mesure de savoir que sa responsabilité était engagée sous la menace des sanctions pénales s'il commettait les actes défendus<sup>621</sup>. Ainsi, on peut estimer que le principe de la légalité pénale a beaucoup évolué, sous l'effet notamment des conventions internationales de protection des droits humains<sup>622</sup>. C'est pourquoi son application doit tenir compte du fait que le législateur, surtout international, ne serait pas en mesure de réadapter régulièrement les textes aux conditions actuelles de vie. Cela est encore vrai quand il s'agit des conventions internationales qui constituent le fondement répressif de la violation de l'interdiction de la torture au Bénin. Il revient au juge de procéder à

<sup>614</sup> Bernard BOULOC, *Droit pénal général*, op. cit., p. 101.

<sup>615</sup> R. MERLE et A. VITU, cité par Jean PRADEL, loc. cit.

<sup>616</sup> L'histoire de ce principe remonterait dans les temps très anciens, au XIIe siècle, cf. Jean PRADEL, *Droit pénal général*, pp. 171 et s.

<sup>617</sup> Art. 7 et 8.

<sup>618</sup> Voir art. 4 du code pénal Bouvenet.

<sup>619</sup> Bernard BOULOC ; *Droit pénal général*, 22<sup>e</sup> éditions Dalloz, 2011, p. 101.

<sup>620</sup> I. HACHEZ, cité par Olivier MICHIELS ; *La jurisprudence de la Cour constitutionnelle en procédure pénale : le Code d'instruction criminelle remodelé par le procès équitable ?*, Limal, Anthemis, 2015, p. 21.

<sup>621</sup> CEDH ; 22 nov. 1995, S. W. c. Royaume-Uni, aff. N° 20166/92 ; Voir particulièrement § 35 de l'arrêt.

<sup>622</sup> L'interprétation de l'article 7 de la Convention européenne des droits de l'homme.



une interprétation à bon escient afin d'obtenir l'essentiel que contient le texte servant de fondement. Il procèdera alors à l'interprétation dynamique, c'est-à-dire celle qu'on a pu désigner par « *la continuité dans l'évolution de l'interprétation*<sup>623</sup> ». Cette forme d'interprétation peut amener le juge à dépasser les confins d'une séparation rigide entre son pouvoir, le judiciaire et celui du législateur. Il serait ainsi en mesure de donner corps aux garanties concédées par les textes<sup>624</sup>. Il pourrait adapter ceux-ci aux exigences actuelles de la protection de la dignité humaine<sup>625</sup>.

172. Le professeur MICHIELS rapporte que le principe de la légalité est édicté aussi bien pour le législateur que pour le juge chargé d'appliquer les textes. Ce principe trace les domaines respectifs d'action de l'un et de l'autre. Le législateur est tenu de faire des textes que le judiciaire, pour sa part doit appliquer en respectant les termes. Le seul moyen de garantir cette rigoureuse séparation des pouvoirs – et par la suite d'éviter tout risque d'arbitraire de la part des juges – est de rédiger les lois pénales de façon la plus précise et de les réadapter régulièrement. Le législateur viderait de toute substance son pouvoir s'il se bornait à poser des règles larges, ne donnant aux juges que de vagues directives, car il les obligerait ainsi, du coup, à compléter les règles applicables<sup>626</sup>. Lorsqu'on a pour mission de faire évoluer le droit, il est difficile d'éviter de porter des jugements de valeur sur la manière dont ce droit est édicté<sup>627</sup>. Les juges étant contraints de juger toutes les fois qu'ils seront saisis :

*« Le juge qui refusera de juger, sous prétexte du silence, de l'obscurité ou de l'insuffisance de la loi, pourra être poursuivi comme coupable de déni de justice<sup>628</sup> ».*

En réalité à partir du moment où le justiciable peut savoir, à partir de l'ensemble du droit positif existant, tels actes ou telles abstentions engagent sa responsabilité pénale, on peut considérer que le principe de la légalité est déjà posé et le juge peut réprimer les auteurs desdits actes ou abstentions<sup>629</sup>. Ainsi, dans le droit positif béninois, outre la constitution qui interdit clairement les actes de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants<sup>630</sup>, l'article 303 du code pénal fait référence à la torture tel que nous l'avons indiqué plus haut. Les autres législations relatives à la protection de la femme et de l'enfant incriminent peu ou prou les mauvais traitements, sans oublier les articles 309 à 311 du code pénal Bouvenet. A ces différents textes du droit positif béninois, il faut ajouter la ratification et l'incorporation de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants de même que la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, qui fait d'ailleurs partie intégrante du droit béninois<sup>631</sup>. A partir de l'interprétation de ces différents textes appuyés de la coutume internationale de protection contre la torture, les éléments constitutifs des différentes infractions peuvent être obtenus<sup>632</sup>. En effet, en matière de protection contre la torture, les garanties sont souvent libellées en termes programmatiques et ont un contenu évolutif et doit être interprétées et

<sup>623</sup> Luzius WILDHABER ; Discours prononcé à l'occasion de la cérémonie d'ouverture de l'année judiciaire, le 20 janvier 2006, in « *Dialogue entre juges, Cour européenne des droits de l'homme, Conseil de l'Europe* », Strasbourg, 2006, p. 75.

<sup>624</sup> Ibid., p. 77.

<sup>625</sup> CEDH ; GC, El Masri c. ex-République yougoslave de Macédoine, n° 39630/09 du 13 déc. 2012.

<sup>626</sup> Avis du Conseil d'Etat belge, rapporté par O. MICHIELS ; op. cit., p. 285. Voir aussi à ce propos, Jean-Claude MARIN ; « Le juge est-il toujours la bouche de la loi ? » ; Conférence-débat « Club du Châtelet », 23 nov. 2011, sans pagination.

<sup>627</sup> Luzius WILDHABER ; Discours à l'occasion de la cérémonie d'ouverture..., op. cit., p. 78.

<sup>628</sup> Règle générale posée par l'art. 4 du code civil.

<sup>629</sup> Cf. CEDH ; S. W. c/ R.U. ; 22 décembre 1995, précité, § 35.

<sup>630</sup> Art. 18 et 19 de la Constitution.

<sup>631</sup> Art. 7 de la Constitution.

<sup>632</sup> CEDH ; S. W. c/ R.U. précité, § 35.

développées par le juge, à la lumière des situations marquant l'évolution de la société<sup>633</sup>. L'œuvre du juge, en cette matière, consiste donc en un « *cheminement progressif, presque expérimental vers une solution qui s'inspire des circonstances des affaires dont la justice est saisie*<sup>634</sup> ».

Ainsi, quoique « d'ordinaire, c'est la loi qui détermine l'infraction et ses éléments constitutifs particuliers, mais quand la loi n'a pas précisé les éléments d'une infraction qu'elle a prévue, les tribunaux peuvent les dégager à sa place<sup>635</sup> ».

## **B. Le texte légal d'incrimination : les sources du droit pénal**

173. « Si le droit positif exige, dans tous les cas un texte légal qui ait prévu et puni l'acte, tous les textes instituant des incriminations ne sont pas obligatoirement des lois formelles<sup>636</sup> » (1).

Le juge peut même se servir des principes généraux du droit ou de la coutume pour éclairer les éléments constitutifs d'une infraction<sup>637</sup> (2).

### **1. Les sources écrites**

174. Il s'agit bien entendu de la loi au sens strict du terme mais aussi de la loi au sens large. En effet :

*« En plus des lois proprement dites qui émanent du pouvoir législatif, des actes du pouvoir exécutif (décrets, arrêtés) peuvent aussi prévoir, et parfois même punir, une infraction... »<sup>638</sup>.*

Il faut ajouter à ces textes les conventions internationales et autres traités liant le Bénin, qui sont aussi des sources du droit pénal<sup>639</sup>. Ainsi, en ce qui concerne la répression de la torture, les sources écrites peuvent être recherchées au triple plan : international, régional et national.

Au plan international, en dehors de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants<sup>640</sup>, on peut noter les instruments suivants sur lesquels, le juge peut se fonder pour définir certaines incriminations : le Pacte international relatif aux droits civils et politiques<sup>641</sup>, le Protocole facultatif se rapportant au pacte international relatif aux droits civils et politiques<sup>642</sup>, la Convention relative aux droits de l'enfant du 30 novembre 1989<sup>643</sup>, la Convention relative à l'esclavage du 25 septembre 1926 telle qu'amendée par le Protocole du 07

---

<sup>633</sup> WILDHABER, Luzius ; Discours prononcé à l'occasion de la cérémonie d'ouverture de l'année judiciaire, le 20 janvier 2006, op. cit.

<sup>634</sup> Ibid.

<sup>635</sup> Bernard BOULOC ; Droit pénal général, 22<sup>e</sup> éditions Dalloz, 2011, pp. 106-107.

<sup>636</sup> Ibid., p. 107.

<sup>637</sup> Jean-Claude MARIN ; « *Le juge est-il toujours la bouche de la loi ?* », in, Conférence débat « Club du Châtelet », 23 novembre 2011, sans pagination.

<sup>638</sup> Bernard BOULOC ; Droit pénal général ; op. cit., p. 107.

<sup>639</sup> Ibid.

<sup>640</sup> Ratifiée par le Bénin le 12 mars 1990.

<sup>641</sup> Idem.

<sup>642</sup> Idem.

<sup>643</sup> Ratifiée par le Bénin le 30 août 1990.

septembre 1953<sup>644</sup>, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale du 21 décembre 1965<sup>645</sup>, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes du 18 décembre 1979<sup>646</sup>, la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid du 30 novembre 1973<sup>647</sup>, la Convention N° 29 de l'OIT concernant le travail forcé du 28 juin 1930<sup>648</sup>, la Convention N° 111 de l'OIT concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession du 25 juin 1958<sup>649</sup>, la Convention de l'UNESCO concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement<sup>650</sup>, les 4 conventions de Genève, sur le Droit international humanitaire, du 12 août 1949<sup>651</sup>, le Protocole relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux du 10 juin 1977<sup>652</sup>, le Protocole relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux du 10 juin 1977<sup>653</sup>.

Au plan régional, on peut noter : la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples du 27 juin 1981<sup>654</sup>, la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant de juin 1990<sup>655</sup>.

Au plan national, on peut noter : la constitution, le code pénal Bouvenet<sup>656</sup>, la loi N° 2003-03 du 03 mars 2003 portant répression des mutilations génitales féminines en République du Bénin, la loi N° 2006-04 du 10 avril 2006 portant conditions de déplacement des mineurs et répression de la traite d'enfants en République du Bénin, la loi N° 2011-26 du 09 janvier 2012 portant prévention et répression des violences faites aux femmes.

Tous ces traités internationaux et textes nationaux lient directement ou indirectement le pouvoir judiciaire béninois et de facto, constituent le fondement que le juge peut exploiter pour définir les différentes incriminations contenues dans l'interdiction de la torture.

---

<sup>644</sup> Ratifiée par le Bénin le 12 mars 1990.

<sup>645</sup> Signée par le Bénin le 2 février 1967 mais non encore ratifiée.

<sup>646</sup> Ratifiée par le Bénin le 12 mars 1990.

<sup>647</sup> Ratifiée par le Bénin le 30 décembre 1974.

<sup>648</sup> Ratifiée par le Bénin le 12 décembre 1960.

<sup>649</sup> Ratifiée par le Bénin le 22 mai 1961.

<sup>650</sup> Le Bénin y est partie.

<sup>651</sup> Le Bénin est partie à toutes les 4 conventions.

<sup>652</sup> Le Bénin y est partie.

<sup>653</sup> Le Bénin y est partie.

<sup>654</sup> Ratifiée par le Bénin le 20 janvier 1986.

<sup>655</sup> Ratifiée par le Bénin le 27 février 1992.

<sup>656</sup> Notamment en ses dispositions 303, 309 à 313 : Art. 303 : « *Seront punis comme coupables d'assassinat tous malfaiteurs, quelle que soit leur dénomination, qui, pour l'exécution de leurs crimes, emploient des tortures ou commettent des actes de barbarie* ».

Art. 309 : « *Tout individu, qui, volontairement, aura fait des blessures ou porté des coups, ou commis toute autre violence ou voies de fait, s'il est résulté de ces sortes de violences une maladie ou une incapacité de travail personnel pendant plus de 20 jours, sera puni d'un emprisonnement de 2 ans à 5 ans, et d'une amende de 4.000f à 480.000f (...)*

*Quand les violences ci-dessus exprimées auront été suivies de mutilation, amputation ou privation de l'usage d'un membre, cécité, perte d'un œil ou autres infirmités permanentes, le coupable sera puni de la réclusion.*

*Si les coups portés ou les violences faites volontairement sans intention de donner la mort, l'ont pourtant occasionnée, le coupable sera puni de la peine des travaux forcés à temps ».*

Art. 310 : « *Lorsqu'il y aura eu préméditation ou guet-apens, la peine sera, si la mort s'en est suivie, celle des travaux forcés à perpétuité ; (...).*

## 2. Les sources non écrites

175. Une loi formelle peut renvoyer le juge, lors de son interprétation et son application, à une coutume ou à une pratique. Et ce renvoi peut être explicite ou implicite, il appartient au juge de le déterminer afin de répondre efficacement à la mission à laquelle il est sollicité<sup>657</sup>.

### a. La coutume

176. Dans la répression des violations de l'interdiction de la torture, la coutume internationale constitue le premier fondement<sup>658</sup>. Tous les grands principes de protection contre la torture y découlent. Ainsi, c'est dans la coutume internationale que les rédacteurs des conventions internationales, onusiennes, notamment, de protection contre la torture puisent les matériaux<sup>659</sup>. Et il a été jugé que certaines conventions de protection contre la torture font partie de la coutume internationale et s'imposent de facto à tous les Etats, même ceux qui n'ont pas ratifié ces conventions<sup>660</sup>. Dans ces conditions, le juge béninois peut se servir de la coutume ou d'une pratique précédente pour retenir une infraction dès lors que le citoyen était en mesure de savoir qu'un tel acte ou une telle abstention pouvait engager sa responsabilité<sup>661</sup>. La coutume servirait ainsi de base pour définir certains éléments constitutifs de l'infraction. Ainsi, la coutume peut être source du droit pénal<sup>662</sup>. Elle peut être une source « négative ». Dans ce cas, elle exclut la répression, mais elle peut être aussi une source « positive », suppléant l'absence de texte et permettant la poursuite en l'absence de texte<sup>663</sup>. Mais c'est surtout dans l'interprétation des textes que la coutume intervient très souvent et s'impose d'ailleurs, quelquefois, au juge répressif. Elle est aussi très présente en procédure pénale où on la désigne par les « usages » pour servir à interpréter certains textes servant de fondement répressif.

### b. Les principes généraux de droit

177. Une autre source, non négligeable mais non écrite, du droit pénal est les principes généraux du droit. On les définit comme étant :

*« la traduction juridique d'une exigence supérieure considérée comme préexistante à la norme juridique<sup>664</sup> ».*

Ils jouent un triple rôle : ils inspirent les règles positives, complètent celles-ci, voire les combattent ; leur méconnaissance dans une décision permet d'ailleurs la cassation de celle-ci<sup>665</sup>. Les principes généraux de droit constituent une source considérable de procédure pénale mais aussi du droit pénal de fond<sup>666</sup>.

<sup>657</sup> Bernard BOULOC ; Droit pénal général, 22<sup>e</sup> éd. Dalloz, p. 106.

<sup>658</sup> Amnesty international : Au-delà de l'Etat, le droit international et la défense des droits de l'homme, EFAI, Paris, 1985, p. 28.

<sup>659</sup> Ibid.

<sup>660</sup> Alphonse GBOSSOU ; La répression de la torture en droit international ; Mémoire de DEA, Chaire UNESCO des droits de la personne et démocratie, UAC, 2003, p. 5.

<sup>661</sup> Jean-Claude MARIN ; « *Le juge est-il toujours la bouche de la loi ?* » ; op. cit., sans pagination.

<sup>662</sup> Jean PRADEL ; Droit pénal général, 11<sup>e</sup> éd., Cujas, 1997, p. 312.

<sup>663</sup> Ibid.

<sup>664</sup> H. MOTULSKY ; cité par Jean PRADEL ; loc. cit., p. 309.

<sup>665</sup> Jean PRADEL, Ibid. p. 310.

<sup>666</sup> Ibid., pp. 310 et 311.

Le juge doit s'en servir, dans le contexte béninois, pour préciser les aspects des infractions contenues dans l'interdiction de la torture, lesquels aspects n'auraient pas pu être précisés par les dispositions réprimant les coups et blessures volontaires et autres violences volontaires, en droit béninois.

### **c. Le statut des juridictions internationales**

- 178.** Dans la dynamique de traduire la Convention contre la torture et les autres instruments internationaux pertinents en normes concrètes à l'usage de la justice, les rédacteurs des statuts des juridictions internationales ont pu créer au moins quatre grandes infractions internationales. Les acteurs judiciaires béninois peuvent partir de cet exemple pour définir les incriminations dans la pratique béninoise contre la torture.
- 179.** Le droit est certainement l'expression d'une civilisation, en tant qu'il traduit les valeurs spécifiques de chaque peuple<sup>667</sup>. Cependant qu'en matière de protection de l'être humain – qui demeure le même sur n'importe quel point de la planète – la valeur n'est plus seulement relative à un peuple déterminé mais plutôt à tous les peuples, à toute l'humanité. Ainsi, la recherche de valeurs communes à toutes les nations est une réponse réaliste pour concevoir des définitions pouvant être acceptées partout<sup>668</sup>. C'est d'ailleurs la protection de ces valeurs communes que l'on vise<sup>669</sup>. Les rédacteurs du statut de la Cour pénale internationale ont essayé d'en tenir compte. Avant cela, les statuts des tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et pour le Rwanda n'ont pas ignoré ce principe. En effet, les conventions onusiennes n'ont pas pris en compte un peuple déterminé mais tous les peuples du monde. Les principes véhiculés par ces textes internationaux peuvent s'adapter et s'adaptent d'ailleurs au peuple béninois. Le statut de Rome de la Cour pénale internationale a retenu quatre infractions internationales à savoir le génocide, le crime contre l'humanité, le crime de guerre et le crime d'agression. Elles expriment la reconnaissance de valeurs communes, universelles ou tout au moins universalisables<sup>670</sup>. De même, les rédacteurs du statut de la Cour de la Haye avaient pris en compte l'évolution de la protection des droits humains dans le monde.
- 180.** La définition des infractions pour la lutte contre la torture doit tenir compte de la civilisation actuelle de l'humanité, celle qui est introduite en droit béninois. Pour ce faire, il faut partir des grandes lignes contenues dans le statut de la Cour pénale internationale et autres juridictions internationales, les prendre comme acquis. L'expérience de ces juridictions, confrontée à certaines réalités peut servir à corriger beaucoup de choses dans la définition du droit béninois contre la torture. En effet, les juridictions internationales des droits de l'homme sont confrontées aux anomalies et autres imprécisions des définitions contenues dans des conventions internationales relatives aux droits de l'homme et ont reformulé à leur manière certaines définitions à travers leur jurisprudence<sup>671</sup>. Toutes les constructions prétoriennes sont importantes pour définir correctement les différentes infractions de l'interdiction de la torture.

---

<sup>667</sup> Guy A. KOUASSIGAN : « Quelle est ma loi ? Tradition et modernisme dans le droit privé de la famille en Afrique noire francophone », Pédone, Paris, 1974, p. 169.

<sup>668</sup> Mireille DELMAS-MARTY, Les crimes internationaux peuvent-ils contribuer au débat entre universalisme et relativisme des valeurs ?, Ibid., p. 59.

<sup>669</sup> Ibid.

<sup>670</sup> Ibid., p. 60.

<sup>671</sup> TPIY ; Aff. IT-95-17/ I-T, Furundzia, 10 décembre 1998 ; § 256 : Dans la confusion des textes qui n'ont pas pu définir avec exactitude les cas de complicité en matière de torture, le juge international de la Haye a décidé que celui qui commande les actes de torture et autres peine ou traitements cruels, inhumains ou dégradants doit être

Ensuite, il faudrait enrichir l'exemple de ces juridictions et l'étendre à toutes les infractions contenues dans l'interdiction de la torture car ces juridictions internationales ont abordé explicitement ou implicitement la plupart des aspects du droit d'être à l'abri de la torture<sup>672</sup>.

En tout état de cause, l'une des techniques les plus simples consisterait à reprendre, *in extenso*, la norme de comportement que la convention internationale incrimine en y ajoutant la sanction pénale appropriée<sup>673</sup>. Cette hypothèse n'est possible que si la norme internationale est claire et concise. On fera donc un tri dans la Convention contre la torture et les autres instruments internationaux pertinents afin d'identifier les dispositions claires et concises. Les normes qui ne sont pas claires dans les conventions doivent être précisées et adoptées. Ce sont les grands principes contenus dans ces textes onusiens qui doivent servir de base à définir les infractions dans la pratique béninoise contre la torture.

181. Dans cette entreprise, on ne doit pas négliger certaines infractions sous prétexte qu'elles appartiennent exclusivement au droit international ou au droit national. En effet, selon certains auteurs, les infractions « mineures » ne relèveraient pas du domaine international, puisqu'elles ne seraient pas entièrement réglées par les traités internationaux<sup>674</sup>. Selon cette doctrine, relèveraient du droit international pénal, uniquement les statuts des juridictions internationales, à savoir les statuts des Tribunaux militaires internationaux (TMI) de Nuremberg et de Tokyo, les statuts des tribunaux pénaux internationaux (TPI) *ad hoc* et le statut de la Cour pénale internationale (CPI)<sup>675</sup>.

Une telle conception semble ignorer que toutes les sept infractions qu'on peut retrouver dans l'interdiction de la torture proviennent toutes des conventions internationales, donc du droit international. Même les infractions qu'on qualifierait de « mineures », c'est-à-dire les infractions correctionnelles, à savoir : peine dégradante et traitement dégradant ont pour source le droit international des droits de l'homme. Ce ne sont pas des infractions créées par une législation nationale.

Mais au fait, pourquoi une classification des infractions en deux groupes : national et international ? Une telle distinction des infractions nuit en réalité à la répression. L'important est de réprimer effectivement et efficacement toutes les infractions contenues dans l'interdiction de la torture. Pour ce faire, chacune des sept infractions doit être considérée appartenant, à la fois, au droit international et au droit interne. Et toutes les juridictions, nationales comme internationales doivent être à même d'intervenir, chaque fois qu'elles sont sollicitées. Le classement des infractions en deux groupes, national et international ne permettrait pas à la justice nationale et internationale d'être concurremment sollicitée par les victimes. Cette classification ne profite

---

considéré comme auteur, et non complice, au même titre que celui qui commet directement ces actes. Le juge *ad hoc* de la Haye cite le cas par exemple de celui qui a conduit les tortionnaires au lieu de torture ou celui qui leur a apporté de la nourriture, ou encore celui qui a amené la victime sur le lieu de commission de l'infraction tout en sachant que des actes de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants auront lieu.

<sup>672</sup> Constance GREWE ; « La dignité humaine dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme » ; Intervention à la 7ème conférence-débat du Centre de droit public comparé ; Université Panthéon-Assas Paris II, 30 octobre 2014 ; Revue générale du droit, on line, 2014, numéro 18323 ([www.revuegeneraledudroit.eu/p=18323](http://www.revuegeneraledudroit.eu/p=18323)).

<sup>673</sup> Adolphe MINKOA SHE : Droits de l'homme et droit pénal au Cameroun, Economica, Paris, 1999, p. 43.

<sup>674</sup> A. HUET et R. KOERING-JOULIN, Droit pénal international, 2è édition, Puf, Paris, 2001, p. 38.

<sup>675</sup> Ontavio QUIRICO, Réflexions sur le système du droit international pénal. La responsabilité « pénal » des Etats et des autres personnes morales par rapport à celle des personnes physiques en droit international ; Thèse pour le Doctorat en droit, Université des Sciences sociales, Toulouse I, Faculté de droit, 2005, p. 21.

donc pas à la répression. A titre purement pédagogique, on peut retenir que seul l'élément matériel des infractions est défini dans le droit international, c'est-à-dire par une convention internationale<sup>676</sup>. Le reste doit se soumettre aux deux ordres juridiques, en vue d'une effectivité dans la répression. D'ailleurs, le statut de la Cour pénale internationale est allé dans ce sens. Dans le souci de faire reculer l'impunité en matière des droits de l'homme, le statut de Rome retient que les crimes relevant de la compétence de la cour relèvent aussi de la compétence des Etats<sup>677</sup>. Et c'est quand ceux-ci sont dans l'impossibilité d'assurer une répression équitable que la Cour peut être saisie. C'est la Cour pénale internationale elle-même qui détermine si l'Etat qui est aussi compétent pour juger le même crime est dans l'impossibilité ou non d'organiser un procès équitable<sup>678</sup>. Si elle estime que les garanties d'un procès équitable reconnues par le droit international ne sont pas réunies, elle éclipse d'office l'Etat concurremment compétent<sup>679</sup>.

En tout état de cause, les infractions relevant de la compétence de la Cour pénale internationale relèvent aussi de la compétence de l'Etat partie concerné par les faits de la cause. Ce qui semble contrarier les auteurs qui pensent qu'il faut distinguer les crimes internationaux relevant exclusivement de la compétence des juridictions internationales des infractions mineures relevant, elles, de la compétence des juridictions nationales.

#### **d. L'exemple de définition des infractions contenues dans le statut des juridictions internationales doit être enrichi**

182. L'exemple du statut de la Cour pénale internationale peut aider à appréhender les grandes lignes des incriminations de chacune des sept infractions contenues dans l'interdiction de la torture. Puisque nous sommes en quête de l'ébauche d'un droit conforme aux conventions internationales des Nations unies, donc fondé sur l'universalisme<sup>680</sup> et placé d'emblée sur le plan normatif<sup>681</sup>. Le droit béninois contre la torture ne doit pas s'enfermer dans les principes nationaux de protection contre la torture. Ces principes béninois doivent être confrontés avec ceux qu'on peut retrouver dans les grands textes internationaux tels que la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, qui consacre des valeurs communes, en particulier, l'égalité dignité de tous les êtres humains, quelles que soient sa culture, sa race, sa nation<sup>682</sup>.

Il s'agit concrètement de rechercher une combinaison des deux systèmes (national et international). La complémentarité des deux étant déjà affirmée par l'article 1<sup>er</sup> du statut de la Cour pénale internationale qui dégage que :

*« Elle (la Cour) est complémentaire des juridictions pénales nationales<sup>683</sup> » et « qu'il est du devoir de chaque Etat de soumettre à sa juridiction criminelle les responsables de crimes internationaux »<sup>684</sup>.*

<sup>676</sup> Voir T. MERON, The internationalization of criminal law- Remarks, in Proc, A.S.I.L., p. 298.

<sup>677</sup> Art. 19, 2-b du statut de Rome.

<sup>678</sup> A. TINE ; La Cour pénale internationale : l'Afrique face au défi de l'impunité, édition Raddho, Dakar, 2000, p. 102.

<sup>679</sup> Voir art. 17 du statut de la CPI.

<sup>680</sup> L'interdiction de la torture, en tant que coutume universelle, est un droit universel et devrait s'imposer sur toute la terre.

<sup>681</sup> Mireille DELMAS-MARTY, Les crimes internationaux peuvent-ils contribuer au débat entre universalisme et relativisme des valeurs ?, in Crimes internationaux et juridictions internationales, op. cit., p. 60.

<sup>682</sup> Ibid.

<sup>683</sup> Voir Préambule, avant dernier paragraphe et art. 1<sup>er</sup> du statut de Rome du 17 juillet 1998.

<sup>684</sup> Voir Préambule du même statut, § 6.

En tout état de cause, « *tous les peuples sont unis par des liens étroits et que leur culture forment un patrimoine commun...* »<sup>685</sup>.

Le statut de la Cour pénale internationale ayant consacré le caractère universel de la dignité humaine<sup>686</sup>, la protection de celle-ci au Bénin peut tirer une partie de sa source du statut de Rome. D'ailleurs, aux termes des dispositions des articles 6, 7 et 8 dudit statut, la violation de l'interdiction de la torture et des mauvais traitements fait partie intégrante des infractions relevant de la compétence de la Cour pénale internationale.

Ainsi, « *l'atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres de groupe* »<sup>687</sup> est un élément constitutif du crime de génocide relevant de la compétence de la Cour. Il en est de même de « *torture* »<sup>688</sup>, « *la torture ou les traitements inhumains, y compris les expériences biologiques* »<sup>689</sup> qui sont les éléments constitutifs respectifs du crime contre l'humanité et du crime de guerre, deux infractions relevant aussi de la compétence de la juridiction pénale internationale permanente<sup>690</sup>.

183. Il faut rappeler qu'en droit pénal spécial, la description de l'acte matériel de l'infraction vise à éviter les abus et les erreurs d'appréciation<sup>691</sup>. Et l'acte matériel doit être accompli objectivement pour que l'infraction soit constituée<sup>692</sup>. Le premier problème consiste dès lors à déterminer à quel moment l'acte de l'élément matériel est considéré comme objectivement accompli. En effet, l'individu qui veut commettre une infraction franchit plusieurs étapes qu'on appelle les chemins du crime. Dans la réalisation de l'élément matériel de l'infraction, il faut distinguer l'infraction consommée de la tentative punissable.

#### - L'infraction consommée

184. L'infraction consommée est la réalisation intégrale de l'acte incriminé. À cet égard, Il faut distinguer les infractions d'action des infractions d'omission, les infractions instantanées des infractions continues, les infractions simples des infractions complexes et enfin, les infractions matérielles des infractions formelles.

Les infractions de commission, encore appelées infractions d'action, sont des infractions dont l'accomplissement nécessite un acte positif que la loi interdit. Tel est le cas de la torture, des peines et traitements cruels, inhumains ou dégradants. Les infractions d'omission, encore appelées infractions d'abstention, sont des infractions dont la consommation suppose un acte négatif, une abstention. On omet d'accomplir un acte que la loi impose. Exemple: Omission de porter secours à une personne en péril, la non-dénonciation d'un crime dont on a connaissance. Ainsi une personne qui a connaissance de la pratique de la torture mais ne l'a pas dénoncée afin de permettre de traduire les auteurs en justice ou de mettre fin à la commission de l'infraction

---

<sup>685</sup> Voir Préambule § 1 du statut de la CPI.

<sup>686</sup> Rappelons que la protection de la dignité humaine passe par la protection contre la torture et les mauvais traitements, CAT2, § 14.

<sup>687</sup> Art. 6, b du statut de la CPI.

<sup>688</sup> Art. 7, f du même statut.

<sup>689</sup> Art. 8, 2, a, ii du même statut.

<sup>690</sup> Art. 5 du statut : « Relèvent de la compétence de la CPI quatre infractions à savoir : crime de génocide, crime contre l'humanité, crime de guerre et crime d'agression ».

<sup>691</sup> Jean PRADEL et Michel DAUTI-JUAN: Droit pénal spécial, tome 3, éd. Cujas, Paris, 1995, p. 29.

<sup>692</sup> Jean PRADEL : Droit pénal général, tome 1 : Introduction générale, 11<sup>e</sup> éd., Cujas, Paris, 1997, p. 39.



peut être poursuivie pour non dénonciation de crime et non coupable de torture, à moins que son comportement puisse être constitutif d'un cas de complicité<sup>693</sup>.

Ainsi, la torture, la peine cruelle, le traitement cruel, la peine inhumaine, le traitement inhumain, la peine dégradante et le traitement dégradant sont des infractions de commission. Il en est ainsi parce que leur réalisation nécessite un acte positif<sup>694</sup>. Ces infractions peuvent être aussi des infractions d'omission, en ce sens qu'on peut être poursuivi si, par exemple, on omet sciemment de donner à manger à un détenu jusqu'à ce que sa santé soit dégradée<sup>695</sup> ou qu'on s'abstient de mettre de l'aération dans un lieu de détention afin de permettre aux personnes qui s'y trouvent de se sentir dignes<sup>696</sup>.

- 185.** Quant aux infractions instantanées et infractions continues, la différence se situe au niveau de la durée de l'accomplissement de l'acte matériel. L'intérêt de la distinction est notamment au niveau du point de départ de délai de prescription de l'action publique, d'une part et de la compétence de la juridiction répressive à saisir, d'autre part.

En ce qui concerne le point de départ de la prescription, il faut rappeler que le délai court du jour où l'infraction est consommée (cas de l'infraction instantanée). Si l'infraction est continue, le délai de prescription court à partir du moment où l'infraction cesse de s'accomplir<sup>697</sup>. Dans le cas des infractions de l'interdiction de la torture, elles peuvent être à la fois instantanées ou continues. En effet, un seul acte ou un seul comportement peut être constitutif d'infraction consommée. De même la torture, la peine cruelle, le traitement cruel, la peine inhumaine, le traitement inhumain, la peine dégradante ou le traitement dégradant peuvent être accomplis par de divers actes successifs et continus.

Par rapport à la compétence de la juridiction à saisir, c'est en principe le tribunal dans le ressort duquel l'infraction a été commise qui est compétent<sup>698</sup>. Ainsi, si l'infraction est instantanée, elle ne serait commise que dans le ressort d'un seul tribunal. En revanche, une infraction continue peut avoir été commise dans le ressort de plusieurs tribunaux. Les poursuites pourront alors être intentées dans tous les ressorts des tribunaux concernés. Dans le cas spécifique des infractions issues de l'interdiction de la torture qui seraient commises aussi bien au Bénin qu'à l'étranger, la détermination du tribunal compétent n'a pas beaucoup d'intérêt. La convention contre la torture ordonne, en effet à l'Etat partie d'établir la compétence de sa juridiction dès lors qu'il a connaissance que l'une au moins des infractions interdites par ladite convention a été commise, même si l'auteur présumé n'est pas son ressortissant ou que les actes n'ont pas été commis sur son territoire<sup>699</sup>. Ainsi, les tribunaux béninois demeurent théoriquement compétents quand bien même la violation du droit serait intervenue à l'étranger<sup>700</sup>.

- 186.** D'autres intérêts concernant la distinction des infractions instantanées et des infractions continues sont liés à l'application de la loi dans le temps, à l'autorité de chose jugée et à l'effet des lois d'amnistie. Mais cela ne présente guère d'intérêt dans la répression de la torture. En effet, La loi nouvelle s'appliquera à l'infraction continue qui est achevée après l'entrée en vigueur

---

<sup>693</sup> Voir art. 62 du code pénal « Bouvenet ».

<sup>694</sup> Jean PRADEL ; Droit pénal général, tome 1, op. cit., p. 626.

<sup>695</sup> CEDH : Arrêt Peers c. Grèce (requête n° 28524/95) du 19 avril 2001, série A.

<sup>696</sup> Ibid.

<sup>697</sup> Jean PRADEL: (Mélanges offerts à) : Le droit pénal à l'aube du troisième millénaire, éd. Cujas, Paris, 2006, p. 112.

<sup>698</sup> Art. 45 et 385 du Code de procédure pénale béninois.

<sup>699</sup> Art. 5 § 2 de la Convention contre la torture : Mais seulement si le suspect se trouve sur son territoire.

<sup>700</sup> Voir art. 4 de la même Convention.

de cette loi nouvelle. Il faut déterminer le moment exact de commission d'une infraction, qui n'est pas le même selon que l'infraction est continue ou instantanée. Mais en matière de répression de la torture, il n'y a pas de texte ancien ou nouveau, ce sont les mêmes principes tirés notamment de la Convention contre la torture.

- **La tentative punissable**

- 187.** A côté de l'infraction consommée, il y a la tentative punissable. En ce qui concerne les conditions de la tentative punissable, il faut distinguer deux cas: la tentative interrompue et la tentative infructueuse ou infraction manquée. La tentative interrompue suppose deux moments successifs : le commencement d'exécution et l'absence de désistement volontaire. Il faut donc que l'agent qui a commencé par commettre l'infraction soit interrompu dans son élan dangereux par des circonstances indépendantes de sa volonté.

Quant à la tentative infructueuse, on y retrouve deux aspects distincts. Il y a d'abord l'infraction manquée : il s'agit d'une infraction qui ne produit pas le résultat escompté en raison d'une maladresse de son auteur. Cette infraction est punissable comme l'infraction consommée. Il y a ensuite l'infraction impossible: c'est une infraction qui est inéluctablement vouée à l'échec. L'impossibilité du résultat de l'infraction impossible peut tenir à l'inexistence de l'objet de l'infraction ou à l'inefficacité du moyen employé. Pour que l'infraction impossible soit punissable, il faut que les conditions de la tentative punissable soient remplies : commencement d'exécution, interruption involontaire ; et enfin, il faut que l'infraction soit une infraction dont la loi punit la tentative. Un crime impossible est donc toujours punissable. Le délit impossible est punissable si le texte d'incrimination punit la tentative du délit.

En effet, en matière de tentative punissable, la tentative de crime est punissable alors que celle des délits ne l'est que si le texte d'incrimination le prévoit expressément<sup>701</sup>. Dans le cas des sept infractions de l'interdiction de la torture – la torture, la peine cruelle, le traitement cruel, la peine inhumaine et le traitement inhumain – étant des infractions criminelles, leur tentative est punissable. La peine dégradante et le traitement dégradant peuvent être considérés comme des délits du fait de leur gravité relative. Il est souhaitable que la sanction de leur tentative soit prévue afin de décourager et en même temps dissuader leur commission. Car, celui qui tente sans succès de soumettre son semblable à une peine ou au traitement dégradant est déjà dangereux pour la société.

En somme, il existe une panoplie de sources à l'aide desquelles on peut éclairer la plupart des éléments constitutifs de toutes les sept infractions contenues dans l'interdiction de la torture.

Cependant l'usage de ces sources réadaptables à la répression de la torture ne doit nullement négliger le principe « nullum crimen, nulla poena sine lege ».

## **§ 2- L'application du principe de la légalité**

- 188.** Chacun des deux pouvoirs – législatif et judiciaire – applique le principe de la légalité ; le pouvoir législatif, lors de l'élaboration du texte (A) et le pouvoir judiciaire, lors de l'application du texte (B).

---

<sup>701</sup> Art. 2 et 3 du code pénal Bouvenet.

### ***A. L'application du principe de la légalité des délits et des peines par le législateur***

189. L'application du principe de la légalité des délits et des peines par le législateur impose que les éléments d'une infraction soient définis préalablement par le législateur, tout au moins, en ce qui concerne les crimes et les délits, les contraventions pouvant être prévues par les règlements<sup>702</sup>. C'est un devoir que ce principe impose au législateur<sup>703</sup>. Le pouvoir de légiférer rencontre ainsi des exigences imposées par le droit. Dans les circonstances actuelles, ces exigences deviennent de plus en plus difficiles à assumer par le législateur. Certains textes n'arrivent pas à tout prévoir au regard de l'évolution des comportements dans la société<sup>704</sup>. Il est alors de plus en plus fréquent de voir le législateur démissionner pour diverses raisons au profit du pouvoir exécutif mais surtout au profit du pouvoir judiciaire<sup>705</sup>. En face des textes vagues, non précis, le juge peut se permettre certaines libertés, voire toutes fantaisies<sup>706</sup>. Devant de tels textes, appelés (procédés de « types ouverts », le juge pourra faire des compléments nécessaires, ce qui lui permettra d'adapter les textes aux situations actuelles, à l'évolution de la société.

### ***B. L'application du principe de la légalité par le juge***

190. Le juge est subordonné au principe de la légalité des incriminations et des sanctions. Mais les exceptions à la subordination ne sont pas moins nombreuses. En effet, il a été constaté que nombreux sont les magistrats du siège et même du parquet qui se livrent à une rébellion « prêter legem » mais également à une rébellion « contra legem »<sup>707</sup>. Ce comportement des acteurs du pouvoir judiciaire devient de plus en plus fréquent toutes les fois que le législateur a manqué à son devoir<sup>708</sup>. Ces acteurs du pouvoir judiciaire se fondent généralement sur la coutume et les principes généraux du droit pour se livrer à une véritable création prétorienne<sup>709</sup>.

#### ***1. L'effectivité de l'accès à la justice tirée de l'application du principe de la légalité par le juge***

191. Une base répressive bien détaillée des différentes atteintes contenues dans l'interdiction de la torture peut constituer une bonne adéquation des dispositions répressives aux besoins de la société<sup>710</sup>. Ceci étant, l'insécurité juridique et judiciaire relevée en matière de torture ne peut être réduite que si le juge national est remis dans son rôle principal de premier protecteur des droits de l'homme. Ceci va permettre de prendre en compte toutes les sept infractions contenues dans l'interdiction de la torture.
192. L'intervention directe et à bon escient par le juge va certainement permettre de ne négliger aucun aspect de l'interdiction de la torture. Toutes les formes de violations de l'interdiction de la torture vont être prises en compte, même les plus banales. Le juge béninois pourrait devenir ainsi un

<sup>702</sup> Bernard BOULOC ; Droit pénal général, op. cit., p. 106.

<sup>703</sup> Olivier MICHIELS ; op. cit., p. 285.

<sup>704</sup> Ibid.

<sup>705</sup> Jean PRADEL ; op. cit., pp. 176 et s.

<sup>706</sup> Ibid., p. 180.

<sup>707</sup> Jean PRADEL ; Droit pénal général, op. cit., p. 183.

<sup>708</sup> Ibid.

<sup>709</sup> Ibid., p. 310.

<sup>710</sup> Bruno LAVIELLE et Xavier LAMEYRE : Le guide des peines, Personnes physiques et morales, Prononcé, Exécution, Application, Extinction, 3<sup>e</sup> édition, Dalloz, Paris, 2005, p. XI.

instrument thérapeutique « *dans la protection de la dignité de la personne*<sup>711</sup> ». Et sa saisine deviendrait effective et fréquente.

L'application intelligente du principe de la légalité pourrait permettre de corriger beaucoup d'insuffisances contenues actuellement dans le code Bouvenet. Un texte très ancien mais qui peut être réadapté aux exigences actuelles grâce à une interprétation constructive savamment organisée. La Professeur Ann JACOBS ne dit-elle pas la même chose quand elle écrit, à l'endroit de l'acteur judiciaire belge, en préfaçant le livre du Pr. O. MICHIELS que :

*« Sur le registre réflexif, des clés d'une exceptionnelle richesse lui sont livrées pour comprendre comment un code d'instruction criminelle de 1808 peut s'adapter aux exigences actuelles et trouver une certaine cohérence (...) »<sup>712</sup> ?*

Ainsi, il appartient au juge, lors de l'application des textes, tout en suivant la volonté du législateur, d'offrir la meilleure protection possible visée par la lutte contre la torture au Bénin. L'interprétation de la légalité pénale à travers les différents textes nationaux et même internationaux liant le Bénin peut alors offrir toutes les garanties de protection contre la torture. Comme l'écrit le professeur Michiels, le principe de légalité en matière pénale ne va pas jusqu'à obliger le législateur à régler lui-même chaque aspect de l'incrimination<sup>713</sup>. S'il est indéniable que le législateur doit définir clairement les incriminations pour éviter tout risque d'arbitraire, cette condition se trouve remplie lorsque le justiciable peut savoir, à partir du libellé des dispositions pertinentes, et les interprétations faites par la Cour constitutionnelle<sup>714</sup>, quels actes et omissions engagent sa responsabilité<sup>715</sup>.

193. Au Bénin, aussi bien la Constitution couplée avec la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples<sup>716</sup> que les textes répressifs catégoriels pour la protection des femmes et des enfants, en combinaison avec les instruments internationaux ( la Convention contre la torture et les autres conventions pertinentes ratifiées par le Bénin) montrent, on ne peut plus clair, que la torture est formellement proscrite dans le droit béninois. En plus de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle, le justiciable béninois est suffisamment averti des actes qui engagent sa responsabilité pénale dans le cas de l'interdiction de la torture. Il appartient dès lors au juge pénal béninois de se classer, selon l'expression du président Luzius WILDHABER dans un «cheminement progressif, presque expérimental, vers une solution qui s'inspire des circonstances des affaires dont la justice est saisie<sup>717</sup> ». C'est à cette condition qu'il pourra donner corps aux garanties conférées par le droit d'être à l'abri de la torture au Bénin<sup>718</sup>. Il pourrait ainsi ouvrir la voie aux nombreuses victimes de torture

---

<sup>711</sup> Anne PONSEILLE, « Prise en compte de l'état de santé de la personne suspectée ou condamnée par la loi n° 2014-896 du 15 août 2014 relative à l'individualisation des peines et renforçant l'efficacité des sanctions peines », RSC 2014, p. 729.

<sup>712</sup> Ann JACOBS ; in, Préface de : Olivier MICHIELS ; La jurisprudence de la Cour constitutionnelle en procédure pénale : le Code d'instruction criminelle remodelé par le procès équitable ?; Limal, Anthemis, 2015, p. 8.

<sup>713</sup> O. MICHIELS ; op. cit., p. 286.

<sup>714</sup> Le juge constitutionnel étant le seul, à l'exclusion du juge pénal, à avoir pris des décisions en interprétant l'interdiction de la torture au Bénin.

<sup>715</sup> O. MICHIELS, rapportant la position de la Cour eur. des dr. de l'hom., Ibid.

<sup>716</sup> Rappelons que la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples est annexée à la Constitution du Bénin et fait partie intégrante du droit béninois ; ainsi en a décidé le constituant béninois ; voir § 7 et art. 7 de la Constitution.

<sup>717</sup> O. MICHIELS, rapportant les propos de Luzius WILDHABER, ancien président de la Cour eur. des dr. de l'hom. ; op. cit., p. 20.

<sup>718</sup> Ibid.

## 2. *Le renforcement de la protection contre la torture tiré de l'application efficiente du principe de la légalité des délits et des peines*

194. L'application à bon escient du principe de la légalité dans le cadre de la lutte contre la torture va permettre de réussir la lutte contre la torture et par voie de conséquence, lutter efficacement contre la violation des autres droits humains.

Il faut d'abord rappeler que la légalité pénale recherchée à travers des dispositions éparses et disséminées dans plusieurs textes législatifs et conventionnels pourrait conduire à rassembler en un seul volume toute la pratique judiciaire concernant la torture. Il peut ainsi constituer un instrument de travail facile à consulter rassemblant toutes les dispositions concernées tout en donnant une analyse rapide destinée à faciliter leur assimilation<sup>719</sup>. L'application du principe de la légalité en matière de protection contre la torture pourrait devenir une méthode de référence qu'utiliseraient tous les juristes mais aussi tous ceux qui militent en faveur de la protection du droit d'être à l'abri de la torture. Il en serait ainsi car la jurisprudence engendrée par cette méthode aura l'avantage d'être fondée et inspirée du droit national et droit international relatif à la lutte contre la torture. Cela constituerait une richesse du droit<sup>720</sup>.

L'éradication de la pratique de la torture dans le monde constitue l'un des principaux défis que l'Organisation des Nations unies s'est employée à relever quelques années seulement après sa création. Nombreuses sont donc les actions qui sont menées en vue d'atteindre cet objectif.

Toutes ces actions sont intéressantes en ce qu'elles révèlent la gangrène sociale que représentent les actes de torture. Elles montrent que ce sont des actes qui ne sont pas isolés dans de pays. Mais aussi révélatrices qu'elles soient, ces différentes actions de l'ONU n'ont pas atteint leur objectif au Bénin puisqu'elles ne semblent pas toucher la cause première du phénomène. En effet, si la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants persistent en Afrique et au Bénin, en particulier, c'est parce que les auteurs de ces actes ignobles, faciles et rapides à commettre sont assurés de ne pas être punis. Or, toutes ces actions de l'ONU n'ont fait que recommander la création des conditions d'élimination de la torture. Et le Bénin est resté passif. Mais, avec l'application effective de la légalité par la justice nationale, il est possible que tous ces obstacles vont être levés.

En ce qui concerne particulièrement les juges qui font face à plusieurs sortes de difficultés actuellement dans la répression de la violation de l'interdiction de la torture, ils n'auront plus de limites, l'interprétation efficiente de la légalité des délits et des peines devrait pouvoir conduire à éliminer la plupart de ces difficultés.

Même si on peut relativiser l'importance du juge judiciaire dans l'application de la loi pénale<sup>721</sup>, il faut plutôt souhaiter une présence renforcée du juge pénale nationale et lui accorder une gamme de possibilités dans la répression de la violation de l'interdiction de la torture. Cette répression qui doit suivre une procédure spécifique pour les besoins de cause.

<sup>719</sup> Jacques DAVID, in Avant propos de « OHADA, Traité et actes uniformes commentés et annotés », Juriscope, 2002.

<sup>720</sup> Adam S. CHILTON and Mila VERSTEEG; The Failure of Constitutional Torture Prohibitions; The Journal of Legal Studies, Vol. 44, juin 2015, p. 448.

<sup>721</sup> Bruno LAVIELLE et Xavier LAMEYRE ; op. cit., Eux critiquent « la très grande liberté accordée au juge dans le choix de la peine ».

## **Section 2 : Le processus répressif des violations de l'interdiction de la torture**

195. Les infractions de l'interdiction de la torture sont spécifiquement établies pour protéger l'intégrité physique et morale des personnes. Elles garantissent leur dignité et leur épanouissement. Ainsi ces infractions constituent par excellence les atteintes les plus graves aux droits de l'homme. Le processus répressif de ces atteintes doit viser à éradiquer l'impunité en cette matière en même temps qu'il doit servir de baromètre de protection de toute la société. C'est pourquoi, aussi bien l'action publique que l'action civile doivent être menées dans cet objectif.

### **§ 1- L'exercice de l'action publique**

196. L'action publique est l'action répressive mise en mouvement au nom de la société contre l'auteur de l'infraction et tendant à le faire condamner à une peine (ou à une mesure de sûreté)<sup>722</sup>. Elle est toujours diligentée par le Ministère public (A) mais d'autres fonctionnaires de l'Etat peuvent le faire aussi (B).

#### **A. L'exercice de l'action publique par le Ministère public**

197. *« Alors qu'en matière civile, le Ministère public intervient rarement comme partie principale, c'est toujours à ce titre qu'il est présent dans toutes les affaires répressives. Il fait rechercher et constater les infractions par les services mis à sa disposition à cette fin et qui forment la police judiciaire<sup>723</sup> ».*

Le Ministère public est donc toujours partie demanderesse dans un procès pénal et dans les informations judiciaires dans les cabinets d'instruction. Sa participation dans les affaires pénales se fait par des réquisitions. Il a aussi le droit d'exercer, au besoin des voies de recours contre les décisions judiciaires<sup>724</sup>.

L'interprétation à bon escient du droit pénal béninois, embryonnaire en matière de protection contre la torture, incombe en premier lieu aux magistrats du parquet. Si ceux-ci réussissent à adapter ce fondement répressif béninois aux exigences actuelles de protection contre la torture, à l'occasion des poursuites, la répression aura de chances d'aboutir en dépit d'absence de lois pénales spécifiques incriminant la torture.

198. Une sensibilisation ou une formation continue axée sur l'application efficiente du principe de la légalité en matière d'actes de torture au profit des magistrats du parquet s'impose. Une telle formation ou sensibilisation devra porter surtout sur les modalités de répression de ces actes. On insistera nécessairement sur l'évolution à prendre en compte dans la répression et l'interprétation de la légalité dans ces genres d'infraction. Cette sensibilisation des magistrats du parquet fera l'effet dans le développement des poursuites, la qualification pénale des faits et la prise des réquisitions adéquates.

---

<sup>722</sup> Georges LEVASSEUR et 2 autres ; Droit pénal général et procédure pénale, 2<sup>e</sup> année, 10<sup>e</sup> éd. Sirey, Paris 1991, p. 88.

<sup>723</sup> Georges LEVASSEUR et 2 autres, op. cit., p. 99.

<sup>724</sup> Ibid.

Il est à remarquer qu'au Bénin, comme ailleurs, les magistrats ne sont pas formés pour occuper un seul poste durant leur carrière. Ils peuvent être ainsi déplacés, ils peuvent quitter le siège pour le parquet et vice versa<sup>725</sup>. Aussi, cette formation et sensibilisation doivent-elles prendre en compte tous les magistrats. Un magistrat du siège aujourd'hui peut devenir magistrat du parquet demain.

### ***B. L'exercice de l'action publique par les fonctionnaires de certaines administrations***

199. Aux termes de l'article 1<sup>er</sup> alinéa 3 du code de procédure pénale : « *L'action publique pour l'application des peines est mise en mouvement et exercée par les magistrats et les fonctionnaires auxquels elle est confiée* ».

Ainsi, en vertu de cette disposition, la loi peut confier le déclenchement des poursuites à certains fonctionnaires de l'Etat, concurremment avec les magistrats du parquet. Tel est le cas des agents des eaux et forêts. Aux termes de l'article 79 de la loi N° 93-009 du 02 juillet 1993 portant régime des forêts en République du Bénin, il est prévu que :

*« Les actions et poursuites sont exercées directement par le directeur des forêts et ressources naturelles ou son représentant devant les tribunaux suivant les règles générales de compétence sans préjudice du droit qui appartient au procureur de la République devant ces tribunaux.*

*Les agents forestiers assermentés ont le droit d'exposer l'affaire devant le tribunal et sont entendus en leurs conclusions. Ils siègent à la suite du procureur et ses substituts et assistent à l'audience en uniforme et découverts ».*

Les dispositions suivantes de la même loi leur accordent le droit d'appel et l'exercice de la police judiciaire<sup>726</sup>.

Dans le cas de la répression des actes de torture, le premier responsable de la prison ou la maison d'arrêt (le régisseur ou le gardien chef) peut être habilité à exercer l'action publique à l'encontre de ses collaborateurs suspectés d'avoir commis de tels actes. L'abstention dans ce cas peut même être sanctionnée. Les chefs d'unité de police judiciaire aussi peuvent avoir ce devoir de déclencher les poursuites à l'encontre de leurs agents dès qu'on peut avoir quelque suspicion d'actes de torture ou autres peines ou traitements cruels, inhumain ou dégradants. L'effet peut être intimidant et donc dissuasif. Si c'est le chef d'unité ou le responsable de prison lui-même qui est soupçonné, toutes personnes peuvent dénoncer les faits, dans l'anonymat, au procureur de la République territorialement compétent.

Dans tous les cas, cette autorité judiciaire demeurera compétente pour lancer les poursuites à l'encontre de toutes personnes, chef d'unité ou collaborateur, toutes les fois qu'il y a suspicion de violation du droit d'être à l'abri de la torture.

---

<sup>725</sup> Art. 1<sup>er</sup> du statut de la magistrature.

<sup>726</sup> Voir spécialement les art. 80 et 81 de cette loi.

## § 2- L'action civile

200. L'action civile est l'action en dommages-intérêts introduite par la victime ou ses ayants droit afin d'obtenir de l'auteur de l'infraction ou la personne civilement responsable la réparation du préjudice subi<sup>727</sup>. L'importance de cette action n'est plus à démontrer dans le processus de répression de la torture. Si la répression de certaines infractions peut ne pas nécessairement déboucher sur l'action civile, on imagine mal une répression des violations de l'interdiction de la torture sans indemnisation au profit des victimes. Il est aisé de constater que la plupart des affaires ayant conduit à la répression de la torture dans certains pays étrangers ont été déclenchées par les victimes présumées (ou les associations et organisations non gouvernementales agissant pour le compte de ces victimes). Il convient dès lors, dans une étude consacrée à la répression de la torture, de faire une réflexion sur les possibilités pouvant conduire à indemniser effectivement les victimes (A). Dans la mesure où beaucoup d'obstacles empêchent les victimes de dénoncer les faits de torture qu'elles ont subies pour ainsi engager la procédure, une réflexion sur la dynamique des ONG qui agissent souvent au nom et pour le compte des victimes, s'impose (B).

### A. L'exercice de l'action civile par la partie civile

201. La partie civile est le plus souvent la victime de l'infraction, c'est-à-dire la personne qui a souffert directement de l'infraction. Mais une autre personne qui a souffert indirectement de l'infraction peut se porter partie civile aussi. Il en est ainsi dans le cas où la personne qui a souffert directement de l'infraction est décédée ou n'est pas en mesure d'ester en justice. Les ayants droit de cette personne peuvent, dans ce cas se porter partie civile en lieu et place de leur auteur. L'action est dirigée contre l'auteur, les coauteurs, les complices et toutes personnes ayant apporté directement ou indirectement leur concours à la commission de l'infraction. L'action civile peut être dirigée aussi contre les personnes civilement responsables. Elle peut être dirigée dans certaines conditions contre l'Etat.

Ainsi pour pouvoir se porter partie civile, il faut avoir été lésé, directement ou indirectement par l'infraction commise et que le préjudice subi (matériel ou moral) soit actuel, personnel et direct<sup>728</sup>. Tout texte visant la répression de la torture doit organiser la réparation au profit de la personne qui a subi un préjudice. Les actes de torture étant des actes qui laissent très souvent des séquelles indélébiles (physiques et psychologiques) sur leurs victimes. La Convention contre la torture a fait du traitement des victimes, une priorité. Le Comité contre la torture lui trouve même des effets préventifs dans la lutte contre la torture quand il décide:

*« Tout Etat partie garantit, dans son système juridique, à la victime d'un acte de torture, le droit d'obtenir réparation et d'être indemnisée équitablement et de manière adéquate, y compris les moyens nécessaires à sa réadaptation la plus complète possible. En cas de mort de la victime résultant d'un acte de torture, les ayants cause de celle-ci ont droit à indemnisation.*

*2. Le présent article n'exclut aucun droit à indemnisation qu'aurait la victime ou toute autre personne en vertu des lois nationales<sup>729</sup> ».*

<sup>727</sup> Georges LEVASSEUR, Albert CHAVANNE et Jean MONTREUIL ; Droit pénal général et procédure pénale ; 10<sup>e</sup> éd. Sirey, 2<sup>e</sup> année, Paris, 1991, p. 88.

<sup>728</sup> Georges LEVASSEUR et 2 autres ; op. cit., p. 103.

<sup>729</sup> Art. 14 de la Convention.



*« Le Comité souligne qu'assurer une réparation a un effet préventif et dissuasif pour ce qui est de violations futures<sup>730</sup> ».*

- 202.** Pour rendre opérationnel le droit au dédommagement dans le processus répressif de la torture, où les victimes<sup>731</sup> se comptent généralement par centaine, il nous semble que la procédure du droit commun qui consiste à condamner l'auteur de l'infraction à payer sur son patrimoine les dommages-intérêts nécessaires à la réhabilitation sociale de la victime **(2)** ne suffit pas et qu'il faudrait aussi constituer un fonds public spécial **(1)**.

### ***1. Le dédommagement des victimes sur un fonds spécial***

- 203.** Dans le droit français, existe une Commission nationale de réparation en cas de détention non justifiée. Cette commission placée sous la juridiction de la Cour de cassation fonctionne comme une juridiction civile<sup>732</sup>. Elle examine les demandes provenant des personnes détenues et ayant bénéficié par la suite d'un non lieu, d'une relaxe ou d'un acquittement<sup>733</sup>. Au niveau universel, il existe aussi le fonds de contributions volontaires des Nations unies pour les victimes de la torture<sup>734</sup>. Dans le cas du Bénin, une telle initiative peut être formalisée **(a)** Ce fonds servirait directement à dédommager les victimes reconnues comme telles de la violation de l'interdiction de la torture. **(b)**

#### **a. La constitution du fonds**

- 204.** La répression de la torture vise essentiellement à permettre aux victimes d'oublier le passé douloureux et de leur permettre de revenir à la vie normale. Puisque soutenir que la pratique de la torture constitue un fléau signifie en réalité que les victimes par centaines, voire par milliers crouissent sous le poids des douleurs et des humiliations graves. Dans cet état, c'est une partie de la société qui est atteinte avec son lot de problèmes sociaux. Le dédommagement permettrait de réduire ces problèmes sociaux et, de ce fait constitue un aspect très important de la lutte contre la torture. Une vraie répression de l'interdiction de la torture doit donc traiter avec beaucoup de précaution le dédommagement des victimes. Pour ce faire, il faut leur offrir, entre autres, l'assistance sociale pour se soigner, aussi bien physiquement que psychologiquement.
- 205.** En matière de droit d'être à l'abri de la torture ou en droits de la personne, de façon générale, le droit à réparation peut être compris comme comprenant deux aspects : le droit à un recours interne et le droit à des formes adéquates et efficaces de réparation<sup>735</sup>. Il en est ainsi car l'accès à la justice ne peut constituer une garantie pour la protection contre la violation de l'interdiction de la torture et un recours utile que si les victimes sont effectivement dédommagées. Tout recours à la justice contre la torture doit pouvoir aboutir à une juste réparation.

---

<sup>730</sup> CAT 3, § 6.

<sup>731</sup> Cf. le contenu que le Comité contre la torture donne à ce terme, CAT 3, § 3.

<sup>732</sup> Art. 23-1 de la loi organique du 10 décembre 2009 (France). Une structure quasi analogue est prévue par les articles 206 et suivants de la loi N° 2012-15 du 18 mars 2013 portant code de procédure pénale au Bénin ; mais elle n'est pas encore opérationnelle.

<sup>733</sup> Voir Décision de la commission nationale française de réparation des détentions du 20 décembre 2010, pourvoi n° 10 CRD 047, Bull. crim. 2010, n° 12.

<sup>734</sup> Pour les détails sur le fonds de contributions volontaires des Nations unies pour les victimes de la torture, voir CAT 3, § 44.

<sup>735</sup> Rapport des experts de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples : « Accéder à la justice, le droit à réparation dans le système africain des droits de l'homme ».

*« Un recours effectif est un élément essentiel d'un droit, car il permet aux victimes de recourir à la procédure par laquelle elles peuvent faire valoir leurs droits et obtenir réparation pour la violation<sup>736</sup> ».*

206. De même, les réparations judiciaires sont généralement accordées après la saisine de la justice. Les aspects de la répression : l'accès à la justice et la réparation juste sont ainsi liés. L'accès à la justice n'est rien d'autre que la procédure, c'est-à-dire le moyen par lequel on peut demander réparation. Ainsi, ce lien entre la procédure par laquelle la réparation est demandée et l'attribution finale de cette réparation doit être compris comme indivisible<sup>737</sup>. C'est pourquoi quand on parle de recours effectif, on veut signifier aussi réparation, l'un ne peut exister sans l'autre et les deux se complètent, se superposent même pour former une seule réalité : la réparation<sup>738</sup>.

En effet, en vertu de l'article 14 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (précité), l'État partie est tenu de fournir à toute victime de la violation de l'interdiction de la torture une juste réparation. Cette obligation contenue dans le droit international à plusieurs démembrements. Il s'agit d'abord de poursuivre les personnes suspectes, auteurs et complices, dans la commission des infractions. C'est la poursuite qui peut permettre aux victimes de se constituer partie civile devant le juge répressif pour obtenir rapidement la réparation du préjudice qui leur est causé par la violation de leur droit d'être à l'abri de la torture<sup>739</sup>. La saisine du juge civil est aussi possible pour avoir dédommagement du préjudice subi par une infraction<sup>740</sup>. Et cette saisine du tribunal statuant en matière civile est possible même si l'action publique pour la répression des auteurs et complices de l'infraction ayant engendré le préjudice n'est pas déclenchée<sup>741</sup>. Mais la constitution de partie civile devant les juridictions répressives est un véritable atout pour les présumées victimes. Contrairement à son homologue civil, le juge répressif utilise les moyens de coercition pour rechercher les preuves et avec l'intervention obligatoire du Ministère public dans le procès pénal qui favorise généralement la réparation, les parties civiles sont quasiment assurées d'être dédommagées<sup>742</sup>. Un autre avantage de la demande de réparation devant les juridictions pénales plutôt que devant les juridictions civiles est lié à la célérité. Le juge pénal est contraint aux délais extrêmement courts pour rendre sa décision<sup>743</sup> alors que les délais en matière civile sont plus longs<sup>744</sup>.

Ensuite, l'obligation de réparation contenue dans le droit international contient l'obligation de fournir à la victime un moyen efficace d'obtenir réparation<sup>745</sup>. Ce moyen efficace peut renfermer, par exemple, la disponibilité d'un fonds spécial sur lequel les victimes reconnues comme telles peuvent être dédommagées. Cette forme de dédommagement sur un fonds spécial peut ne pas découler d'une condamnation. En effet, les victimes de torture peuvent ne pas arriver à

---

<sup>736</sup> Ibid.

<sup>737</sup> Comité contre la torture, Observation générale n° 3, § 2.

<sup>738</sup> Ibid.

<sup>739</sup> Art. 4 du code de procédure pénale béninois.

<sup>740</sup> Art. 5 du code de procédure pénale béninois.

<sup>741</sup> Art. 2 et 5 du même code.

<sup>742</sup> En droit interne béninois, le dédommagement se fait généralement sur le patrimoine présent ou à venir du condamné ; art.4 du code de procédure pénale.

<sup>743</sup> Voir art. 146 et 251 du même code.

<sup>744</sup> Les délais d'appel en matière pénale sont au maximum de 15 jours (art. 511) alors qu'ils peuvent aller jusqu'à 1 mois en matière civile (art. 113 et 621 du code de procédure civile, commerciale, sociale, administratives et des comptes en République du Bénin, commenté et annoté par Joseph DJOGBENEUE (sous la direction), les éditions CREDIJ, Cotonou, 2012.

<sup>745</sup> Rapport des experts de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples : « Accéder à la justice, le droit à réparation dans le système africain des droits de l'homme ».

reconnaître leurs tortionnaires<sup>746</sup> ou que ceux-ci ne sont plus capables de fournir une juste réparation<sup>747</sup>. Il peut arriver même que la justice ne peut plus être valablement saisie<sup>748</sup>. Dans tous ces cas, le fonds spécial pour le dédommagement de la torture peut être sollicité pour combler toutes ces lacunes éventuelles.

Enfin, l'obligation de réparation contenue dans la convention contre la torture imposée à l'Etat partie doit être adéquate, effective et rapide. Elle doit permettre à la victime d'obtenir une réparation qui est capable de restaurer sa dignité atteinte par la violation du droit d'être à l'abri de la torture. La réparation doit, notamment fournir toutes les différentes formes de dédommagement nécessaire pour réparer le préjudice subi<sup>749</sup>.

Les lignes directives issues de la Résolution de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples adoptées en 2002 insistent aussi sur la réparation en cas de torture et peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants<sup>750</sup>. Ces lignes directrices dites « Lignes directrices de Robben Island » sont relatives aux mesures d'interdiction et de prévention de la torture et peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants en Afrique. Elles imposent aux Etats l'obligation d'interdiction absolue et effective de la torture et autres atteintes voisines. Mais elles leur imposent surtout de fournir réparation aux victimes de torture et de mauvais traitements.

207. Le fonds spécial de torture peut être constitué à partir de ressources diverses, par exemple le budget national (partie assistance sociale), les ONG, les organismes internationaux, les dons des personnes de bonne volonté<sup>751</sup>. Les restitutions des biens saisis arbitrairement par les auteurs et leurs complices des violations de l'interdiction de la torture peuvent être aussi ajoutées au fonds. On peut, dans certaines circonstances, procéder à la saisie ou à la confiscation de certains biens de certains auteurs et complices de la torture pour constituer le fonds spécial de torture, comme on peut décider aussi que le produit des amendes soit versé au fonds<sup>752</sup>.

En tout état de cause, la création d'un fonds spécial qui peut être dénommée « commission nationale d'indemnisation » est indispensable pour un processus répressif efficace des actes de torture. Il offre la possibilité pour une victime d'un acte de torture qui ne parvient pas à obtenir l'indemnisation de son préjudice, d'introduire une demande d'aide auprès de ce fonds<sup>753</sup>. C'est une forme de participation financière de l'Etat dans l'indemnisation de la victime là où la prévention de la criminalité n'a pas empêché la perpétration d'un acte de torture<sup>754</sup>. Il peut être perçu aussi comme « *un principe de solidarité collective entre les membres d'une même nation*<sup>755</sup> ».

---

<sup>746</sup> Amnesty International ; Combattre la torture. Manuel pour l'action, EFAI, Paris, 2004, p. 95.

<sup>747</sup> Ibid.

<sup>748</sup> Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, « *Principes et directives sur le droit à un procès équitable et à l'assistance judiciaire en Afrique* », [www.achpr.org](http://www.achpr.org).

<sup>749</sup> Rapport des experts de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples ; op. cit.

<sup>750</sup> Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, « *Principes et directives sur le droit à un procès équitable et à l'assistance judiciaire en Afrique* » ; op. cit.

<sup>751</sup> Voir aussi les modalités de constitutions du fonds de contributions volontaires des Nations unies pour les victimes de torture, CAT 3, § 44.

<sup>752</sup> Art. 79-2 du statut de la Cour pénale internationale.

<sup>753</sup> O. MICHIELS ; op. cit., pp. 513-514.

<sup>754</sup> Cf. les travaux préparatoires de la loi belge du 1er août 1985, rapporté par O. MICHIELS ; ibid.

<sup>755</sup> Ibid.

## **b. Le recours au fonds**

- 208.** L'un des aspects de la répression pénale nationale est la possibilité offerte aux victimes, au-delà de la satisfaction morale que représente la condamnation de leur bourreau, de recevoir un dédommagement. Les victimes de la torture sont plus qu'intéressées par le dédommagement. En effet, la violation des infractions contenues dans l'interdiction de la torture produit sur les victimes des effets néfastes qui durent souvent le reste de la vie. A défaut même d'une condamnation pouvant ouvrir la voie aux dommages-intérêts, il arrive parfois que certaines victimes de torture sollicitent directement et obtiennent des dommages-intérêts<sup>756</sup>. Ainsi, pour la victime, l'indemnisation importe plus que la sanction pénale. Cette indemnisation peut prendre plusieurs formes. Il doit comporter au moins cinq éléments : la restitution, l'indemnisation, la réadaptation, la satisfaction et les garanties de non répétition<sup>757</sup>. Et s'il y a sanction pénale suivie d'indemnisation, le soulagement des victimes devient parfait. C'est pourquoi l'aspect indemnisation dans le processus répressif de la répression est très important en matière de torture et doit être traité avec beaucoup de soin. Le dédommagement, même s'il apparaît d'abord comme un fait, l'emporte, dans un processus répressif, sur le droit d'être à l'abri de la torture pour devenir, ainsi, droit à son tour<sup>758</sup>. Il peut prendre aussi la forme d'une réhabilitation<sup>759</sup>.

Le juge peut mettre les condamnations pécuniaires au profit de la victime sur le fonds spécial si l'auteur de l'infraction est dans l'impossibilité totale de le payer, soit parce que son patrimoine présent et à venir ne le peuvent pas, soit parce que l'auteur ne peut pas être identifié<sup>760</sup>. Ainsi, les limites imposées à l'accès sont parfois déclarées contraire à la constitution. C'est le cas notamment de la Cour constitutionnelle belge qui avait jugé qu'il n'était pas raisonnablement justifié l'exigence que la saisine de la commission nationale d'indemnisation devrait être subordonnée à l'existence d'une décision judiciaire sur l'action publique<sup>761</sup>.

Pour utiliser le fonds, le juge va déterminer dans sa décision l'ampleur du dommage, de la perte ou du préjudice causé aux victimes ou à leurs ayants droit en indiquant les principes sur lesquels, il fonde sa décision<sup>762</sup>.

## **2. Le dédommagement des victimes selon les modalités du droit commun**

- 209.** La répression de l'interdiction de la torture devant le juge national a l'avantage de dédommager toutes les victimes. Celles-ci ont le choix, rappelons-le, entre la saisine du juge civile ou le juge pénal. Ce dernier est souvent préféré à cause de la célérité mais aussi à cause des modes de preuves qui facilitent la tâche aux victimes.

La constitution de partie civile est recevable devant les juridictions pénales. La jurisprudence Flandin du 22 janvier 1953<sup>763</sup> a, en effet, inauguré le principe de la réparation par le juge pénal alors que cette mission est en principe réservée aux juridictions civiles. Les modalités de dédommagement existent déjà en droit interne béninois. Le dédommagement obéit aux règles de procédure de droit commun. Il suffit que le juge établisse, dans un premier temps que la personne

<sup>756</sup> US District Ct., ND, Cal, 6 octobre 1987, ILR, 95.

<sup>757</sup> CAT 3, § 6.

<sup>758</sup> Jean CARBONNIER : Droit civil, tome 3 : Les biens, 19 édition refondue, Puf, Paris, 2000, p. 125.

<sup>759</sup> Art. 75-2 du statut de la Cour pénale internationale.

<sup>760</sup> CAT 3, § 7.

<sup>761</sup> Une disposition de la loi du 1<sup>er</sup> aout exigeait que « la requête ne pourra être présentée à la commission qu'après qu'il aura été statué sur l'action publique... » ; Voir O. MICHIELS ; op. cit., p. 515.

<sup>762</sup> Art. 75-1 du statut de la Cour pénale internationale.

<sup>763</sup> Arrêt de la chambre criminelle de la cour de cassation française, JCP, 1953, II 7444.

poursuivie devant lui est l'auteur de l'infraction et celle-ci ait créé de préjudice à la victime<sup>764</sup>. Ensuite, la victime se constitue partie civile et évalue les dommages-intérêts subis. Les dommages-intérêts sont réglés en droit interne<sup>765</sup>. Il ne reste qu'à l'appliquer à bon escient.

Si la personne qui a souffert directement et personnellement de la violation de l'interdiction de la torture n'est pas en mesure d'exercer l'action civile, les associations de lutte contre ce fléau devraient pouvoir le faire.

## **B. L'exercice de l'action civile par les associations de lutte contre la torture**

210. Aux termes de l'article 2 alinéa 4 du code de procédure pénale, l'action civile peut aussi être exercée par :

*« Les associations régulièrement déclarées ayant pour objet statutaire explicite la défense des intérêts collectifs de certaines catégories de victimes. Elles peuvent si elles ont été agréées à cette fin, exercer les droits reconnus à la partie civile relativement aux faits portant un préjudice direct ou indirect à leur intérêt collectif<sup>766</sup> ».*

Ainsi, les Organisations non gouvernementales de lutte contre la torture et autres activistes constitués en associations peuvent se substituer aux personnes victimes d'actes de torture ou autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants pour exercer l'action civile<sup>767</sup>. Les dommages-intérêts obtenus seront reversés aux personnes ayant subi personnellement le dommage ou à leurs ayants droit.

211. En général, le dommage se définit comme l'atteinte à un intérêt patrimonial ou extrapatrimonial de la victime. La victime peut être « immédiate », c'est-à-dire lorsqu'elle subit le préjudice de façon directe. C'est le cas de celui qui a subi en personne la violation de l'interdiction de la torture. La victime de l'interdiction de la torture peut l'être également par ricochet, c'est-à-dire lorsqu'elle subit le préjudice de façon indirecte, donc par l'intermédiaire de la victime directe de la violation. Tel est le cas des parents d'une personne victime de torture décédée.

Il existe trois types de dommages, à savoir : le dommage corporel, le dommage matériel et le dommage moral<sup>768</sup>. Le dommage corporel est constitutif d'une atteinte à l'intégrité physique d'une personne. Il s'agit donc d'un préjudice physiologique ou fonctionnel. Tel est le cas, par exemple, d'une infirmité permanente, des suites de la torture. La réparation, dans ce cas est généralement fixée en fonction du taux d'incapacité, critère auquel on peut ajouter la notion de préjudice d'agrément. On se réfère, le cas échéant, à l'impossibilité d'effectuer certaines activités<sup>769</sup>, la privation totale ou partielle, provisoire ou définitive des plaisirs de la vie et des joies de l'existence. On peut citer notamment l'impossibilité de pratiquer un sport ou une activité artistique, la perte du goût ou un trouble de la vie sexuelle. Il y a également le préjudice d'esthétique consistant dans la persistance d'une disgrâce permanente chez la victime, telles que les cicatrices ou autres déformations sur le corps.

---

<sup>764</sup> Art. 1382 C. civil.

<sup>765</sup> Voir les articles 96, 366, 435, 445, 479 du code de procédure pénale béninois.

<sup>766</sup> Art. 2 alinéa 4 du Code de procédure pénale béninoise.

<sup>767</sup> Amnesty international ; Combattre la torture. Manuel pour l'action, EFAI, Paris, 2004, p. 20.

<sup>768</sup> Catherine MEIMON NISENBAUM, « Le préjudice moral d'une victime, une indemnisation trop rare », in Revue MNH n° 143 février 2004.

<sup>769</sup> Cf. art. 309 et s. du code pénal Bouvenet.

Le dommage matériel est relatif à une atteinte au patrimoine de la victime, c'est-à-dire aux biens d'une personne<sup>770</sup>. La violation du droit d'être à l'abri de la torture peut, en effet, porter atteinte au patrimoine de la victime, et ce, de plusieurs manières. Tel est le cas par exemple si la personne qui a subi la torture a perdu l'usage d'un membre ou d'un organe. Une situation qui va affecter inéluctablement sa capacité de travail et par voie de conséquence, son pouvoir d'achat. Certaines victimes de la torture tombent même dans la dépendance sociale<sup>771</sup>.

Le préjudice matériel ouvre droit à une indemnisation dont la valeur est appréciée souverainement par les juges du fond en fonction du principe de la réparation intégrale du préjudice.<sup>772</sup>

Enfin, le dommage moral est constitué des atteintes à l'honneur, à la réputation ou au crédit de la personne. Certaines infractions de l'interdiction de la torture portent gravement atteinte à l'honneur de la personne. Tel est le cas, par exemple des peines ou traitements dégradants infligés à une personne de grande réputation par la police<sup>773</sup>. Il en est ainsi parce que le préjudice direct engendré par ces infractions est l'humiliation. Le dommage moral résultant de la violation de l'interdiction de la torture peut être subi par une personne morale aussi. Tel est le cas par exemple des actes de torture commis sur des personnes en raison de leur appartenance à une ethnie ou à une association ou un groupe quelconque.

**212.** Pendant très longtemps, la jurisprudence (en France notamment) a refusé de réparer le préjudice moral étant donné la difficulté d'appréciation<sup>774</sup>. Puisqu'il s'agit de verser une somme d'argent pour compenser une souffrance morale : un travail délicat pouvant engendrer de la subjectivité et de l'arbitraire<sup>775</sup>. Mais aujourd'hui des critères existent pour bien apprécier et déterminer le dédommagement pour réparer le préjudice moral. En effet, certains préjudices moraux s'attachent à la personne physique, c'est le cas du *pretium doloris* (le prix de la douleur). Ce préjudice prend en compte par exemple :

- les souffrances physiques et morales endurées par la victime d'une violation du droit d'être à l'abri de la torture ;
- le préjudice d'affection lié à la souffrance morale causée par le décès d'un proche des suites des actes de torture ;
- le préjudice sexuel résultant du choc physique ou psychologique de la pratique de la torture et ayant entraîné une diminution de la faculté sexuelle;
- le préjudice esthétique suite aux actes ou peines inhumains subis ;
- le préjudice d'agrément qu'on peut définir comme la perte ou la diminution de la pratique d'une activité par rapport à la pratique faite avant d'être soumis à la torture<sup>776</sup>.

---

<sup>770</sup> Catherine MEIMON NISENBAUM ; op. cit.

<sup>771</sup> Amnesty international ; Combattre la torture. Manuel pour l'action, op. cit., p. 19.

<sup>772</sup> Cass. Chambre mixte ; 6 septembre 2002 ; Bull. mixte n° 4. Et aussi, Civ. 3<sup>e</sup>, 22 juin 2005, Bull. III, n° 136.

<sup>773</sup> Décision DCC 03-088 du 28 mai 2003 de la cour constitutionnelle du Bénin; le Directeur général de la police nationale « a reconnu avoir ordonné à M. X de se mettre à genoux et de lui avoir tiré les oreilles ».

<sup>774</sup> Le préjudice moral des victimes indirectes ou par ricochet (enfants, parents, frères, conjoints, etc.) est plus simple à réparer. On répare la souffrance morale que peut engendrer le décès d'un proche ou l'incapacité de la victime.

<sup>775</sup> Catherine MEIMON NISENBAUM, « Le préjudice moral d'une victime, une indemnisation trop rare », op. cit.

<sup>776</sup> Ibid.

## **Chapitre 2 : L'interprétation des sanctions pénales**

213. Est qualifié d'infraction, l'acte ou l'omission interdit sous la menace d'une peine privative de liberté ou d'amende ou d'autres restrictions pouvant punir<sup>777</sup> l'auteur de l'infraction<sup>778</sup>. Ainsi une infraction comporte trois sortes d'éléments constitutifs : éléments légal, matériel et moral. Certains auteurs excluent l'élément moral en le rattachant à la responsabilité et ajoutent « l'élément injuste » et la notion « d'imputabilité sociale<sup>779</sup> ». D'autres considèrent l'élément légal comme un élément préalable. Mais cet élément préalable est essentiel car :

*« A l'occasion de chaque affaire tout magistrat répressif (du parquet ou du siège) doit avant tout, rechercher si les faits dont il est saisi comporte un préalable légal, c'est-à-dire s'ils constituent une infraction, et dans l'affirmative, laquelle<sup>780</sup> ».*

Ainsi, l'existence de l'infraction est conditionnée par celle de l'élément légal. Si cet élément n'existe pas, l'infraction n'existe pas. Quoi qu'il en soit, et pour rester au-dessus de la mêlée de la controverse doctrinale relative aux composantes de l'infraction, les trois éléments essentiels demeurent l'élément légal, l'élément matériel et l'élément moral.

*« Si l'examen des faits et du délinquant établit que l'infraction est constituée dans tous ses éléments juridiques, une peine doit être prononcée par le juge<sup>781</sup> ».*

En l'absence de peine, la répression ne peut être effective. Dans le droit positif béninois où les sanctions à appliquer pour les infractions contenues dans l'interdiction de la torture ne sont pas prévues spécifiquement, il importe que le juge fouille l'ensemble du fondement répressif national pour y trouver les peines à appliquer.

Il importe aussi de se demander quelle serait la forme des sanctions susceptibles d'être prononcées en cas d'actes avérés de torture ou autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (**section 1**), et comment ces sanctions pourront être appliquées (**section 2**).

### **Section 1 : La forme des sanctions**

214. Tout droit pénal prévoyant des infractions doit pouvoir inclure les peines en précisant leur caractère. En ce qui concerne le caractère cumulatif ou non des peines, les différents systèmes juridiques n'adoptent pas la même position. Le système béninois observe le principe de non cumul des peines<sup>782</sup>. Ainsi, c'est la peine la plus forte qui est prononcée en cas de conviction de plusieurs crimes ou délits<sup>783</sup> ; et les contraventions ne sont pas concernées par cette règle<sup>784</sup>. Mais

<sup>777</sup> Parlant de punition, on peut citer par exemple les sanctions personnelles telles que des déchéances ou suspension de jouissance de certains droits civiques (interdictions d'être électeur et/ou éligible, de diriger ou de gérer certaines personnes morales, etc....)

<sup>778</sup> Cass. Crim., 7 décembre 2010, pourvoi n° 10-83.102, Bull. crim. 2010, n° 198.

<sup>779</sup> Voir Roger MERLE et André VITU, op. cit., pp. 503 et s.

<sup>780</sup> Jean PRADEL, Droit pénal, tome 1 : Introduction générale, Droit pénal général, 11<sup>e</sup> édition, Cujas, Paris, 1997, p. 359.

<sup>781</sup> Bernard BOULOC ; Droit pénal général ; 22<sup>e</sup> éd. Dalloz, Paris, 2011, p. 411.

<sup>782</sup> 804 Cf. art. 132-3 du code pénal français d'où le Bénin tire le principe.

<sup>783</sup> Voir, sur l'aspect de non cumul des peines et les conséquences de l'application de ce principe, Jean PRADEL et André VARINARD : Les grands arrêts du droit criminel, tome 2 : Le procès, la sanction, Dalloz, 1995, pp. 324 et s.

<sup>784</sup> Pierre BOUZAT : « L'usine, le chantier, la mine, milieux criminogènes », in : La criminologie, bilans et perspectives, Mélanges offerts à Jean PINATEL, éditions, A. PEDONE, Paris, 1980, p. 123.

il faut distinguer ici le cumul des peines du cumul de responsabilité. Le cumul de responsabilité n'est pas en principe interdit<sup>785</sup>. Dans le cas de la répression de la violation de l'interdiction de la torture, si le système béninois du non cumul des peines paraît le plus indiqué en ce qu'il est plus pratique et raisonnable, la responsabilité doit être reconnue cumulative, en ce sens que les différentes autorités hiérarchiques qui seront reconnues coupables d'une même infraction pourront toutes être retenues dans les liens de la prévention<sup>786</sup>. C'est la position du Tribunal pénal international pour l'ex Yougoslavie quand il décide qu'est coupable de torture, aussi bien celui qui commet directement l'acte que celui qui le commet par personne interposée, c'est-à-dire celui qui a infligé directement la souffrance et celui qui a commandé le fait<sup>787</sup>.

Pour punir l'auteur d'une infraction, les textes répressifs prévoient soit une peine soit une mesure de sûreté ou les deux à la fois<sup>788</sup>. La peine et la mesure de sûreté sont ainsi les deux parties d'une sanction pénale. Il convient de s'attarder aux traits essentiels de chacune de ces sanctions afin de voir les motifs sur lesquels la justice pénale peut condamner avec telle ou telle sanction ou avec les deux.

## **§ 1- Les traits essentiels des peines**

215. Tous les textes répressifs visent généralement deux objectifs, à savoir la prévention et la répression. Le législateur prévient que telle action ou tel omission socialement dangereuse est interdite. Si malgré cette mise en garde, un citoyen commet l'action ou adopte le comportement proscrit, il tombe sous le coup de la loi pénale et va être puni<sup>789</sup>. Selon le but visé par le législateur, la peine va être très forte ou faible ou intermédiaire. Ainsi, à travers ses fonctions (A), se dessinent les caractères de la peine (B).

### **A. Les fonctions de la peine**

216. Les fonctions de la peine sont diverses et variées. Elles sont aussi complexes mais on peut les regrouper en suivant les buts poursuivis (1) ou en considérant la nature de la personne à qui elles s'appliquent. (2)

#### **1. Les fonctions de la peine d'après le but recherché**

217. La peine généralement poursuit un effet d'intimidation, de rétribution ou de réadaptation<sup>790</sup>.

##### **a. La fonction d'intimidation de la peine**

218. Par sa fonction d'intimidation, la peine constitue l'épée de Damoclès sur la tête du justiciable, potentiel auteur ou commanditaire d'actes de torture<sup>791</sup>. A vrai dire, la peine est utilisée autant pour prévenir que pour punir<sup>792</sup>. Ainsi, si la peine est bien forte, elle exercera une pression

---

<sup>785</sup> Ibid., p. 131.

<sup>786</sup> Cass. Crim., 12 janvier 1971, B.C. n° 7, p. 15.

<sup>787</sup> TPIY, aff. IT-95-17/1-T, Furundzia, 10 décembre 1988, § 286.

<sup>788</sup> Ibid., p. 443.

<sup>789</sup> Bernard BOULOC ; Droit pénal général ; op. cit., p. 411.

<sup>790</sup> Ibid., p. 412.

<sup>791</sup> Georges LEVASSEUR et 2 autres ; Droit pénal général et procédure pénale ; op.cit., p. 8.

<sup>792</sup> Bernard BOULOC ; Droit pénal général ; 22<sup>e</sup> éd. Dalloz, Paris, 2011, p. 411.



salvatrice dans l'opinion : « *la peur du gendarme est le début de la sagesse* », selon un dicton populaire. Il est possible que la crainte d'un châtement exemplaire puisse faire hésiter les délinquants éventuels ; aussi doit-on choisir les peines les plus élevées pour les actes qui causent un préjudice social ou un trouble social plus important.

Quoique cette fonction de la peine tend à être remise en cause, il demeure qu'une forte peine peut avoir des effets préventifs<sup>793</sup>.

**b. La fonction de rétribution de la peine**

219. Quant à la fonction de rétribution de la peine, on a l'idée de la prise en compte de la faute, la responsabilité du fait personnel<sup>794</sup>.

**c. La fonction de réadaptation de la peine**

220. La fonction de réadaptation de la peine conduit à proscrire les peines éliminatrices car une peine qui ne vise pas à réadapter les délinquants fait une œuvre vaine ou inhumaine<sup>795</sup>.

**2. Les fonctions de la peine d'après l'objet sur lequel elle s'applique**

221. Les fonctions de la peine peuvent varier aussi suivant que celle-ci s'applique aux personnes physiques ou aux personnes morales.

**a. Les peines applicables aux personnes physiques**

222. A l'égard des personnes physiques, la peine que le juge peut prononcer en réprimant les actes de torture peut être une peine criminelle, correctionnelle ou des peines complémentaires.

**i- Les peines criminelles**

223. L'étude de notre droit pénal montre qu'il contient à la fois les peines criminelles de droit commun et les peines criminelles politiques.

**- Les peines criminelles de droit commun**

224. Les peines de droit commun sont des peines qui s'appliquent aux infractions de droit commun, c'est-à-dire celles qui s'opposent aux infractions politiques et militaires<sup>796</sup>.

Les peines criminelles de droit commun sont la réclusion criminelle à perpétuité et la réclusion criminelle à temps. La peine de travaux forcés à perpétuité et à temps actuellement dans le code pénal béninois doit être remplacée par la réclusion. La peine des travaux forcés étant archaïque, faisant partie de l'ancien droit légué par le colonisateur. D'ailleurs le régime d'application

---

<sup>793</sup> Sur les doutes de l'effet préventif des peines, voir Bernard BOULOC ; op. cit., pp. 412 et s.

<sup>794</sup> Georges LEVASSEUR et 2 autres ; Droit pénal général et procédure pénale ; op. cit., p. 9.

<sup>795</sup> Ibid.

<sup>796</sup> Georges LEVASSEUR et 2 autres ; Droit pénal général et procédure pénale ; op.cit., p. 248.

actuelle de cette peine n'est plus différent de celui de la réclusion, les bagnes n'existant plus. Est aussi archaïque et doit être écartée à tout prix, la peine de mort<sup>797</sup>.

La réclusion criminelle à temps comporte plusieurs échelons : la réclusion criminelle de 30 ans, la réclusion criminelle de 20 ans, la réclusion criminelle de 15 ans, la réclusion criminelle de 10 ans ; en principe en cas de peine d'une durée moindre, on parlerait d'emprisonnement<sup>798</sup>. La réclusion criminelle à perpétuité ou à temps peut comporter une période de sûreté, prévue par la loi. Sa durée est de la moitié de la peine ou de dix-huit ans s'il s'agit de la perpétuité<sup>799</sup>. La plupart des infractions contenues dans l'interdiction de la torture pourraient entraîner la réclusion criminelle, soit à perpétuité soit à temps. Selon les circonstances lesdites infractions peuvent entraîner aussi des peines criminelles politiques.

#### **- Les peines criminelles politiques**

- 225.** Les peines politiques sont des sanctions appliquées aux infractions politiques. Une infraction peut être qualifiée de politique dès lors que le mobile qui l'inspire menace les intérêts ou prérogatives de nature politique. Ainsi, il existe des infractions qui, lésant un intérêt privé sont commises dans un but politique (infractions complexes) et des infractions de droit commun qui se rattachent par un rapport de causalité à une infraction politique (infractions connexes)<sup>800</sup>. La torture et les peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants peuvent être commis dans un but politique ou, commis dans un but privé, peuvent être sous tendus par un mobile politique.

En tout état de cause la peine criminelle politique est la détention criminelle à perpétuité et la détention criminelle à temps. La détention criminelle à temps comporte aussi, comme la réclusion criminelle à temps à laquelle elle est symétrique plusieurs échelons : l'échelon supérieur est de 30 ans puis suivent les autres jusqu'à 10 ans au minimum<sup>801</sup>.

#### **ii- Les peines correctionnelles**

- 226.** En ce qui concerne les peines correctionnelles, il n'y a pas de distinction à faire s'agissant des infractions de droit commun et les infractions politiques<sup>802</sup>. Il s'agit principalement de l'emprisonnement à temps et des amendes.

#### **iii- Les peines complémentaires**

- 227.** Qu'il s'agisse des peines criminelles ou des peines correctionnelles, on peut toujours les accompagner de peines complémentaires. Ces peines complémentaires peuvent être des peines privatives ou restrictives de droit, des interdictions, des déchéances, des incapacités ou de retrait d'un droit. Ce sont des peines qui peuvent être efficaces dans le cas de la lutte contre la torture<sup>803</sup>.

---

<sup>797</sup> Etant elle-même une peine cruelle et inutile, elle ne saurait réprimer la torture. Sur le caractère cruel et inutile de la peine de mort, voir Bernard BOULOC ; Droit pénal général ; op. cit., p. 445.

<sup>798</sup> Bernard BOULOC ; Ibid., p. 446.

<sup>799</sup> Ibid., p. 447.

<sup>800</sup> Voir Raymond GUILLIEN et Jean VINCENT (sous la direct.) ; Lexique des termes juridiques, 10<sup>e</sup> éd., Dalloz, Paris, 1995.

<sup>801</sup> Bernard BOULOC ; Droit pénal général ; op. cit., p. 449.

<sup>802</sup> Ibid.

<sup>803</sup> Georges LEVASSEUR et 2 autres ; Droit pénal général et procédure pénale ; op. cit., p. 254.

### **b. Les peines applicables aux personnes morales**

228. Si la torture et les mauvais traitements sont commis sous le couvert d'une personne morale de droit privé, celle-ci peut être sanctionnée en plus de ses dirigeants. La sanction contre la personne morale s'avérerait nécessaire pour mettre fin à la cause des actes de torture. Les peines dans ce cas sont communes aux infractions criminelles et aux infractions correctionnelles<sup>804</sup>. Il s'agit généralement des peines d'amende, de l'interdiction définitive ou temporaire d'exercer directement ou indirectement, le placement sous surveillance judiciaire, la fermeture définitive ou temporaire. La peine la plus grave est la dissolution de la personne morale, l'emprisonnement étant incompatible en cette matière.

### **B. Les caractères fondamentaux de la peine**

229. *« Les caractères fondamentaux de la peine dérivent des fonctions qu'elle remplit. Sans doute, selon que le législateur insiste sur telle fonction ou telle autre, les caractères subiront des nuances diverses, en principe, toute peine est par nature, afflictive, infamante, déterminée et définitive<sup>805</sup> ».*

#### **1. Caractère afflictif de la peine**

230. La peine doit être ressentie comme quelque chose de pénible, une souffrance, une privation, un gêne<sup>806</sup>. Ainsi, plus le caractère afflictif de la peine est renforcé par le législateur, plus le but d'intimidation de la peine se fait sentir.

#### **2. Caractère infamant de la peine**

231. Le prononcé de la peine est une réprobation publique contre le condamné. Celui-ci ayant eu une conduite blâmable aux yeux du public<sup>807</sup>. Ce caractère est un élément dont la politique criminelle d'un Etat doit tenir compte<sup>808</sup>. Le délinquant doit « payer sa dette » à la société, laquelle dette est érigée en valeur comme, en l'espèce, la protection contre la torture.

#### **3. Caractère déterminé de la peine**

232. A travers la peine prononcée, on peut mesurer le trouble social et la faute morale de la personne condamnée<sup>809</sup>. En prononçant une peine déterminée, le juge indique à l'opinion publique et en même temps au condamné que « *les droits et devoirs de chacun sont délimités avec la clarté et la précision qui conviennent en matière juridique*<sup>810</sup> ». Il ne doit plus, en principe, la reprendre et la modifier.

---

<sup>804</sup> Bernard BOULOC ; Droit pénal général ; op. cit., p. 461.

<sup>805</sup> Ibid., p. 417.

<sup>806</sup> Ibid.

<sup>807</sup> Georges LEVASSEUR et 2 autres ; Droit pénal général et procédure pénale ; op. cit., p. 247.

<sup>808</sup> Bernard BOULOC ; Droit pénal général ; op. cit., p. 418.

<sup>809</sup> Ibid., p. 420.

<sup>810</sup> Ibid.

#### 4. *Caractère définitif de la peine*

233. La décision pénale qui prononce une peine devient définitive, une fois que les voies de recours ne sont plus ouvertes, et elle acquiert alors l'autorité de la chose jugée, qui est indispensable aux décisions de justice<sup>811</sup>. Une telle décision ne pourra subir, éventuellement de modification que par la révision, la grâce ou une amnistie.

### § 2 : Les traits essentiels de la mesure de sûreté

234. Les traits essentiels de la mesure de sûreté apparaissent à travers le but (A) et les caractères de cette sanction pénale (B).

#### A. *Le but de la mesure de sûreté*

235. Le but de la mesure de sûreté est exclusivement préventif<sup>812</sup>. Ce caractère préventif de la mesure de sûreté est réalisable à travers le traitement et la réadaptation sociale du délinquant pour éviter la récidive<sup>813</sup>. Il se réalise aussi par la neutralisation et la surveillance. Cela consiste à neutraliser le délinquant ou à renforcer la surveillance à son égard pour l'empêcher de commettre plus tard les actes similaires<sup>814</sup>.

#### B. *Les caractères fondamentaux de la mesure de sûreté*

236. Les caractères de la mesure de sûreté sont relatifs à l'absence de coloration morale, de la durée inséminée et l'aspect révisable constant de cette sanction<sup>815</sup>.

*« Ni le législateur ni le juge ne peuvent fixer le temps au bout duquel la mesure choisie aura donné le résultat que l'on souhaite obtenir »<sup>816</sup>.*

De même, c'est en fonction de l'évolution de l'état dangereux du délinquant que la mesure pourrait être révisée.

### Section 2 : L'application des sanctions

237. L'application des sanctions pénales doit être faite selon les conditions définies par les règles légales (§ 1) suivies d'une interprétation efficiente afin d'adapter, au besoin, ces sanctions aux violences aux actes de torture (§ 2).

---

<sup>811</sup> Ibid., p. 421.

<sup>812</sup> Ibid., p. 422.

<sup>813</sup> Georges LEVASSEUR et 2 autres ; Droit pénal général et procédure pénale ; op. cit., p. 286.

<sup>814</sup> Bernard BOULOC ; Droit pénal général ; op. cit., p. 423.

<sup>815</sup> Georges LEVASSEUR et 2 autres ; Droit pénal général et procédure pénale ; op. cit., p. 260.

<sup>816</sup> Ibid., p. 426.

## **§ 1- Les conditions d'application des sanctions**

238. Les sanctions pénales bien appliquées (A) devraient entraîner l'effectivité de la répression de la torture au Bénin (B).

### **A. Le prononcé et l'exécution des sanctions**

239. Il sera examiné successivement les conditions du prononcé de la sanction et celles de son exécution.

#### **1. Le prononcé des sanctions pénales**

240. Le prononcé des sanctions est soumis aux conditions de fond et aux conditions de forme.

##### **a. Les conditions de fond**

241. En ce qui concerne les règles techniques de fixation de la sanction, des différences importantes existent entre la peine et la mesure de sûreté. En effet, les circonstances aggravantes, les circonstances atténuantes, le sursis et les causes de diminution et d'exemption concernent les peines. Cependant les conditions demeurent les mêmes quant aux conséquences du principe de la légalité pénale<sup>817</sup>. Ainsi, en matière de protection contre la torture, les circonstances aggravantes ou circonstances atténuantes doivent être liées à la peine. Il en est de même des conditions du bénéfice du sursis et les causes de diminution et d'exemption de la peine.

Il est à rappeler que le code pénal punit de peines correctionnelles et criminelles selon les cas et selon les circonstances les coups et blessures volontaires. De même, les violences volontaires à l'encontre des femmes et des enfants sont punies aussi par des peines criminelles et correctionnelles, selon aussi les cas et les circonstances. Les infractions contenues dans l'interdiction de la torture étant toutes des violences volontaires, peuvent aussi trouver leur peine dans le code pénal et dans les textes de protections des femmes et des enfants. En effet, le législateur béninois n'a pas prévu de sanctions spécifiques relatives à la protection contre la torture. En ne donnant au juge pénal que des sanctions réprimant les violences volontaires de façon générale, il oblige celui-ci à compléter les règles applicables contre la torture en exploitant les sanctions des infractions similaires<sup>818</sup>.

##### **b. Les conditions de forme**

242. En ce qui concerne les conditions de forme, les mesures de sûreté s'éloignent complètement des peines. En effet, la procédure suivie pour la condamnation à une mesure de sûreté déroge aux principes habituels de procédure pénale<sup>819</sup>. Il n'y a pas, par exemple l'obligation de l'examen médical<sup>820</sup>, pas plus que l'effet suspensif des voies de recours. Il n'existe pas, non plus une obligation de communication du dossier à l'avocat<sup>821</sup>.

<sup>817</sup> Jean PRADEL ; Droit pénal général, op. cit., pp. 630-631.

<sup>818</sup> O. MICHIELS, op. cit., p. 285.

<sup>819</sup> Jean PRADEL ; Droit pénal général, op. cit., p. 633.

<sup>820</sup> Art. 64 du code pénal Bouvenet.

<sup>821</sup> Voir art. 128, 129 et 188 du CPP.

En tout état de cause, les peines et les mesures de sûreté sont toujours prononcées par l'autorité judiciaire<sup>822</sup>.

## **2. Les conditions relatives à l'exécution de la sanction**

- 243.** Les conditions liées à l'exécution de la sanction conduisent à examiner le problème de la durée de la sanction et celui de sa révisibilité.

### **a. Le problème de la durée de la sanction**

- 244.** La peine doit être déterminée le jour du jugement.

*« En lisant la décision, on peut donc savoir exactement à quelle date la punition prendra fin<sup>823</sup> ».*

S'agissant au contraire de la mesure de sûreté, la sanction ne pourrait être déterminée. Le juge ne peut savoir à l'avance comment évoluera l'état dangereux du condamné<sup>824</sup>. Ainsi, une mesure de sûreté prise à l'encontre d'un tortionnaire peut être à vie. Un geôlier qui prend du plaisir à torturer ses détenus peut être interdit, à vie d'exercer cette profession. Une telle décision n'empêche pas de l'affecter dans d'autres secteurs d'activité conciliable avec sa profession.

### **b. Le problème de la révisibilité de la sanction**

- 245.** La sanction de la mesure de sûreté est constamment révisible puisqu'elle est liée à l'évolution de l'état dangereux du délinquant<sup>825</sup>. L'autorité qui l'a prononcée n'est pas dessaisie par sa décision et devra en surveiller l'exécution ; elle pourra, le cas échéant, la modifier ou substituer une nouvelle mesure à celle qui avait été prononcée<sup>826</sup>.
- 246.** La peine, quant à elle n'est pas révisible, si l'on estime que les situations telles que la grâce, la libération conditionnelle ne portent véritablement atteinte au caractère immuable de la peine. Cependant, il importe de noter que ces situations et d'autres, à savoir, les modalités d'exécution de la peine d'emprisonnement et l'exécution du sursis probatoire modifient considérablement le contenu de la sentence judiciaire. Il en est de même des cas de révision et l'amnistie. On peut dire que toutes ces situations peuvent remettre en cause le caractère immuable de la peine moderne<sup>827</sup>.

## **B. L'effectivité de la répression tirée de l'application des sanctions**

- 247.** L'application efficiente du principe de la légalité peut se traduire, dans un premier temps par la disponibilité du pouvoir de contrainte (1) et dans un second temps par la possibilité d'exploiter les matériaux du droit international par le juge national (2).

<sup>822</sup> Jean PRADEL ; Droit pénal général, op. cit., p. 63.

<sup>823</sup> Jean PRADEL ; Droit pénal général, op. cit., p. 633.

<sup>824</sup> Ibid.

<sup>825</sup> Bernard BOULOC ; Droit pénal général ; op. cit., p. 425.

<sup>826</sup> Jean PRADEL ; Droit pénal général, op. cit., p. 634.

<sup>827</sup> Ibid., p. 635.

## **1. La disponibilité du pouvoir coercitif**

- 248.** Le juge national a à sa disposition la force publique pour contraindre au respect du droit d'être à l'abri de la torture et pour sanctionner sa violation. Le pouvoir de contrainte indispensable à la matière pénale se trouve aussi bien lors de l'application de la loi (1) que pendant l'exécution de la sentence<sup>828</sup> (2).

### **a. L'usage de la contrainte lors de l'application des textes**

- 249.** Avec de l'interprétation évolutive du principe de la légalité, le juge national saisi d'une plainte faisant allégation de torture ou des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants peut désormais répondre aux sollicitations des citoyens.

Ainsi, pour assurer l'effectivité de tous les textes servant de fondement répressif de la torture au Bénin, le meilleur moyen et le plus simple est l'application effective de ces textes par le juge lors de ses décisions en réponse aux plaintes relatives aux violations du droit d'être à l'abri de la torture qui lui sont soumises.

- 250.** Le droit pénal est composé du droit pénal général, du droit pénal spécial et de la procédure pénale<sup>829</sup>. La procédure pénale permet la mise en œuvre du droit pénal en édictant les règles précises. Au nombre de ces règles figure l'usage de la force publique par le juge, à travers la police judiciaire. La police judiciaire est la branche de la procédure pénale qui réglemente l'usage de cette force publique. Elle est composée des officiers de la gendarmerie et de la police<sup>830</sup> qui sont au service du juge national. Le droit béninois organise la police judiciaire et son usage par la justice. Elle est dirigée par le procureur de la République près le Tribunal de première instance<sup>831</sup>. Les officiers de police judiciaire sont aussi au service du juge d'instruction. Ils défèrent à ses ordres et exécutent ses délégations, notamment lors de la mise en œuvre des mandats et l'exécution des commissions rogatoires<sup>832</sup>. Le juge correctionnel aussi fait recours à la police judiciaire lors des audiences. La police judiciaire est au service de la justice pénale nationale. Le juge a ainsi à sa disposition le pouvoir de contrainte indispensable à la répression.

### **b. L'usage de la contrainte pendant l'exécution de la sentence**

- 251.** Le président Antoine CASSESE faisait déjà remarquer que le recours aux juridictions nationales dotées de compétence universelle conditionnée présente un avantage par rapport aux juridictions internationales. Les juges nationaux ont à leur disposition tous les moyens coercitifs de l'Etat<sup>833</sup>. Ils peuvent donc rendre justice plus efficacement<sup>834</sup>. L'application efficiente du fondement répressif de la torture par le juge permet à celui-ci de traduire les obligations internationales liant le Bénin en droit interne. Rappelons que la justice nationale pourra utiliser les principes protecteurs du droit d'être à l'abri de la torture contenus dans la convention contre la torture et

<sup>828</sup> Georges LEVASSEUR ; Albert CHAVANNE et Jean MONTREUIL ; Droit pénal général et procédure pénale ; 10<sup>e</sup> éd. Sirey ; Paris, 1991, p. 3.

<sup>829</sup> Ibid., p. 1.

<sup>830</sup> Art. 16 et s du code de procédure pénale.

<sup>831</sup> Art. 13 et s du CPP.

<sup>832</sup> Art. 14 du code de procédure pénale.

<sup>833</sup> Antonio CASSESE, Y a-t-il un conflit insurmontable entre souveraineté des Etats et justice pénale internationale ?, in Crimes internationaux et juridictions internationales, par Antonio CASSESE et Mireille DELMAS-MARTY (sous la direction), Puf, Paris, 2002, p. 28.

<sup>834</sup> Antonio CASSESE, Ibid.

les autres instruments internationaux pertinents. L'obligation d'exécuter honnêtement une convention internationale incombant à l'Etat dont le juge constitue un organe serait ainsi assurée. Le juge a l'obligation d'exécuter de bonne foi et à bon escient les traités internationaux qui lient son Etat. L'application à bon escient de la légalité pénale garantirait le respect de cette obligation.

Il faut rappeler que c'est à l'échelle nationale que les droits de l'homme énoncés sur le plan international trouvent souvent une réalité<sup>835</sup>.

L'exécution de la sentence judiciaire requiert essentiellement l'usage de la force publique<sup>836</sup>. L'huissier de justice chargée de mettre en exécution une décision judiciaire ou le procureur de la République qui doit accorder main forte à l'exécution d'une décision de justice, quelle que soit la matière, recourent toujours aux forces de l'ordre. Dans le cas précis des décisions pénales, les forces de l'ordre sont incontournables. La force publique est nécessaire pour faire aboutir une condamnation pénale. Ainsi, ce sont les militaires armés qui gardent les prisons et autres établissements pénitentiaires où sont purgées les peines d'emprisonnement, de réclusion ou de détention. Pour conduire et confier au régisseur de prison, une personne suspecte ou reconnue coupable d'une infraction à la loi pénale, le service des forces de l'ordre et de sécurité est encore indispensable. De même, si une amende n'est pas payée volontairement il faut la force publique pour contraindre le condamné à s'exécuter. La force publique (police nationale et gendarmerie) est intimement liée à la justice nationale et en constitue d'ailleurs le bras armé.

## **2. *L'appropriation par le juge béninois de l'autorité de chose interprétée par les juridictions internationales***

252. Il n'est pas suffisant que le juge national applique la légalité pénale de manière efficiente. Il faut et surtout qu'il l'interprète dans le sens donné par les instances internationales de protection contre la torture. En effet, une chose est d'appliquer la loi, une autre est de l'appliquer à bon escient, c'est-à-dire, respecter son sens et en restant conforme aux objectifs de ses rédacteurs. Les infractions contenues dans l'interdiction de la torture sont pour la plupart considérées dans la jurisprudence internationale comme des infractions criminelles<sup>837</sup>. Il n'existerait que deux infractions pouvant être considérées comme infractions délictuelles, à savoir, la peine dégradante et le traitement dégradant. Certaines juridictions supranationales sont dynamiques et bien courageuses dans la protection du droit d'être à l'abri de la torture ; et il serait bien bénéfique pour la lutte contre la torture qu'elles soient suivies par les juridictions nationales<sup>838</sup>. Les explications et orientations de la Convention contre la torture par le Comité contre la torture sont ainsi fondamentales dans l'application à bon escient du droit béninois contre la torture. Ces orientations et explications sont rendues publiques à travers les Observations générales et les Déclarations<sup>839</sup>. D'ailleurs, dans les litiges auquel il est partie, l'Etat est lié par l'autorité de chose

<sup>835</sup> ASSI Brou Rose de Lima : « L'application des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme par les tribunaux nationaux en Afrique de l'Ouest », in : Quelle contribution l'Afrique de l'Ouest peut-elle apporter à la tradition universelle des droits de l'homme ?, Colloque international du CERAP, Abidjan, 13, 14 et 15 mars 2006, p. 4.

<sup>836</sup> Jean-Charles FROMENT : *La République des surveillants de prison*, Ambiguïtés et paradoxes d'une politique pénitentiaire en France (1958-1998), LGDJ, Paris, 1998, p. 256.

<sup>837</sup> Protocole d'Istanbul ; Manuel pour enquêter effacement sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ; p. 3.

<sup>838</sup> Arrêt du 17 décembre 1992, commenté par Jean-François FLAUSS : L'application nationale de la charte africaine des droits de l'homme et des peuples. Bruylant, Bruxelles, 2004, p. 303.

<sup>839</sup> Les plus récentes sont CAT 1, CAT 2, CAT 3 et la Déclaration d'Istanbul sans oublier l'étude des rapports du Bénin par le Comité : CAT/C/BEN/CO/1 en 2001 et CAT/C/BEN/CO/2 en 2008.



interprétée par l'instance internationale chargée de surveiller l'application correcte de l'instrument international<sup>840</sup>. Le juge étant un organe de l'Etat, il est aussi lié par les engagements qui lient son Etat. A défaut, il peut engager, par son fait, la responsabilité de l'Etat. Il en est ainsi parce que l'instance internationale exerce un contrôle supranational qui vérifie le respect des engagements pris par l'Etat<sup>841</sup>. Et ce respect suppose l'obéissance par tous les organes de l'Etat aux engagements.

## **§ 2 : L'interprétation de la loi pénale**

253. L'interprétation d'un texte national ou d'un instrument international consiste à en dégager le sens afin d'en déterminer le champ d'application. Sans doute, il pourrait appartenir au législateur ou aux rédacteurs de la convention d'éclairer leur pensée (A) mais, lors de l'application du texte, cette mission incombe au juge<sup>842</sup> (B).

### **A. L'interprétation législative**

254. Cette interprétation devrait être authentique puisqu'elle émane de l'auteur du texte. Elle peut prendre deux formes. Elle peut être contenue dans le corps même de la loi (1) ou dans un autre texte explicatif. (2)

#### **1. L'interprétation prévue dans le corps du texte**

255. Cette forme d'interprétation se retrouve parfois dans le code pénal ou directement dans le corps du texte. En effet, on retrouve parfois dans certains codes pénaux des passages intitulés : « définitions légales<sup>843</sup> ». A travers ces définitions, le législateur procède à une véritable interprétation des différents textes du code, il éclaire donc sa pensée. C'est le cas dans les lois relatives à la protection des femmes et des enfants (loi n° 2011-26 du 09 janvier 2012, loi n° 2015-08 du 08 décembre 2015).

#### **2. L'interprétation prévue dans un texte postérieur**

256. Cette forme d'interprétation par le législateur intervient après la promulgation de la loi. En effet, c'est à l'occasion des difficultés suscitées par son application que le législateur prend un second texte pour préciser le sens du premier<sup>844</sup>. Ce procédé est appelé système du référé législatif. Son fondement réside dans la méfiance qu'on avait à l'égard du pouvoir judiciaire. On parlait de la crainte du « gouvernement des juges ». Mais le Bénin peut exploiter ce procédé pour rendre conforme son droit positif aux recommandations du Comité contre la torture.

La conformité du droit devrait impliquer le caractère exhaustif des définitions et tenir compte de toutes les sept infractions contenues dans l'interdiction de la torture. Il faut rappeler que quand on parle de l'interdiction de la torture, il s'agit de l'interdiction absolue, aussi bien de la torture

---

<sup>840</sup> Olivier de SHUTTER : « La coopération entre la cour européenne des droits de l'homme et le juge national », in : RBDI Vol. XXX, 1997-1, p. 67.

<sup>841</sup> Art. 40 et 41 du pacte international relatif aux droits civils et politiques ; art. 19, 20, 21 et 22 de la convention contre la torture.

<sup>842</sup> Bernard BOULOC ; Droit pénal général ; op. cit., p. 133.

<sup>843</sup> Cf. Jean PRADEL ; *Ibid.*, p. 218.

<sup>844</sup> Jean PRADEL ; *ibid.*, p. 219.

elle-même que les autres peines et traitements cruels, inhumains ou dégradants. Toutes ces atteintes doivent être appréhendées de façon claire.

## **B. L'interprétation judiciaire**

257. Cette forme d'interprétation est faite par la justice répressive. Elle est très importante car c'est elle qui permet de faire rencontrer une situation abstraite et générale (texte de loi) à une autre situation, cette fois-ci, concrète et particulière (les faits de la cause).

*« Interpréter une loi consiste à en dégager le sens afin d'en déterminer le champ d'application<sup>845</sup> ».*

258. On prévient généralement qu'à l'occasion de l'interprétation de la loi, le juge ne peut en rajouter pour frapper arbitrairement le justiciable.

*« Puisque en effet, la loi au sens large de ce terme a seul le droit de limiter la liberté des individus en défendant certains actes sous la menace d'une peine, le juge ne peut, sous couvert d'interprétation ajouter à la loi et frapper arbitrairement des actes que le législateur n'a pas expressément prévus ni punis <sup>846</sup> ».*

Cependant, le juge, dans son œuvre d'interprétation, ne doit être limité au sens littéral du texte à interpréter. Dans le cas de l'interdiction de la torture où tous les fragments ne sont pas définis avec précision, alors qu'ils doivent tous être pris en compte<sup>847</sup>, la méthode analogique serait mieux adaptée. Cette technique d'interprétation *« consiste à résoudre une espèce pénale non prévue par la loi en se réclamant de son esprit latent et en prenant pour point de départ la similitude de l'espèce donnée avec une autre que la loi a définie ou prévue dans son texte et, dans les cas extrêmes, en recourant aux fondements de l'ordre juridique pris dans leur ensemble<sup>848</sup> ».*

259. La méthode analogique d'interprétation se présente sous deux formes :

- La première forme est l'analogie légale : Elle tend à intégrer dans le cadre légal un cas non prévu<sup>849</sup>.
- La seconde forme est l'analogie juridique : En vertu de l'analogie juridique, le juge se fonde non, sur le voisinage complaisant d'un texte, mais sur l'esprit général du droit pénal. Cette technique permet au juge de créer le droit<sup>850</sup>. Cette façon peut aider à résoudre le problème de la répression de l'interdiction de la torture.

La seule limite ou la seule contrainte pour celui qui procède à cette interprétation est de s'assurer que le justiciable était en mesure de savoir qu'il encourait la peine qu'il s'apprête à lui appliquer

---

<sup>845</sup> Bernard BOULOC ; Droit pénal général, 22 éd. Dalloz, Paris 2011, p. 133.

<sup>846</sup> Ibid.

<sup>847</sup> Le Comité contre la torture recommande que la législation pénale nationale aille au-delà de la définition de l'art. 1<sup>er</sup> de la Conv. et prenne en compte tous les mauvais traitements contenus dans l'interdiction de la torture ; cf. CAT/C/BEN/CO/2 ; 19 février 2008.

<sup>848</sup> Jimenez de ASUA ; L'analogie en droit pénal ; R.S.C., 1949, p. 189.

<sup>849</sup> L'exemple classique est celui de l'art. 16 du code pénal de l'URSS de 1926 en vertu duquel : *« Si un acte socialement dangereux n'est pas expressément prévu par le présent code, le fondement et les limites de la responsabilité encourue à son sujet sont déterminés conformément aux articles du code qui prévoient les délits dont la nature s'en rapproche le plus ».*

<sup>850</sup> Tous ces développements peuvent être consultés dans Jean PRADEL ; Droit pénal général, op. cit., pp. 222 et s.

dans l'espèce et qu'ainsi, il engageait consciemment sa responsabilité pénale<sup>851</sup>. Ainsi, une peine prévue normalement par le législateur pour les CBV ayant entraîné une infirmité permanente<sup>852</sup> peut être appliquée pour un fait qualifié de traitement inhumain (une infraction contenue dans l'interdiction de la torture). Le citoyen n'est donc pas fondé à alléguer qu'il ignorait qu'il encourait une telle peine s'il viole l'interdiction de la torture alors même que cette peine est prévue par le code pénal Bouvenet.

En tout état de cause, la Cour constitutionnelle pourra toujours être saisie par voie de question préjudicielle<sup>853</sup> toutes les fois qu'il y a doute pour savoir si la peine prononcée dans ce cas rencontre les exigences de la légalité pénale.

En définitive, les juges ne doivent plus être seulement, comme le concevait Montesquieu : « *la bouche qui prononce les paroles de la loi, des êtres inanimés, qui n'en peuvent modérer ni la force ni la rigueur* » (De l'esprit des lois).

Les juges, face au droit positif béninois, doivent devenir, pour les nécessités actuelles de protection contre la violation de l'interdiction de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants : « *la bouche éclairée*<sup>854</sup> ».

En effet, bien plus qu'un simple interprète, le juge doit également permettre d'adapter les textes de loi en fonction des contingences actuelles. Le juge est devenu en droit moderne, une bouche créatrice dans l'idée d'un droit vivant, en faisant œuvre de législateur<sup>855</sup>. Il s'agit dans le cas d'espèce de l'évolution de l'interprétation dynamique où le juge devient, dans une certaine mesure, un organe normatif<sup>856</sup>. Tel devrait être le rôle des acteurs juristes dans l'interprétation du droit d'être à l'abri de la torture au Bénin. Une interprétation audacieuse, créant presque le droit, permettrait de réprimer efficacement les actes de torture. Portalis ne disait-il pas que :

« *La science du législateur consiste à trouver dans chaque matière les principes les plus favorables au bien commun ; la science du magistrat est de mettre ces principes en action, de les ramifier, de les étendre, par une application sage et raisonnée, aux hypothèses privées, d'étudier l'esprit de la loi quand la lettre ne suffit pas*<sup>857</sup> » ?

C'est pourquoi le président Wildhaber écrit que :

« *L'œuvre du juge doit être celle d'un cheminement progressif, presque expérimental, vers une solution qui s'inspire des circonstances des affaires dont la justice est saisie. Cela permettra « de toujours élucider les points douteux et s'adapter aux changements de situation (...), la jurisprudence en tant que source du droit contribue nécessairement à l'évolution progressive du droit pénal*<sup>858</sup> ».

---

<sup>851</sup> O. MICHIELS ; op. cit., p. 286.

<sup>852</sup> Art. 310 du CP Bouvenet.

<sup>853</sup> Art. 122 de la Constitution béninoise.

<sup>854</sup> Jean-Claude MARIN ; in, « Le juge est-il toujours la bouche de la loi ? », Conférence débat « Club du Châtelet », 23 novembre 2011, sans pagination.

<sup>855</sup> Ibid.

<sup>856</sup> Luzius WILDHABER ; Discours à l'occasion de la cérémonie d'ouverture de l'année judiciaire, le 20 janvier 2006, in « *Dialogue entre juges, Cour européenne des droits de l'homme, Conseil de l'Europe* », Strasbourg 2006, p. 77.

<sup>857</sup> PORTALIS ; Discours préliminaire au code civil français, prononcé par Portalis en 1804.

<sup>858</sup> Luzius Wildhaber ; Discours prononcé à l'occasion de la cérémonie d'ouverture de l'année judiciaire, le 20 janvier 2006, p. 77.

En somme, les difficultés d'accès au juge et l'inconsistance du pouvoir répressif de ce dernier proviennent du caractère épars et embryonnaire du fondement répressif de la torture, une situation qui rend difficile la répression de la torture en droit béninois. Mais heureusement qu'une voie de sortie est possible, à savoir l'interprétation à bon escient du fondement répressif existant. Il s'agit, concrètement de contribuer à l'instauration d'un ordre futur de lutte contre la torture qui se cherche toujours<sup>859</sup>. L'interprétation du fondement embryonnaire apparaît comme la solution idéale pour une protection effective contre la torture au Bénin qui demeure encore une aspiration plus qu'une réalité. Cela permettra de surmonter et concilier l'inadaptation du droit international et le droit pénal, d'une part, et l'application effective des conventions internationales relatives aux droits de l'homme, d'autre part.

A part les instances nationales, le justiciable peut toujours s'adresser à une instance internationale, la torture étant une infraction du droit international. Cette répression alternative contribuera à renforcer la protection contre la torture.

---

<sup>859</sup> Antonio CASSESE et Mireille DELMAS-MARTY ; (sous la direction) : Juridictions nationales et crimes internationaux, PUF, Paris, 2002, p. 3.

## **Titre deuxième : PROMOTION D'UNE REPRESSION ALTERNATIVE**

260. Il importe que l'effectivité du droit d'être à l'abri de la torture au Bénin passe par le juge national. Cependant pour une protection complète du droit, il importe que les victimes présumées aient la possibilité de s'adresser aussi aux instances internationales. L'accès aux organes supranationaux demeure aussi primordial dans la jouissance de ce droit au Bénin.

L'accès à la justice, comme on vient de le voir, figure parmi les moyens importants de protection contre la torture. Ainsi, si l'on veut protéger effectivement les citoyens contre la violation de leur droit d'être à l'abri de la torture, il faut rendre l'accès à la justice facile à tout le monde. Dans le cas spécifique de la répression de la torture, les organes de surveillance des instruments internationaux de protection et les juridictions internationales peuvent suppléer au juge béninois, comme tout juge national, en cas de défaillance. Dans le souci de rendre effective la protection contre la torture au Bénin, on peut faciliter la saisine de ces instances internationales.

L'accès à la justice, tel que défini par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), signifie que les lois et les recours doivent être, simultanément justes, équitables et sensibles aux besoins des pauvres et des marginalisés, et aussi que les difficultés qu'ont les populations vulnérables à comprendre et faire valoir leurs droits fondamentaux auprès des institutions mises en place pour exercer la justice, sont traitées<sup>860</sup>. Si les lois et les recours en cas de violation de l'interdiction de la torture prennent en compte les aspirations des pauvres et des marginalisés, ils deviennent utiles et peuvent ainsi permettre de renforcer la protection contre la violation du droit. Mais si le droit cultive le mépris envers la protection de l'individu, on aboutirait à une situation comparable à celle des institutions administratives et non aux institutions juridictionnelles<sup>861</sup>. Celles-là étant complètement inhibées par la souveraineté nationale. Les institutions juridictionnelles internationales commencent aussi à s'effondrer sous la menace de la souveraineté et les obstacles politico-diplomatiques. C'est la justice qui devient ainsi écrasée et même humiliée<sup>862</sup>. La répression de la violation de l'interdiction de la torture, pour atteindre son objectif, devrait être conçue sous le double aspect de protection de l'individu et efficacité. Ainsi, elle répondrait aux besoins des pauvres et des marginalisés conformément aux recommandations du PNUD. Penser la justice pénale internationale dans la référence aux droits de l'homme, c'est-à-dire, la protection effective de l'individu permettrait de la sortir de l'abstraction dans laquelle la souveraineté et les obstacles politico-diplomatiques l'ont confinée<sup>863</sup>. La référence aux droits de l'homme peut conduire à adopter des positions et à créer des conditions favorables à l'accès à la justice.

Outillé d'un fondement répressif, riche de plusieurs sources nationales et internationales, le juge pénal devrait contribuer à réduire la commission des actes de torture. Il lui incombe, en effet de rendre effective la protection offerte au citoyen aussi bien par le droit interne que le droit international des droits de l'homme. Dans le cas spécifique des conventions internationales

---

<sup>860</sup> Rapport sur le développement humain, édition 2010 ; PNUD, [www.pnud.org](http://www.pnud.org).

<sup>861</sup> Valeri SAVITSKY, Le procès pénal en URSS, in : DELMAS-MARTY, Mireille (sous la direction) : Procès pénal et droit de l'homme, vers une conscience européenne, Travaux du colloque organisé au Centre Georges-Pompidou par la Bibliothèque publique d'information et le journal Le Monde les 26 et 27 mars 1991, Comité scientifique présidé par M. D-MARTY, PUF, Paris, 1992, p. 139.

<sup>862</sup> Ibid.

<sup>863</sup> Denis SALAS, Le temps des réformes en Europe, in : Procès pénal et droit de l'homme, vers une conscience européenne, Ibid., p. 31.

interdisant la torture, le juge « *a, en tant qu'organe de l'Etat, pour mission de protéger les droits conférés aux particuliers*<sup>864</sup> ».

C'est pourquoi dans le souci de dynamiser l'accès aux justiciables béninois aux instances internationales de substitution, il convient de réduire les effets de la manifestation de la souveraineté sur la protection contre la torture (**chapitre1**) et surmonter les obstacles politico-diplomatiques qui entourent les juridictions internationales (**chapitre 2**).

---

<sup>864</sup> Cour de justice des com. eur. ; Arrêt « Simmenthal », 13 mars 1994, (106/77, Rec., p.269.

## **Chapitre 1 : Dynamisation de l'accès aux organes de surveillance**

261. Les organes de surveillance prévus par les instruments internationaux de protection contre la torture se situent à deux niveaux. D'abord, au niveau universel, il existe le Comité contre la torture et le Comité des droits de l'homme. Ensuite au niveau régional, on a la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples. Les possibilités d'accès à l'un ou à l'autre niveau de répression sont considérablement réduites par divers obstacles issus de la pratique politique de l'Etat partie. Or, le particulier, victime de la violation de l'interdiction de la torture et qui veut saisir ces organes espère une décision qu'il souhaite pouvoir le protéger. Il entend ainsi obtenir, mais en vain, une protection juridictionnelle. Dès lors l'accès effectif aux institutions indépendantes de tout pouvoir politique est le garant sûr des droits de l'homme<sup>865</sup>. Le défaut d'accès ou même des difficultés d'accès rendent abstraite la protection offerte par les instruments internationaux garantissant ces droits.

Les obstacles politiques à l'accès aux organes de surveillance peuvent être classés en deux catégories. Il convient alors, dans leur étude, de distinguer les obstacles engendrés directement par la souveraineté étatique (**Section 1**) des obstacles politico-diplomatiques (**Section 2**).

### **Section 1 : Elimination des obstacles liés à la souveraineté étatique**

262. La définition de la notion de souveraineté qui inspire sa conception aujourd'hui est celle énoncée par Louis Le Fur à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle :

*« La souveraineté est la qualité de l'État de n'être obligé ou déterminé que par sa propre volonté, dans les limites du principe supérieur du droit, et conformément au but collectif qu'il est appelé à réaliser »<sup>866</sup>.*

Dans l'application d'une conception stricte des prescriptions de cette définition, plusieurs Etats créent des situations qui préjudicient à la saisine de l'autorité juridictionnelle chargée de sanctionner les violations de l'interdiction de la torture. Ces violations étant souvent reprochés aux agents de l'Etat. Or, l'accès au juge est fondamental pour le fonctionnement de la justice<sup>867</sup>. Mais dans le cas de la répression des infractions contenues dans l'interdiction de la torture, l'application à tort de la définition de la souveraineté étatique a rendu, d'une part, difficile l'accès aux organes universels chargés de constater la violation de l'interdiction de la torture et d'autre part, a réduit les organes africains à de simples institutions spécialisées. C'est pourquoi il convient d'éliminer ces obstacles pour dynamiser l'accès aux organes universels (§ 1) et l'accès à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (§ 2).

---

<sup>865</sup> Valeri SAVITSKY, Le procès pénal en URSS, in : Mireille DELMAS-MARTY (sous la direction) : Procès pénal et droit de l'homme, vers une conscience européenne, Travaux du colloque organisé au Centre Georges-Pompidou par la Bibliothèque publique d'information et le journal Le Monde les 26 et 27 mars 1991, Comité scientifique présidé par M. DELMAS-MARTY, PUF, Paris, 1992, p. 131.

<sup>866</sup> On peut lire des extraits de la pensée de ce grand juriste français (1870-1943) dans « *La souveraineté et le droit* ».

<sup>867</sup> Filibert Michel SAWADOGO : « L'accès à la justice en Afrique francophone : problèmes et perspectives : le cas du Burkina Faso, in : Colloque sur l'effectivité des droits fondamentaux dans les pays de la communauté francophone » à Port Louis, les 29, 30 septembre et 1<sup>er</sup> Octobre 1993. AUPELF-UREF, p. 297.

## **§ 1 : Elimination des obstacles liés à la souveraineté devant les organes universels**

263. La quasi totalité de la substance de la Convention contre la torture serait devenue abstraite du fait de l'affirmation à outrance de la souveraineté par l'Etat partie. Beaucoup de conditions sont alors instituées pour limiter l'accès au Comité contre la torture (CCT) et quant au Comité des droits de l'homme, sa saisine n'est pas automatique. Il faut alors dynamiser l'accès au comité contre la torture (A) et au comité des droits de l'homme (B).

### ***A. Dynamisation de la répression alternative par l'accès facile au CCT***

264. Dans un monde dangereux caractérisé par d'écrasantes inégalités de pouvoirs et de ressources, la souveraineté constitue pour beaucoup d'Etats africains la meilleure et la seule défense à leur disposition<sup>868</sup>. La souveraineté devient ainsi la reconnaissance de l'égalité en mérite et surtout en dignité des peuples africains<sup>869</sup>. En conséquence, elle constitue une protection de l'identité spécifique et la liberté nationale des peuples. C'est pour cette raison que le principe selon lequel tous les Etats sont souverains, de façon égale, en droit international a été consacré par la charte des Nations Unies<sup>870</sup> et réaffirmé par la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples<sup>871</sup>. Mais depuis 1945, période d'élaboration de la charte, la mise en œuvre de ce principe a radicalement changé avec le temps pour déboucher sur ce à quoi on assiste aujourd'hui et qui peut être assimilé à l'autorisation pour les Etats africains de violer impunément les droits fondamentaux de leurs citoyens sous le couvert de la souveraineté. Les efforts de la communauté internationale en vue de concevoir et de disposer d'un cadre légal et légitime en faveur de la protection contre la torture se trouvent ainsi vidés de leur substance par l'exercice de la souveraineté.
265. Le phénomène de la souveraineté sur la protection des droits individuels des citoyens n'a guère épargné l'Europe moderne. Certains Etats européens ont manifesté et continuent de manifester encore leur mécontentement face aux institutions européennes ayant des attributions qui rivaliseraient avec les pouvoirs souverains d'un Etat. La Cour européenne des droits de l'homme, dans sa mission de protéger les droits de l'homme et de sanctionner, au besoin leur violation, rencontre parfois des résistances. C'est ainsi qu'une de ses décisions a poussé une partie des autorités britanniques à envisager le retrait du pays des membres des institutions européennes<sup>872</sup>.

En effet, suite à une décision de la Cour européenne des droits de l'homme condamnant en 2005 la Grande Bretagne, les eurosceptiques britanniques ont trouvé que la souveraineté de leur Etat est violée, une fois encore, par les juges de Strasbourg. En effet, Les juges de Strasbourg ont estimé que certains pays européens dont le Royaume-Uni contrevenaient aux textes ratifiés en privant tout détenu de son droit de vote, qu'il ait été condamné pour des actes *"relativement mineurs ou graves"* et que sa peine soit d'*"un jour de prison ou la réclusion à perpétuité"*.<sup>873</sup>

---

<sup>868</sup> Léon DUGUIT : Traité de droit constitutionnel, 3<sup>e</sup> édition, tome 2<sup>e</sup> : La théorie générale de l'Etat ; Première partie : Eléments, fonctions et organes de l'Etat, A.L.F. Cie, Editeurs, Paris, 1928, p. 326.

<sup>869</sup> Rapport de la commission internationale de l'intervention et de la souveraineté des Etats, décembre 2006.

<sup>870</sup> Art. 2.1 de la Charte des l'ONU.

<sup>871</sup> Art. 19 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples.

<sup>872</sup> Cf. Le Monde diplomatique du 28 octobre 2011 (journal français).

<sup>873</sup> Ibid.



La Cour européenne des droits de l'homme a suggéré au gouvernement britannique d'appliquer cette déchéance civique au cas par cas, comme le font l'Allemagne ou la France, et non plus automatiquement à toute personne condamnée.

Le Britannique John Hirst, privé de son droit de vote parce qu'il est condamné (pour homicide), avait saisi le juge européen des droits de l'homme. En 2005, la Cour européenne des droits de l'homme lui a donné raison en condamnant son Etat. Cette décision a semblé mettre le feu aux poudres. En 2010, la Cour de Strasbourg a semblé enfoncer le clou, en jugeant une affaire similaire (Greens et M.T. contre Royaume-Uni) dans laquelle le pays a été une fois encore condamné ; un délai de six mois a été fixé pour que le gouvernement britannique se conforme au "droit à des élections libres", garanti par la Convention européenne de sauvegarde des droits et des libertés fondamentales, plus connue sous la dénomination de la convention européenne des droits de l'homme<sup>874</sup>. C'est alors que les passions se sont déchaînées, certaines autorités britanniques ont réclamé le retrait pur et simple de cette Convention que le Royaume-Uni avait pourtant été le premier pays à ratifier, en 1951. La Chambre des Communes a adopté, le 10 février, une motion, par 234 voix contre 22, affirmant la "*primauté*" du pouvoir législatif britannique en matière de droit des détenus<sup>875</sup>. Un véritable affront avait été ainsi organisé contre la Cour européenne des droits de l'homme. La Haute Cour de justice de Londres refusait même tout dommage et intérêt aux prisonniers plaignants. Une commission avait été mise en place pour travailler sur l'élaboration d'une "charte des droits" purement britanniques. Il s'agit d'un véritable désaveu des institutions supranationales dans les affaires internes britanniques et un repli national fondé sur la souveraineté nationale. Devant une telle position, la Cour européenne des droits de l'homme a semblé reculer. Elle a en effet repoussé sa date-butoir imposée au Royaume-Uni, initialement fixée à six mois jusqu'à la décision en appel d'une décision similaire concernant un autre pays européen. Elle avait rallongé la date jusqu'après l'examen par sa Grande Chambre, d'une nouvelle affaire sur le droit de vote d'un détenu. Celle-ci concernait l'Italie. Il s'agit de l'affaire dite « affaire Scoppola ». Les autorités judiciaires britanniques ont voulu, en son temps, se rendre à Strasbourg, en France pour convaincre la Cour européenne des droits de l'homme d'accepter la primauté des lois d'un Etat lorsqu'il s'agit de délicates "*questions de société*".<sup>876</sup> Les autorités du Royaume-Uni considèrent que le droit de vote est un domaine délicat parce qu'il est sensible et relève, de ce fait, de questions de société.

266. La Cour européenne des droits de l'homme est aussi décriée par le Royaume-Uni dans un autre domaine autre que celui des détenus. Il s'agit de celui de l'extradition. Rappelons que c'est l'un des domaines privilégiés par le juge européen de Strasbourg pour protéger contre la violation du droit d'être à l'abri de la torture. La Cour européenne des droits de l'homme considère en effet que le fait que la personne susceptible d'être extradée peut se voir violer son droit d'être à l'abri de la torture par un autre Etat même non européen<sup>877</sup> peut évoquer l'article 3 de la convention européenne de sauvegarde des droits et des libertés fondamentales<sup>878</sup>.

---

<sup>874</sup> Ibid.

<sup>875</sup> Cf. Le Monde diplomatique du 28 octobre 2011 (journal français) qui a fait une publication exhaustive des réactions des autorités britanniques à l'encontre de la Cour européenne des droits de l'homme.

<sup>876</sup> Ibid.

<sup>877</sup> Voir l'arrêt Soering de la Cour européenne des droits de l'homme ; précité.

<sup>878</sup> Art. 3 de la convention européenne : « Nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants ».

*« L'article 3 de la convention prohibe en effet de façon absolue la torture et les peines ou traitements inhumains ou dégradants, négation de la dignité inhérente à la personne humaine, et érige le droit de ne pas subir de tels traitements en un droit intangible<sup>879</sup> ».*

En effet, les autorités britanniques reprochent en outre à la Cour européenne des droits de l'homme d'avoir empêché l'extradition de 102 "criminels étrangers ou immigrants illégaux", qui ont tous invoqué avec succès à Strasbourg l'article 8 de la Convention sur le droit à une vie de famille. Le pays a même annoncé sa volonté de renforcer les lois britanniques sur l'immigration, de manière à ne plus permettre ce type de recours supranational. Certains analystes avaient estimé que cette position du Royaume-Uni risque de fragiliser l'autorité de la très vénérée Cour européenne des droits de l'homme<sup>880</sup>.

La position britannique face à la Cour européenne des droits de l'homme n'est pas isolée. Plusieurs autres pays européens ont manifesté aussi à plusieurs reprises, au nom de leur souveraineté respective, le désaveu de la Cour européenne des droits de l'homme. L'autorité juridictionnelle du juge européen de Strasbourg se remet progressivement en cause du fait de la souveraineté que certains Etats veulent à tout prix conserver même au détriment de la protection contre la torture et autres droits fondamentaux de la personne. C'est surtout le refoulement des étrangers et migrants clandestins que la Cour européenne interdit qui enflamme les tensions entre ces Etats et l'institution basée à Strasbourg, France.

D'autres Etats aussi sont furieux contre la Cour européenne des droits de l'homme à cause de l'impossibilité d'extradition tirée des arrêts de la Cour. En définitive, celle-ci a souvent interdit certaines extraditions et certains refoulements qui constitueraient la source de violation de certains droits fondamentaux, surtout le droit d'être à l'abri de la torture. Ainsi, l'Italie, les Pays Bas et la Suisse face à l'afflux des migrants clandestins qu'ils enregistraient à une période donnée avaient entrepris de les refouler à la frontière mais se sont heurtés aux interdictions de la Cour européenne des droits de l'homme. La Russie, quant à elle a très souvent refusé d'exécuter les décisions de la Cour<sup>881</sup>. La souveraineté des Etats tend ainsi à mettre à néant les efforts des institutions créées pour sauvegarder le droit d'être à l'abri de la torture. Les instances onusiennes chargées de protéger contre la violation de l'interdiction de la torture sont aussi et surtout confrontées à la manifestation de la souveraineté des Etats. Ce phénomène constitue un véritable obstacle à l'accès aux organes de surveillance de l'Organisation des Nations unies.

267. La manifestation de la souveraineté, en ce qui concerne la République du Bénin, se remarque aussi d'une autre manière spéciale. Elle est beaucoup plus sourdine et se fait par l'inexistence de mécanismes adéquats (le refus d'en créer) pouvant permettre d'avoir accès aux instances internationales :

*« Le Comité est préoccupé par l'absence de textes législatifs appropriés et de mécanisme efficace et indépendant permettant aux victimes d'actes de torture et de mauvais traitements de porter plainte et de faire examiner leur cause immédiatement et impartialement. Le Comité déplore également l'absence de lois et de mécanismes de protection des victimes et des témoins. (art. 13 et 14).*

---

<sup>879</sup> Frédéric SUDRE, in « La convention européenne des droits de l'homme, commentaire article par article » par Louis-Edmond PETTITI, Emmanuel DECAUX et Pierre-Henri IMBERT (sous la dir.), Economica, Paris, 1995, p. 156.

<sup>880</sup> On peut lire l'analyse complète de Nicolas HERVIEU, Spécialiste du centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux (CREDOF) dans Le monde diplomatique du 28 octobre 2011.

<sup>881</sup> Ibid.

*L'État partie devrait créer un mécanisme de plainte pleinement indépendant, à l'intention de toute personne victime de torture, et veiller à ce que des mesures soient adoptées pour que toutes les personnes qui signalent des actes de torture ou des mauvais traitements soient protégées comme il convient<sup>882</sup> ».*

L'accès au Comité contre la torture est fondamental dans la lutte contre la torture. C'est un organe principal car c'est lui qui surveille le respect des droits et obligations contenus dans le principal instrument international de protection contre la torture<sup>883</sup>. Il convient de trouver les voies et moyens pour rendre l'accès effectif à cet organe. On peut procéder par des séances de sensibilisation des populations et des organisations non gouvernementales. Les experts nationaux et/ou internationaux peuvent être mis à contribution pour cette mission. On peut procéder aussi par l'octroi de bourses d'étude et de perfectionnement, l'organisation des cycles d'étude sur les droits de l'homme ou des cours de formation nationaux ou régionaux.

Les organisations non gouvernementales agissent souvent comme des groupes de pression et remplissent une fonction d'information du grand public, une fonction de critique sur la mise en œuvre par le Bénin des dispositions des instruments internationaux régulièrement ratifiés<sup>884</sup>. Elles peuvent ainsi amener les autorités béninoises à faire la déclaration nécessaire prévue dans la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants afin de permettre aux citoyens d'avoir accès au Comité contre la torture<sup>885</sup>.

### ***B. L'accès au Comité des Droits de l'Homme : anéantir les difficultés engendrées par la souveraineté***

268. Le Comité des droits de l'homme (CDH) est l'organe de surveillance du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Cette convention onusienne reconnaît le droit d'être à l'abri de la torture au profit de tout citoyen résidant sous la juridiction d'un Etat partie. Mais pour que les justiciables d'un Etat puissent avoir accès au Comité des droits de l'homme et bénéficier de la protection offerte par le Pacte, cet Etat doit être partie à la fois à cet instrument international et à son premier protocole facultatif. S'il constate que l'une des obligations inscrites au pacte n'est pas respectée, le Comité sanctionne l'Etat partie<sup>886</sup>.

C'est dans le souci de respecter la souveraineté des Etats parties que cette astuce de deux traités serait trouvée. Tous les deux traités doivent être ratifiés avant que le Comité des droits soit en mesure de juger l'Etat partie. On permet ainsi à l'Etat d'accepter volontairement d'être jugé avant de la soumettre à la juridiction du Comité.

Les protocoles facultatifs se rapportant au pacte international relatifs aux droits civils et politiques sont au nombre de deux : le premier, adopté par l'Assemblée générale des Nations unies le 16 décembre 1966 et le second protocole facultatif se rapportant au pacte international

---

<sup>882</sup> CAT/C/BEN/CO/2 du 19 février 2008, § 10.

<sup>883</sup> MAZYAMBO, Kisala M. : « L'état d'acceptation du pacte international relatif aux droits civils et politiques et de son premier protocole facultatif par les Etats africains », in Revue de droit africain N° 3-97, p. 8.

<sup>884</sup> Cf. les brochures publiées par l'Institut des Droits de l'Homme et de la Promotion de la Démocratie : la Démocratie au quotidien (IDHPD-DQ) à l'occasion du cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, Cotonou ; spécialement la brochure intitulée « Les droits de l'homme en question ».

<sup>885</sup> Art. 22 de la convention.

<sup>886</sup> Voir l'opinion dissidente de M. Christian TOMUSCHAT, membre du Comité des droits de l'homme, à l'occasion de l'affaire : Constatation du 29 juillet 1981 : Lilian Celiberti de CASARIEGO c. / Uruguay.

relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort, adopté par l'Assemblée générale le 15 décembre 1989.

Ces deux instruments sont des traités qui lient les Etats qui y sont parties. Ils complètent le pacte. Le premier protocole est entré en vigueur le 23 mars 1976. C'est ce premier protocole facultatif se rapportant au pacte international relatif aux droits civils et politiques qui donne au Comité des droits de l'homme le pouvoir de recevoir des communications émanant des particuliers qui s'estiment victimes d'une violation des droits énoncés dans le pacte<sup>887</sup>. Il existe ainsi au plan international un ordre établi pour lutter contre la torture. Mais cet ordre est bien évidemment insuffisant. On doit le compléter, le restaurer en quelques sortes pour l'adapter aux exigences actuelles de la protection contre la violation du droit d'être à l'abri de la torture<sup>888</sup>.

Le Bénin est partie au pacte international relatif aux droits civils et politiques et à son premier protocole facultatif depuis le 12 mars 1992. En conséquence, toute personne résidant au Bénin et s'estimant victime de la violation de l'interdiction de la torture peut saisir le Comité contre la torture. C'est en vertu de l'article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques que le Comité des droits de l'homme peut être saisi et sanctionner la violation de l'interdiction de la torture<sup>889</sup>.

Mais c'est une possibilité qui est inconnue du grand public béninois. Même la plupart des praticiens de droit semble ne pas connaître le système des communications individuelles devant le Comité des droits de l'homme de l'ONU. Les recherches ont montré que depuis 1992, (date d'adhésion par le Bénin) jusqu'en 2015, les saisines de cet organe international venant d'un particulier au Bénin n'existe pas. Aucune organisation non gouvernementale de droit béninois n'a introduit, dans cette période, de communication individuelle auprès du Comité des droits de l'homme. Il faut nécessairement faire connaître cet organe protecteur des droits humains aux différents acteurs béninois<sup>890</sup>. Ainsi, par des séances de sensibilisation, les autorités béninoises peuvent dynamiser l'accès au Comité onusien des droits de l'homme. Les séances de sensibilisation peuvent consister à mettre à la disposition du Béninois moyen mais aussi de toute personne résidant au Bénin des éléments susceptibles de les éclairer davantage sur certains aspects du Comité des droits de l'homme. Il importe de signaler à tous les citoyens et les juristes en particulier que l'Etat béninois a accepté de se soumettre à la juridiction du Comité contre la torture. Ce serait une manière d'anéantir complètement les obstacles de la souveraineté afin de permettre à l'instance universelle de juger l'Etat partie par rapport au respect de ses obligations au regard du pacte.

L'éducation à la défense et à la promotion du droit d'être à l'abri de la torture et les autres atteintes voisines s'impose actuellement. Le Bénin avait l'habitude, par le passé, de faire la promotion des droits de l'homme, de façon générale. Des organisations non gouvernementales et d'autres structures privées et semi-privées étaient, au lendemain de la promulgation de la nouvelle constitution adoptée par référendum suite à la conférence nationale des forces vives de la nation de février 1990, très actives sur le terrain. Certaines de ces structures sont toujours visibles et demeurent actives sur le terrain. Mais le droit d'être à l'abri de la torture n'est pas très présent dans leurs séances de sensibilisation. C'est un droit, en dépit de son caractère

---

<sup>887</sup> Ibid.

<sup>888</sup> A. CASSESE et M. DELMAS- MARTY (sous la juridiction) : Juridictions nationales et crimes internationaux, Puf, Paris, 2002, p. 3.

<sup>889</sup> Art. 7 du Pacte.

<sup>890</sup> Filibert Michel SAWADOGO : « L'accès à la justice en Afrique francophone : problèmes et perspectives ; op. cit., p. 285.

inaliénable<sup>891</sup> et dont la violation a des effets dévastateurs sur l'être humain, qui continue d'être négligé<sup>892</sup>. C'est pourquoi, les autorités doivent trouver des moyens appropriés pour le rendre plus visible et mieux défendu.

## **§ 2 Elimination des obstacles liés à la souveraineté devant la Commission africaine**

269. La protection régionale des droits de la personne pourrait jouer un rôle considérable dans la préservation des droits fondamentaux en Afrique<sup>893</sup>. En Amérique et en Europe, les instances régionales ont fait reculer, de manière remarquable l'impunité. La Commission africaine des droits de l'homme et des peuples essaie de lutter contre l'impunité en matière de violation des droits humains sur le continent. Mais plusieurs obstacles, notamment ceux liés à la souveraineté anéantissent quelque peu l'effort de la première institution africaine en matière de protection contre la torture et contre les violations des droits fondamentaux, de façon générale.

Les Etats africains semblent être réticents pour accepter l'intervention des organisations internationales qui « porterait atteinte » à leur souveraineté. Alors qu'en réalité celle-ci a été remise en cause par la mondialisation, le développement des échanges et le renforcement des liens d'interdépendance et de solidarité. Tous ces éléments réduisent la marge de liberté des Etats en cas de violations des droits humains. Mais ils continuent de soutenir qu'ils sont seuls à pouvoir organiser la répression des violations de l'interdiction de la torture<sup>894</sup>.

Or, en matière de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, les décideurs politiques sont très souvent les auteurs ou complices. Ainsi, prétendre punir eux-mêmes les auteurs des violations, les responsables politico-administratifs africains pratiqueraient une parodie de justice, cela relèverait de l'utopie.

On peut donc se demander si le système de protection africain contre la violation du droit d'être à l'abri de la torture est vraiment efficace. En tout état de cause, la protection africaine des droits de l'homme, de façon générale et la protection contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, de façon spécifique doit prendre en compte la souveraineté des Etats et composer avec les résistances de certains pays<sup>895</sup>.

Les méfaits de la souveraineté avaient conduit un observateur à écrire que la Cour pénale internationale était une « balance sans glaive »<sup>896</sup>. En effet, la contrainte inhérente à la justice est toujours aux mains des Etats parties au statut de Rome instituant la Cour pénale internationale. Cela met en exergue la faiblesse de la protection internationale des droits de l'homme. Une protection quasiment conditionnée à la volonté des Etats.

---

<sup>891</sup> Pour les nuances au caractère inaliénable du droit d'être à l'abri de la torture, voir notre développement aux paragraphes 252 et suivants.

<sup>892</sup> Frédéric SUDRE, in : « La convention européenne des droits de l'homme, commentaire article par article » par Louis-Edmond PETTITI, Emmanuel DECAUX et Pierre-Henri IMBERT (sous la direction), Economica, Paris, 1995, p. 156.

<sup>893</sup> Paul TAVERNIER (sous la direction) ; Recueil juridique des droits de l'homme en Afrique, vol. 2, Bruylant Bruxelles, 2005, p. 878.

<sup>894</sup> Protocole d'Istanbul ; op. cit., p. 78.

<sup>895</sup> Ibid.

<sup>896</sup> Ibid.

La période contemporaine est marquée par une production en droit international des droits de l'homme de nombreux textes de protection contre la torture en réaction, surtout aux horreurs commises par certains responsables dans les Etats africains<sup>897</sup>. Ce mouvement s'est accéléré tellement que la liste des droits ne cesse de s'allonger et le contenu de ces droits, de plus en plus précisé. En Afrique les Etats se sont vus « imposer » des obligations spécifiques pour protéger les droits des individus et le droit d'être à l'abri de la torture, en particulier<sup>898</sup>. Des instances africaines et les procédures spécifiques visant à favoriser l'effectivité de ces droits ont été mises en place. Ainsi la saisine des instances africaines est aujourd'hui presque possible en cas de violation de son droit d'être à l'abri de la torture.

270. Depuis longtemps les droits de l'homme et la protection contre la torture ont été consacrés dans des déclarations nationales comme la Grande Charte de 1215, le Bill of Rights adopté en 1689 (Grande Bretagne), la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 (France). C'est vers la fin du XIXe siècle que la question des droits de l'homme s'est internationalisée progressivement<sup>899</sup>. On est passé ensuite au niveau régionale. La protection régionale a engendré la protection au niveau de chaque pays. L'Organisation des Nations unies a aussi contribué à renforcer la protection des droits humains, en général et la protection contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants en particulier. Aujourd'hui, chaque continent dispose de « sa » convention régionale avec ses institutions chargées de superviser l'application effective de l'instrument régional. L'Afrique a adopté la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples le 18 juin 1981<sup>900</sup>. Cet instrument africain de protection contre la torture a créé la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples. Elle est chargée de superviser l'application par les Etats parties des droits énoncés dans la Charte africaine. Elle est ainsi l'institution chargée de la protection contre la violation de l'interdiction de la torture et des droits de la personne, de façon générale, sur le continent.

La Conférence mondiale sur les droits de l'homme avait rendu hommage aux organes régionaux de protection des droits humains en ces termes :

*« Les mécanismes régionaux jouent un rôle fondamental pour la promotion et la protection des droits de l'homme<sup>901</sup> ».*

L'organe africain de surveillance de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples essaie, en effet, de promouvoir et de protéger les droits contenus dans la charte au profit de toutes les populations d'Afrique. Cependant l'efficacité de cette action n'est pas encore visible.

Les séances de promotion et de protection organisées par la Commission africaine devraient être suivies d'actions concrètes, allant dans le sens de l'éradication de la torture sur le continent. L'indépendance réelle de l'organe africain de surveillance pourrait renforcer ses actions. Cette

---

<sup>897</sup> Avant le génocide rwandais et les atrocités commises en Sierra Léone et au Libéria qui avaient nécessité la création des tribunaux pénaux internationaux ad hoc par l'Organisation des Nations unies, les crimes de torture se commettaient un peu partout en Afrique. Si les Organisations non gouvernementales africaines et internationales n'ont pas pu révéler l'existence de telles pratiques, comme c'est le cas par exemple au Tchad sous le régime de l'ancien chef d'Etat Hissène HABRE, on n'a pas souvent l'occasion d'avoir une idée sur la violation de l'interdiction de la torture sur le continent.

<sup>898</sup> T. MERON, « L'efficacité du système de protection internationale des droits de l'homme » ; in Proc, A.S.I.L.

<sup>899</sup> Ibid.

<sup>900</sup> Par la dix-huitième Conférence des Chefs d'Etats et de gouvernement de l'OUA à Nairobi, Kenya.

<sup>901</sup> Vienne : Juin 1993.

indépendance doit être non seulement à l'égard de « la Conférence »<sup>902</sup> mais aussi à l'égard des Etats parties à la Charte<sup>903</sup>.

En effet, la Commission africaine doit s'affranchir des Etats qui se cachent derrière la souveraineté étatique pour s'opposer d'exécuter les décisions des organes de surveillance<sup>904</sup>. Ces obstacles enlevés permettront à la commission de renforcer son rôle dans la protection contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

## **Section 2 : Elimination des obstacles politico-diplomatiques à l'accès aux organes de surveillance**

271. Le public devrait avoir accès à la justice dans des conditions appropriées, dans le cadre de la législation nationale, lorsqu'il estime être lésé dans ses droits d'être à l'abri de la torture.

Les pratiques politiques, d'une part et diplomatiques d'autre part, ne prennent pas toujours en compte la protection contre la torture. Les intérêts politiques et diplomatiques sont souvent surévalués pour fouler parfois au pied le mécanisme de protection. Ce phénomène s'observe bien au plan universel (§ 1). Au plan régional, ce sont les méfiances et les considérations politico-économiques qui sont constitutives d'obstacles à l'accès aux juridictions régionales des droits de l'homme (§ 2).

### **§ 1 : Elimination des obstacles politico-diplomatiques à l'accès aux organes universels de protection contre la torture**

272. L'accès au juge est fondamental dans la lutte contre la torture. Ainsi, si l'accès est difficile, la contribution du juge dans la lutte contre la torture devient aussi difficile. Tel semble être le cas des organes universels. Les obstacles politico-diplomatiques bloquent l'accès au comité contre la torture (A) tandis que le droit à la justice se trouverait réduit devant le Comité des droits de l'homme (B).

#### **A. Elimination des obstacles politico-diplomatiques à l'accès au Comité contre la torture**

273. Les obstacles politico-diplomatiques à la jouissance du droit d'être à l'abri de la torture sont divers et variés. Ainsi, peut être qualifié d'obstacle politique la perception des gouvernants qui place la protection contre la torture au bas de l'échelle des priorités<sup>905</sup>. Cela ne permet pas du tout ou permet très peu l'accès aux instances internationales chargées de réprimer la torture. D'abord, ce sont des responsables méfiants quand il s'agit de signer ou de ratifier les traités internationaux en matière des droits de l'homme. En effet si la lenteur des procédures de ratification peut parfois s'expliquer par de réelles contraintes techniques, cela est aussi parfois l'illustration d'une

<sup>902</sup> Il s'agit de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine, organe prépondérant auquel tous les autres sont soumis.

<sup>903</sup> Entretien avec le juge Fatsah OUGUERGOUZ, consultable sur [www.wikipedia.org](http://www.wikipedia.org).

<sup>904</sup> CAT/C/GC/2 ; § 15.

<sup>905</sup> Voir décision de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples : Amnesty international et autres c/ Soudan, (2000) RADH 323 (CADHP 1999).

réticence de certaines autorités politiques à abandonner une partie de leur souveraineté au profit d'une instance internationale<sup>906</sup>.

Ensuite, si l'Etat devient partie, malgré tout, à ces conventions internationales interdisant la torture, les autorités politico-administratives multiplient les astuces pour éviter que celles-ci aient un effet direct à l'intérieur de l'Etat. Car il revient aux gouvernants de vulgariser les conventions ratifiées et de prendre toutes les dispositions afin que les citoyens puissent en jouir<sup>907</sup>.

Enfin certaines saisines des instances internationales par les citoyens sont souvent considérées comme une alliance avec l'ennemi étranger et donc sanctionnées. Les citoyens qui tentent de porter les cas de torture et autres atteintes à l'intégrité physique à la connaissance du juge international deviennent indésirables dans leur propre pays et peuvent en être persécutés<sup>908</sup>. Il convient de rappeler que le Bénin n'a pas fait la déclaration « substantielle » prévue par l'article 22 de la Convention contre la torture. Cette disposition conventionnelle subordonne l'accès au Comité contre la torture à cette déclaration préalable. Cette déclaration, facultative, donne lieu à un deuxième traité auquel l'Etat partie peut choisir d'adhérer ou non.

Dans le souci d'empêcher peut être l'organe onusien de juger ses actes de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, le Bénin s'est abstenu de faire cette formalité substantielle que constitue la déclaration préalable.

274. Par ailleurs, peuvent être qualifiés d'obstacles diplomatiques, les intérêts économiques ou militaires évoqués pour s'opposer à l'adhésion d'un instrument international relatif à la protection contre la torture ou à l'organe de surveillance de cet instrument. Le pire c'est qu'un seul Etat peut se fonder sur ces considérations pour déterminer plusieurs autres Etats à s'abstenir. On peut citer notamment l'attitude des Etats-Unis d'Amérique vis-à-vis du statut de Rome. En effet, non seulement ils ont refusé de signer et de ratifier le statut de Rome, mais aussi, ils ont multiplié les astuces pour déterminer certains Etats, tel que le Bénin, à rejeter aussi la juridiction de la Cour pénale internationale<sup>909</sup>.

Dans ce cas, l'organe universel de protection contre la torture est empêché de se prononcer sur les violations de l'interdiction de la torture qui se commettent à travers le pays. Il faut donc dynamiser la saisine de cet organe en la débarrassant de tous ces obstacles.

### ***B. Elimination des obstacles politico-diplomatiques à l'accès au Comité des Droits de l'Homme***

275. Dans l'analyse des obstacles à l'accès aux organes de surveillance, il faut distinguer le droit au juge et le 'droit au droit' qui concourent tous les deux au droit à la justice universelle<sup>910</sup>. L'une et l'autre de ces deux situations peuvent être constituées d'obstacles. Si les deux ne sont pas surmontées simultanément, les organes ne peuvent remplir leur mission.

---

<sup>906</sup> William BOURDON et Emmanuel DUVERGER, *La Cour pénale internationale, le statut de Rome*, Ed. du Seuil, Paris, 2000, p. 330.

<sup>907</sup> Voir art. 147 de la constitution du 11 décembre 1990.

<sup>908</sup> Amnesty International : Rapport 2012 : La situation des droits de l'homme dans le monde, AILDH-FR, p. 256.

<sup>909</sup> William BOURDON et Emmanuel DUVERGER, loc. cit., pp. 330 et s.

<sup>910</sup> P. COUVRET, « L'accès à la justice et ses obstacles », in : Colloque sur l'effectivité des droits fondamentaux dans les pays de la communauté francophone à Port-Louis les 29, 30 septembre et 1<sup>er</sup> octobre 1993 ; AUELF-UREF, p. 258.



Le droit au juge suppose que tous les obstacles liés à la procédure pour saisir le juge onusien soient maîtrisés et vaincus. Il s'agit notamment de la connaissance du siège du juge à travers la maîtrise de son adresse complète<sup>911</sup> et les modalités de sa saisine (qualité, délai, mentions obligatoires de la requête).

Le droit au droit suppose que tous les obstacles liées aux prérogatives que confèrent les instruments internationaux relatifs à la torture soient levés. Ainsi, les citoyens, maîtrisant parfaitement leur droit d'être à l'abri de la torture seront capables d'en exiger le respect et la jouissance.

En tout état de cause, le droit à la justice est le droit au juge parce que ce droit suppose la saisine du juge onusien en vue d'obtenir de lui une décision. Le droit à la justice est également " le droit au droit " en ce que le recours à la justice vise à faire reconnaître et sanctionner la violation du droit d'être à l'abri de la torture<sup>912</sup>. Ainsi apparaissent les deux obstacles qui doivent être surmontés pour avoir accès à la justice internationale : il s'agit d'une part de disposer des potentialités intellectuelles, financières nécessaires pour s'adresser à la justice internationale ; et de l'autre, être en mesure de savoir qu'on est victime.

En d'autres termes, les obstacles à la justice supposent qu'une catégorie non négligeable de la population se trouve exclue des services de la justice soit parce qu'elle est pauvre, soit parce qu'elle est analphabète ou encore parce qu'elle ignore ses droits. Une partie importante des difficultés d'accès aux organes internationaux de surveillance des conventions internationales interdisant la torture est liée à l'analphabétisme. Il en est ainsi parce que la plupart des victimes de la violation de l'interdiction de la torture ignorent généralement toutes les voies de recours, mêmes les voies de recours existantes à l'interne pour demander justice. C'est pourquoi ce sont surtout certaines organisations non gouvernementales qui les sensibilisent et les encouragent à saisir la justice, avec beaucoup de difficultés, les victimes mêmes hésitant souvent à coopérer pour fournir les preuves.

L'ignorance du droit et de la procédure explique aussi, en partie les difficultés d'accès à la justice internationale<sup>913</sup>. Le droit d'être à l'abri de la torture n'a pas reçu suffisamment de définition à telle enseigne que beaucoup de gens ignorent ce qui peut, en pratique, être constitutif de l'une ou l'autre des infractions contenues dans l'interdiction de la torture<sup>914</sup>. Ainsi la victime même de la torture ou autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ignore qu'elle est victime d'un de ses droits fondamentaux alors qu'elle souffre et se trouve gravement atteinte dans sa vie sociale, psychique, psychologique, morale, et même économique et intellectuelle. Au-delà de cette ignorance, les modalités de saisine du Comité des droits de l'homme ne sont pas bien maîtrisées de tout le monde et beaucoup de victimes ne savent pas comment saisir l'organe onusien.

---

<sup>911</sup> L'ignorance de l'adresse des instances onusiennes est souvent sources d'impunité car les victimes ne savent où saisir le juge des droits de l'homme pour avoir justice.

<sup>912</sup> P. COUV RAT, « L'accès à la justice et ses obstacles », op. cit., p. 229.

<sup>913</sup> P. COUV RAT, « L'accès à la justice et ses obstacles », in : Colloque sur l'effectivité des droits fondamentaux dans les pays de la communauté francophone à Port-Louis les 29, 30 septembre et 1<sup>er</sup> octobre 1993 ; AUPELF-UREF, p. 258.

<sup>914</sup> Gilles BADET, « Note sous Cour constitutionnelle du Bénin DCC 99-11 du 04 février 1999 », RBJC, I-2013, p. 535.

Surmonter les obstacles qui bloquent l'accès au Comité des droits de l'homme, comme beaucoup d'autres instances internationales, peut ainsi consister à enseigner aux populations par une définition exhaustive et détaillée des différentes atteintes contenues dans l'interdiction de la torture. Le droit à la justice internationale doit être non seulement garanti par, comme le dit le professeur COUVRAT : « ... *une accessibilité constante dans le temps à l'obtention de la justice (...) une accessibilité générale dans l'espace quel que soit l'endroit où elle est sollicitée (...) une égalité de traitement pour tous par elle*<sup>915</sup> », mais surtout encourager les victimes présumées en les sensibilisant et en les protégeant<sup>916</sup>.

Si les obstacles politico-diplomatiques ont limité l'accès aux organes onusiens de protection contre la torture, ils ont presque anéanti les organes régionaux. C'est pourquoi, Il est important de réduire les obstacles à ce niveau avant de pouvoir rendre utiles tous les organes de surveillance dans la protection contre la torture.

## **§ 2 : Elimination des obstacles politico-diplomatiques à l'accès à l'organe africain de surveillance**

276. L'accès à l'organe africain de surveillance pour demander que la violation de l'interdiction de la torture soit sanctionnée n'est pas toujours facile.

Rappelons que la création de la commission africaine des droits de l'homme a été prévue par la charte africaine<sup>917</sup>. Cette Commission fonctionne comme mécanisme de contrôle de l'application de la Charte par les Etats parties. Entré en vigueur depuis le 2 novembre 1987, l'organe africain de contrôle siège à Banjul en Gambie. Elle se réunit en session ordinaire deux fois par an, aux mois de mai et novembre. Les sessions de la commission se tiennent à son siège à moins qu'un Etat partie ne l'invite à tenir une session sur son territoire. Elle est composée de 11 commissaires élus pour 6 ans renouvelables par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine. Il est assigné à la commission africaine, théoriquement une triple mission : mission de promotion, mission de protection et mission d'interprétation de la charte<sup>918</sup>. Aucune de ces trois missions n'a permis à la commission d'assurer la protection contre la torture. Aucune mission n'a été véritablement et effectivement mise en œuvre.

La mission de promotion des droits de l'homme et des peuples comporte notamment la documentation, des études et des recherches sur les problèmes africains relatifs aux droits de l'homme et des peuples, l'organisation des conférences, séminaires et colloques, la diffusion d'information, la coopération avec les institutions africaines et internationales chargées de la promotion et de la protection des droits de l'homme et des peuples, l'examen des rapports périodiques bisannuels des Etats.

La mission de protection, quant à elle, consiste en l'examen des communications des Etats parties à la charte africaine et d'autres communications (plaintes) des particuliers, personnes physiques ou morales et ONG contre des Etats parties qui auraient violé les dispositions de ladite charte. C'est cette mission de protection qui est en fait la mission principale en matière de répression de la torture car c'est elle qui permet à la commission de secourir en quelque sorte ou

<sup>915</sup> P. COUVRAT, loc. cit.

<sup>916</sup> Les intimidations et les menaces à l'encontre des victimes de torture les empêchent souvent de porter plaintes : cf. Amnesty International, Combattre la torture, Manuel pour l'action, EFAI, Paris, 2004, p. 90.

<sup>917</sup> Art. 30 de la Charte.

<sup>918</sup> Art. 45 de la Charte.

de venir en aide aux citoyens vivant sous la juridiction des Etats membres et qui seraient victimes de torture et autres atteintes à l'intégrité physique ou morale. Mais paradoxalement c'est l'exercice de cette mission qui est soumise à l'observation d'innombrables conditions.

277. Dans le cas spécifique de la protection contre la torture, les compétences de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples consistent à recevoir des communications émanant de l'Etat partie, organisations non gouvernementales (ONG) ou individus, concernant les violations de l'interdiction de la torture commises sur le territoire d'un Etat partie<sup>919</sup>.

Ainsi, la Charte africaine a institué la Commission comme seul organe de protection et de promotion des droits de l'homme, de façon générale, et la lutte contre la torture, en particulier, sur le continent africain. Mais l'accès à cet organe n'est pas aisé.

En effet, le droit de saisine de la commission africaine des droits de l'homme et des peuples est restreint ainsi que l'explique le juge Kéba MBAYE :

*« Les auteurs de la charte manifestent une très grande méfiance vis-à-vis des communications autres que celles des Etats parties ; aussi les ont-elles enfermées dans des conditions de recevabilité dont le respect intégral bien que difficile est nécessaire pour assumer une saisine valable de la commission<sup>920</sup> ».*

Le respect intégral des conditions de recevabilité des plaintes déposées devant la commission africaine des droits de l'homme et des peuples apparaît comme un véritable parcours de combattant. Les personnes physiques et les organisations non gouvernementales désireuses de saisir l'organe africain de contrôle de la charte doivent satisfaire à une kyrielle de conditions avant que leurs recours ne soient déclarés recevables et fondés<sup>921</sup>.

En définitive, l'accès à la Commission africaine ne tient pas du tout compte des conditions personnelles des victimes potentielles des violations du droit d'être à l'abri de la torture dans un continent où l'arbitraire étatique est encore une réalité. Ainsi, on peut dire que l'accès à la Commission africaine est bloqué à de nombreuses victimes par la charte elle-même<sup>922</sup>. Les nombreuses conditions de l'article 56 dont certaines pourraient être analysées comme des obstacles en témoignent. On peut évoquer notamment la condition de la compatibilité de la communication avec la charte de l'Union africaine et la charte africaine elle-même ou celle de l'interdiction de fonder la plainte sur des faits obtenus grâce aux médias. Cette dernière exigence peut être constitutive d'obstacles aux organisations non gouvernementales (ONG) qui pourraient être amenées à suppléer aux hésitations des victimes directes des violations du droit<sup>923</sup>. C'est souvent à travers les médias qu'elles ont connaissance des violations de l'interdiction de la torture avant d'agir. Le taux d'analphabétisme étant trop élevé, la méconnaissance du droit par les citoyens est évidente et ce sont les organisations non gouvernementales et autres institutions défendant les droits humains qui saisissent souvent les juridictions pour que la violation soit

<sup>919</sup> Voir art. 47 et 55 de la Charte.

<sup>920</sup> Kéba MBAYE, in : « Rapport introductif sur la charte africaine des droits de l'homme et des peuples », actes du colloque de la Commission internationale des juristes, Nairobi du 2 au 4 décembre 1985, p. 42.

<sup>921</sup> Voir l'article 56 de la charte.

<sup>922</sup> Voir les dispositions du même art. 56 en ses points 2 et 4.

<sup>923</sup> Cf. art. 2 du code de procédure pénale béninoise qui prévoit cette possibilité de saisine aux ONG et à toute personne, bien que n'ayant pas subi directement un préjudice personnel de la violation du droit, présente un intérêt légitime à agir.

sanctionnée<sup>924</sup>. Limiter l'accès à la commission africaine à ces défenseurs des droits de l'homme en Afrique peut conduire beaucoup de victimes analphabètes à s'abstenir de s'adresser à cette institution africaine.

La condition de compatibilité de la plainte avec la Charte de l'Union africaine et la Charte africaine elle-même demeure floue et peut être source d'obstacles à l'accès à la Commission pour certaines victimes<sup>925</sup>. La révision de la Charte dans ce sens pour améliorer la saisine de la commission serait souhaitable<sup>926</sup>.

---

<sup>924</sup> P. COUV RAT, « L'accès à la justice et ses obstacles », in : Colloque sur l'effectivité des droits fondamentaux dans les pays de la communauté francophone à Port-Louis les 29, 30 septembre et 1<sup>er</sup> octobre 1993 ; AUPELF-UREF, 1994, p. 258.

<sup>925</sup> Fatsah OUGUERGOUZ ; op. cit.

<sup>926</sup> P. COUV RAT, « L'accès à la justice et ses obstacles » ; op.cit, p.260.

## **Chapitre 2 : Dynamisation de l'accès aux juridictions internationales**

278. La répression de la torture en droit béninois connaît beaucoup de limites constitutives de problèmes. Beaucoup de solutions envisagées n'ont pas pu résoudre tous les problèmes. Pourtant à l'analyse, une autre solution est envisageable pour venir à bout des différentes difficultés que pose le problème de la répression de la torture en droit béninois.

En effet, une grande partie des problèmes que connaît la répression de la torture peuvent se résumer en deux. Il s'agit des difficultés d'accès au juge<sup>927</sup>. Il s'agit ensuite de l'impossibilité pour les victimes béninoises de s'adresser aux juridictions internationales de substitution.

C'est pourquoi la solution à certains problèmes de la répression de la torture peut passer, par l'élimination des obstacles liés à l'accès aux juridictions onusiennes<sup>928</sup> (**Section 1**) et par le rapprochement des victimes potentielles béninoises à certaines instances supranationales (**Section 2**).

### **Section 1 : Elimination des obstacles liés à l'accès aux juridictions régies par l'ONU**

279. L'accès au juge ou aux institutions judiciaires, rappelons-le, est indispensable pour la garantie du droit d'être à l'abri de la torture. Aussi, est-il important d'éliminer tout obstacle pour renforcer la lutte contre la torture. Il s'agira, dans le cas d'espèce de rendre les poursuites effectives toutes les fois qu'il y a présomption de violation du droit d'être à l'abri de la torture. Toute victime doit avoir accès direct au juge (§ 1) et les poursuites contre les présumés auteurs doivent être automatiques (§ 2).

#### **§ 1 : Rendre les poursuites effectives**

280. Il s'agit de faire en sorte que toute saisine de la Cour pénale internationale soit sincère (**A**). Au cas où la juridiction internationale permanente ne peut être saisie utilement, on pourra la suppléer par le système des tribunaux pénaux internationaux ad hoc (**B**).

##### **A. La sincérité dans la saisine de la CPI**

281. Rappelons d'abord que la Cour pénale internationale peut être saisie de trois manières différentes : la saisine par le Conseil de sécurité des Nations-Unies<sup>929</sup>, la saisine sur un renvoi d'un Etat partie<sup>930</sup> et la saisine directe du procureur sur des renseignements qui lui seraient

---

<sup>927</sup> P. COUV RAT, « L'accès à la justice et ses obstacles », in : Colloque sur l'effectivité des droits fondamentaux dans les pays de la communauté francophone, op. cit., p. 211.

<sup>928</sup> Ibid.

<sup>929</sup> Art. 13- b : C'est le cas de la procédure ouverte contre Omar el BECHIR et autres acteurs de la guerre du Darfour au Soudan.

<sup>930</sup> Art. 13- a : C'est le cas des procédures ouvertes contre 5 dirigeants de l'Armée de résistance du Seigneur en Ouganda et contre Monsieur LUBANGA, RDC.

fournis<sup>931</sup>. Chaque saisine de la Cour pénale internationale se doit d'être guidée par la philosophie de justice et d'équité fondée sur la sincérité afin de rendre la juridiction universelle permanente utile dans la lutte contre la torture<sup>932</sup>.

### *1. La sincérité dans la saisine de la CPI par l'ONU*

- 282.** Rappelons que c'est en vertu des prérogatives à lui conférées par le chapitre VII de la charte des Nations unies que le conseil de sécurité peut saisir la Cour pénale internationale. C'est l'organe exécutif de l'Organisation des Nations unies. Ainsi, il a les attributions les plus diverses et est doté de pouvoirs spécifiques. Le conseil de sécurité est, en effet, chargé du maintien de la paix et de la sécurité internationale<sup>933</sup>. Pour ce faire, l'organe exécutif de l'ONU procède généralement par des sanctions internationales : Ce procédé permet aux Nations unies de contraindre un Etat qui serait en train de compromettre la paix et la sécurité internationale de cesser ses agissements. Il s'agit, généralement de blocus économique et/ou l'interdiction de voyage des principaux responsables de l'Etat incriminé. Actuellement nombreux sont les Etats qui sont sous les sanctions internationales onusiennes. Il faut ajouter que d'autres organisations internationales, surtout régionales font aussi recours aux sanctions internationales pour imposer des directives aux Etats parties. On peut citer notamment l'Union européenne.

Il arrive parfois que certains pays utilisent ces genres de méthodes pour manifester leur mécontentement face aux agissements de certains Etats. C'est le cas des Etats-Unis d'Amérique qui prononcent souvent des sanctions de blocus et d'embargo contre certains pays avec lesquels ils ne partagent pas certaines méthodes de développement ou les Etats qu'ils considèrent comme auteurs de violation des droits de l'homme ou ceux qui violent le droit international ou simplement les pays qui compromettraient les intérêts des Etats-Unis d'Amérique.

C'est quand cette première voie de sanctions internationales devient inefficace que le Conseil de sécurité des Nations-Unies passe souvent à la deuxième méthode de maintien de la paix, à savoir l'intervention militaire : L'usage de cette méthode requiert beaucoup de stratégies. Il consiste à attaquer par la force militaire un Etat qui serait en train de troubler la paix et la sécurité internationale. Le Conseil de sécurité autorise un certain nombre des Etats membres des Nations unies à faire usage de leurs forces militaires pour contraindre un Etat à cesser ses agissements dangereux pour la paix et la sécurité internationales<sup>934</sup>.

Il faut préciser que toutes ces mesures sont toujours précédées ou sous tendues par des Résolutions. Le Conseil de sécurité décide par Résolution. Certaines de ces résolutions ont en principe force exécutoire. En effet, les membres de l'Organisation conviennent d'accepter et d'appliquer les décisions du Conseil de sécurité<sup>935</sup>. Mais l'égoïsme et la souveraineté conduisent certains Etats à s'abstenir d'appliquer les Résolutions votées par le Conseil de sécurité de l'ONU<sup>936</sup>.

---

<sup>931</sup> Art. 13- c : C'est le cas de la procédure ouverte contre Messieurs Laurent GBAGBO et Charles BLE GOUDE, Cote d'Ivoire.

<sup>932</sup> TINE, A. ; La Cour pénale internationale ; l'Afrique face au défi de l'impunité, édition Raddho, Dakar, 2000, p. 22.

<sup>933</sup> Art. 24 de la charte.

<sup>934</sup> Olivier de SCHUTTER ; Droit matériel des droits de l'homme ; Cours de DEA, Chaire UNESCO des droits de la personne et de la Démocratie, UAC, Cotonou, 2003, inédit.

<sup>935</sup> Art. 25 de la Charte des Nations Unies.

<sup>936</sup> Olivier de SCHUTTER ; loc. cit.

C'est en vertu de ses pouvoirs exceptionnels que l'organe exécutif de l'Organisation des Nations-unies peut saisir la Cour pénale internationale en vue de faire juger par elle les personnes considérées comme ayant commis des crimes graves du droit international<sup>937</sup>. Si cette saisine prévue dans le but de faire régner la paix et la justice internationale n'est pas guidée par l'équité et l'impartialité, elle ne peut pas être sincère. Il est donc impérieux que le Conseil de sécurité saisisse la Cour pénale internationale dans le seul souci de faire justice. Il ne doit plus avoir de distinction et de parti pris. Il est vrai que le conseil de sécurité est un organe de politique internationale et fonctionne pratiquement au gré des intérêts de ses cinq membres permanents. Mais quand il s'agit de la répression de la torture et de la justice, il ne devrait pas avoir de place à la politique des intérêts. Le seul souci doit être la justice. Ainsi la possibilité de saisine de la CPI offerte à l'ONU serait bénéfique, parce que sincère, pour la lutte contre la torture.

## 2. *La sincérité dans la saisine de la CPI sur renvoi d'un Etat partie*

283. La saisine de la juridiction répressive internationale sur renvoi d'un Etat partie pourrait être celle qui s'écarterait le plus de la sincérité. C'est généralement celui qui a gagné une guerre civile qui envoie ses adversaires d'hier vaincus devant la Cour pénale internationale<sup>938</sup>. Il est important qu'après une guerre civile ou tout autre conflit armé, toutes les personnes qui ont, directement ou indirectement, porté atteinte au droit d'être à l'abri de la torture, soient traduites devant la Cour. La violation du droit d'être à l'abri de la torture étant très souvent constitutive de l'une des infractions dont la Cour pénale internationale est compétente. Il s'agit du génocide, du crime contre l'humanité, du crime de guerre et du crime d'agression. Cette quatrième infraction, crime d'agression a été ajoutée récemment<sup>939</sup>. Le débat est toujours en cours pour savoir s'il faut ajouter le crime de terrorisme comme infraction relevant de la compétence de la Cour<sup>940</sup>.

En tout état de cause, il faut que chaque acteur d'un conflit armé qui peut être suspecté d'avoir posé des actes constitutifs de l'un de ces crimes soit effectivement mis à la disposition de la justice répressive internationale.

Il est souhaitable que le Conseil de sécurité de l'ONU fasse, dans ce cas, toutes les pressions possibles pour que les personnes, sans exception aucune, soient traduites devant la Cour pénale internationale, quel que soit le camp auquel elles appartiennent<sup>941</sup>. Le droit international offre malheureusement des opportunités de se dédier pour se mettre à l'abri des poursuites en cas de violation de l'interdiction de la torture. C'est la possibilité d'accords multilatéraux et bilatéraux qui peuvent constituer de véritables obstacles à l'intervention de la Cour pénale internationale. Le Bénin a conclu de tels accords avec certains Etats dont l'objectif est de soustraire certains justiciables des poursuites éventuelles de la juridiction internationale répressive permanente. Ainsi, malgré la ratification du statut de Rome par le Bénin, cette juridiction internationale ne pourrait pas avoir l'occasion de juger certaines personnes qui se trouveraient sur le territoire béninois. Le Comité contre la torture se désole de cette situation :

<sup>937</sup> Eric DAVID, Eléments de droit pénal international ; Titre 2 : Le contenu des infractions internationales ; chapitre XIV à XX, 11<sup>e</sup> édition, PUB, Bruxelles, 2006, p. 928.

<sup>938</sup> Ottavio QUIRICO ; Réflexions sur le système du droit pénal international, thèse de doctorat, Université de Toulouse 1, 2005, op. cit., p. 370.

<sup>939</sup> C'est lors de la Conférence de Kampala, en juin 2010 que le crime d'agression a été défini car cette infraction n'avait pas pu être définie dans le statut de Rome, faute d'accord entre les plénipotentiaires en ce moment là. Il faut ajouter que c'est en 2017 que la Cour pénale internationale pourra commencer par connaître de cette infraction (décision de la Conférence de Kampala).

<sup>940</sup> Cf. les travaux de la conférence de Kampala, juin 2010.

<sup>941</sup> Ottavio QUIRICO ; Réflexions sur le système du droit pénal international, op. cit., p. 370.

*« Le Comité est préoccupé par des informations concernant l'existence d'un accord conclu par le Bénin avec les États-Unis d'Amérique selon lequel les ressortissants de ces derniers se trouvant sur le territoire béninois ne peuvent être transférés devant la Cour pénale internationale en vue d'être jugés pour crimes de guerre ou crimes contre l'humanité<sup>942</sup> »,*

avant de recommander que :

*« L'État partie devrait prendre les mesures utiles pour réviser les termes de cet accord empêchant le transfert de ressortissants américains se trouvant sur le territoire béninois, conformément aux dispositions de la Convention<sup>943</sup> ».*

- 284.** En promouvant une juridiction permanente universelle, les Nations unies ont en vue la promotion du droit d'être à l'abri de la torture, entre autres, et la protection pour tous. L'ONU vise aussi à universaliser les droits de l'homme et l'interdiction de la torture. Pour atteindre réellement cet objectif, il faut responsabiliser les dirigeants politiques. Ils sont ceux qui violent très souvent, à l'occasion de la préservation de leurs intérêts politiques, le droit d'être à l'abri de la torture et autres droits fondamentaux de l'homme. Aussi, la Cour pénale internationale doit-elle être sollicitée pour dissuader et réprimer toutes atteintes aux droits protégés. La juridiction internationale permanente de la Haye joue un double rôle : Son existence est à la fois préventive et dissuasive.

### **3. *La sincérité dans la saisine de la CPI sur renseignements fournis au Procureur***

- 285.** Si les États parties ou le Conseil de Sécurité de l'ONU peuvent déférer au Procureur des situations concernant des crimes relevant de la compétence de la Cour, le Procureur peut aussi décider d'ouvrir une enquête de sa propre initiative sur la base des renseignements reçus. S'il rencontre de résistance sur le territoire d'un Etat qui ne veut pas coopérer, il doit demander l'autorisation de la Chambre préliminaire<sup>944</sup>.

Les enquêtes du procureur s'étendent à tous les faits et les éléments de preuve pertinents pour évaluer la responsabilité pénale des personnes suspectées. En principe, ces enquêtes sont à charge et à décharge<sup>945</sup>. Elles sont à charge parce que le procureur et ses collaborateurs doivent chercher tous les éléments ayant rapport direct ou indirect aux crimes perpétrés. Ils peuvent ainsi se déplacer sur les lieux des crimes, recueillir des témoignages, des écrits ou documents pouvant prouver la commission réelle des crimes et/ou pouvant démontrer l'implication directe ou indirecte des personnes suspectées. Tous ces éléments de fait et de droit seront transmis à la chambre préliminaire pour appréciation<sup>946</sup>. Cette chambre est seule habilitée à permettre à la Cour de démarrer un procès. Si les éléments de faits et de droit présentés par le bureau du procureur ne sont pas convaincants, la chambre préliminaire les lui retourne en lui demandant de compléter ses éléments, à défaut, l'affaire peut être classée à cette étape.

Mais si, après les dénonciations et les plaintes reçues, et après enquête minutieuse, le bureau du procureur n'a pas trouvé des éléments convaincants à l'encontre des personnes suspectes, il doit

<sup>942</sup> CAT/C/BEN/CO/2 du 19 février 2008.

<sup>943</sup> Ibid.

<sup>944</sup> Art. 54 et 57 § 3 al. d du statut de Rome.

<sup>945</sup> Art. 54 du statut de la CPI.

<sup>946</sup> Art. 61 du Statut de la CPI.



exhiber ces preuves qui déchargent les présumés auteurs. Il appartient ainsi au bureau du procureur de se montrer impartial dans la recherche de preuve<sup>947</sup>. Ce caractère impartial est très important pour le travail du procureur parce qu'il conditionne la confiance que requiert la justice à l'égard des justiciables.

La saisine de la Cour pénale internationale sur renseignements fournis au procureur, rappelons-le, est discrétionnaire. Si cette discrétion peut être guidée, dans la mesure du possible, par la sincérité, elle serait utile pour la protection contre la torture. La sincérité peut provenir du fait que le procureur, ayant constaté que l'Etat partie ne lui a dénoncé que ses adversaires politiques, décide de traduire aussi les autres personnes suspectes de violation du droit et qui sont dans l'autre camp, du côté du nouveau pouvoir. On doit mettre tout le monde sur un pied d'égalité devant la Cour pénale internationale. Cela va contribuer à la réduction de la violation du droit d'être à l'abri de la torture.

286. A noter qu'à la date du 1<sup>er</sup> avril 2015, seuls 123 Etats sur les 193 Etats membres de l'Organisation des Nations unies ont ratifié le statut de la Cour pénale internationale et acceptent son autorité. Trente-deux autres Etats ont signé le statut de Rome créant la Cour pénale internationale mais ne l'ont pas encore ratifié<sup>948</sup>. Parmi cette deuxième catégorie de pays ayant signé le statut de Rome mais non encore ratifié, on peut mentionner les grandes puissances internationales comme les Etats-Unis d'Amérique et la Russie. Ces deux grands pays de la planète n'ont pas encore accepté l'autorité de la juridiction permanente internationale. Toutes les personnes résidant sous la juridiction de ces deux Etats ne peuvent pas avoir accès à la Cour pénale internationale en cas de violation de leur droit d'être à l'abri de la torture si les présumés auteurs sont des nationaux de ces Etats. Il ne pourrait en être autrement que dans l'hypothèse où le crime serait perpétré sur le territoire d'un autre Etat ayant ratifié le statut de Rome<sup>949</sup>. Il faut noter, à ce propos, que dès que le crime est commis sur le territoire d'un des 123 Etats ayant reconnu, à ce jour, l'autorité de la Cour pénale internationale, cette juridiction peut être saisie valablement. Cette possibilité existe même si les suspects sont des ressortissants d'un Etat qui ne serait pas au moment des faits membre du statut de Rome<sup>950</sup>. La juridiction internationale permanente de la Haye peut être valablement saisie sous les conditions suivantes. Elle peut ainsi être saisie soit sur renvoi de l'Etat partie qui peut dénoncer les faits au Procureur en lui demandant de traduire les suspects devant la Cour, soit directement par le procureur sur la base des renseignements pertinents qu'il aurait reçus. En tout état de cause, le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies peut toujours saisir la Cour quel que soit l'endroit où les faits se seraient commis et quelle que soit la nationalité des suspects. Ces derniers peuvent être ressortissants d'un des Etats n'ayant pas reconnu l'autorité de la Cour. Le Conseil de sécurité est ainsi habilité à faire reculer l'impunité partout sur la terre.

Il convient d'ajouter qu'une catégorie de pays émet encore des critiques à l'égard de la Cour pénale internationale. Parmi ces Etats qui n'ont ni signé ni ratifié le statut de Rome, on peut citer quelques grands Etats comme la Chine, l'Inde et l'Israël<sup>951</sup>. Les présumées victimes et les suspects résidant sous la juridiction de ces Etats ne peuvent compter que sur le conseil de sécurité pour avoir accès à la Cour. C'est pourquoi, la saisine de la Cour pénale internationale par

---

<sup>947</sup> Voir art. 15 du statut de la CPI.

<sup>948</sup> L'état actuel de ratification du statut de Rome par les Etats membres de l'ONU peut être consulté sur [www.un.org](http://www.un.org).

<sup>949</sup> TINE, A. ; La Cour pénale internationale ; l'Afrique face au défi de l'impunité, édition Raddho, Dakar, 2000, p. 104.

<sup>950</sup> Cf. art. 12 et 13 du statut de la CPI.

<sup>951</sup> Ibid.

l'Organisation des Nations unies doit être sincère, automatique afin de vaincre la résistance de ces Etats qui semblent être hostiles à la justice répressive internationale.

Dans tous les cas à défaut de pouvoir faire réprimer la violation du droit d'être à l'abri de la torture par la Cour pénale internationale, on peut recourir, dans certaines conditions, à un tribunal pénal international ad hoc.

## **B. La sincérité dans la saisine des TPI ad hoc**

287. Les tribunaux pénaux internationaux ad hoc ont été mis sur pied dans des circonstances exceptionnelles, par des moyens juridiques improvisés<sup>952</sup>.

*« Ils réalisent une forme de répression pénale atypique puisqu'ils interviennent après la commission du fait illicite et non pas à l'avance ».*

La création des TPI ad hoc violerait le principe de légalité selon lequel personne ne peut être poursuivi pour un fait qui n'est pas prévu comme crime avant la commission du fait même ni par une juridiction qui ne soit pas établie au préalable<sup>953</sup>. Cependant, il faut reconnaître que les juridictions internationales pénales ad hoc contribuent à lutter contre l'impunité en matière des violations des droits humains. Les crimes prévus dans leurs statuts étant généralement d'origine coutumière liant tous les Etats, sont présents à l'égard de tout individu avant que les textes ad hoc ne les pénalisent<sup>954</sup>. C'est le cas, généralement de tous les Tribunaux pénaux internationaux ad hoc. Tel fut aussi le cas du Tribunal militaire international de Nuremberg. Il en est ainsi car toutes ces juridictions sanctionnent, principalement la violation des droits humains, lesquels ne se limitent pas au respect de la législation, ils obéissent à un certain nombre de principes fondés sur la morale et l'éthique<sup>955</sup>.

En tout état de cause, les Tribunaux pénaux internationaux ad hoc peuvent, en cas de défaillance de la Cour pénale internationale, être utiles dans la lutte contre la torture. Mais leur création n'est pas pour autant due au hasard (1). Devant ces juridictions internationales, l'effort doit être aussi fait pour surmonter les obstacles (2).

### **1. La contingence de la création des TPI ad hoc**

288. Rappelons que c'est en 1994, suite aux événements en ex-Yougoslavie et au Rwanda que l'Organisation des Nations unies, pour la première fois a institué deux juridictions pénales à caractère international. Depuis, elle a multiplié les initiatives afin d'apporter une solution ponctuelle de violation flagrante des droits de l'homme. En dépit des critiques liées surtout à l'éloignement des lieux de procès par rapport aux victimes, les Tribunaux pénaux internationaux ad hoc ont joué un rôle certain dans la lutte contre l'impunité.

---

<sup>952</sup> Ottavio QUIRICO, « Réflexion sur le système du droit international pénal, la responsabilité pénale des Etats et des autres personnes morales par rapport à celle des personnes physiques en droit international », Thèse de doctorat, Université des sciences sociales, Toulouse 1, Faculté de droit, 2005, p. 35.

<sup>953</sup> T. TODOROV, Les limites de la justice, in A. CASSESE, M. DELMAS-MARTY (sous la direction de), Crimes internationaux et juridictions internationales, Paris, PUF, 2002, p. 40.

<sup>954</sup> Ottavio QUIRICO ; op. cit., p. 36.

<sup>955</sup> Mireille DELMAS-MARTY ; Le flou du droit, Du code pénal aux droits de l'homme, PUF, Paris, 2004, p. 348.

289. Une autre critique à l'encontre de la justice pénale internationale ad hoc demeure l'éloignement des procès des lieux de résidence des victimes. L'œuvre de justice peut être ainsi amoindrie<sup>956</sup>. Les tribunaux pénaux internationaux ad hoc sont des juridictions créées par les Nations unies après une situation de trouble et de violation flagrante et massive des droits de la personne. C'est généralement après une guerre civile qui a dévasté tout l'Etat, même les structures officielles, que ces institutions judiciaires internationales sont établies. Dans ce cas, le territoire de l'Etat victime des conflits ne serait plus indiqué pour abriter ces pareils procès. Les structures étatiques étant détruites, les populations, massivement déplacées et la sécurité n'est pas forcément complètement rétablie<sup>957</sup>. L'organisation du procès des tortionnaires et autres criminels de guerre à l'intérieur de l'Etat concerné est mal indiqué surtout pour l'impartialité et la crédibilité des juges. Ce procès peut être perçu comme celui des vainqueurs contre les vaincus. Pour éviter toutes ces critiques dont la plupart peut être fondée, les Nations unies décident très souvent de délocaliser les audiences du procès des tribunaux pénaux internationaux ad hoc. Tel était le cas du tribunal pénal international pour l'ex Yougoslavie qui est établi à la Haye au Pays Bas ou le tribunal pénal international pour le Rwanda, établi à Arusha en Tanzanie.

En tout état de cause, la création des tribunaux pénaux internationaux par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies permet de réduire l'impunité des tortionnaires et les auteurs des grands crimes internationaux. L'éventualité de l'institutionnalisation de ces juridictions répressives internationales a aussi un effet dissuasif sur la commission de ces crimes lors des conflits armés et pendant les guerres civiles<sup>958</sup>. Il est simplement à recommander qu'une telle initiative soit souvent prise par les Nations unies toutes les fois que le droit d'être à l'abri de la torture est violé et que la Cour pénale internationale ne peut être saisie avec équité et impartialité. Mais là encore, on doit éviter que cela soit utilisé à des fins de vengeance.

## **2. *L'écueil de la poursuite au tri des présumés auteurs de la torture devant les TPI ad hoc à éviter***

290. Il est important que la poursuite alternative des présumés auteurs de violation de droit d'être à l'abri de la torture se fasse avec sincérité<sup>959</sup>. En effet, dans ces genres de situation de lendemain d'une guerre civile ou de tout affrontement entre différents fragments d'une même nation, ce sont les vainqueurs qui prennent en compte les commandes du pays. Ce sont encore eux qui décident de traduire telle ou telle personne en justice. S'ils ne sont pas sincères, ils ne traduiront que leurs adversaires d'hier. C'est malheureusement souvent le cas. C'est pourquoi l'ONU doit y veiller pour que le Tribunal pénal international ad hoc qu'elle va décider de créer pour telle ou telle situation de violation du droit soit utilisé à bon escient. Le Tribunal pénal international ad hoc doit servir à réprimer tous les acteurs de violation où qu'ils se trouvent et de quel camp ils appartiennent. On ne doit pas trier les personnes présumées auteurs avant de les mettre à la disposition de la juridiction internationale ad hoc<sup>960</sup>.

---

<sup>956</sup> T. TODOROV, Les limites de la justice, in A. CASSESE, M. DELMAS-MARTY (sous la direction de), Crimes internationaux et juridictions internationales, op. cit., p. 23.

<sup>957</sup> TINE, A. ; *La Cour pénale internationale : l'Afrique face au défi de l'impunité*, op. cit., p. 99.

<sup>958</sup> Ottavio QUIRICO ; Réflexions sur le système du droit international pénal, la responsabilité « pénale » des Etats et des autres personnes morales par rapport à celle des personnes physiques en droit international ; Thèse de doctorat en droit, Université des Sciences sociales, Toulouse, Faculté de droit, 2005, p. 322.

<sup>959</sup> Ibid.

<sup>960</sup> DUTHI, Marina-Terasa et Christina PELLANDINI : « Le Comité international de la croix rouge et la mise en œuvre du système de répression des infractions aux règles de droit international humanitaire », extraits de la Revue internationale de la croix rouge, mai-juin 1994, n° 807, p. 266.

## **§ 2- Rendre les poursuites automatiques**

- 291.** Le caractère automatique des poursuites dans le cas du droit d'être à l'abri de la torture consiste à prendre en compte, lors de la poursuite, toutes les sept infractions. La lutte contre la violation de ce droit ne doit négliger la moindre atteinte (A). Pour ce faire, tous les organes doivent être sollicités (B).

### ***A. L'ampleur de la violation ne devant plus être le critère de saisine***

- 292.** Généralement les militants pour l'éradication de la torture et autres organisations non gouvernementales (ONG) des droits humains n'alertent l'opinion publique nationale et internationale que si la violation de ce droit présente un caractère massif. Or le droit d'être à l'abri de la torture, rappelons-le, renferme sept différentes infractions. Certaines sont des délits. En principe, pour lutter efficacement contre la violation de ce droit, toutes les infractions doivent être sanctionnées. De même, une seule violation, c'est-à-dire, la violation au préjudice d'une seule personne suffirait à mettre en œuvre les mécanismes de protection. On ne devrait pas attendre que la violation connaisse une ampleur avant d'alerter les juridictions si on veut réellement lutter contre la torture.

### ***B. Les organes onusiens devant être utilisés dans la lutte contre la torture au Bénin***

- 293.** Dans le souci d'élimination de tous les obstacles à l'accès aux juridictions universelles, une place de choix doit être accordée à l'accès au CCT et au CDH. Mais surtout ces deux organes doivent être saisis de la moindre violation du droit.

Le Comité contre la torture est en effet l'organe chargé de lutter contre la torture<sup>961</sup>. L'une de ses missions est donc de recevoir les plaintes et de constater les violations du droit d'être à l'abri de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Le Comité des Droits de l'Homme a, parmi ses missions essentielles, la protection contre la torture et les peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Pour rendre utile cet organe dans la lutte contre la torture, il faut lui dénoncer toutes les violations, même les plus banales.

Pour saisir ces organes de l'ONU, les présumées victimes au Bénin du droit d'être à l'abri de la torture doivent être « autorisées » par l'Etat. Cette autorisation consiste en fait de la part de l'Etat béninois de reconnaître la compétence du comité<sup>962</sup>. Il revient donc aux autorités gouvernementales et législatives béninoises de faire ces formalités afin de rendre utiles ces deux organes internationaux dans la protection contre la torture au Bénin.

---

<sup>961</sup> Voir art. 21.1 et 22.1 de la Convention contre la torture.

<sup>962</sup> Art. 21 de la convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et l'art. 1<sup>er</sup> du premier protocole facultatif du pacte international relatif aux droits civils et politiques.

## **Section 2 : Rapprochement des victimes potentielles béninoises proches des juridictions supranationales**

294. Il s'agit ici d'exploiter la protection régionale africaine (§ 1) mais aussi celle internationale, notamment onusienne (§ 2).

### **§ 1 : Rapprochement de la Cour africaine de justice et des droits de l'homme**

295. La répression de la violation de l'interdiction de la torture ne peut être effective au Bénin que si les présumées victimes aient la possibilité de s'adresser aussi à la Cour africaine de justice et des droits de l'homme. Rappelons qu'en l'état actuel de la législation et de la pratique judiciaire au Bénin, « *en matière de protection des droits fondamentaux et des libertés publiques, c'est la Cour constitutionnelle qui est compétente*<sup>963</sup> ».

Les autres organes juridictionnels béninois n'ont pas de pratique juridique requise en cette matière. C'est actuellement l'institution juridictionnelle africaine qui s'occupe essentiellement de la protection des droits humains sur le continent. Les autorités béninoises doivent impérativement la rendre opérationnelle au Bénin. Cela consiste à ratifier le protocole (A) mais également à accomplir les formalités pour permettre la saisine directe de l'institution par les particuliers (B).

#### **A. L'introduction dans l'ordonnancement juridique béninois**

296. L'introduction dans l'ordonnancement juridique national de la Cour africaine de justice et des droits de l'homme passe par la ratification de son statut. Le protocole instituant une juridiction pénale africaine adopté le 1<sup>er</sup> juillet 2008 à Sharm el-Sheikh en Egypte prévoit, en effet, pour son entrée en vigueur, comme tout traité international, sa ratification par les Etats parties<sup>964</sup>. La ratification est une étape par laquelle un Etat accepte l'effet dans son droit interne d'un traité. Le Bénin n'a pas encore ratifié le protocole de la cour africaine fusionnée. Il importe qu'il le fasse afin de rendre la cour africaine de justice et des droits de l'homme opérationnelle au profit des présumées victimes vivant sur le territoire béninois. Cela est d'autant plus important qu'en vertu de l'article 29. 2<sup>e</sup> du statut annexé au protocole de Sharm-el-Sheikh, la cour n'a pas compétence à statuer sur une violation du droit d'être à l'abri de la torture impliquant un Etat qui n'est pas partie au statut. Mais la seule ratification n'est pas suffisante pour que la cour soit opérationnelle au Bénin. Il faut aussi satisfaire à une autre exigence complémentaire.

#### **B. La déclaration permettant la saisine par les particuliers**

297. En vertu du protocole de 2008, l'Etat partie, avant de permettre aux personnes vivant sous sa juridiction doit faire une déclaration acceptant la compétence de la Cour<sup>965</sup>. Il s'agit donc d'une autre formalité distincte de la formalité de ratification que le protocole impose à l'Etat partie. Cette formalité est d'autant plus substantielle que la seule ratification du protocole et du statut annexé ne suffit pas à rendre opérationnelle la Cour africaine de justice et des droits de l'homme.

<sup>963</sup> Paul TAVERNIER (sous la direction); Recueil juridique des droits de l'homme en Afrique, vol. 2, tome 2, 2eme partie : Le droit des droits de l'homme dans les pays africains ; Bruylant, Bruxelles, 2005, p. 877.

<sup>964</sup> Art. 8 du protocole.

<sup>965</sup> Art. 8.3<sup>e</sup> du protocole de Sharm-el-Sheikh.

Le Bénin n'a pas encore procédé à la ratification et donc n'a pas encore fait de déclaration permettant la saisine par les individus et les ONG. La question de la ratification du protocole facultatif relatif à la Cour africaine de justice et des droits de l'homme touche une autre question très sensible. Il s'agit de la souveraineté de l'Etat. Le juge Fatsah OUGUERGUEZ constate, à cet effet, que malgré l'immense enthousiasme et espoir que la création de la Cour africaine a suscité chez les populations africaines, l'obstacle de la souveraineté tend à anéantir les efforts et décevoir les espoirs. Cette création n'a pas été chose facile et les Etats africains devraient demeurer cohérents dans leur démarche.

*« Une fois créée et établie, cette institution est en effet condamnée à une mort lente si elle n'a pas d'activité soutenue. Or, cette activité est entièrement conditionnée par la saisine de la Cour; la Cour ne peut pas s'autosaisir, elle ne peut pas aller « chercher » des affaires. A cet égard, elle est totalement entre les mains des sujets de droits autorisés à la saisir »<sup>966</sup>.*

298. Les sujets de droit autorisés par le protocole à saisir la Cour sont les Etats parties au protocole, la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, les organisations intergouvernementales africaines, les organisations non gouvernementales et les individus<sup>967</sup>.

Parmi ces sujets de droit pouvant saisir le juge africain chargé de la protection des droits fondamentaux, les individus constituent le maillon le plus faible et en même temps le plus sûr pour rendre la Cour africaine efficace dans la lutte contre la torture.

D'abord, l'individu est sujet faible dans la saisine de la Cour en ce sens que ce sont les autres sujets qui pourront lui accorder cette faveur de pouvoir saisir directement la Cour. Il s'agit notamment de l'Etat partie à la Charte et au protocole facultatif créant la Cour<sup>968</sup>. En effet, si l'Etat sous la juridiction de laquelle il réside, n'est pas partie à la Charte africaine et au protocole facultatif créant la Cour africaine de justice et des droits de l'homme, l'individu ne pourra pas avoir accès à la Cour. Il est donc fondamental que le premier sujet de droit, l'Etat partie accepte de coopérer avec la Cour africaine avant que l'individu puisse avoir accès direct pour soumettre ses prétentions de droit d'être à l'abri de la torture au juge africain. Les autres sujets aussi, à savoir la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, les organisations intergouvernementales africaines et les organisations non gouvernementales ont leur rôle à jouer afin de favoriser la protection contre la torture offerte par la Cour.

Ensuite, la saisine par les individus est le moyen le plus sûr pour rendre la Cour africaine efficace. Ce mode de saisine constitue la manifestation du recours utile qui est une garantie essentielle pour la sauvegarde du droit d'être à l'abri de la torture.

*« Un système de protection des droits de l'homme n'est crédible que s'il offre aux individus des garanties efficaces pour la protection de leurs droits<sup>969</sup> ».*

La garantie la plus efficace demeure l'accès direct et facile au juge ; puisque sans l'accès aucune protection judiciaire n'est possible. C'est la possibilité du droit d'action individuelle, c'est-à-dire

---

<sup>966</sup> Entretien avec le juge Fatsah OUGUERGOUZ sur la Cour africaine, op. cit.

<sup>967</sup> Ottavio QUIRICO ; Réflexions sur le système du droit international pénal, la responsabilité « pénale » des Etats et des autres personnes morales par rapport à celle des personnes physiques en droit international ; Thèse de doctorat en droit, op. cit., p. 324.

<sup>968</sup> Ibid.

<sup>969</sup> Frédéric SUDRE, Les mécanismes et les techniques de garantie internationale des droits fondamentaux : les mécanismes quasi juridictionnels et juridictionnels ; AUPELF-UREF, sans pagination.

le droit de déposer directement plainte devant la Cour africaine de justice et des droits de l'homme qui peut donner de la crédibilité à la garantie offerte par le juge africain de protection contre la torture.

A l'heure actuelle, il est difficile de concevoir qu'un Etat partie saisisse la Cour. Les requêtes étatiques sont en effet rares devant les organes juridictionnels et quasi-juridictionnels possédant une compétence en matière de droits de l'homme, aucun Etat n'étant à l'abri d'une allégation, par un autre Etat, de violations des droits de l'homme sur son territoire.

## **§ 2 : Rapprochement des juridictions onusiennes**

299. Afin de renforcer la protection contre la torture au Bénin, les victimes présumées doivent avoir aussi la possibilité de saisir les juridictions onusiennes. Il s'agit de toutes personnes résidant sous la juridiction de la République du Bénin qui estiment avoir été victimes de la violation du droit d'être à l'abri de la torture. Toutes ces personnes doivent être rapprochées des instances des Nations unies afin de pouvoir soumettre leurs prétentions<sup>970</sup>. Il s'impose de faire alors les formalités indispensables (A) et sensibiliser toutes les personnes potentiellement victimes et donc requérantes aux différents recours devant les instances nationales, africaines et internationales (B).

### **A. La déclaration permettant la saisine par les particuliers des organes de l'ONU**

300. Les organes onusiens pouvant connaître de la violation du droit d'être à l'abri de la torture sont le Comité contre la torture et le Comité des droits de l'homme. Le premier est une institution prévue par la convention contre la torture du 10 décembre 1984 et le second est un organe qui découle du pacte international relatif aux droits civils et politiques et de son premier protocole facultatif.

La Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984 met à la charge des Etats parties un certain nombre d'obligations. Chaque Etat partie doit : « *prendre des mesures législatives, administratives, judiciaires...* » pour empêcher la pratique de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants sur son territoire<sup>971</sup>. Ces mesures doivent être suffisantes et efficaces<sup>972</sup>. Ainsi concernant la procédure à appliquer pour la répression des infractions contenues dans l'interdiction de la torture, la convention établit une série d'exigences minimales<sup>973</sup>. Pour l'essentiel, les règles de procédure dépendent des législations nationales<sup>974</sup>. Le traité international n'a donc pas prévu des règles de procédure à proprement parler, mais plutôt des règles de garanties de procédure<sup>975</sup>.

<sup>970</sup> Art. 22 de la convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984 et aussi les articles 1<sup>er</sup> et 2 du protocole facultatif se rapportant au pacte international relatif aux droits civils et politiques.

<sup>971</sup> Art. 2 de la convention.

<sup>972</sup> Cour interaméricaine des droits de l'homme, Arrêt du 29 juillet 1988, Velasquez Rodriguez contre Honduras, ILM, 1989, vol. 28, P. 291, §§ 175 et 187.

<sup>973</sup> Art. 2 et 4 à 16 de la convention.

<sup>974</sup> José Louis FERNANDEZ FLORES, La répression des infractions individuelles au droit de la guerre, extrait de la revue internationale de la croix rouge, mai-juin, 1991, N° 789, p. 263.

<sup>975</sup> Ibid.

La Convention oblige les Etats parties à prendre toutes les mesures pour faire bénéficier leur population de la protection contre les actes de torture<sup>976</sup>. Au nombre de ces mesures, doit figurer en bonne place les recours utiles pour sanctionner et décourager les auteurs potentiels de ce crime. A défaut de ces mesures, les victimes de la torture émigrent vers les Etats où la protection leur semble plus efficace car elles évoqueront, dans leur Etat de destination, l'interdiction d'expulsion portée par l'article 3 de la convention<sup>977</sup>. Aussi, la convention prévient-elle que :

*« aucun Etat partie... n'extradera une personne vers un autre Etat où il y a de motifs sérieux de croire qu'elle risque d'être soumise à la torture ... »*<sup>978</sup>

L'interprétation de cette interdiction d'extrader a fait l'objet d'une riche et abondante jurisprudence devant le Comité contre la torture, le Comité des droits de l'homme<sup>979</sup> et la Cour européenne des droits de l'homme<sup>980</sup>. C'est ainsi que la pratique de la peine de mort dans un Etat peut constituer un empêchement à l'extradition vers cet Etat, de peur de violer l'interdiction de la torture<sup>981</sup>. L'article 3 de la convention européenne des droits de l'homme bien que ne contenant pas l'interdiction d'extradition permet ainsi de concevoir l'interdiction de la torture au vu de l'évolution de la société et l'adapter à des situations qui n'étaient pas prévisibles au moment de son élaboration<sup>982</sup>. Tel est le cas aussi du retentissant arrêt du 2 Mai 1997 dans lequel la Cour européenne des droits de l'homme estime que l'expulsion d'une personne condamnée au Royaume-Uni vers son pays d'origine viole le droit pour toute personne de ne pas subir la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du moment où cette personne se trouve en phase terminale du S.I.D.A. et ne pourrait pas retrouver dans l'Etat d'arrivée le soutien moral et médical dont il bénéficie au Royaume-Uni :

*« Son expulsion l'exposerait à un risque réel de mourir dans des circonstances particulièrement douloureuses »*<sup>983</sup>.

Il est recommandé aussi dans la Convention que les Etats parties établissent la compétence universelle de leur juridiction au regard des infractions contenues dans l'interdiction de la torture<sup>984</sup>.

- 301.** Pour apprécier l'effectivité de toutes les mesures prévues dans la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, le Comité contre la torture devrait être sollicité. C'est cet organe qui peut obliger l'Etat partie, et de manière générale, sanctionner la violation de l'interdiction de la torture. Toutes les formalités doivent être accomplies pour rendre l'accès à cet organe important, par les justiciables sous la juridiction de la République du Bénin,

<sup>976</sup> Art. 2 de la Convention.

<sup>977</sup> L'article 3 de la convention interdit en effet qu'« aucun Etat partie n'expulsera, ne refoulera ni n'extradera une personne vers un autre Etat où il y a des motifs sérieux de croire qu'elle risque d'être soumise à la torture... »

<sup>978</sup> Art. 3 de la Convention.

<sup>979</sup> Dans l'application de l'article 7 du pacte international relatif aux droits civils et politiques, le CDH n'ignore pas les prescriptions de la convention contre la torture, notamment l'article 3.

<sup>980</sup> Dans l'interprétation de l'article 3 de la convention européenne des droits de l'homme, la cour européenne s'inspire souvent de l'article 3 de la convention onusienne contre la torture.

<sup>981</sup> Voy. notamment arrêt Soering de la CEDH du 7 juillet 1989, série A, n° 161, et aussi, CDH, Constatation du 18 novembre 1993 : Kindler contre Canada, communication n°470/1991.

<sup>982</sup> F. SUDRE : La convention européenne des droits de l'homme, commentaire article par article, par Louis-Edmond PETTITI (sous la direction), op. cit., p. 157.

<sup>983</sup> CEDH ; Arrêt D. contre R.U. du 2 mai 1997, série A. Ce sont ces « *circonstances particulièrement douloureuses* » que la Cour assimile aux traitements inhumains.

<sup>984</sup> Art. 5 de la Convention



dans la protection contre la torture. Le rapprochement des juridictions de l'Organisation des Nations unies aux présumées victimes du droit d'être à l'abri de la torture résidant au Bénin devrait passer par la facilité de saisine de l'institution universelle chargée de sauvegarder, à travers tous les pays, le droit d'être à l'abri de la torture.

Le Comité contre la torture ne peut être saisi par une présumée victime de violation du droit d'être à l'abri de la torture que si l'Etat sur le territoire duquel la violation est intervenue est partie à la convention et a déclaré officiellement qu'il permet la saisine directe par les personnes vivant sous sa juridiction du Comité contre la torture. Le Comité ne peut donc recevoir une plainte si l'Etat en question n'a pas fait cette déclaration.

Il en est de même du Comité des droits de l'homme. Cet organe créé par le pacte international relatif aux droits civils et politiques ne peut être saisi par les résidents d'un Etat partie au pacte que si cet Etat est aussi partie au premier protocole facultatif se rapportant au pacte international relatif aux droits civils et politiques.

302. Le Bénin est partie à ces deux traités internationaux depuis le 12 mars 1992. En vertu du premier protocole facultatif, les personnes privées et les organisations non gouvernementales relevant de la juridiction du Bénin peuvent saisir directement le Comité pour que leurs prétentions de violation de leur droit d'être à l'abri de la torture soient examinées<sup>985</sup>. Mais la possibilité de saisine du Comité des droits de l'homme n'est pas encore maîtrisée par le grand public béninois<sup>986</sup>. Des sensibilisations s'imposent afin de rapprocher l'instance onusienne des victimes de torture au Bénin. Ainsi, l'effet thérapeutique recherché serait atteint. L'effet thérapeutique des textes législatifs ou internationaux en droit interne permet de renforcer la protection de la dignité humaine<sup>987</sup>.

Quant au Comité contre la torture, le Bénin n'a pas encore fait la déclaration autorisant les personnes résidant sous sa juridiction de pouvoir soumettre leurs prétentions à l'organe onusien de surveillance de la convention contre la torture. Il importe que cette formalité soit accomplie dans les meilleurs délais. Mais ensuite, des sensibilisations aussi doivent suivre pour informer les populations de l'existence de cette possibilité de saisine du Comité contre la torture.

### ***B. L'indispensable sensibilisation des populations***

303. Cette sensibilisation est effectivement indispensable afin de s'assurer que les efforts déployés sont orientés vers les objectifs envisagés. Pour ce faire, il faut faire périodiquement le point et déterminer ce qui est déjà accompli et ce qui reste à accomplir pour atteindre l'objectif visé. Le point qu'il convient de faire concerne l'accès aux organes internationaux de substitution du juge béninois. Il consiste à s'assurer que la Cour africaine de justice et des droits de l'homme et les organes de l'ONU sont effectivement utiles en cas de violation de l'interdiction de la torture au Bénin.

En effet, les autorités nationales ne doivent pas s'arrêter à la reconnaissance en droit interne de l'effet direct de ces instances internationales de protection des droits humains. Certes la

---

<sup>985</sup> Art. 1<sup>er</sup> du protocole facultatif se rapportant au pacte international relatif aux droits civils et politiques.

<sup>986</sup> Paul TAVERNIER (sous la direction) ; Recueil juridique des droits de l'homme en Afrique, vol.2, Bruylant Bruxelles, 2005, p. 879.

<sup>987</sup> Anne PONSEILLE, « Prise en compte de l'état de santé de la personne suspectée ou condamnée par la loi n° 2014-896 du 15 août 2014 relative à l'individualisation des peines et renforçant l'efficacité des sanctions peines », RSC 2014, p. 729.

reconnaissance, c'est-à-dire, la déclaration permettant la saisine par les particuliers de ces organes supranationaux est une étape importante après la ratification du traité. Mais il importe de s'assurer que l'accès est effectif car les obstacles sont de divers ordres et la simple ignorance peut constituer un obstacle à l'accès au juge international. Des séances de sensibilisation sont alors nécessaires pour concrétiser et parachever l'œuvre entreprise. Les autorités publiques et les organisations non gouvernementales doivent organiser des séances d'explication et d'information sur la Cour africaine de justice et des droits de l'homme, sur le Comité contre la torture et sur le Comité des droits de l'homme. Les différents modes de saisines et les formalités inhérentes à la saisine de ces institutions supranationales peuvent être expliqués et enseignés aux populations, surtout les couches les plus vulnérables. Ces séances d'explication et d'enseignement seront l'occasion pour faire disparaître quelques obstacles d'accès à ces instances internationales, ces obstacles à l'accès aux organes internationaux de protection contre la torture étant souvent sources d'inégalités aussi entre les différentes couches d'une même société. Pendant que certaines personnes sont très informées et bien instruites pour jouir des droits énoncés et garantis, d'autres citoyens, généralement les plus nombreux ignorent complètement les formalités les plus élémentaires pour jouir de leurs droits fondamentaux<sup>988</sup>. Tous les progrès pour jouir efficacement du droit d'être à l'abri de la torture doivent être guidés par l'ambition qui peut être traduite par des réformes tout en réformant les textes et les procédés pour atteindre les objectifs poursuivis<sup>989</sup>.

304. L'autre aspect à prendre en compte est la formation. La protection contre la torture est une spécificité et cette formation devient une nécessité. A l'égard du Bénin, Le Comité contre la torture regrette :

*« l'absence d'information sur les formations portant spécifiquement sur l'interdiction de la torture et des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants<sup>990</sup> ».*

Il recommande que :

*« L'État partie devrait étoffer les programmes de formation en droits de l'homme à l'attention des agents chargés de l'application de la loi afin d'y incorporer l'interdiction de la torture et des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. De telles formations devraient être par ailleurs dispensées au personnel médical<sup>991</sup> ».*

Là où existent des obstacles réels ou supposés d'accès à la justice avec les discriminations politiques et économiques qui marginalisent des parties de la population, le combat pour l'égalité de l'accès à la justice devient plus complexe. Il devient même un enjeu de développement. Même dans des situations où la législation nationale et autres textes intégrés en droit interne sont favorables à la protection contre la torture et garantissent le droit de tous à la justice, des obstacles liés à la procédure et aux institutions peuvent sembler insurmontables aux personnes qui n'ont pas de ressources financières importantes ou qui n'ont pas la connaissance suffisante du système judiciaire<sup>992</sup>. Aussi, les séances de sensibilisation sont-elles importantes. Par exemple, des procédures et des mécanismes équitables et efficaces qui sont mis en place doivent être

<sup>988</sup> Abraham D. ZINZINDOHOUE, in Préface à Mardochée M. V. KILANYOSSI « Droit pénal spécial, Législation pénale du Bénin, Recueil des lois et règlements de droit pénal applicables au Bénin en dehors du code pénal, 1960-2006 », Imprimerie SOUKOU, Cotonou, 2007.

<sup>989</sup> Guillaume BEAUSSONIE, « Loi n° 2014-896 du 15 août 2014 relative à l'individualisation des peines et renforçant l'efficacité des sanctions pénales », RSC 2014, P.809.

<sup>990</sup> CAT/C/BEN/CO/2 du 19 février 2008, § 26.

<sup>991</sup> Ibid., § 26.

<sup>992</sup> Philippe PEDROT (sous la dir.) : Ethique, Droit et Dignité de la personne ; Mélanges Christian BOLZE, Economica, 1999 ; p. 409.

expliqués et rendus accessibles à toutes personnes victimes de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Les personnes vulnérables, telles que celles qui sont placées en garde-à-vue ou en détention<sup>993</sup>, les enfants, les handicapés, les membres des groupes minoritaires : ethniques, religieux, orientation sexuelle ou les femmes qui ont été victimes de violences, de torture ou de mauvais traitements doivent être informées des possibilités pour déposer des plaintes pour qu'une enquête appropriée soit engagée<sup>994</sup>. Les possibilités de restitution ou de réparation doivent être explicitées<sup>995</sup>.

Après une période de deux ans, on pourrait évaluer le nombre de saisine de chaque instance en charge de la protection contre la torture. Cette évaluation permettrait d'apprécier l'effet des sensibilisations et autres actions en faveur de la lutte contre la torture. On pourrait alors réorienter toutes ces actions et sensibilisations s'il le faut afin d'améliorer le rendement concernant la saisine des instances<sup>996</sup>. Il importe que les autorités béninoises jouent leur partition en suivant les recommandations du Comité contre la torture. En effet, plusieurs recommandations liées à l'accès aux instances internationales sont faites par le Comité mais le Bénin n'a pas donné une suite favorable :

*« Le Comité réitère sa recommandation formulée lors de l'examen du rapport du Bénin en 2001 à faire les déclarations aux articles 21 et 22 de la Convention<sup>997</sup> ».*

Il convient de rappeler que la déclaration de l'article 21 de la Convention contre la torture permet à un Etat partie qui estime qu'un autre Etat partie à la Convention viole les dispositions de celle-ci de saisir le Comité contre la torture. Quant à la déclaration de l'article 22 de la Convention, elle permet au Comité contre la torture de recevoir des plaintes individuelles<sup>998</sup> des citoyens contre un Etat partie qui a violé ses obligations découlant de la Convention. Depuis l'examen du premier rapport en 2001 au cours duquel le Comité lui a rappelé les formalités importantes pour la protection du droit d'être à l'abri de la torture, la République du Bénin n'a toujours pas fait aucune des deux déclarations.

---

<sup>993</sup> CEDH ; Mete et autres c. Turquie ; n° 294/08, 4 oct. 2012, § 112.

<sup>994</sup> CAT/C/BEN/CO/2 du 19 février 2008, § 8.

<sup>995</sup> Toutes ces obligations sont prévues par les « *Principes et directives sur le droit à un procès équitable et à l'assistance judiciaire en Afrique* », Résolution de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, op. cit.

<sup>996</sup> Filibert Michel SAWADO : « L'accès à la justice en Afrique francophone : problèmes et perspectives : le cas du Burkina Faso », in : Colloque sur l'effectivité des droits fondamentaux dans les pays de la communauté francophone » op. cit., p. 295.

<sup>997</sup> CAT/C/BEN/CO/2 du 19 février 2008, § 27.

<sup>998</sup> L'expression consacrée est « communication individuelle ».

## CONCLUSION GENERALE

- 305.** A travers la Constitution, la République du Bénin a affirmé son « attachement aux principes de la Démocratie et des Droits de l'Homme tels qu'ils ont été définis par la Charte des Nations-Unies de 1945 et la Déclaration universelle des Droits de l'Homme de 1948, à la Charte africaine des Droits de l'Homme et des Peuples adoptée en 1981... »<sup>999</sup> Presque trois décennies après l'adoption de cette Constitution, la protection contre la torture demeure une aspiration plus qu'une réalité.

Aujourd'hui, au Bénin, la répression de la torture (élément important dans la protection du droit) est à la croisée des chemins. Les mutations juridico-institutionnelles qu'y a apportées cette Constitution suivie de la ratification de la Convention contre la torture et plusieurs autres instruments internationaux pertinents sont de la plus grande importance. Le sentiment général qui s'en dégage est celui d'un droit moderne bénéficiant d'un fondement répressif important.

Mais en pratique on remarque que la modernité observée reste dans une large mesure sans effet dans la répression de la torture au Bénin. Les textes n'étant pas suivis d'une législation pénale spécifique, ils ne sont pas appliqués par la justice. Cependant des méthodes spécifiques d'interprétation existent en droit en combinaison avec l'usage à bon escient des instruments internationaux ratifiés. Les articles 303, 309 à 311 du code pénal Bouvenet, d'une part, et d'autre part, des dispositions pénales des textes spécifiques relatifs à la protection de la femme et des enfants peuvent être interprétés à bon escient. Ceux-ci ont prévu des sanctions pour réprimer les violences volontaires à l'encontre des femmes et des enfants (Loi n° 2011-26 du 9 janvier 2012 portant prévention et répression des violences faites aux femmes et la loi n° 2015-08 du 8 décembre 2015 portant code de l'enfant en République du Bénin) et ceux-là sont relatifs aux coups et blessures volontaires et au meurtre. L'interprétation de ces différents textes répressifs en accord avec la Convention contre la torture et les autres instruments internationaux pertinents (la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant, les quatre Conventions de Genève du 12 août 1949 et leurs protocoles additionnels...) peut aider à réprimer, de façon exhaustive et efficace, les actes de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Mais pour que ces textes puissent être appliqués à bon escient aux sept infractions que nous avons dégagées dans l'interdiction de la torture<sup>1000</sup>, deux conditions semblent indispensables, une voie d'avenir peut être explorée.

### Deux conditions indispensables

- 306.** La première condition indispensable à la répression effective de la torture au Bénin consiste à dégager la légalité pénale de l'ensemble des textes (nationaux et instruments internationaux) applicables. Tous ces textes forment le fondement répressif de la torture au Bénin<sup>1001</sup>.

<sup>999</sup> Préambule de la Constitution du 11 décembre 1990 ; 7<sup>e</sup> paragraphe.

<sup>1000</sup> CAT/C/SR. 489 et 492 des 15 et 16 nov. 2001 (Recommandation essentielle du Comité contre la torture à l'égard du Bénin).

<sup>1001</sup> Jean-Claude MARIN ; « Le juge est-il toujours la bouche de la loi ? » ; Conférence-débat ; « Club du Châtelet » ; 23 nov. 2011, sans pagination.

L'analyse de ces textes au regard de l'évolution du droit pénal des droits de l'homme a conduit à deux observations :

- Ces textes, malgré le caractère vague des définitions qu'ils donnent des infractions contenues dans l'interdiction de la torture, contiennent tous les matériaux qui déterminent l'élément matériel et l'élément moral de toutes les infractions protégeant le droit d'être à l'abri de la torture.
- L'analyse de ces textes appuyée de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle permet de dire que le justiciable béninois est en mesure de savoir – en dépit de l'inexistence d'une législation édictant des peines spécifiques contre la torture – que les actes de torture et les peines et traitements cruels, inhumains et dégradants sont formellement interdits au Bénin<sup>1002</sup>. Toutes personnes qui commettraient lesdits actes ou les toléreraient engagent consciemment leur responsabilité pénale au regard du droit béninois. Les acteurs judiciaires peuvent donc être rassurés que le principe cardinal du droit pénal, à savoir « nullum crimen, nulla poena, nullum iudicium, sine lege » existe au Bénin en ce qui concerne les actes de torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Car la condition qu'une infraction existe dans le droit positif d'un pays donné se trouve remplie dès lors que le justiciable peut savoir, à partir du libellé des dispositions pertinentes et/ou à l'aide des interprétations faites par les organes juridictionnels – les actes, les omissions, les comportements – susceptibles d'engager sa responsabilité pénale<sup>1003</sup>.

**307.** Mais une condition fondamentale demeure. Il faut que les acteurs judiciaires soient en mesure de déterminer les incriminations des infractions à partir de l'interprétation des conventions internationales où ces infractions sont conçues vaguement et du droit national très embryonnaire en la matière. Sur la base de ces textes, le juge peut rechercher par tous les moyens de droit, notamment par une interprétation dynamique et efficiente, la possibilité de réprimer la torture. Lorsqu'un domaine n'est pas réglementé par la loi, ou mal réglementé, on peut rechercher la solution partout, à travers diverses sources du droit<sup>1004</sup>. Le juge devant nécessairement répondre dès lors qu'il est saisi<sup>1005</sup>. Puisque les principes du droit pénal des droits de l'homme datent en réalité de très longtemps, il importe que la solution pour leur protection, au cas où on n'en trouvait pas adéquatement dans le droit moderne, soit recherchée dans les « archives » de l'humanité<sup>1006</sup>. Mais la formation des acteurs du système béninois n'est pas nécessairement adaptée à une telle méthode d'application du droit. En conséquence, il est recommandé que les acteurs du système judiciaire béninois (magistrats, avocats et même les activistes des ONG et tous juristes) soient sensibilisés à cette technique de l'application de la légalité pénale qui les amènerait à dépasser le rôle traditionnel d'application de certaines dispositions du code pénal Bouvenet (art. 303, 309 à 311) vers celui de « remodeler » ces dispositions servant de fondement répressif, pour mieux les adapter aux exigences actuelles<sup>1007</sup>. C'est à cette condition que les juridictions béninoises pourront être souvent sollicitées en cas de violation du droit d'être à l'abri

<sup>1002</sup> CEDH ; S. W. c. R. U. du 22 nov. 1995, précité.

<sup>1003</sup> Olivier MICHIELS ; La jurisprudence de la Cour constitutionnelle en procédure pénale : le Code d'instruction criminelle remodelé par le procès équitable ?; Anthémis, 2015 ; p. 285.

<sup>1004</sup> Jacques BORRICAND et Anne-Marie SIMON ; Droit pénal. Procédure pénale ; Aide mémoire ; Ed. Sirey, Paris, 1998, p. 50.

<sup>1005</sup> Cf. art. 4 du code civil : « Le juge qui refusera de juger sous prétexte du silence ou l'obscurité, ou de l'insuffisance de la loi pourra être poursuivi comme coupable de déni de justice ».

<sup>1006</sup> CEDH ; S.W. c. Royaume-Uni (22 nov. 1995, n° 20166/92) ; voir aussi Mireille DELMAS-MARTY (sous la dir.) ; Procédures pénales d'Europe, PUF, Paris, 1995, p. 126.

<sup>1007</sup> Voir Paul MARTENS ; in, Postface de : Olivier MICHIELS ; La jurisprudence de la Cour constitutionnelle en procédure pénale : le Code d'instruction criminelle remodelé par le procès équitable ?; Limal, Anthémis, 2015, p. 9.

de la torture. Rappelons que faute de définition claire des infractions dans le droit interne, le juge judiciaire béninois n'est pas saisi en cas d'actes de torture. Seul le juge constitutionnel est souvent saisi. Aussi, la sensibilisation devrait-elle prendre en compte toute la population et notamment ceux qui doivent saisir la justice (les avocats et responsables de la société civile, notamment). Ce sont eux qui agissent généralement au nom et pour le compte des présumées victimes. Ils doivent être sensibilisés qu'ils peuvent, malgré l'inexistence d'incriminations spécifiques des infractions contenues dans l'interdiction de la torture, ester en justice en cas d'actes de torture<sup>1008</sup>.

Cette forme d'interprétation, s'opposant à l'interprétation statique, permettrait concrètement de tirer les grands principes protecteurs contenus dans les instruments internationaux pertinents et les interpréter en langage pénal<sup>1009</sup>. Cela servirait aussi bien à la protection de la société qu'au respect des engagements internationaux<sup>1010</sup>.

En tout état de cause, l'intervention adéquate par les acteurs judiciaires, à travers une interprétation dynamique, faite à bon escient sur les aspects qui se révèlent problématiques, aura de multiples effets positifs sur la prévention et la répression des actes de torture et de mauvais traitements au Bénin. Les problèmes d'accès à la justice, élément fondamental dans la jouissance du droit seront réglés par ce biais<sup>1011</sup>.

- 308.** La seconde condition indispensable à la concrétisation du droit d'être à l'abri de la torture est la promotion d'une justice alternative. On ne s'en rend pas toujours compte, la protection contre la torture peut difficilement se passer de la justice internationale. Il suffit de faire remarquer que la Convention contre la torture consacre exclusivement toute sa 2<sup>e</sup> partie au recours à une instance internationale pour la jouissance du droit énoncé ; à quoi il faut ajouter des cas non expressément prévus, mais utilisables, dans cette Convention et dans les autres conventions régionales africaines. Ces différentes possibilités permettent de saisir le Comité contre la torture, la Cour africaine de justice et des droits de l'homme ou une autre instance africaine communautaire<sup>1012</sup>. La saisine du Comité des droits de l'homme est aussi possible<sup>1013</sup>.

Mais il faut bien comprendre la finalité de l'intervention de l'instance internationale. La saisine d'un juge international a été présentée dans cette thèse comme un acteur d'appui. Il intervient surtout pour suppléer les carences de la justice nationale<sup>1014</sup>. En d'autres termes, l'instance internationale sert à compléter les efforts des autorités judiciaires nationales. On n'exagérerait vraiment pas en disant qu'en matière de répression des violations de l'interdiction de la torture, les instances internationales disposent non d'une véritable compétence, mais de simples pouvoirs

---

<sup>1008</sup> Amnesty International ; La torture, instrument de pouvoir, fléau à combattre ; Edition du Seuil, Paris, 1984, p.251.

<sup>1009</sup> Antonio CASSESE, Y a-t-il un conflit insurmontable entre souveraineté des Etats et justice pénale internationale ?, in : Crimes internationaux et juridictions internationales (sous la direction de : Antonio CASSESE et Mireille DELMAS-MARTY), PUF, Paris, p. 22.

<sup>1010</sup> CAT/ C/ GC/ 2 du 24 janvier 2008.

<sup>1011</sup> CEDH, Arrêt « Golder » du 21 février 1975 (série A, N° 18, pp.17-18).

<sup>1012</sup> Voir à cet effet l'arrêt n° ECW/CCJ/JUD/17/18 du 29 juin 2018 de la Cour de justice de la communauté-CEDEAO : Khalifa Ababacar SALL et 5 autres c. l'Etat du Sénégal ; se prononçant sur la violation des droits de l'homme.

<sup>1013</sup> Art. 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

<sup>1014</sup> Voir à cet effet l'art. 1<sup>er</sup> et 10<sup>e</sup> § du préambule du statut de la CPI.

d'intervention. Ce sont des instances complémentaires aux instances nationales<sup>1015</sup>. Le meilleur protecteur demeure le juge interne<sup>1016</sup>.

### La voie d'avenir à exploiter

309. Au terme de cette étude, il apparaît que la pratique judiciaire béninoise concernant la protection contre la torture est en deçà des exigences du Comité contre la torture. Après l'intégration par ratification des instruments internationaux pertinents, la protection pénale du droit d'être à l'abri de la torture n'est pas encore acquise au Bénin.

Cependant le procédé pour réprimer la torture tel que décrit et présenté dans cette thèse, pourrait servir de base pour édicter une loi pénale spécifiquement consacrée à la répression des sept infractions contenues dans l'interdiction de la torture. On pourra, à l'aide des définitions prétoriennes, dresser un Manuel d'action pour les actions pénales contre la torture (voir notre proposition du Manuel d'action à la fin de la Conclusion). Cela permettrait de satisfaire à la recommandation du Comité contre la torture à l'égard du Bénin qui exigeait que l'Etat partie, pour s'acquitter réellement de ses obligations conventionnelles, devrait adopter, dans sa législation pénale interne, une définition de la torture au moins conforme aux prescriptions de l'article premier de la Convention et prévoir des peines appropriées. Et, il poursuit :

*« Le Comité constate avec préoccupation que le droit pénal en vigueur de l'Etat partie ne contient pas de dispositions claires garantissant le caractère absolu et indérogeable de l'interdiction de la torture. (art. 2 et 15) ;*

*L'Etat partie devrait veiller à ce que soit intégré dans sa législation pénale le principe de la prohibition absolue de la torture<sup>1017</sup> ».*

Beaucoup de législations sont souvent le fruit de la jurisprudence concernant un domaine. Ce texte servirait comme Manuel d'action aux mains des responsables des ONG et autres activistes engagés dans la lutte contre la torture<sup>1018</sup>.

De façon générale, l'organe onusien de surveillance de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants estime *« que les Etats parties, en définissant une infraction de torture qui soit distincte des voies de fait ou d'autres infractions, serviront directement l'objectif général de la Convention qui consiste à prévenir la torture et les mauvais traitements. Le fait de nommer et de définir ce crime contribuera à la réalisation de l'objectif de la convention, entre autres en appelant l'attention de chacun –notamment les auteurs, les victimes et le public –sur la gravité particulière du crime de torture. Le fait de codifier ce crime permettra également de : a) souligner la nécessité de prévoir un châtiment approprié qui tienne compte de la gravité de l'infraction, b) renforcer l'effet dissuasif qu'a en soi l'interdiction de la torture, c) améliorer l'aptitude des fonctionnaires responsables à repérer l'infraction particulière de torture, et d) permettre au public, en lui donnant les moyens, de surveiller et, si nécessaire, de contester l'action de l'Etat ou son inaction lorsque celle-ci viole la Convention »<sup>1019</sup>.*

<sup>1015</sup> Art. 1<sup>er</sup> du Statut de la CPI.

<sup>1016</sup> Olivier de SCHUTTER ; Cours de droit matériel des droits de l'homme ; Chaire UNESCO des Droits de la personne et Démocratie ; UAC, Cotonou, 2003, inédit.

<sup>1017</sup> CAT/C/BEN/CO/2 ; 19 février 2008 ; Conclusions et recommandations du Comité à l'endroit du Bénin.

<sup>1018</sup> Amnesty International ; Combattre la torture, Manuel pour l'action, EFAI, Paris, 2004, p. 95.

<sup>1019</sup> CAT2, § 11.

## RÉSUMÉ

### **Présentation de thèse de doctorat en droit sur le thème : « *La répression de la torture en droit positif béninois* »**

En dépit de la ratification par le Bénin de la Convention contre la torture et d'autres conventions internationales relatives à la protection des droits fondamentaux de la personne, le droit d'être à l'abri de la torture ne semble pas être une réalité. L'appréhension des actes de torture demeure malaisée en droit positif béninois. Cette situation ne favorise guère la répression de la violation du droit.

En effet, aucune infraction spécifique ne concrétise le droit d'être à l'abri de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Ce droit est simplement abstrait. Et les organes chargés de la répression de sa violation semblent être eux aussi impuissants, n'ayant pas de matière à réprimer. Résultat : la répression de la violation du droit d'être à l'abri de la torture au Bénin est malaisée.

Toutefois, une porte de sortie existe : Si on procède à une interprétation dynamique des incriminations similaires existantes en combinaison avec la Convention contre la torture, on réussirait à adapter le droit positif national à toutes les nouvelles formes de torture. Ainsi, les instances répressives nationales auront la possibilité d'intervenir avec beaucoup plus d'efficacité dans la lutte contre la torture.

**Mots clés :** Droit abstrait – Interprétation dynamique – Manuel d'action contre la torture – Accès à la justice.



## SUMMARY

### **Presentation of the doctoral thesis : « *La répression de la torture en droit positif béninois* »**

In spite of the ratification by Benin of the UN convention against the torture and other international conventions of the protection of the person's fundamental rights, the right to be safe from torture does not seem to be a reality. It is because the apprehension of the torture stays difficult in Beninese positive right. This situation does not encourage the repression of the violation of the right.

Indeed, the right to be safe from torture and other pains or cruel, inhuman or degrading treatments is not defined through precise infringements. Therefore, this right is merely abstract. And the organs charged of the repression of its violation are as impotent because not having any matter to repress. All results in making difficult the repression of the violation of the right to be safe from the torture in Benin.

However, a door of exit exists: if we conduct a dynamic interpretation of the existing similar incriminations in combination with the UN convention against torture, we would succeed in adapting the national positive right to all new shapes of torture. Thus, the right to be safe from torture can become reality in Benin.

**Key words:** Dynamic interpretation – Manual of action against the torture – Access to justice.

## VALORISATION ADDENDUM

### - *Pertinence du sujet*

Dans le souci de renforcer la protection des droits de l'homme au Bénin, beaucoup de recherches sont consacrées à la lutte contre la torture. Le choix de notre sujet s'inscrit dans cet objectif. Les précédents travaux de recherches (provenant essentiellement des Organisations non gouvernementales) qui ont traité du thème se sont intéressés exclusivement à l'aspect préventif de la lutte contre la torture. Mais le résultat de toutes ces initiatives risquerait d'être décevant si l'on n'injectait pas dans la méthode de travail une certaine dose de réalisme. C'est pourquoi, il nous paraît tout aussi utile, sinon plus d'apporter notre contribution à la lutte contre la torture au Bénin en abordant la question par le biais de la répression de la violation du droit d'être à l'abri de la torture. En effet, la répression par son aspect intimidant et dissuasif peut être un moyen efficace pour lutter contre la torture. Un droit n'est réellement garanti que si sa violation est effectivement sanctionnée.

### - *Les principales propositions*

Au terme des recherches, nous avons fait plusieurs propositions dont l'élaboration d'un Manuel d'action contre la torture (conversion des grands principes contenus dans les conventions internationales contre la torture en langage pénal) et l'amélioration des conditions d'accès à la justice (y compris les instances supranationales).

Mais la proposition phare est l'interprétation dynamique du fondement répressif national, embryonnaire et archaïque pour l'adapter aux exigences actuelles de la répression des actes de torture. En effet, le Bénin ne dispose, en la matière que des textes épars réprimant d'autres atteintes volontaires à l'intégrité de la personne. C'est pourquoi une interprétation dynamique s'impose en se servant de la combinaison de la Convention contre la torture, la Constitution et les législations réprimant les violences volontaires telles que les CBV pour réprimer les actes de torture.

### - *Les innovations socio-économiques et politiques des résultats de la recherche*

Notre proposition phare comblerait un vide dans le système législatif et judiciaire béninois où il n'existe pas de texte pénal spécifique à la portée des juridictions nationales en cette matière.

Le Manuel d'action contre la torture, quant à lui, permettrait aux chercheurs d'avoir un point de départ pour les recherches scientifiques futures dans le domaine de la lutte contre la torture. Il servirait aussi comme « baromètre » aux activistes des droits de l'homme pour apprécier les efforts des gouvernants dans le domaine de la lutte contre la torture. Autrement dit, l'existence de ce Manuel d'action servirait à dynamiser la lutte contre la torture au Bénin. Par conséquent, il impliquera le renforcement de la démocratie et de l'Etat de droit au Bénin. Enfin, l'élaboration de cette législation pénale contre la torture pourra satisfaire aux différentes recommandations du Comité contre la torture à l'égard du Bénin, qui a toujours dénoncé l'inexistence « d'incrimination de la torture dans le droit positif de l'Etat partie ».

Par ailleurs, la suppression des obstacles (d'accès aux juridictions) que nous avons préconisée permettra aux citoyens aussi d'améliorer sensiblement l'accès à la justice en vue de la protection de leurs droits fondamentaux.

- *Mode d'accès pour profiter des résultats des recherches*

Après la soutenance, des exemplaires du livre seront déposés dans les bibliothèques des Universités du Bénin et dans les autres centres de documentation du pays. Les résultats seront ainsi à la disposition du grand public, les acteurs du système judiciaire et les décideurs politiques (les parlementaires et les autorités de la direction de la législation et de la codification du ministère de la justice). Ces derniers, pourraient, sur la base des résultats de nos recherches, initier une législation pénale spécifique dans ce sens.

# **Manuel d'action pour la lutte contre la torture au Bénin**

## **Première partie : Des mesures préventives**

### Chapitre 1 : *De la sensibilisation*

- 1- De la vulgarisation des textes
- 2- Des émissions radio-télévisées

### Chapitre 2 : *De la formation*

- 1- De la formation des acteurs judiciaires
- 2- De la formation des Officiers de police judiciaire et parajudiciaires

## **Deuxième partie : Des dispositions pénales**

### Chapitre 1 : *Les définitions générales*

- 1- De l'objet
- 2- De la définition du domaine d'application

### Chapitre 2 : *De la forme des sanctions*

- 1- Les peines
- 2- Les mesures de sureté
- 3- Autres sanctions complémentaires

### Chapitre 3 : *De l'application des sanctions*

- 1- Du prononcé des sanctions
- 2- De l'exécution des sanctions

## Chapitre 2 : *De l'interdiction de la torture dans les lieux de détention*

- 1- De la définition de la Torture dans les lieux de détention et les sanctions pénales
- 2- De la définition de Traitement cruel dans les lieux de détention et les sanctions pénales
- 3- De la définition de Traitement inhumain dans les lieux de détention et les sanctions pénales
- 4- De la définition de Traitement dégradant dans les lieux de détention et les sanctions pénales
- 5- De la définition de Peine cruelle dans les lieux de détention et les sanctions pénales
- 6- De la définition de Peine inhumaine dans les lieux de détention et les sanctions pénales
- 7- De la définition de Peine dégradante dans les lieux de détention et les sanctions pénales

## Chapitre 3 : *De l'interdiction de la torture en milieu scolaire*

- 1- De la définition de la Torture en milieu scolaire et les sanctions pénales
- 2- De la définition de Traitement cruel en milieu scolaire et les sanctions pénales
- 3- De la définition de Traitement inhumain en milieu scolaire et les sanctions pénales
- 4- De la définition de Traitement dégradant en milieu scolaire et les sanctions pénales
- 5- De la définition de Peine cruelle en milieu scolaire et les sanctions pénales
- 6- De la définition de Peine inhumaine en milieu scolaire et les sanctions pénales
- 7- De la définition de Peine dégradante en milieu scolaire et les sanctions pénales

#### **Chapitre 4 : De l'interdiction de la torture à l'encontre des enfants**

- 1- De la définition de la Torture à l'encontre des enfants et les sanctions pénales
- 2- De la définition de Traitement cruel à l'encontre des enfants et les sanctions pénales
- 3- De la définition de Traitement inhumain à l'encontre des enfants et les sanctions pénales
- 4- De la définition de Traitement dégradant à l'encontre des enfants et les sanctions pénales
- 5- De la définition de Peine cruelle à l'encontre des enfants et les sanctions pénales
- 6- De la définition de Peine inhumaine à l'encontre des enfants et les sanctions pénales
- 7- De la définition de Peine dégradante à l'encontre des enfants et les sanctions pénales

#### **Chapitre 5 : De l'interdiction de la torture en milieu familial**

- 1- De la définition de la Torture en milieu familial et les sanctions pénales
- 2- De la définition de Traitement cruel en milieu familial et les sanctions pénales
- 3- De la définition de Traitement inhumain en milieu familial et les sanctions pénales
- 4- De la définition de Traitement dégradant en milieu familial et les sanctions pénales
- 5- De la définition de Peine cruelle en milieu familial et les sanctions pénales
- 6- De la définition de Peine inhumaine en milieu familial et les sanctions pénales
- 7- De la définition de Peine dégradante en milieu familial et les sanctions pénales

**Chapitre 6 : De l'interdiction de la torture à l'égard des handicapés et autres personnes vulnérables**

- 1- De la définition de la Torture à l'égard des personnes vulnérables et les sanctions pénales
- 2- De la définition de Traitement cruel à l'égard des personnes vulnérables et les sanctions pénales
- 3- De la définition de Traitement inhumain à l'égard des personnes vulnérables et les sanctions pénales
- 4- De la définition de Traitement dégradant à l'égard des personnes vulnérables et les sanctions pénales
- 5- De la définition de Peine cruelle à l'égard des personnes vulnérables et les sanctions pénales
- 6- De la définition de Peine inhumaine à l'égard des personnes vulnérables et les sanctions pénales
- 7- De la définition de Peine dégradante à l'égard des personnes vulnérables et les sanctions pénales

**Troisième partie : De la compétence juridictionnelle et de la procédure**

**Chapitre 1 : De la compétence et mode de saisine des juridictions nationales**

- 1- De la compétence des juridictions nationales
- 2- De la saisine des juridictions nationales
- 3- De la forme des poursuites au plan national

**Chapitre 2 : De la compétence et mode de saisine des instances internationales**

- 1- De la compétence et mode de saine des instances africaines
- 2- De la compétence et mode de saine des instances des Nations unies
- 3- De la forme des poursuites au plan international

## **Quatrième partie : De la commission d'indemnisation des victimes d'actes de torture**

### **Chapitre 1 : Dispositions préliminaires**

- 1- De l'indemnisation ordinaire
- 2- De l'indemnisation sur un fonds spécial

### **Chapitre 2 : Du cadre institutionnel**

- 1- De la désignation des membres de la commission d'indemnisation
- 2- Des attributions de prise en charge psychologique de la commission d'indemnisation
- 3- Des attributions réparatrices de la commission d'indemnisation

### **Chapitre 3 : Du mode opératoire de la commission d'indemnisation**

- 1- De la saisine de la commission d'indemnisation
- 2- De la détermination du quantum à verser à chaque victime



## ANNEXES

### Annexe 1 : COMMUNICATION N° 280/2005

**NATIONS  
UNIES**

**CAT**



**Convention contre  
la torture et autres peines  
ou traitements cruels,  
inhumains ou dégradants**

Distr.  
RESTREINTE\*

CAT/C/37/D/280/2005\*\*  
30 novembre 2006

Original: FRANÇAIS

---

COMITÉ CONTRE LA TORTURE  
Trente-septième session  
(6 – 24 novembre 2006)

#### DÉCISION

#### Communication No. 280/2005

<u>Présentée par:</u>	Gamal El Rgeig (représenté par un conseil)
<u>Au nom de:</u>	Le requérant
<u>État partie:</u>	Suisse
<u>Date de la requête:</u>	15 septembre 2005 (lettre initiale)
<u>Date de la présente décision</u>	15 novembre 2006

Objet: expulsion du requérant vers un pays où il risque d'être soumis à la torture ou à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Questions de fond: risque de torture en cas d'expulsion; risque de peine ou traitement cruel, inhumain ou dégradant en cas d'expulsion

---

\* Rendu publique sur décision du Comité contre la Torture.

\*\* Re-issued for technical reasons

GE.06-45863

Question de procédure: néant

Article de la Convention: 3

## ANNEXE

### DÉCISION DU COMITÉ CONTRE LA TORTURE AU TITRE DE L'ARTICLE 22 DE LA CONVENTION CONTRE LA TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS CRUELS, INHUMAINS OU DÉGRADANTS

Trente-septième session

Concernant la

#### **Communication No 280/2005**

Présentée par: Gamal El Rgeig (représenté par un conseil)

Au nom de: Le requérant

État partie: Suisse

Date de la requête: 15 septembre 2005 (lettre initiale)

*Le Comité contre la torture*, institué en vertu de l'article 17 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants,

*Réuni* le 15 novembre 2006,

*Ayant achevé* l'examen de la requête No.280/2005, présentée par Gamal El Rgeig en vertu de l'article 22 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants,

*Ayant tenu compte* de toutes les informations qui lui ont été communiquées par le requérant et l'État partie,

*Adopte* ce qui suit décision au titre du paragraphe 7 de l'article 22 de la Convention contre la torture.

1.1 Le requérant est Gamal El Rgeig, un ressortissant libyen né en 1969, actuellement résident en Suisse où il avait déposé une demande d'asile le 10 juin 2003 ; cette demande a été rejetée le 5 mars 2004. Il affirme que son renvoi forcé vers la Libye constituerait une violation, par la Suisse, de ses droits au titre de l'article 3 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Il est représenté par un conseil.

1.2 Le 16 septembre 2005, en vertu du paragraphe 1, de l'article 108 de son règlement intérieur, le Comité, agissant par l'entremise de son Rapporteur Spécial des nouvelles requêtes et aux mesures intérimaires, a demandé à l'État partie de surseoir au renvoi du requérant pendant l'examen de sa requête. Par note verbale du 27 octobre 2005, l'État partie a informé le Comité qu'il accédait à cette demande.

## **Rappel des faits présentés par le requérant**

2.1 En février 1989, le requérant a été arrêté en raison de ses « activités politiques » et a été détenu à la prison de Abou Salim pendant six ans, sans jamais être inculpé ou jugé. Pendant sa détention, il aurait été soumis à plusieurs reprises à des mauvais traitements et des actes de torture.

2.2 Il a été libéré en 1995 et aurait continué à être harcelé par les forces de sécurité. Il aurait à été convoqué régulièrement au poste de sécurité où il aurait été menacé et torturé, et, en 2000, des agents de l'Etat auraient fait irruption chez lui pour confisquer son ordinateur. Suite à cet incident, il aurait été arrêté et torturé à plusieurs reprises. La dernière arrestation aurait eu lieu en 2002 et à cette occasion les actes de torture auraient été plus sévères.

2.3 En mars 2003, il aurait appris qu'un de ses amis, emprisonné à la même période que lui et pour les mêmes raisons, avait été à nouveau emprisonné du fait que son nom figurait sur une liste. Il en aurait conclu que son nom figurait aussi sur cette liste. Suite à ces événements le requérant aurait quitté la Libye vers l'Egypte, où il aurait obtenu un visa italien, grâce à « une connaissance » à l'ambassade italienne. Il est arrivé en Italie, d'où il a rejoint la Suisse. Le 10 juin 2003, à son arrivée en Suisse, il a déposé une demande d'asile et a produit des documents officiels démontrant son emprisonnement durant six ans, ainsi qu'une des convocations qu'il aurait reçue après sa libération, datée de décembre 1997.

2.4 Le requérant affirme qu'il a continué ses activités politiques en Suisse, où il a entretenu des rapports avec différentes organisations et associations militant pour les droits de l'homme en Libye. Il aurait reçu deux courriers de la part de sa famille l'informant que les forces de sécurité étaient venues à plusieurs reprises le chercher et qu'ils les avaient menacés. Suite à ces événements, sa famille se serait vue contrainte de déménager.

2.5 Le 5 mars 2004, la demande d'asile du requérant a été rejetée par l'Office fédéral des réfugiés (ODR), maintenant l'Office fédéral des migrations (ODM), qui a ordonné son expulsion du territoire suisse avec délai au 30 avril 2004. Le requérant note que l'ODR a reconnu qu'il avait été emprisonné sans être jugé, mais a conclu qu'il n'était pas établi qu'il a été torturé et persécuté après son libération en 1995. Le 5 avril 2004, le requérant a interjeté appel contre cette décision et le 7 juillet 2004 la Commission de recours en matière d'asile (CRA) a rejeté l'appel, estimant qu'il y avait de nombreuses incohérences factuelles dans les affirmations du requérant et que son récit des faits n'était pas crédible. Elle a donc confirmé la décision de l'ODR ordonnant son renvoi sous menace d'expulsion.

2.6 Le 8 septembre 2005, le Commissaire de police (de Genève) a rendu un ordre de mise en détention administrative à l'encontre du requérant. Le 9 septembre 2005, la Commission cantonale de recours de police des étrangers a confirmé l'ordre de mise en détention pour la durée d'un mois, soit jusqu'au 8 octobre 2005. Le 19 septembre 2005, le requérant a fait appel devant le Tribunal administratif de Genève contre la décision de la Commission du canton de Genève en matière de police des étrangers du 9 septembre 2005, confirmant l'ordre de sa mise en détention administrative. En annexe à son recours au Tribunal administratif figuraient des lettres d'appui à sa demande d'asile de la part d'organisations non-gouvernementales travaillant sur la Libye et des réfugiés politiques en Suisse. Le requérant a été libéré à une date non précisée, et le

27 septembre 2006, le Tribunal administratif a décidé de radier son recours du rôle, parce que devenu sans objet<sup>1020</sup>.

### **Teneur de la plainte**

3. Selon le requérant, l'Office fédéral de réfugiés a reconnu qu'il avait été emprisonné pendant six ans sans jamais être jugé mais a estimé qu'il n'avait pas réussi à prouver qu'il avait été persécuté entre 1995 et 2003, alors que ces preuves étaient impossibles à apporter. Les autorités suisses n'auraient pas examiné les rapports récents publiés par différents observateurs internationaux qui font état de cas de détention et de torture en Lybie. Le requérant affirme qu'il y a des raisons sérieuses de croire qu'il serait soumis à la torture en cas de son renvoi en Libye et que, par conséquence, son expulsion vers ce pays constituerait une violation par la Suisse de l'article 3 de la Convention.

### **Observations de l'État partie sur le fond de la requête**

4.1 Par note verbale du 27 octobre 2005, l'État partie déclare ne pas contester la recevabilité de la requête et le 16 mars 2006 il a présenté des observations sur le fond. En ce qui concerne l'effectivité du recours auprès du Tribunal administratif du canton de Genève, l'État partie observe que l'objet de cette procédure ne vise que la légalité de la détention administrative, n'affectant pas le caractère exécutoire de la décision de l'Office fédéral des migrations (ODM) ordonnant le renvoi du requérant. L'État partie conclut que le recours au Tribunal administratif ne saurait ainsi être qualifié d'utile et rappelle qu'il n'a pas contesté la recevabilité de la requête.

4.2 L'État partie souligne que le requérant n'apporte aucun élément pertinent nouveau qui permettrait de remettre en question la décision de la CRA. Les motifs pour lesquels, suite à un examen approfondi des allégations du requérant, la CRA, à l'instar de l'ODR, n'a pas été convaincue que le requérant risquait sérieusement d'être persécuté s'il était renvoyé en Libye. Il note que le requérant n'apporte aucun élément nouveau permettant de remettre en question les décisions de la CRA du 7 juillet 2004.

4.3 Ayant rappelé la jurisprudence du Comité et son Observation Générale No 1 relative à l'application de l'article 3, l'État partie fait siens les motifs retenus par la CRA à l'appui de ses décisions rejetant la demande d'asile du requérant et confirmant son renvoi. Il rappelle la jurisprudence du Comité selon laquelle l'existence d'un ensemble de violations systématiques des droits de l'homme graves, flagrantes ou massives ne constitue pas un motif suffisant pour conclure qu'un individu risquerait d'être victime de la torture à son retour dans son pays, et que des motifs supplémentaires doivent exister pour que le risque de torture soit qualifié, aux fins du paragraphe 1 de l'article 3, de « prévisible, réel et personnel ».

4.4 L'État partie soutient que vu que le requérant a été libéré le 2 mars 1995, il n'existe aucun lien temporel entre sa détention et la fuite du requérant en 2003, ce qui aurait été confirmé par le requérant lors de son audience d'enregistrement du 13 juin 2003. Dans cette audience, le requérant a confirmé qu'il n'avait pas eu de problème avec les autorités après sa libération et avait quitté la Lybie parce qu'il n'y trouvait pas de travail. A cela, il avait ajouté avoir « peur de retourner en prison ». Ces affirmations se trouvent en apparente contradiction avec les déclarations du requérant lors de son audition cantonale selon lesquelles il aurait été

---

<sup>1020</sup> A ce sujet, voir également le paragraphe 5.1 de la présente décision.

continuellement persécuté après sa libération en 1995 en raison des idées propagées relatives à la liberté d'expression et au multipartisme. Même si le requérant a ultérieurement modifié les motifs de sa fuite, en invoquant notamment le harcèlement et les mauvais traitements persistants en raison de ses convictions politiques, la situation des dissidents en Libye ne permet pas, à elle seule, de conclure qu'il risquerait d'être victime de torture à son retour dans ce pays. L'Etat partie ajoute que le requérant n'a pas fourni le *moindre* élément qui permettrait de conclure que les forces de sécurité auraient continué à le harceler, voire le maltraiter après sa libération. La convocation de 1997 l'obligeant à se présenter au poste de sécurité El Barak, ne saurait influencer ce constat.

4.5 L'Etat partie rappelle que le requérant est non seulement resté en Libye pendant huit ans après sa libération mais aussi qu'il y est retourné après un voyage en Egypte en 2001. A cette occasion, malgré le fait que le requérant serait, selon ses propres déclarations, interdit de voyager par les autorités, aucune procédure n'a été menée à son encontre, bien que les autorités aient tamponné son passeport lors de ses deux passages frontaliers. L'Etat partie estime également surprenant que le requérant ait pu obtenir sans problème un passeport en août 1998.

4.6 L'Etat partie note qu'il y avait plusieurs incohérences dans les documents d'appui des organisations non gouvernementales présentés en annexe au recours à la CRA, et que notamment, en contradiction avec les déclarations du requérant lors de l'audition cantonale selon lesquelles il avait toujours travaillé seul, certains de ces documents affirment qu'il avait été actif dans des groupes politiques. Ces documents se limitent, pour l'essentiel, à relever que le requérant a été détenu entre 1989 et 1995.

4.7 L'Etat partie prend note aussi de deux lettres de membres de la famille du requérant, datées du 5 mars 2004 et du 6 juin 2005, selon lesquelles ils auraient été harcelés par les forces de sécurité et se seraient sentis contraints à déménager. Il note que l'auteur lui-même n'a jamais ressenti un tel besoin. L'Etat partie estime surprenant que le requérant n'a pas porté à la connaissance de la CRA l'existence de la lettre du 5 mars 2004 lorsqu'il a apporté des observations complémentaires à son recours.

4.8 L'Etat partie conclut que la requête est dénuée de tout fondement et demande au Rapporteur Spécial des nouvelles requêtes et des mesures intérimaires de lever les mesures provisionnelles et au Comité d'examiner la requête au plus tôt.

### **Commentaires du requérant sur les observations de l'Etat partie concernant la requête**

5.1 Le requérant informe que le recours interjeté auprès du Tribunal administratif de Genève a été retiré car devenu sans objet suite à sa libération.

5.2 Il rappelle les faits exposés, notamment sa détention pendant six ans en Libye et les tortures subies. Il se réfère à un certificat médical émis en avril 2006 par un médecin des Hôpitaux Universitaires de Genève, spécialisé dans les soins aux victimes de torture et de guerre qui atteste l'existence de séquelles physiques et psychologiques consistantes avec les faits décrits.

5.3 Le requérant rappelle qu'en Suisse, il a continué à participer à des activités en faveur des droits de l'homme en Lybie et avait participé à une manifestation publique et que les services libyens à Genève surveillent de près ce genre d'activités. Il aurait été continuellement interrogé sur ses démarches lorsqu'il était encore en Libye et serait manifestement surveillé sur celles opérées depuis la Suisse. De surcroît, sa famille serait systématiquement interrogée sur ses activités et sur le lieu où il se trouve. Le requérant se réfère à une lettre datée du 5 mars 2004 de

la part d'un ami qui aurait rendu visite à sa famille en Libye et qui attesterait qu'ils étaient harcelés par les forces de sécurité et lui conseillait de ne pas rentrer. Il se réfère à un rapport détaillé de la section suisse d'Amnesty International sur le renvoi forcé de requérants d'asile libyens vers leur pays d'origine.

5.4 Le requérant apporte les documents suivants: la décision du Tribunal administratif de Genève du 26 septembre 2005 ; une attestation du service de sécurité de l'intérieur de Libye du 17 mai 2003 ; une copie d'un courrier de son amie datée 5 mars 2004 ; des attestations d'appuis d'organisations non gouvernementales libyennes ainsi que des copies de plusieurs rapports d'organisations non-gouvernementales internationales, et les observations et recommandations du Comité contre la torture sur les rapports de la Libye de 1999 et de 2005.

5.5 Concernant les prétendues incohérences factuelles, le requérant conteste qu'elles aient une quelconque incidence sur le fond de l'affaire. Il affirme que son unique erreur est d'avoir déclaré, lors de son premier entretien en Suisse, avoir quitté la Libye faute d'y trouver un emploi. Il s'était senti très déstabilisé lors de cet entretien et ne parvenait pas à s'exprimer correctement. Au surplus, il ne comprenait pas réellement ce qui se passait et ce qu'on attendait de lui : il lui était continuellement répété d'être bref. Il avait toutefois ajouté avoir toujours vécu en Libye avec la peur. Comme cela peut être constaté dans les rapports de plusieurs organisations internationales et non-gouvernementales la situation en Libye ne s'est pas améliorée. Le requérant estime que dans la mesure où il a été victime de torture et de persécutions lorsqu'il habitait en Libye, où sa famille est toujours menacée, et vu qu'il est sous surveillance en Suisse, il sera à nouveau soumis à la torture s'il y est renvoyé.

## **Délibérations du Comité**

### **Examen de la recevabilité**

6. Avant d'examiner une plainte contenue dans une communication, le Comité contre la torture doit décider si elle est recevable en vertu de l'article 22 de la Convention. Le Comité s'est assuré, comme il est tenu de le faire conformément à l'alinéa *a* du paragraphe 5 de l'article 22 de la Convention, que la même question n'a pas été et n'est pas actuellement examinée par une autre instance internationale d'enquête ou de règlement. Dans le cas d'espèce, l'État partie n'a pas contesté la recevabilité. Le Comité estime que la requête est donc recevable.

### **Examen sur le fond :**

7.1 Sur le fond, le Comité doit se prononcer sur le point de savoir si le renvoi du requérant vers la Libye violerait l'obligation de l'État partie, en vertu de l'article 3 de la Convention, de ne pas expulser ou refouler une personne vers un autre État où il y a des motifs sérieux de croire qu'elle risque d'être soumise à la torture.

7.2 Le Comité doit décider, comme le prévoit le paragraphe 1 de l'article 3, s'il existe des motifs sérieux de croire que le requérant risquerait d'être soumis à la torture s'il était renvoyé en Libye. Pour prendre cette décision, le Comité doit tenir compte de toutes les considérations pertinentes, conformément au paragraphe 2 de l'article 3, y compris de l'existence d'un ensemble de violations systématiques des droits de l'homme, graves, flagrantes ou massives. Toutefois, le but de cette analyse est de déterminer si l'intéressé risquerait personnellement d'être soumis à la torture dans le pays de renvoi. Le Comité rappelle sa jurisprudence établie selon laquelle l'existence, dans un pays, d'un ensemble de violations systématiques des droits de l'homme, graves, flagrantes ou massives ne constitue pas en soi une raison suffisante d'établir qu'une

personne donnée serait en danger d'être soumise à la torture à son retour dans ce pays<sup>1021</sup>. Il doit exister d'autres motifs qui donnent à penser que l'intéressé serait personnellement en danger. Pareillement, l'absence d'un ensemble de violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme ne signifie pas qu'une personne ne puisse pas être soumise à la torture dans la situation particulière qui est la sienne.

7.3 Le Comité rappelle son Observation Générale No 1 sur l'article 3, dans laquelle il déclare qu'il doit déterminer s'il y a des motifs sérieux de croire que le requérant risque d'être soumis à la torture s'il est renvoyé dans le pays concerné, et que l'existence d'un tel risque doit être appréciée selon des éléments qui ne se limitent pas à de simples supputations ou soupçons. Il n'est pas nécessaire de montrer que le risque couru est hautement probable, mais ce risque doit être encouru personnellement et actuellement. Il prend également note que l'État partie avance l'absence d'un lien temporel entre la détention du requérant et de sa fuite du pays, et l'existence de multiples incohérences et contradictions dans les dires du requérant. Il prend acte des informations fournies par le requérant à cet égard, notamment qu'il avait été déstabilisé lors de son premier entretien, ainsi que des documents à l'appui de sa demande d'asile en Suisse.

7.4 Néanmoins, et mis à part ses activités passées, le requérant a présenté au Comité, dans le cadre de la présente communication, des attestations d'organisations de réfugiés libyens en Europe, faisant valoir le soutien apporté par celui-là à leurs organisations, ainsi que ses activités politiques antérieures, avant son départ de la Libye, et ses rapports avec des mouvements religieux d'opposition qui y sont interdites et dont les membres sont poursuivis. Le requérant a également fait état de rencontres avec des représentants des autorités consulaires libyennes à Genève, lesquels lui avaient opposé le fait d'avoir déposé une demande d'asile politique. Enfin, il présente la copie d'un certificat médical du 24 avril 2006, où un médecin d'un hôpital genevois, spécialisé aux questions post-traumatiques, conclut à un lien de causalité entre les lésions corporelles, l'état psychologique du requérant, et les sévices subis tels que décrits par ce dernier lors de son examen médical. Selon le médecin, dans son état psychologique actuel, le requérant ne paraît pas apte à surmonter un retour forcé vers la Libye et une telle contrainte constituerait un risque certain pour sa santé. L'Etat partie n'a pas formulé de commentaires à ce sujet. Dans les circonstances particulières du cas d'espèce, et notamment au vu des conclusions du rapport médical cité sur l'existence de séquelles importantes des actes de torture subis par le requérant, ses activités politiques ultérieures à son départ de la Libye (telles que décrites aux paragraphes 2.4 et 5.3 ci-dessus), et eu également égard aux rapports persistants sur le traitement réservé en général à cette catégorie d'activistes lors de leur retour forcé en Libye, le Comité considère que l'Etat partie ne lui a pas présenté des arguments suffisamment convaincants pour justifier toute absence de risque, pour le requérant, d'être exposé à la torture au cas de son renvoi en forcé éventuel vers la Libye.

8. Le Comité contre la Torture, agissant au titre du paragraphe 7, de l'article 22, de la Convention, est de l'avis que le retour forcé du requérant vers la Libye constituerait une violation, par la Suisse, de ses droits au titre de l'article 3 de la Convention.

9. Conformément au paragraphe 5 de l'article 112 de son règlement intérieur, le Comité invite l'Etat partie à l'informer dans un délai de 90 jours à compter de la date de transmission de la présente décision, des mesures qu'il aura prises conformément aux constatations ci-dessus.

---

<sup>1021</sup> Voir, par exemple, S.S.H. c. la Suisse, Communication No 254/2004, décision adoptée le 15 novembre 2005, paragraphe 6.3.

[Adopté en anglais, en espagnol, en français (version originale) et en russe. Paraîtra ultérieurement aussi en arabe et en chinois dans le rapport annuel du Comité à l'Assemblée générale.]

-----



**Annexe 2 : DCC 02-014 du 19 février 2002 de la Cour constitutionnelle du Bénin : « *Les traitements cruels, inhumains et dégradants peuvent provenir de particuliers* »**

Decision DCC 02-014

du 19 février 2002

GBAGUIDI Boris

1. Contrôle de constitutionnalité
2. Plaine contre le pouvoir royal de la Sous-préfecture de Dassa-Zoumè « pour sévices corporels et violation de la personne humaine »

*La royauté n'étant pas une institution républicaine, ni la Constitution, ni la loi ne lui donnent compétence en matière de justice.*

*En infligeant des sévices corporels et des traitements inhumains et dégradants aux personnes mises en cause au mépris de l'article 18 alinéa 1<sup>er</sup> de la Constitution, comme ils le font, même pour prévenir des "châtiments divins beaucoup plus cruels", le roi Egbakotan II et sa cour violent la Constitution.*

**La Cour constitutionnelle,**

Saisie d'une requête du 08 décembre 1998 enregistrée à son Secrétariat le 29 décembre 1998 sous le numéro 1976, par laquelle Monsieur Boris GBAGUIDI porte plainte contre le pouvoir royal de la Sous-Prefecture de Dassa-Zoumè « pour sévices corporels et violation de la personne humaine » ;

VU la Constitution du 11 décembre 1990 ;

VU la loi n° 91-009 du 04 mars 1991 portant loi organique sur la Cour constitutionnelle, modifiée par la loi du 31 mai 2001;

VU le Règlement intérieur de la Cour constitutionnelle ;

Ensemble les pièces du dossier ;

Où le Professeur Maurice GLELE AHANHANZO en son rapport ;

Après en avoir délibéré,

**Considérant** que le requérant fonde son action sur l'option en faveur de l'Etat de droit proclamée dans le préambule de la Constitution du 11 décembre 1990 ainsi que sur l'article

126 de ladite Constitution qui dispose : « la Justice est rendue au nom du peuple béninois » ; qu'il soutient: << ... pour crime ou un délit commis, c'est le roi et sa cour qui décident du sort du coupable. En exemple, à Dassa-Zoumè, lorsqu'un citoyen vole quelque chose, le fameux roi EGBAKOTAN II donne des instructions à ses associés afin qu'on lui mette la main dessus. Ensuite, il est conduit au palais royal et là, il subit de véritables et humiliants sévices corporels qui lui sont honteusement administrés, et ce pour la plupart du temps par des bandits, les délinquants, les va-nu-pieds de Dassa-Zoumè » ; qu'il développe que « la même situation se produit également lorsqu'un citoyen est coupable de viol, d'inceste ou nie la paternité d'une grossesse qui apparemment, lui appartient. Pendant ce temps, il existe bel et bien une Brigade de Gendarmerie à Dassa-Zoumè qui, à mon sens, est bien qualifiée pour résoudre ces genres de problèmes. Il y a aussi le Tribunal de Première Instance d'Abomey. Malgré tout cela, c'est le « roi » qui décide arbitrairement du traitement infamant à infliger aux mis en cause » ; qu'il allègue enfin que de « telles pratiques sont contraires à l'Etat de droit car le roi exerce des pouvoirs qui ne sont pas de son ressort » ; que « pire, il se permet d'administrer ou de faire subir des sévices corporels, ce qu'aucune institution, quelle que soit sa qualité, n'est autorisée à faire : il y a violation flagrante de la Constitution ... Il faut que cela cesse tout de suite » ;

**Considérant** que des mesures d'instruction ont été diligentées à l'endroit de la Gendarmerie et du « roi de Dassa » ; que le Commandant de la Brigade de Gendarmerie écrit avoir reçu des plaintes contre le roi EGBAKOTAN II « pour vol de bornes et complicité ... pour atteinte au pouvoir... » ; qu'il a, à son niveau, « deux dossiers d'enquête transmis par le Procureur de la République près le Tribunal de Première Instance d'Abomey, tantôt contre le roi EGBAKOTAN II, tantôt contre lui et certains membres de sa famille... » ; que dans sa réponse du 25 février 1999, sa Majesté le Roi EGBAKOTAN II affirme que l'auteur d'un des actes interdits sur le sol de Dassa-Zoumè par la tradition et les coutumes Idaasha ... « dévoile ou identifie par tous les moyens appropriés est conduit au Palais Royal. Il est aussitôt attaché par les cordes, avant de subir un châtement corporel consistant à le faire frapper de coups de chicotes » car, ajoute-t-il, « la commission demeurée impunie desdits actes entraîne toujours des conséquences malheureuses et regrettables » telles que « maladie incurable, mort, folie, disparition définitive » ; qu'il développe que « Evolué Fictif, l'auteur du présent recours peut être porté à prendre pour violation des Droits de l'Homme les sévices corporels dont il s'agit » ; qu'il affirme que « l'homme n'a pas que des droits. Il a aussi et surtout des devoirs dont il faut assurer le respect » ; qu'il conclut que « le défaut de respect de ces devoirs ... ne saurait être exclusif de moindres sanctions que demeurent les sévices corporels » ; qu'il fonde tous ces agissements sur le pouvoir religieux qu'il tient de la tradition (ORO CHICHE) ;

**Considérant** que la Constitution du 11 décembre 1990 en ses articles 1<sup>er</sup>, 2, 125 et 126 dispose :

Article 1<sup>er</sup> : « L'Etat du Benin est une République... » ;

Article 2 : « La République du Benin est une et indivisible, **laïque** et démocratique ... » ;

Article 125 : « Le Pouvoir Judiciaire est indépendant du Pouvoir Législatif et du Pouvoir Exécutif.

**Il est exercé par la Cour Suprême, les Cours et Tribunaux** créés conformément à la présente Constitution » ;

Article 126 : « La Justice est rendue au nom du Peuple Béninois. Les Juges ne sont soumis, dans l'exercice de leurs fonctions, qu'à l'autorité de la loi. Les magistrats du siège sont inamovibles » ;

**Considérant** que la Loi n° 90-003 du 15 mai 1990 portant remise en vigueur de la Loi n° 064-28 du 9 décembre 1964 portant organisation judiciaire énonce en son article 2 : « *Sous réserve des dispositions constitutionnelles et légales concernant la Cour Suprême, la justice est rendue par des Tribunaux de conciliation, des Tribunaux de Première Instance, une Cour d'Appel et une Cour d'Assises* » ;

**Considérant** que la royauté n'est pas une institution républicaine ; que ni la Constitution, ni la loi ne donnent compétence au pouvoir royal en matière de justice ;

**Considérant** qu'en l'espèce le Roi EGBAKOTAN II et sa cour se prévalent des traditions et coutumes Idaasha pour rendre la justice ; que de surcroît, ils infligent des sévices corporels et des traitements inhumains et dégradants aux personnes mises en cause, au mépris de l'article 18 alinéa 1<sup>er</sup> de la Constitution; qu'en agissant comme ils le font, même pour prévenir des « châtiments divins beaucoup plus cruels », le Roi EGBAKOTAN II et sa cour violent la Constitution ;

## **DÉCIDE**

Article 1<sup>er</sup>. - Les agissements de sa « Majesté » le Roi EGBAKOTAN II et de sa cour constituent une violation de la Constitution.

Article 2. - La présente décision sera notifiée à Monsieur Boris GBAGUIDI, au Roi EGBAKOTAN II de Dassa-Zoumè et publiée au *Journal Officiel*.

Ont siégé à Cotonou, le dix-neuf février deux mille deux,

Madame	Conceptia D. Ouinsou	Président
Messieurs	Lucien Sebo	Vice-Président
	Idrissou Boukari	Membre
	Maurice Glele Ahanhanzo	Membre
	Alexis Hountondji	Membre
	Jacques D. Mayaba	Membre
Madame	Clotilde Medegan-Nougbo	Membre

**Le Rapporteur,  
Professeur Maurice GLELE AHANHANZO**

**Le Président  
Conceptia L.D. OUINSOU**

**Annexe 3 : DCC 99-11 du 4 février 1999 de la Cour constitutionnelle du Bénin : « *La charge de la preuve en matière d'actes de torture et atteintes voisines* »**

**DÉCISION DCC 99-011**  
du 04 février 1999

AHINON Jacques

3. Contrôle de constitutionnalité
4. Garde à vue de citoyens
5. Conditions de détention
6. Traitements inhumains et dégradants
7. Violation de la Constitution

*Lorsqu'un citoyen a été gardé à vue dans une brigade pendant plus de quarante-huit (48) heures sans être présenté à un magistrat, sa détention est contraire à l'article 18 de la Constitution.*

*Les traitements cruels, inhumains ou dégradants s'apprécient non seulement en fonction de leur effet sur l'état physique ou mental de l'individu mais également au regard de leur durée, de leur caractère délibéré et des circonstances dans lesquelles ils ont été infligés.*

*La détention pendant quinze (15) jours dans un local non aéré, à peine éclairé, dans les odeurs pestilentielles d'urines et parfois même des matières fécales est bien constitutive de traitements inhumains et dégradants.*

***La Cour constitutionnelle,***

Saisie d'une requête du 03 octobre 1997 enregistrée à son Secrétariat le 07 octobre 1997 sous le numéro 1658, par laquelle Monsieur Jacques AHINON se plaint de ce que sa détention, ainsi que celle de son père Diha AHINON et de ses frères Séraphin et Justin AHINON dans les locaux de la Brigade territoriale de gendarmerie d'Aplahoué ne sont pas conformes à la Constitution ;

***VU*** la Constitution du 11 décembre 1990 ;

***VU*** la Loi n° 91-009 du 04 mars 1991 portant loi organique sur la Cour constitutionnelle modifiée par la Loi du 17 juin 1997 ;

***VU*** le Règlement intérieur de la Cour constitutionnelle ;

Ensemble les pièces du dossier ;

Ouï Madame Clotilde MEDEGAN-NOUGBODE en son rapport ;

Après en avoir délibéré ;

**Considérant** que Monsieur AHINON Jacques expose que, dans le cadre d'un litige immobilier opposant son père AHINON Diha aux consorts AMADJI Alphonse et AMADJI Barthélémy, il a été arrêté et gardé à vue du 23 septembre 1997 vers quatre (04) heures du matin au 27 septembre 1997 à 18 heures à la Brigade territoriale de gendarmerie d'Aplahoué; que son père AHINON Diha et ses frères AHINON Séraphin et AHINON Justin, arrêtés au même moment que lui, ont été, quant à eux, gardés à vue du 23 septembre 1997 au 02 octobre 1997; que cette détention s'est déroulée dans des conditions inhumaines ;

**Considérant** qu'aux termes de l'article 18 alinéa 4 de la Constitution, « *Nul ne peut être détenu pendant une durée supérieure à quarante-huit (48) heures que par la décision d'un magistrat auquel il doit être présenté. Ce délai ne peut être prolongé que dans des cas exceptionnellement prévus par la loi et qui ne peut excéder une période supérieure à huit (8) jours* » ;

**Considérant** qu'il ressort du dossier que Monsieur Jacques AHINON a été gardé à vue dans les locaux de la Compagnie de gendarmerie et de la Brigade territoriale de gendarmerie d'Aplahoué du 23 au 27 septembre 1997, sans avoir été présenté à un magistrat ; que Messieurs AHINON Diha, AHINON Justin et AHINON Séraphin ont été gardés à vue dans les mêmes locaux du 23 septembre 1997 au 06 octobre 1997, date à laquelle ils ont été présentés au procureur de la République ; que la détention des susnommés au-delà des quarante-huit (48) heures prescrites par la Constitution est, dès lors, arbitraire, abusive et contraire à la Constitution ;

**Considérant** que la Constitution en son article 18 alinéa 1<sup>er</sup> dispose : « *Nul ne sera soumis à la torture ni à des sévices ou traitements cruels, inhumains ou dégradants* » ; que l'article 5 de la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples prescrit : « *Tout individu a droit au respect de la dignité humaine et à la reconnaissance de sa personnalité juridique. Toutes formes d'exploitation et d'avilissement de l'homme ... la torture physique ou morale et les peines ou traitements inhumains ou dégradants sont interdits* » ;

**Considérant** qu'en réponse aux mesures d'instruction diligentées à son endroit, le commandant de la Compagnie de gendarmerie d'Aplahoué a affirmé que la garde à vue de AHINON Jacques, AHINON Diha, AHINON Justin et AHINON Séraphin s'est déroulée dans des conditions normales et que les intéressés n'ont subi, de ce fait, aucune dégradation de leur santé ;

**Considérant** que les traitements cruels, inhumains ou dégradants s'apprécient non seulement en fonction de leur effet sur l'état physique ou mental de l'individu mais également au regard de leur durée, de leur caractère délibéré et des circonstances dans lesquelles ils ont été infligés ;

**Considérant** que le transport effectué le 02 octobre 1998 à la Compagnie et à la Brigade territoriale de gendarmerie d'Aplahoué a révélé que la cellule de garde à vue était mal éclairée et insuffisamment aérée ; qu'elle dégageait une forte odeur d'urine et qu'au sol, étaient scellées de petites barres de fer avec des bouts en anneaux pour fixer des menottes;

**Considérant** que, selon le commandant de Brigade adjoint de gendarmerie, le manque d'aération et le mauvais éclairage de la cellule sont la conséquence de la réduction des

ouvertures initialement pratiquées dans les murs, lesquelles favorisaient les évasions des gardes à vue les plus violents et qu'enfin, l'odeur d'urine qu'il s'emploie à faire dissiper en désinfectant régulièrement les lieux est le fait de certains détenus qui préféraient uriner au sol ;

**Considérant** qu'en dépit de ces justifications, la détention pendant quinze jours dans un local non aéré, à peine éclairé, dans les odeurs pestilentielles d'urines et parfois même de matières fécales est bien constitutive de traitements inhumains et dégradants ;

**DÉCIDE :**

**Article 1<sup>er</sup>.**- La garde à vue de Monsieur AHINON Jacques du 23 au 27 septembre 1997 et celle de Messieurs AHINON Diha, AHINON Justin et AHINON Séraphin du 23 septembre au 06 octobre 1997, dans les locaux de la Compagnie et de la Brigade de gendarmerie d'Aplahoué sont arbitraires, abusives et violent la Constitution.

**Article 2.-** Les conditions de détention des susnommés sont constitutives de traitements inhumains et dégradants.

**Article 3.-** La présente décision sera notifiée à Messieurs AHINON Jacques, AHINON Diha, AHINON Justin et AHINON Séraphin et publiée au *Journal Officiel*.

Ont siégé à Cotonou, le quatre février mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf,

Madame	Conceptia D. Ouinsou	Président
Messieurs	Lucien Sèbo	Membre
	Alexis Hountondji	Membre
	Jacques D. Mayaba	Membre
Madame	Clotilde Médégan-Nougbodé	Membre

**Le Rapporteur,  
Clotilde Médégan-Nougbodé**

**Le Président  
Conceptia D. Ouinsou**

## Annexe 4 : Recherche Empirique

(Enquête réalisée les 24 et 25 mai 2018)

1- Quelle est, à votre niveau, la fréquence des enquêtes préliminaires relatives à la violation de l'interdiction de la torture ?

*a- Plusieurs :*

*b- Quelques unes :*

*c- Aucune :*

2- Commentaire :

3- Avez-vous des recommandations ?

### DÉPOUILLEMENT ET RÉSULTATS

30 Officiers de police judiciaire et Responsables d'ONG ont été interrogés et les résultats se présentent comme suit :

1- C= 30

2- 10 personnes répondent qu'il n'existe pas de texte relatif à la matière ;  
15 personnes précisent qu'il n'existe pas de texte **pénal** pour la matière ;  
05 personnes n'ont pas fait de commentaire.

3- 12 personnes recommandent qu'on doit édicter de texte incriminant les actes de torture et prévoir des peines ;  
02 personnes préconisent la sensibilisation des acteurs judiciaires ;  
16 personnes n'ont fait aucune recommandation.

# BIBLIOGRAPHIE

## I- OUVRAGES GENERAUX

**Amnesty International** : Au-delà de l'Etat, le droit international et la défense des droits de l'homme, EFAI, Paris, 1985, 416 pages.

**Amnesty International** : Rapport 2012 : La situation des droits de l'homme dans le monde, AILDH-FR, 417 pages.

**Amnesty international** : Rapport 2010 : La situation des droits de l'homme dans le monde, EFAI, Paris, 401 pages.

**Amnesty international** : Rapport 2009 : La situation des droits de l'homme dans le monde, EFAI, Paris, 480 pages.

**Amnesty international** : Rapport 2008 : La situation des droits de l'homme dans le monde, EFAI, Paris, 463 pages.

**Amnesty international** : Rapport 2007 : La situation des droits de l'homme dans le monde, EFAI, Paris, 427 pages.

**Amnesty international** : Rapport 2006 : La situation des droits de l'homme dans le monde, EFAI, Paris, 419 pages.

**Amnesty international** : Rapport 1982 : La situation des droits de l'homme dans le monde, EFAI, Paris, 432 pages.

**Amnesty International, FIDH, Human Rights Watch et Reporters sans frontières**, ALGERIE, Le livre noir, éd. La découverte, Paris, 1997, 253 pages.

**ANKRUMAH, Evelyn, A.** : La Commission africaine des droits de l'homme et des peuples : Pratiques et procédures ; Société africaine de droit international et comparé, traduit en français par Contact SARL, Londres, 2005, 248 pages.

**ARCHIVES DE PHILOSOPHIE DE DROIT**, tome 28, philosophie pénale, Editions Sirey, Paris, 1983, 444 pages.

**BA ABDOUL** et autres : L'organisation de l'Unité africaine : de la charte d'Addis-Abeba à la convention africaine des droits de l'homme et des peuples, Silex, Paris, 1984, 436 pages.

**BADET, Gilles** : Les attributions originales de la Cour constitutionnelle du Bénin, Imprimerie COPEF, Cotonou, 2013, 480 pages.

**BELANGER, Hélène** : Vivre en prison, Histoire de 1945 à nos jours, Hachette, Paris, 2007, 334 pages.



**BORE, Jacques et Louis BORE** : La cassation en matière pénale, Dalloz, 2<sup>e</sup> éd., Paris, 2004, 522 pages.

**BUERGENTHAL, Thomas et Alexandre KISS** : La protection internationale des droits de l'homme, Précis, éd. N.P. Engel, Strasbourg, 1991, 261 pages.

**CANIN, Patrick** : Droit pénal général, les fondamentaux, Hachette, Paris, 2000, 159 pages.

**CARBONNIER, Jean**, Flexible droit, Textes pour une sociologie du droit sans rigueur, 2<sup>e</sup> édition, LGDJ, Paris, 1971, 316 pages.

**CARBONNIER, Jean** : Droit civil, tome 3 : Les biens, 19<sup>e</sup> édition refondue, Thémis, Droit privé (sous la direction de Catherine LABRUSSE-RIOU), Puf, Paris, 2000, 398 pages.

**CENTRE** pour les droits de l'homme, conditions de l'individu en droit pénal contemporain : Promotion, protection et rétablissement des droits de l'homme aux niveaux national, régional et international, Genève, Centre pour les droits de l'homme, 1993, 70 pages.

**CHAMBON, Pierre et Christian GUERY** : Droit et pratique de l'instruction préparatoire, Juge d'instruction, chambre de l'instruction, 6<sup>e</sup> édition, Dalloz, Paris, 2007, 1040 pages.

**CIDPDD** : Campagne contre l'impunité, portrait et plan d'action, Montréal, CIDPDD, 1997, 319 pages.

**CISSE, Abdoullah** : Les incriminations pénales, in : OHADA, sociétés commerciales et GIE, par F. ANOUKAHA, A. CISSE, N. DIOUF, J. NGUEBOU TOUKAM, P-G. POUGOUE et M. SAMBA, Bruylant, Bruxelles, 2002, 589 pages.

**CORNU, Gérard** ; Vocabulaire juridique (sous la direction), Puf, Paris, 1987, 862 pages.

**DEGNI-SEGUI, René** : Les droits de l'homme en Afrique noire francophone (théories et réalités), Imprimob, Abidjan, 1998, 196 pages.

**DENQUIN, Jean-Marie** : Démocratie et droits de l'homme, Montchrestien, Paris, 1996, 216 pages.

**DORMENVAL, Agnès** : Procédures onusiennes de mise en œuvre des droits de l'homme : limites ou défauts, PUF, Paris, 1991, 277 pages.

**DUGUIT, Léon** : Traité de droit constitutionnel, 3<sup>e</sup> édition en 5 volumes, tome 2<sup>e</sup> : La théorie générale de l'Etat ; Première partie : Eléments, fonctions et organes de l'Etat, A.L.F. Cie, Editeurs, Paris, 1928, 888 pages.

**ERES** : La justice pénale internationale : Perspectives historiques et contemporaines, Toulouse, Erès, 1996, 395 pages.

**FAHY, Thomas**; The philosophy of horror; University Press of Kentucky, 2010, 247 pages.

**FAURE, Christian** : Ce que déclarer les droits veut dire : Histoire, PUF, Paris, 1987, 323 pages.

**FIDH**, Guide pratique sur la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples ; publication FIDH, 2010, P. 128.

**FORGES, Alison (des)** : Aucun témoin ne doit survivre, Le génocide au Rwanda, publication de Human Right Watch et Fédération internationale des Ligues des droits de l'homme, éditions Karthala, Paris, 1999, 931 pages.

**FROMENT, Jean-Charles** : La République des surveillants de prison, Ambiguïtés et paradoxes d'une politique pénitentiaire en France (1958-1998), LGDJ, Paris, 1998, 452 pages.

**GAUDUSON, J-B et G. CONAC** (sous la direction) : La justice en Afrique – Afrique contemporaine ; Numéro 156 (spécial), 4<sup>e</sup> trimestre ; la documentation française, Paris, 1990.

**GELARD, Patrice**, Mélanges, Droit constitutionnel, Préface de Louis FAVOREU et Avant propos du Doyen Gilles LEBRETON, Etudes rassemblées et coordonnées par Patrick FRAISSEIX, Montchrestien, Paris, 2000, 489 pages.

**GERARD, Philippe ; François OST et Michel Van de KERCHOVE** (sous la direction) : Fonction de juger et pouvoir judiciaire, Transformations et déplacements, Publications des facultés universitaires Saint-Louis, Bruxelles, 1983, 584 pages.

**GUILLIEN, Raymond et Jean VINCENT**, Lexique des termes juridiques, 10<sup>e</sup> édition, Dalloz, Paris, 1995, 583 pages.

**HEGEL, Georg Wilhelm Friedrich**, Principes de la philosophie du droit, Traduit de l'Allemand par André KANAN et préfacé par Jean HYPPOLITE, édition Gallimard, Paris, 1997, Publié pour la première fois à Berlin en 1821, 347 pages.

**HELIE, Faustin** : Pratique criminelle des cours et tribunaux, 6<sup>e</sup> édition par Jean BROUCHOT et François BROUCHOT, Librairie technique, Paris, 1954, 559 pages.

**JOINET, Louis** (sous la direction) : Lutter contre l'impunité, Dix questions pour comprendre et pour agir, éd. La découverte, Paris, 2002, 142 pages.

**KILANYOSSI, Mardochée M. V.** : Droit pénal spécial, Législation pénale du Bénin, Recueil des lois et règlements de droit pénal applicables au Bénin en dehors du code pénal, 1960-2006, Imprimerie Soukou, Cotonou, 2007, 692 pages.

**KOUASSIGAN Adjété Guy** : « Quelle est ma loi ? Tradition et modernisme dans le droit privé de la famille en Afrique noire francophone », Pédone, Paris, 1974.

**LABIC, J. et MIHURA, Jules** : Juris-classeur d'instruction criminelle, Collection des juris-classeurs, Editions Techniques, S A, Paris, en deux volumes.

**LAVIELLE, Bruno et Xavier LAMEYRE** : Le guide des peines, Personnes physiques et morales, Prononcé, Exécution, Application, Extinction, 3<sup>e</sup> édition, Dalloz, Paris, 2005, 699 pages.

**MAZEAUD, Henri et Léon et Jean MAZEAUD**, Leçons de droit civil, tome premier, 3<sup>e</sup> édition, Montchrestien, Paris, 1965, 1509 pages.

**MBAYE, Kéba** : Les droits de l'homme en Afrique, Pédone, Paris, 1992, 312 pages.

**MERLE, Philippe** : Les présomptions légales en droit pénal, Préface de André VITU, LGDJ, Paris, 1970, 212 pages.

**MONTESQUIEU**, De l'esprit des lois, Gallimard, édition établie par Laurent VERSINI, Paris, 1995, 2 volumes, I : 604 pages et II : 1627 pages.

**NGOM, Benoît** : Les droits de l'homme et l'Afrique, Silex, Paris, 1984, 118 pages.

**PARROT, Karine** : L'interprétation des conventions de droit international privé ; Préface de Paul Lagarde, Dalloz, Paris, 2006 ; Thèse de doctorat publiée, Université Panthéon-Sorbonne.

**PICARD, Etienne** (sous la direction scientifique) : Le juge de l'administration et les droits fondamentaux dans l'espace francophone, Bruylant, Bruxelles, IDEF, AF, IRDO.

**PRADEL, Jean** (sous la direction de) : La condition juridique du détenu, Travaux de l'Institut des sciences criminelles de Poitiers, Volume XIII, éd. Cujas, Paris, 1994, 316 pages.

**RADICA Gabrielle** (Textes choisis et présentés par) : La loi, Ed. du Flammarion, Paris, 2000, 254 pages.

**RAWLS, J.** : Théorie de la justice, éditions du Seuil, Paris, 1997, 665 pages.

**ROUSSEAU, Dominique** : Les libertés individuelles et la dignité de la personne humaine, Montchrestien, Paris, 1998, 106 pages.

**SALMON, Jean** (sous la direction) : Dictionnaire de droit international public, Bruylant, Bruxelles, 2001, 1199 pages.

**SANTOS, Akueté Pedro et Jean Yado TOE** : OHADA, Droit commercial général, Bruylant, Bruxelles, 2002, 478 pages.

**SANTOSCOY, Bertha** : La commission interaméricaine des droits de l'homme et le développement de sa compétence par le système des pétitions individuelles, Puf, Paris, 1995, 209 pages.

**SCHUTTER (de), Olivier** ; Droit matériel des droits de l'homme ; Chaire UNESCO, Université d'Abomey Calavi, 2002-2003, 57 pages, inédit.

**SOSSA, Dorothé Cossi** Introduction à l'étude du droit, Editions Tundé, Cotonou, 2007, 239 pages.

**SOSSA, Dorhoté et Joseph DJOGBENOU** : Introduction à l'étude du droit, perspectives africaines, éd. CREDIJ, Cotonou, 2012, 397 pages.

**STARCK, Boris** : Introduction au droit, 2<sup>e</sup> édition par **Henri ROLAND** et **Laurent BOYER**, Litec, Paris, 1988, 641 pages.

**STERN, Vivien** : Rapport du colloque du Taormina (Italie), « La grande criminalité et les exigences du respect des droits de l'homme dans les démocraties européennes », 14-16 novembre 1996, Editions du Conseil de l'Europe, 1997.

**SUDRE, Frédéric** : Droit international et européen des droits de l'homme, PUF, 3<sup>e</sup> édition, Paris, 422 pages.

**SYMONIDES, Janusz et Vladimir VOLODIN** : Droits de l'homme : Les principaux instruments internationaux (état au 31 mai 1999), UNESCO, 1999, 36 pages.

**VERIN, Jacques** ; La prévention sociale : mythe ou réalité ?, Archives de politique criminelle, 1977.

**VITE, S.** : Les procédures internationales d'établissement des faits dans la mise en œuvre du droit international humanitaire, Bruylant, Bruxelles, 1999, 485 pages.

## **II- OUVRAGES SPECIALISES**

**AMNESTY INTERNATIONAL** : Combattre la torture. Manuel pour l'action, EFAI, Paris, 2004, 195 pages.

**AMNESTY INTERNATIONAL** : La torture, instrument de pouvoir, fléau à combattre, Edition du Seuil, Paris, 1984, 342 pages.

**ASCENCIO, H. ; E. DECAUX, et P. ALAIN** : Le droit international pénal, A. Pedone, Paris, 2000, 1053 pages.

**BAZELAIRE, J-P et T. CRETIN** : La justice pénale internationale, Seuil, Paris, 2000, 261 pages.

**BORRICAND, Jacques et Anne Marie SIMON**, Droit pénal et procédure, Aide mémoire, Sirey, Paris, 1998, 384 pages.

**BOULOC, Bernard** ; Droit pénal général, Précis, Dalloz, 21<sup>e</sup> éditions, Paris, 2011.

**BOULOC, Bernard** ; Droit pénal général, Précis, Dalloz, 22<sup>e</sup> éditions, Paris, 2013, 728 pages.

**BOULOC, Bernard** ; Droit pénal général, Précis, Dalloz, 23<sup>e</sup> éditions, Paris, 2009.

**BOURDON, W. et DUVERGER, E.** : La Cour pénale internationale, édition du Seuil, Paris, 2000, 364 pages.

**BOUZAT, Pierre** : L'usine, le chantier, la mine, milieux criminogènes, in : La criminologie, Bilan et perspectives, Mélanges offerts à Jean PINATEL, éditions A. Pedone, Paris, 1980, 272 pages.

**CASSESE, Antonio et Mireille DELMAS-MARTY** (sous la direction) : Crimes internationaux et juridictions internationales, Puf, Paris, 2002, 267 pages.

**CASSESE, Antonio et Mireille DELMAS-MARTY** (sous la direction) ; Juridictions nationales et crimes internationaux, Puf, Paris, 2002, 673 pages.

**DAVID, Eric** ; Eléments de droit pénal international ; Titre 2 : Le contenu des infractions internationales ; chapitre XIV à XX, 11<sup>e</sup> édition, PUB, Bruxelles, 2006.

**DAVID, Eric** ; Eléments de droit pénal international et européen, Bruylant, Bruxelles, 2009, 1566 pages.

**DANTI-JUAN, Michel** : Le consentement et la sanction, in : La sanction du droit, Mélanges offerts à **Pierre COUV RAT**, Publication de la Faculté de Droit et des Sciences Sociales de Poitiers, Puf, Paris, 2001, 559 pages.

**DELMAS-MARTY, Mireille** (sous la direction) : Procès pénal et droit de l'homme, vers une conscience européenne, Travaux du colloque organisé au Centre Georges-Pompidou par la Bibliothèque publique d'information et le journal Le Monde les 26 et 27 mars 1991, Comité scientifique présidé par M. D-MARTY, PUF, Paris, 1992, 311 pages.

**DELMAS-MARTY, Mireille** ; (sous la direction) : Procédures pénales d'Europe, PUF, Paris, 1995, 638 pages.

**DELMAS-MARTY, Mireille** : Les chemins de la répression, PUF, Paris, 1980, 657 pages.

**DELMAS-MARTY, Mireille** : Le flou du droit, Du code pénal aux droits de l'homme, PUF, Paris, 2004, 388 pages.

**DESPORTES Frédéric et Francis LE GUNEHEC** : Droit pénal général, 10<sup>e</sup> édition, Economica, Paris 2003, 1055 pages.

**FLAUSS, Jean-François et Elisabeth LAMBERT-ABDELGAWAD** : L'application nationale de la charte africaine des droits de l'homme et des peuples, Bruylant, Bruxelles, 2004, 266 pages.

**GARCON, Emile** : Code Pénal Annoté ; en trois tomes ; Nouvelle édition refondue et mise à jour par Marcel ROUSSELET, Maurice PATIN et Marc ANCEL ; Sirey, 1956.

**GASSIN, Raymond** : Criminologie, 4<sup>e</sup> édition, Dalloz, Paris, 1998, 705 pages.

**GENY, François** : Méthodes d'interprétation et sources en droit privé positif, Essai critique par François GENY, Précédé d'une préface de Raymond SALEILLES, Seconde édition revue et mise au courant, en deux tomes, LGDJ, Paris, 1919, tome premier : 446 pages et tome second : 422 pages.

**HUET, A. et R. KOERING-JOULIN**, Droit pénal international, Puf, 2<sup>e</sup> édition, Paris, 2001, 425 pages.

**LARGUIER, Jean et Anne Marie LARGUIER**, Mémentos de Droit pénal spécial, 12<sup>e</sup> éd. Dalloz, 2002, 450 pages.

**LESCURE, Karine** : Tribunal pénal international pour l'ex Yougoslavie, Montchrestien, Paris, 1994 ; Avant propos de Brigitte STREN et préface de Ralph ZACKLIN, 201 pages.

**LEVASSEUR, Georges ; Albert CHAVANNE, Jean MONTREUIL, Bernard BOULOC et Haritini MATSOPOULOU** : Droit pénal général et procédure pénale, éd. Sirey, 14<sup>e</sup> éd., Paris, 2002, 456 pages.

**LEVASSEUR, Georges ; Albert CHAVANNE et Jean MONTREUIL** ; Droit pénal général et procédure pénale, éd. Sirey, 10<sup>e</sup> éd., Paris, 1991, 329 pages.

**MARGUENAUD, Jean-Pierre** : La Cour européenne des droits de l'homme, Dalloz, Paris, 1997, 147 pages.

**MERLE, Roger et André VITU** ; Traité de droit criminel, tome 1, 7<sup>e</sup> édition : Problèmes généraux de la science criminelle, Droit pénal général, Editions Cujas, Paris, 1997, 1068 pages.

**MICHIELS, Olivier** ; La jurisprudence de la Cour constitutionnelle en procédure pénale : le Code d'instruction criminelle remodelé par le procès équitable ? Anthémis, 2015 ; Préface d'Ann JACOBS et Postface de Paul MARTENS, 700 pages.

**MINKOA SHE, Adolphe** : Droits de l'homme et droit pénal au Cameroun, Economica, Paris, 1999, 321 pages.

**PEDROT, Philippe** (sous la direction) ; Ethique, Droit et Dignité de la personne, Mélanges Christian BOLZE, Economica, Paris, 1999, 427 pages.

**PETTITI, Louis-Edmond, Emmanuel DECAUX et Pierre-Henri IMBERT** : La convention européenne des droits de l'homme, commentaire article par article (sous la direction), Economica, Paris, 1995, 1230 pages.

**PINATEL, Jean** (Mélanges offerts à) : Perspectives d'avenir de la criminologie, conclusions de : La criminologie, Bilan et perspectives, Mélanges offerts à Jean PINATEL, éditions A. Pedone, Paris, 1980, 272 pages.

**PRADEL, Jean et André VARINARD** : Les grands arrêts du droit criminel, tome 1 : Les sources du droit pénal, l'infraction, éd. Sirey, Paris, 1984, 438 pages.

**PRADEL, Jean et André VARINARD** : Les grands arrêts du droit criminel, tome 2 : Le procès, la sanction, Dalloz, 1995, 378 pages.

**PRADEL, Jean et Michel DAUTI-JUAN** : Droit pénal spécial, tome 3, éd. Cujas, Paris, 1995, 809 pages.

**PRADEL, Jean** : Droit pénal général, tome 1 : Introduction générale, 11<sup>e</sup> éd., Cujas, Paris, 1997, 939 pages.

**PRADEL, Jean** : Précis de droit pénal comparé, Dalloz, paris, 1995, 733 pages.

**PRADEL, Jean :** (Mélanges offerts à) : Le droit pénal à l'aube du troisième millénaire, Mélanges offerts à Jean PRADEL, Ouvrages réalisé avec le concours du centre de droit pénal de l'Université Jean Moulin-Lyon 3, éd. Cujas, Pais, 2006, 1159 pages.

**PRADEL, Jean :** Droit pénal général, 18<sup>e</sup> éd., Référence, Cujas, Paris, 2010, 726 pages.

**PRADEL, Jean :** Droit pénal général, 11<sup>e</sup> éd., Cujas, Paris, 1997, 939 pages.

**RENAULT-BRAHINSKY, Corinne ;** L'essentiel de la procédure pénale, 7<sup>e</sup> éd., Gualino, 2007, 132 pages.

**SCHABAS, William A. :** Précis du droit international des droits de l'homme ; Ed. Yvon Blais, Québec, 1997, 425 pages.

**SOYER, Jean-Claude ;** Manuel de Droit pénal et procédure pénale, 15<sup>e</sup> édition, LGDJ, Paris, 2007, 448 pages.

**SOYER, Jean-Claude ;** Manuel de Droit pénal et procédure pénale, 13<sup>e</sup> édition, LGDJ, Paris, 2007, 454 pages.

**STEFANI, G. ; G. LEVASSEUR, R. JAMBU-MERLIN,** Criminologie et science pénitentiaire, Précis Dalloz, 5<sup>e</sup> Edition, Paris, 1982, 890 pages.

**STEFANI, G., G. LEVASSEUR, B. BOULOC,** Procédure pénale, Précis Dalloz, 12<sup>e</sup> édition, Paris, 1984, 989 pages.

**SUDRE, Frédéric :** Les mécanismes et les techniques de garantie internationale des droits fondamentaux : les mécanismes quasi juridictionnels et juridictionnels. AUPELF-UREF, Université Paris X-Nanterre, sans pagination.

**TAVERNIER, Paul** (sous la direction), Recueil juridique des droits de l'homme en Afrique ; Vol. 2 : 2000-2004 ; tome 2, Bruylant, Bruxelles, 2005, 2117 pages.

**TINE, A. ;** La Cour pénale internationale ; l'Afrique face au défi de l'impunité, édition Raddho, Dakar, 2000, 199 pages.

### **III- THESES ET MEMOIRES**

**BAGORO, René Bessolé :** La protection des droits de l'homme dans la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples ; Mémoire DEA, Chaire UNESCO des droits de la personne et démocratie, UAC, 1999-2000, 86 pages.

**BOLZE, Pierre :** Le droit à la preuve contraire en procédure pénale ; Thèse de doctorat, Droit privé – Droit pénal, Université Nancy 2, 2010, 499 pages.

**DEWEDI, Eric :** La protection de la vie privée au Bénin, Thèse de doctorat unique, droit privé, UAC, 2006, 285 pages.

**DJOGBENOU, Joseph** : Les privations de la liberté individuelle de mouvement non consécutives à une décision pénale de condamnation ; Thèse de doctorat unique, UAC, 2007, 316 pages.

**GAUTRON, Jérôme** : Les sanctions du droit international humanitaire, Thèse de doctorat de droit public, Université FRANCOIS RABELAIS de TOURS, 1994, 2 tomes, tome 1 : 306 pages et tome 2 : 690 pages.

**GBOSSOU, Alphonse** : La répression de la torture en droit international ; Mémoire de DEA, Chaire UNESCO des droits de la personne et démocratie, UAC, 2003, 71 pages.

**GBOSSOU, Alphonse** : La faillite personnelle dans les procédures collectives d'apurement du passif de l'OHADA ; Mémoire de Maîtrise, Faculté de droit et de Sciences politiques, UAC, 2001, 55 pages.

**LAURENT-BOUTOT, Carine** : La cour de cassation face aux traités internationaux protecteurs des droits de l'homme, Thèse de doctorat, Université de Limoges, 2006, 597 pages.

**ONDO, Téléphore** : La responsabilité introuvable du chef d'Etat africain : Analyse comparée de la contestation du pouvoir présidentiel en Afrique noire francophone (les exemples camerounais, gabonais, tchadien et togolais), Thèse de doctorat de droit public, Université de Reims Champagne-Ardenne, 2005, 678 pages.

**QUIRICO, Ontavio** ; Réflexions sur le système du droit international pénal. La responsabilité « pénal » des Etats et des autres personnes morales par rapport à celle des personnes physiques en droit international ; Thèse pour le Doctorat en droit, Université des Sciences sociales, Toulouse I, Faculté de droit, 2005, 858 pages.

**TRACOL, Xavier** : Les procédures d'appel et de révision devant les juridictions pénales internationales : une synthèse inégale entre les influences des systèmes nationaux romano-germaniques et de la Common Law ; Thèse de doctorat en droit, Université de Paris Ouest, Nanterre, 2009, 483 pages.

#### **IV- ARTICLES**

**ALLHOFF, Fritz**, « An Ethical Defense of Torture in Interrogation », in *Ethics of Spying*, sous la direction de Jan Goldman et Martin Gordon, Toronto, The Scarecrow Press, 2006, pp. 126-140.

**ASSI, Brou Rose de Lima** : « L'application des traités internationaux relatifs aux droits de l'homme par les tribunaux nationaux en Afrique de l'Ouest », in : Quelle contribution l'Afrique de l'Ouest peut-elle apporter à la tradition universelle des droits de l'homme ?, Colloque international du CERAP, Abidjan, 13, 14 et 15 mars 2006, 9 pages.

**BISHOP, Jordan**, The Question of Torture, in: Law & Justice – The Christian Law Review, Volume 159, (2007), pp. 103-113.

**BOULOC, Bernard** : « La place du droit pénal dans le droit des sociétés », in : R.S.C.D.P.C., n° 1, janvier-mars 2000, pp. 17-23.



**BOULOC, Bernard** : « Présomption d'innocence et droit pénal des affaires », in : R.S.C.D.P.C., n° 1, janvier-mars 2000, pp. 465 à 473.

**BRIBOSIA, Hervé** : « Applicabilité directe et primauté des traités internationaux et du droit communautaire ; réflexion générale sur le point de vue de l'ordre juridique belge », in : R.B.D.I., Vol. XXIX, 1996-1, p. 34 à 71.

**CARPINO, Zachary William**. "Terrorizing the Terrorists: Reconstructing US Policy on the Use of Torture in the Global War on Terror." *Global Security Studies*, Volume 4 ; 4 (2013), pp. 10-22.

**CASSIA, Paul** : « Contrôle de constitutionnalité et contrôle de conventionnalité de la loi : une coexistence impossible ? », in : *Recueil Dalloz* ?, n° 3 du 17 janvier 2008, pp. 166 à 207.

**CHILTON, Adam S., and Mila VERSTEEG**; "The failure of Constitutional Torture Prohibitions", in: *The Journal of Legal Studies*, Volume 44 (2), June 2015; pp. 417-452.

**COHEN-JONATHAN, Gérard** : « La décision du Comité des droits de l'homme des Nations-Unies du 2 novembre 1999 dans l'affaire Kennedy c/ Trinité et Tobago : Des réserves au premier protocole facultatif », in : R.U.D.H., n° 6-/2000, pp. 209 à 217.

**COHEN-JONATHAN, Gérard** : « Les réserves à la convention européenne des droits de l'homme (à propos de l'arrêt Belilos du 24 avril) », in : R.G.D.I.P., 1989, pp. 274 à 283.

**COLEMAN, Samuel C.** : « L'organisation judiciaire des Etats Unis d'Amérique et plus particulièrement la juridiction de la Cour suprême des Etats Unis d'Amérique », in *Revue internationale de droit comparé*, vol.6, n°3, p. 477.

**COSTA, Jean-Paul** : « L'application par le Conseil d'Etat français de la convention européenne des droits de l'homme », in : R.T.D.H., n° 31 du 1<sup>er</sup> juillet 1997.

**COT, Jean-Pierre** : « Eloge de l'indécision. La Cour et la compétence universelle », in : R.B.D.I., 2000/1-2, Editions Bruylant, Bruxelles, Vol. XXXV.

**DELMAS-MARTY, Mireille** : « Les contradictions du droit pénal », in *Revue de science criminelle et droit pénal comparé*, janvier-mars, 2000, pp. 1-4.

**DELMAS-MARTY, Mireille**: « La phase préparatoire du procès pénal, pourquoi et comment réformer, Académie des sciences morales et politiques », séance animée par M. DELMAS-MARTY, le 25 mai 2009.

**DIOUF, Ndiaw** : « Infractions en relation avec les nouvelles technologies de l'information et procédure pénale : l'inadaptation des réponses nationales face à un phénomène de dimension internationale », in : R.S.D.A., revue publiée par l'Association sénégalaise pour le Droit et le Développement en Afrique avec le concours de la coopération française, sans pagination.

**DUROSARO, Wuraola O.** "The Use of Torture in the War on Terror: Should this 'Exceptional Measure' Be Justified in 'Exceptional Times'?", in: *American Journal of Humanities and Social Sciences*, Volume 2, (2014), pp. 88-93.

**DUTHI, Marina-Terasa et Christina PELLANDINI** : « Le Comité international de la croix rouge et la mise en œuvre du système de répression des infractions aux règles de droit international humanitaire », extraits de la Revue internationale de la croix rouge, mai-juin 1994, n° 807, pp. 264-279.

**FERNANDEZ FLORES, José Louis** : « La répression des infractions individuelles au droit de la guerre », extrait de la revue internationale de la croix rouge, mai-juin, 1991, N° 789, p. 263.

**FLAUSS, Jean-François** : « Le contentieux de la validité des réserves à la convention européenne des droits de l'homme devant le tribunal fédéral suisse : Requiem pour la déclaration interprétative relative à l'article 6 § 1 », PP. 297-303, in : R.U.D.H., vol. 5, n° 9-10, 1993.

**GBOSSOU, Alphonse** ; « La responsabilité médicale au Bénin » ; Communication prononcée au Centre culturel français de Cotonou le 30 mars 2011 ; Chaire UNESCO, Droit de l'homme et démocratie ; UAC ; 2011.

**GOTTLIEB, David J.**, "How We Came to Torture"; in: Kansas Journal of Law & Public Policy, Vol. 14, Issue 2 (2004-2005), pp. 449-460.

**GOUTTES (de), Régis** : « Droit pénal et droit de l'homme », in RSCDPC, n°1, janvier-mars 2000, pp. 233- 245.

**GOUTTES (de), Régis** : « Le juge français et la convention européenne des droits de l'homme : avancées et résistances », in : R.T.D.H., n° 24/1995, Bruxelles, Bruylant, pp. 605-614.

**GREER, Steven**, "Should Police Threats to Torture Suspects Always be Severely Punished – Reflections on the Gafgen Case", in: Human Rights Law Review, Volume 11, Issue 1 (2011), pp. 67-90.

**HAREL, Alon and Assaf Sharon**, "What is Really Wrong with Torture", in: Journal of International Criminal Justice, Volume 6, Issue 2 (May 2008), pp. 241-260

**HOFFMAN, Stephen**. "Is Torture Justified in Terrorism Cases?: Comparing US and European Views." Northern Illinois University Law Review ; Volume 33, (2013), pp. 379-391.

**JUNG, Heike** : « Droit de l'homme et sanctions pénales », in R.T.D.H., n°18 du 1<sup>er</sup> avril 1994.

**KARAGIANNIS, Syméon** : « Expulsion des étrangers et mauvais traitements imputables à l'Etat de destination ou à des particuliers », in : R.T.D.H., n° 37/99, pp. 25-43.

**KISAM, Mazyambo Makengo** : « L'état d'acceptation du pacte international relatif aux droits civils et politiques par les Etats africains », in : R.D.A., n° 3/97, pp. 3 à 15.

**KOPPELMAN, Andrew**, "Revenge Pornography and First Amendment Exceptions", in: Emory Law Journal, Volume 65, Issue 3 (2015-2016), pp. 661-694.

**LABAYLE** : « L'éloignement des étrangers devant la Cour européenne des droits de l'homme », in : R.F.D.A., 1997, pp. 983-997.

**LAMBERT, Pierre** : « Dignité humaine et interrogatoires musclées de la police », in : R.T.D.H., n° 41/2000, pp. 125-145.

**LEBLANC, Laurence** : « The inter-american commission on human rights », Revue des droits de l'homme, vol. IX, 1976, p. 647.

**LEVINET Michel** : « L'article 3 de la convention européenne des droits de l'homme et l'excision », in : R.T.D.H., n° 28 du 1<sup>er</sup> octobre 1996, pp. 695 à 720.

**LIESE, Andrea**, Exceptional Necessity – How Liberal Democracies Contest the Prohibition of Torture and Ill-Treatment When Countering Terrorism; in: Journal of International Law and International Relations, Volume 5, Issue 1 (2009), pp. 17-48.

**MARIN, Jean-Claude**, Procureur général près la Cour de cassation française ; « *Le juge est-il toujours la bouche de la loi ?* », in, Conférence débat « Club du Châtelet », 23 novembre 2011, sans pagination.

**MARINO, Laure** : « Les nouveaux territoires des droits de la personnalité », in : Gazette du Palais, n° 138 à 139 du 19 mai 2007, pp. 22 à 28.

**MAYERFELD, Jamie** ; "IN DEFENSE OF THE ABSOLUTE PROHIBITION OF TORTURE", Public Affairs Quarterly; Volume 22, Number 2, April 2008, pp. 109-128.

**MAZEAUD, Pierre** : « La qualité de la loi n'est plus ce qu'elle était », in Gazette du Palais, n° 136 à 137 des 16 et 17 mai 2007, pp. 2 à 5.

**MAZYAMBO, Kisala M.** : « L'état d'acceptation du pacte international relatif aux droits civils et politiques et de son premier protocole facultatif par les Etats africains », in Revue de droit africain N° 3-97, p. 8.

**MERON, T.**, "The internationalization of criminal law- Remarks", in Proc., A.S.I.L., pp. 297-298.

**MIRKINE-GUETZEVITCH, B.** « Quelques problèmes de la mise en œuvre de la Déclaration universelle des droits de l'homme » in : R.C.A.D.I., 1953-II, t. 83, p. 310.

**MORRIS, Jeremy**; "The justification of Torture-horror: Retribution and sadism in saw, hostel, and devil's rejects", 2010, pp. 42-56.

**ODEKU, Kola O.** "Criminal Responsibility for Torture: A Human Rights Analysis", in: Anthropologist, 15.2, 2013, pp. 125-135.

**OLINGA, Alain Didier** : « L'applicabilité directe de la convention internationale sur les droits des enfants devant le juge français », in : R.T.D.H. n°24/1995, p. 678 à 713.

**PFAFF, Tony**: Bungee Jumping off the Moral Highground: Ethics of Espionage in the Modern Age", in: *Ethics of Spying*, Toronto, The Scarecrow Press, 2006, pp. 66-103.

**PINATEL, Jean** : « L'apport de l'ethnographie à la criminologie et au droit pénal », in : Revue de science criminelle, 1966.

**PINATEL, Jean** : « Criminologie et recherche scientifique », in : Revue internationale de police criminelle, N° 164, janvier 1963.

**POUGOUE, Paul-Gérard** : « Droits fondamentaux et corps du travailleur : esquisse d'une réflexion sur l'apport des droits fondamentaux à l'évolution du droit du travail », pp 5 à 11, in, Annales de la Faculté des sciences juridiques et politiques de l'Université de Dschang, Tome 1, Vol. 1, 1997, Africaine d'Edition et de Services, Yaoundé, 227 pages.

**RAVIV, Adam**. "Torture and justification: Defending the indefensible." Geo. Mason L. Rev. 13, 2004, pp. 135-181.

**SCALIA, Damien** : « Légalité et égalité de l'exécution des peines en droit international pénal : un clair obscur contrasté », in : Revue de Science criminelle et de droit pénal comparé, N° 4, octobre/décembre 2011, Dalloz, pp. 761-788.

**SCHABAS, William** : « Les réserves des Etats-Unis d'Amérique au pacte international relatif aux droits civils et politiques en ce qui a trait à la peine de mort », in : RUDH, vol. 6, n° 4-6, pp. 137-149.

**SCHUTTER (de), Olivier** : « La coopération entre la cour européenne des droits de l'homme et le juge national », in : R.B.D.I., vol. XXX, 1997-1, pp. 21-669.

**SUDRE, Frédéric** : « Extradition et peine de mort : arrêt Soering de la cour européenne des droits de l'homme du 7 juillet 1989 », in : R.G.D.I.P., 1990, pp. 103-122.

**TCHIRKOVITCH, S.** : « La Déclaration universelle des droits de l'homme et sa portée internationale », in : R.G.D.I.P., 1949, p. 378.

**TWISS, Sumner B.** "Torture, justification, and human rights: Toward an absolute proscription." in: Human Rights Quarterly; 29.2, 2007, pp. 346-367.

**UI HAQ, Inam**, "Theorizing Torture and Terrorism" in: International Journal of Innovative Knowledge Concepts, Volume 2, 1, January 2016, pp. 17-27.

**WAGNER, Markus**; "The justification of Torture. Some Remarks on Alan M. Dershowitz's Why Terrorism Works", in: German Law Journal; Volume 4, (2003), pp. 515-526.

**WALTHER, Julien** : « A justice équitable, peine juste? Vues croisées sur les fondements théorique de la peine », in : R.S.C.D.P.C., n°1, janvier-mars 2000, pp. 23-37.

**WILDHABER, Luzius** ; Président de la Cour européenne des droits de l'homme ; Discours prononcé à l'occasion de la cérémonie d'ouverture de l'année judiciaire, le 20 janvier 2006, in « *Dialogue entre juges, Cour européenne des droits de l'homme, Conseil de l'Europe* », Strasbourg 2006 ; pp. 71 à 88.

## **V- JURISPRUDENCE**

Cass. Crim., 2 mars 2010, pourvoi N° 09-88.453, Bull. crim. 2010, n° 3.  
Cass. Crim., 25 juin 2010, pourvoi N° 08-86.891, Bull. crim. 2010, n° 6.  
Cass. Crim., 17 juillet 2009, pourvoi N° 09-82.690, Bull. crim. 2009, n° 7.  
Cass. Crim., 5 mai 2009, pourvoi N° 07-88.599, Bull. crim. 2009, n° 5.  
Cass. Crim., 8 janvier 2008, pourvoi N° 07-83.423, Bull. crim. 2008, n° 1.  
Cass. Crim., 5 janvier 2010, pourvoi N° 09-85.531, Bull. crim. 2010, n° 1.  
Cass. Crim., 3 novembre 2010, pourvoi N° 09-87.375, Bull. crim. 2010, n° 9.  
Cass. Crim., 1<sup>er</sup> décembre 2010, pourvoi N° 10-80.016, Bull. crim. 2010, n° 10 ;  
CEDH, Arrêt « Golder » du 21 février 1975, série A, N° 18.  
CEDH, A. M. et autres c. Suède, (N° 38813/08), Décision 16.6.2009 (Section III) ;  
CEDH, BUDINA c. Russie (N° 45603/05), Décision 18.6.2009 (Section I) ;  
CEDH, BEGANIVIC c. Croatie (N° 46423/06, Arrêt 25.6.2009 (Section I) ;  
CEDH, OPUZ c. Turquie, (N° 33401/02, Arrêt 9.6.2009/ Section III ;  
CEDH, S. D. – Grèce (N° 53541/07), Arrêt 11.6.2009, (Section I) ;  
CEDH, « Stogmuller c. Allemagne », 10 novembre 1969, série A, n° 29  
CEDH, Arrêt « Dudgon », 22 octobre 1982, série A, n° 45 ;  
CEDH, Affaire Selmouni c. France, 28 juillet 1999 ;  
CEDH ; Salman c. Turquie, 27 juillet 2000.  
CEDH ; Jalloh c. Allemagne ; 16 juillet 2006, n° 54810/00.  
CEDH ; Rivas c. France, n° 59584/00, 1<sup>er</sup> avril 2004.  
CEDH ; Cakir c. Belgique, n° 44456/06, 10 mars 2009.  
CEDH ; Mete et autres c. Turquie, n° 294/08, 4 octobre 2012.  
CEDH ; Denissenko et Bogdantchicov c. Russie, n° 3811/02, 12 février 2009.  
CEDH ; Gafgen c. Allemagne ; 1<sup>er</sup> juin 2010, n° 22978/05.  
CEDH ; Aksoy c. Turquie ; 18 décembre 1996.  
CEDH ; Egmez c. Chypre ; n° 30873/96  
CEDH ; Krastanov c. Bulgarie ; n° 50222/99, 30 septembre 2004.  
CEDH ; V. c. Royaume-Uni ; n° 24888/94.  
CEDH ; Labita c. Italie ; n° 26772/95.  
CEDH ; El Masri c. Ex République yougoslave de Macédoine, 13 décembre 2012, n° 39630/09.  
CEDH ; Mocanu et autres c. Roumanie, 17 septembre 2014, n°s 10865/09, 45886/07 et 32431/08.  
CEDH ; Chahal c. Royaume-Uni ; 15 novembre 1996.  
CEDH ; Svinarenko et Slyadnev c. Russie ; n°s 32541/08 et 43441/08.  
CEDH ; Raminez Santhez c. France, n° 59450/00.  
CEDH ; S.W. c. Royaume-Uni du 22 novembre 1995.  
DCC 02-014 du 19 février 2002, Recueil des décisions de la cour constitutionnelle du Bénin, 2002 ;  
DCC 98-101 du 23 décembre 1998, Recueil des décisions de la cour constitutionnelle du Bénin, 1998 ;  
DCC 02-052 du 31 mai 2002, Recueil 2002.  
DCC 02-058 du 4 juin 2002, Recueil 2002.  
DCC 03-088 du 28 mai 2003, Recueil des décisions de la cour constitutionnelle du Bénin, 2003.  
DCC 97-055 du 8 octobre 1997, Recueil 1997.  
DCC 00-066 du 13 octobre 2000, Recueil 2000.  
DCC 99-11 du 4 février 1999, Recueil 1999.  
DCC 98-065 du 5 août 1998, Recueil 1998.  
DCC 02-002 du 9 janvier 2002, Recueil 2002.

DCC 02-074 du 20 juin 2002, Recueil 2002.  
DCC 03-148 du 30 octobre 2003, Recueil 2003.  
DCC 03-143 du 16 octobre 2003, Recueil 2003.  
Trib. Conflits, 15 mars 2010, Bull. civ. 2010, n° 3.  
Trib. Conflits, 22 novembre 2010, Bull. civ. 2010, n° 9.  
Cass. crim. 15 mai 1990, pourvoi N° 07-13.284, Bull. crim. 1990, n° 5.  
Cass. Crim., 12 janvier 1971, Bulletin criminel n° 7.  
TPIY, aff. IT-95-17/1-T, Furundzia, 10 décembre 1988.  
TPIR, 20 mars 1996, Muneshyaka, 96-0160, Réquisitoire du procureur général, inédit ;  
Tribunal des conflits, 15 mars 2010, n° 10- 03. 692, Bull. 2010, n° 5.

## **VI- TEXTES OFFICIELS ET JURIDIQUES**

Charte africaine des droits de l'homme et des peuples ;

Charte africaine pour la protection et le bien-être de l'enfant ;

Charte des Nations-Unies et Statut de la Cour internationale de justice ;

Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ;

Convention de Vienne sur le droit des traités.

Convention européenne des droits de l'homme ;

Déclaration contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, 1975 ;

Déclaration française des droits de l'homme et du citoyen, 1789 ;

Déclaration universelle des droits de l'homme ;

Loi n° 90-32 du 11 décembre 1990 portant constitution de la République du Bénin ;

Loi n° 2012-15 du 18 mars 2013 portant code de procédure pénale en République du Bénin, commenté et annoté, sous la direction du Professeur Joseph DJOGBENOU, les éditions du CREDIJ, Cotonou, 2013.

Loi n° 2011-26 du 9 janvier 2012 portant prévention et répression des violences faites aux femmes ;

Loi n° 2011-20 portant lutte contre la corruption et autres infractions connexes en République du Bénin ;

Loi n° 2015-08 du 8 décembre 2015 portant code de l'enfant en République du Bénin ;

Pacte international relatif aux droits civils et politiques ;

Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ;

Protocole facultatif relatif à la convention Contre la torture ;

Protocole relatif à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples portant création de la Cour africaine de justice et des droits de l'homme.

Recueil annoté des textes du droit pénal (code pénal Bouvenet) ;

Statut de la cour pénale internationale ;

## **VII- RAPPORTS, COLOQUES ET SEMINAIRES**

Actes du colloque de la Commission des juristes, Nairobi, du 2 au 4 décembre 1985, 118 pages.

Actes du colloque de la Commission internationale des juristes, Nairobi du 2 au 4 décembre 1985 : « Rapport introductif sur la charte africaine des droits de l'homme et des peuples » par **Kéba MBAYE**.

Actes du colloque tenu à Ferrara les 29 et 30 avril 2005 (sous la direction de Francesco SALARNO) : La nouvelle procédure devant la cour européenne des droits de l'homme après le protocole n° 14 ; Bruylant, Bruxelles, 2007, 174 pages.

CDH, Observation générale n°23 adoptée lors de la 52<sup>e</sup> session, 1994.

CDH, Observation générale n°6 ; 16<sup>e</sup> session, 30 juillet 1982.

Colloque sur l'effectivité des droits fondamentaux dans les pays de la communauté francophone à Port-Louis, les 29, 30 septembre et 1<sup>er</sup> octobre 1993. AUPELF-UREF, 258 pages.

Colloque international du CERAP, Abidjan, 13, 14 et 15 mars 2006 : Quelle contribution l'Afrique de l'Ouest peut-elle apporter à la tradition universelle des droits de l'homme ?

Comité contre la torture : Examen du 2<sup>e</sup> Rapport du Bénin, 2007 ;

Comité contre la torture : Observation générale N° 2 du 24 janvier (CAT2) ;

Comité contre la torture : Observation générale N° 3 du 13 décembre 2012 (CAT3) ;

Compilation des décisions sur les communications de la commission africaine des droits de l'homme et des peuples, Extraits des rapports d'activité 1994-2001, (Institut pour les droits humains et le développement), Presses de l'imprimerie Saint-Paul, Dakar, 2002 ;

Cour de Justice des Communautés Européennes ; Arrêt « Simmenthal », 13 mars 1994, (106/77, Rec. ;

CPT, 11<sup>e</sup> rapport général d'activité, couvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2000, Strasbourg, 3 septembre 2001 ;

Le protocole facultatif à la Convention des Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants : Un manuel pour la prévention. Une publication de l'Institut interaméricain des Droits de l'Homme (IIDH) et l'Association pour la Prévention de la Torture (APT), Lyon, 2004, 301 pages ;

PNUD, Rapport mondial sur le développement humain 2000, Droits de l'homme et Développement humain, Paris, 2000, P. 93.

Protocole d'Istanbul : Manuel pour enquêter efficacement sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, 2005 ;

Rapport CDI, 1996, document ONU A/51/10, P. 119 ;

Rapport du Comité contre la torture, 27<sup>e</sup> et 28<sup>e</sup> sessions du 12-23 novembre 2001 et 29 avril au 17 mai 2002 (Examen du rapport initial du Bénin);

Rapport du Comité contre la torture, 53<sup>e</sup> session, 1998;

Résolution du Parlement européen du 11 mars 2014 sur l'éradication de la torture dans le monde.



## TABLE DES MATIERES

Remerciements	7
Principaux sigles et abréviations	9
<b>INTRODUCTION GENERALE</b>	<b>11</b>
A- Quelques définitions essentielles	12
1- L'interdiction de la torture	12
2- Les différents actes de torture et de mauvais traitements	14
3- La répression	15
B- Justifications et délimitation du sujet	17
1- La délimitation du sujet	17
2- Les justifications du sujet	18
C- Les intérêts du sujet	21
D- La physionomie du droit d'être à l'abri de la torture au Bénin	24
1- La situation antérieure à la constitution du 11 décembre 1990	24
2- La situation actuelle au Bénin	25
<b>1<sup>ère</sup> partie : L'état actuel de la répression de la torture au Bénin caractérisé par l'inexistence d'un fondement spécifique</b>	<b>26</b>
<b><u>Titre premier</u> : Une répression fondée sur un droit épars et difficile à appréhender</b>	<b>29</b>
<b><u>Chapitre 1</u> : L'imprécision des infractions contenues dans l'interdiction de la torture</b>	<b>31</b>
Section 1 : Source foisonnante du droit mais infractions imprécises	31
§ 1 : La légalité des infractions éparpillée dans divers textes ?	31
A- Les sources nationales de protection contre la torture	32
1- La Constitution	32
2- Les sources nationales complémentaires de protection contre la torture	33
B- Les sources internationales du droit d'être à l'abri de la torture	33
1- La Convention contre la torture : un texte prometteur	33
-Le protocole facultatif relatif à la convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants	36

2-	Les autres textes internationaux faisant partie du droit béninois : des textes porteurs	37
a-	Les piliers internationaux de protection contemporaine contre la torture	37
	-La Déclaration universelle des Droits de l'Homme	37
	-Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques	38
b-	Les textes internationaux complémentaires de protection contre la torture	39
	-Les conventions du droit international humanitaire et les statuts des juridictions internationales	39
	-Les conventions africaines de protection contre la torture	40
§ 2 :	Des infractions vaguement définies	41
A-	L'appréhension difficile des éléments constitutifs	41
1-	Le caractère épars et imprécis de l'élément matériel	42
	- La torture	43
	- Le traitement cruel	44
	- Le traitement inhumain	44
	- Le traitement dégradant	46
	- La peine cruelle	46
	- La peine inhumaine	47
	- La peine dégradante	47
2-	Le caractère complexe de l'élément moral de l'interdiction de la torture	48
B-	L'appréhension quasi impossible des sanctions	50
1-	L'existence de sanctions difficilement adaptables en droit béninois	50
a-	Renvoi au droit interne	51
b-	Les difficultés engendrées par l'absence des sanctions	51
2-	L'existence de sanctions inadéquates en droit interne béninois	53
Section 2 :	Restriction du droit d'être à l'abri de la torture dans les textes	54
§ 1 :	Réduction du nombre des infractions de l'interdiction de la torture dans les statuts des juridictions internationales	54
A-	Restriction tirée de la condition de violation massive	55
B-	Restriction tirée de l'omission des autres atteintes voisines	55
§ 2 :	Restriction tirée de la pratique des réserves	55
A-	La pratique des réserves aux conventions internationales des droits de l'homme	55

B-	Le cas spécifique des conventions internationales de protection contre la torture	56
<b>Chapitre 2 : L'interprétation réductrice du droit d'être à l'abri de la torture</b>		<b>59</b>
Section 1 : L'interprétation statique de l'interdiction de la torture		59
§ 1 : L'interprétation littérale de l'interdiction de la torture		59
A-	L'interprétation du droit d'être à l'abri de la torture au Bénin	60
1-	La pratique interprétative de la protection contre la torture par la Cour constitutionnelle du Bénin	60
2-	L'interprétation quasi inexistante devant les juridictions judiciaires et administratives	63
B-	L'interdiction de la torture parfois limitée aux crimes les plus graves	63
1-	L'interprétation du Comité contre la torture	64
2-	L'interprétation du Comité des droits de l'homme	65
§ 2 : L'interprétation réductrice du droit par la Commission africaine		66
Section 2 : L'interprétation excluant une catégorie de personnes de la protection contre la torture		68
§ 1 : La protection réduite à l'occasion de la recherche de preuve dans la lutte contre le terrorisme		68
A-	La torture dans l'éthique du contre-terrorisme	69
1-	Les conditions de l'usage de la torture	69
2-	Les formes de torture préconisées	71
B-	La justification de l'usage de la torture	72
1-	Le caractère exceptionnel de la lutte contre le terrorisme	72
2-	La promptitude nécessaire face aux terroristes	72
§ 2 : Possibilité d'effet contre-productif de l'usage de la torture dans la lutte contre le terrorisme		73
A-	L'écueil de l'usage des méthodes illégitimes	73
B-	L'écueil de la fragilité des aveux	75
<b>Titre 2<sup>ème</sup> : Une répression fondée sur des organes aux pouvoirs abstraits</b>		<b>78</b>
<b>Chapitre 1 : L'accès limité des instances internationales complémentaires au juge béninois</b>		<b>79</b>

Section 1 : Difficulté d'accès aux organes de surveillance	79
§ 1 : L'accès aux organes onusiens : les difficultés engendrées par la souveraineté	79
A- Les difficultés engendrées lors de la saisine par les particuliers	80
1- La condition de déclaration préalable	81
2- La condition d'épuisement des voies de recours internes	82
a- Le contenu de la condition d'épuisement des voies de recours internes	83
b- Le sens actuel de la condition d'épuisement des voies de recours internes	83
B- Les difficultés engendrées lors des communications étatiques	84
§ 2 : L'accès difficile à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples	85
Section 2 : L'accès incertain aux juridictions internationales	87
§ 1 : Une saisine des juridictions internationales tributaire de l'ampleur de la médiatisation des violations	87
A- La saisine de la CPI liée aux caprices des médias	87
1- La saisine de la CPI par l'ONU	88
2- La saisine de la CPI sur renvoi d'un Etat partie au statut de Rome	89
3- La saisine de la CPI sur renseignements fournis au Procureur	90
B- L'institutionnalisation de la justice pénale internationale ad hoc conditionnée par la médiatisation du caractère massif de la torture	91
1- La contingence de la création des TPI ad hoc	91
2- La poursuite « au tri » des présumés auteurs de torture devant les TPI ad hoc	91
§ 2 : L'accès incertain à la cour africaine de justice et des droits de l'homme	93
<b>Chapitre 2 : Le défaut de pouvoir de contrainte des instances régionales africaines</b>	<b>94</b>
Section 1 : Les limites au pouvoir répressif de la commission africaine des droits de l'homme et des peuples	94
§ 1 : Les faiblesses structurelles de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples	95
§ 2 : Les limites organisationnelles de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples	95

Section 2 : Les limites au pouvoir répressif de la Cour africaine de justice et des droits de l'homme	96
§ 1 : La juridiction extra nationale répressive : un géant au pied d'argile	97
A- Absence de police judiciaire internationale au service de la justice pénale internationale	97
B- Recours obligatoire aux autorités policières nationales : l'aboutissement de la répression lié à la volonté de l'Etat partie ?	99
§ 2 : Faible impact du juge africain sur la lutte contre la torture	100
A- L'effet répressif limité des décisions	100
1- Des décisions sous forme de simples recommandations	101
2- L'aboutissement des décisions laissé à la discrétion des autorités nationales	101
A- Des difficultés avérées	102
1- Déroulement du procès défavorable à la constitution des preuves	102
2- Le cas particulier des mauvais traitements dans les lieux de détention	103
<b><u>Deuxième partie : Pour une effectivité de la répression de la torture au Bénin</u></b>	<b>105</b>
<b><u>Titre premier: Procéder à une interprétation dynamique du fondement répressif embryonnaire existant</u></b>	<b>107</b>
<b><u>Chapitre 1 : L'interprétation des incriminations</u></b>	<b>109</b>
Section 1 : La recherche de la légalité	109
§ 1 : Le contenu du principe	109
A- La signification du principe et ses conceptions récentes	110
B- Le texte légal d'incrimination : les sources du droit pénal	113
1- Les sources écrites	113
2- Les sources non écrites	115
a- La coutume	115
b- Les principes généraux de droit	115
c- Le statut des juridictions internationales	116
d- L'exemple de définition des infractions contenues dans le statut des juridictions internationales doit être enrichi	118
-L'infraction consommée	119
-La tentative punissable	121

§ 2 : L'application du principe de la légalité	121
A- L'application du principe de la légalité des délits et des peines par le législateur	122
B- L'application du principe de la légalité par le juge	122
1- L'effectivité de l'accès à la justice tiré de l'application du principe de la légalité par le juge	122
2- Le renforcement de la protection contre la torture tirée de l'application efficiente du principe de la légalité des délits et des peines	124
 Section 2 : Le processus répressif des violations de l'interdiction de la torture	125
§ 1 : L'exercice de l'action publique	125
A- L'exercice de l'action publique par le Ministère public	125
B- L'exercice de l'action publique par les fonctionnaires de certaines administrations	126
 § 2 : L'action civile	127
A- L'exercice de l'action civile par la partie civile	127
1- Le dédommagement des victimes sur un fonds spécial	128
a- La constitution du fonds	128
b- Le recours au fonds	131
2- Le dédommagement des victimes selon les modalités du droit commun	131
B- L'exercice de l'action civile par les associations de lutte contre la torture	132
 <b><u>Chapitre 2 : L'interprétation des sanctions pénales</u></b>	<b>134</b>
Section 1 : La forme des sanctions	134
§ 1 : Les traits essentiels de la peine	135
A- Les fonctions de la peine	135
1- Les fonctions de la peine d'après le but recherché	135
a- La fonction d'intimidation de la peine	135
b- La fonction de rétribution de la peine	136
c- La fonction de réadaptation de la peine	136
2- Les fonctions de la peine d'après l'objet sur lequel elle s'applique	136
a- Les peines applicables aux personnes physiques	136
i- Peines criminelles	136
-Les peines criminelles de droit commun	136
-Les peines criminelles politiques	137

ii-	Les peines correctionnelles	137
iii-	Les peines complémentaires	137
b-	Les peines applicables aux personnes morales	138
B-	Les caractères fondamentaux de la peine	138
1-	Caractère afflictif de la peine	138
2-	Caractère infamant de la peine	138
3-	Caractère déterminé de la peine	138
4-	Caractère définitif de la peine	139
§ 2 :	Les traits essentiels de la mesure de sûreté	139
A-	Le but de la mesure de sûreté	139
B-	Les caractères fondamentaux de la mesure de sûreté	139
Section 2 :	L'application des sanctions	139
§ 1 :	Les conditions d'application des sanctions	140
A-	Le prononcé et l'exécution des sanctions	140
1-	Le prononcé des sanctions pénales	140
a-	Les conditions de fond	140
b-	Les conditions de forme	140
2-	Les conditions relatives à l'exécution de la sanction	141
a-	Le problème de la durée de la sanction	141
b-	Le problème de la révisibilité de la sanction	141
B-	L'effectivité de la répression tirée de l'application des sanctions	141
1-	La disponibilité du pouvoir coercitif	142
a-	L'usage de la contrainte lors de l'application des textes	142
b-	L'usage de la contrainte pendant l'exécution de la sentence	142
2-	L'appropriation par le juge béninois de l'autorité de chose interprétée par les juridictions internationales	143
§ 2 :	L'interprétation de la loi pénale	144
A-	L'interprétation législative	144
1-	L'interprétation prévue dans le corps du texte	144
2-	L'interprétation prévue dans un texte postérieur	144
B-	L'interprétation judiciaire	145

<b><u>Titre deuxième : Promotion d'une répression alternative</u></b>	<b>148</b>
<b><u>Chapitre 1 : Dynamisation de l'accès aux organes de surveillance</u></b>	<b>150</b>
Section 1 : Elimination des obstacles liés à la souveraineté étatique	150
§ 1 : Elimination des obstacles liés à la souveraineté devant les organes universels	151
A- Dynamisation de la répression alternative par l'accès facile au CCT	151
B- L'accès au Comité des droits de l'homme : anéantir les difficultés engendrées par la souveraineté	154
§ 2 : Elimination des obstacles liés à la souveraineté devant la Commission africaine	156
Section 2 : Elimination des obstacles politico-diplomatiques à l'accès aux organes de surveillance	158
§ 1 : Elimination des obstacles politico-diplomatiques à l'accès aux organes universels de protection contre la torture	158
A- Elimination des obstacles politico-diplomatiques à l'accès au Comité contre la torture	158
B- Elimination des obstacles politico-diplomatiques à l'accès au Comité des droits de l'homme	159
§2 : Elimination des obstacles politico-diplomatiques à l'accès à l'organe africain de surveillance	161
<b><u>Chapitre 2 : Dynamisation de l'accès aux juridictions internationales</u></b>	<b>164</b>
Section 1 : Elimination des obstacles liés à l'accès aux juridictions régies par l'ONU	164
§ 1 : Rendre les poursuites effectives	164
A- La sincérité dans la saisine de la CPI	164
1- La sincérité dans la saisine de la CPI par l'ONU	165
2- La sincérité dans la saisine de la CPI sur renvoi d'un Etat partie	166
3- La sincérité dans la saisine de la CPI sur renseignements fournis au procureur	167
B- La sincérité dans la saisine des TPI ad hoc	169
1- La contingence de la création des TPI ad hoc	169
2- L'écueil de la poursuite au tri des présumés auteurs de la torture devant les TPI ad hoc à éviter	170



§ 2 : Rendre les poursuites automatiques	171
A- L'ampleur de la violation ne devant plus être le critère de saisine	171
B- Les organes onusiens devant être utilisés dans la lutte contre la torture au Bénin	171
 Section 2 : Rapprochement des victimes potentielles béninoises proches des juridictions supranationales	 172
§ 1 : Rapprochement de la Cour africaine de justice et des droits de l'homme	172
A- L'introduction dans l'ordonnancement juridique béninois	172
B- La déclaration permettant la saisine par les particuliers	172
 § 2 : Rapprochement des juridictions onusiennes	 174
A- La déclaration permettant la saisine par les particuliers des organes de l'ONU	174
B- L'indispensable sensibilisation des populations	176
 <b>CONCLUSION GENERALE</b>	 <b>179</b>
 <b>RESUME</b>	 <b>183</b>
 <b>SUMMARY</b>	 <b>184</b>
 <b>VALORISATION ADDENDUM</b>	 <b>185</b>
 <b>MANUEL D'ACTION POUR LA LUTTE CONTRE LA TORTURE AU BENIN</b>	 <b>187</b>
 ANNEXE 1 : Communication N° 280/2005	 192
ANNEXE 2 : DCC 02.014 du 19 février 2002	200
ANNEXE 3 : DCC 99-11 du 4 février 1999	203
ANNEXE 4 : Recherche Empirique	206
 <b>BIBLIOGRAPHIE</b>	 <b>207</b>
 <b>TABLE DES MATIERES</b>	 <b>224</b>